

# Eni for 2021

Une transition juste



# Notre mission

Nous sommes une société énergétique.

- 13 15** Nous soutenons concrètement une transition énergétique socialement équitable, dans le but de préserver notre planète
- 7 12** et de favoriser l'accès aux ressources énergétiques de manière efficace et durable pour tous.
- 9** Nous concentrons notre travail sur la passion et l'innovation. Sur la force et le développement de nos compétences.
- 5 10** Sur la dignité égale des personnes, en reconnaissant la diversité en tant que ressource fondamentale pour le développement de l'humanité. Sur la responsabilité, l'intégrité et la transparence de nos actions.
- 17** Nous croyons aux partenariats à long terme avec les pays et les communautés qui nous accueillent pour créer une valeur partagée à long terme.

## Objectifs globaux pour le développement durable

Le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, présenté en septembre 2015, identifie les 17 objectifs de développement durable (ODD) qui représentent des objectifs communs de développement durable face aux défis sociétaux complexes d'aujourd'hui. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et pour Eni dans la conduite de ses activités dans les pays où elle opère.



# ENI FOR 2021

## UNE TRANSITION JUSTE

### **Clause de non-responsabilité**

Eni for 2021 est un document publié annuellement qui contient des déclarations prévisionnelles sur les différents sujets qui y sont traités.

Les déclarations prévisionnelles sont basées sur les prévisions et les croyances de la direction d'Eni élaborées sur une base raisonnable à la lumière des informations disponibles au moment de leur préparation. Néanmoins, les déclarations prévisionnelles comportent, de par leur nature même, un élément d'incertitude, car elles dépendent de la survenance d'événements et de développements futurs qui sont, en tout ou en partie, hors du contrôle et de la prévisibilité raisonnable d'Eni. Les résultats réels peuvent différer de ceux annoncés en raison de divers facteurs, y compris, à titre d'exemple, mais sans s'y limiter : l'impact de la pandémie de COVID-19, les tendances futures de la demande, de l'offre et des prix du pétrole, du gaz naturel et des produits pétroliers, les performances opérationnelles réelles, les conditions macroéconomiques générales, les facteurs géopolitiques et les changements de l'environnement économique et réglementaire dans de nombreux pays où Eni opère, le succès du développement et de l'application de nouvelles technologies, les changements des attentes des parties prenantes et d'autres changements des conditions de business. Les lecteurs du document sont donc invités à tenir compte d'une éventuelle divergence entre certaines déclarations prospectives figurant dans le texte, qui doivent être comprises comme des estimations, et les résultats qui seront obtenus si les événements ou les facteurs indiqués ci-dessus se produisent. Eni for 2021 contient également des termes tels que, par exemple, « partenariat » ou « partenariat public-privé », utilisés à titre de simple référence et sans connotation juridique technique. Eni fait référence à Eni SpA et aux entreprises incluses dans le secteur de consolidation.

**Images :** Toutes les photos des couvertures et des rapports Eni for 2021 proviennent des archives photographiques d'Eni. [B](#)



# Index

## Pourquoi lire Eni for 2021 ?

Dans ce document, Eni veut raconter sa contribution à une transition juste, une transition énergétique visant à garantir l'accès à une énergie efficace et durable en atteignant l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050 dans le but de partager les bénéfices sociaux et économiques avec les travailleurs, la chaîne de valeur, les communautés et les clients d'une manière inclusive, transparente et socialement équitable, c'est-à-dire qui tient compte des différents niveaux de développement des pays dans lesquels elle opère tout en minimisant les inégalités existantes.

Eni for 2021 retrace le parcours d'Eni pour relever ces défis, en articulant le document selon les trois leviers du modèle d'entreprise intégré, la neutralité carbone d'ici à 2050, l'excellence opérationnelle et les partenariats pour le développement, dont l'objectif est la création de valeur à long terme pour toutes les parties prenantes. Par rapport à la déclaration non financière consolidée (conformément au Décret législatif italien n° 254/2016) publiée au sein du rapport financier annuel pour donner une vision intégrée des informations financières et non financières, Eni for, le rapport volontaire sur la durabilité, veut approfondir davantage les questions en présentant des cas concrets et des témoignages de personnes avec lesquelles Eni partage son parcours.





## Introduction

Message aux parties prenantes	4
Eni dans le monde	6
Les activités d'Eni : le cycle de la valeur	8
Modèle d'entreprise	10
Vers une transition juste : contexte et défis mondiaux	12
La transition juste pour Eni	16
Gouvernance de durabilité	18
Eni et la finance durable	21
Les engagements d'Eni pour contribuer aux ODD	22
Principaux événements de 2021	24
Thèmes matériels pour Eni	26
Activités d'engagement des parties prenantes	28
Modèle de Gestion Intégrée des Risques	30
Innovation et numérisation	32

<b>1</b>	<b>Neutralité carbone d'ici à 2050</b>	
	Gouvernance du climat	39
	Gestion des risques	39
	La stratégie d'Eni	40
	Indicateurs et objectifs	41

<b>2</b>	<b>Excellence opérationnelle</b>	
	Chacun d'entre nous	44
	Santé des personnes	52
	Sécurité	56
	Environnement	62
	Droits de l'homme	68
	Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale	74
	Fournisseurs et clients	78

<b>3</b>	<b>Partenariats pour le développement</b>	
	Eni en tant qu'acteur du développement local	86
	Accès à l'énergie	90
	Partenariat pour le développement	92
	Programme de développement local – LDP	96
	Outils et méthodologies pour le développement local	106

### Annexes d'approfondissement

#### ➤ Eni for 2021 - Neutralité carbone d'ici à 2050

#### ➤ Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité

comprend : • l'Index du contenu GRI

- le Tableau de concordance de la TCFD
- le Tableau de concordance des indicateurs du FEM
- le Tableau de concordance SASB
- les indicateurs prévus par le règlement européen sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers

Glossaire	108
Rapport du cabinet d'audit	109
Le rapport non financier d'Eni	112



## Message aux parties prenantes



La guerre en Ukraine marque un moment décisif dans l'histoire européenne et mondiale. Le conflit provoque une tragédie humanitaire qui touche les valeurs fondatrices de notre culture commune : la paix, la stabilité et le sens de la communauté. Un moment où il est nécessaire d'être encore plus inclusif et non diviseur, en recherchant le bien commun.

La crise a également engendré de nouvelles menaces pour la sécurité énergétique de l'Europe, soulignant l'importance d'adopter une approche commune et pragmatique qui englobe la nécessité de renforcer la sécurité énergétique tout en accélérant la décarbonation.

En tant qu'Eni, notre réponse à l'urgence a été rapide et décisive. Avec le gouvernement italien et en tirant parti des alliances avec les pays dans les-

quels nous investissons depuis des années, nous nous sommes efforcés de trouver des approvisionnements, à partir de nos investissements dans l'exploration, le développement et la production, comme alternatives au gaz russe pour les besoins européens. Dans le même temps, comme je l'ai souligné lors de la journée des marchés financiers, nous restons fermement engagés en faveur d'une transition énergétique équitable et juste, en accélérant encore notre trajectoire de décarbonation.

Notre transition énergétique s'inspire des principes de la transition juste, c'est-à-dire une transition énergétique qui place les personnes au centre, qui est efficace, grâce à une approche incisive, qui adopte les technologies disponibles, et qui est juste, en envisageant l'adoption de diverses so-

lutions, avec différentes graduations selon les spécificités des multiples contextes et contraintes internes. En tant qu'Eni, nous ressentons fortement ces impératifs : la responsabilité de contribuer à l'accès à l'énergie pour tous, le soutien au développement des pays où nous sommes présents, et la contribution à la réalisation des plus grandes ambitions de l'Accord de Paris.

Eni a choisi de jouer un rôle de premier plan dans cette transition. Il y a huit ans, lorsque j'ai signé pour la première fois notre bilan de durabilité, nous venions de créer le comité de durabilité et des scénarios, le premier parmi les entreprises du secteur, un organe conçu pour aider le conseil d'administration à prendre des décisions stratégiques, en imprimant un modèle d'entreprise durable global



pour nos parties prenantes. Eni est désormais en mesure de renforcer encore ses objectifs de décarbonation, avec des objectifs intermédiaires plus ambitieux dès 2025, sur la voie du zéro émission nette d'ici à 2050. Nous avons notamment annoncé une réduction de -35 % des émissions nettes de scope 1, 2 et 3 d'ici 2030 et de -80 % d'ici 2040 par rapport au niveau de 2018 (par rapport aux objectifs de -25 % et -65 % du plan précédent). En ce qui concerne les émissions nettes de scope 1 et 2, nous atteindrons -40 % d'ici 2025 (par rapport aux niveaux de 2018) et atteindrons le zéro émission nette d'ici 2035, soit cinq ans avant le plan précédent.

Nous augmenterons la part de nos investissements consacrés aux nouvelles solutions énergétiques, en visant 30 % d'ici 2025, en doublant cette part pour atteindre 60 % d'ici 2030 et 80 % d'ici 2040. Sur cette voie, nous proposerons des solutions de plus en plus durables à nos clients, en nous appuyant sur des sociétés spécialisées, telles que Plenitude, qui développera plus de 15 GW de capacité renouvelable d'ici 2030, et en développant de nouvelles activités, telles que le secteur du bioraffinage, où nous porterons la capacité à 6 millions de tonnes par an au cours de la prochaine décennie.

Notre engagement en faveur de la transition est indissociable de celui des pays où nous sommes présents, avec lesquels nous développons des initiatives innovantes. Dans certains pays d'Afrique, par exemple, nous structurons un réseau d'agri-hubs qui nous permettra de couvrir 35 % de l'approvisionnement de nos bioraffineries d'ici 2025 tout en créant des emplois et le développement. Nous travaillons également avec les agriculteurs pour récupérer des terres marginales, qui ne sont pas en concurrence avec la chaîne alimentaire, par exemple dans les zones désertiques, en cultivant des plantes à usage énergétique. Il s'agit d'une initiative qui a un impact sur

l'emploi. L'Administrateur Délégué et qui contribue à la fois à la transition énergétique d'Eni et à celle des pays africains, en favorisant leur intégration dans la chaîne de valeur des biocarburants dans le plus grand respect de l'environnement et des droits de l'homme. En outre, nous encourageons les programmes de développement local avec un large portefeuille d'initiatives communautaires conformes aux plans de développement nationaux et aux Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment en soutenant la création d'opportunités d'emploi et le transfert de savoir-faire et de compétences à nos partenaires locaux.

La recherche et le développement sont essentiels à la réussite de la transition énergétique, car ils préparent l'application des nouvelles technologies. C'est pourquoi nous comptons sur le talent de notre personnel, de nos chercheurs et de ceux avec qui nous collaborons au sein de notre vaste réseau d'universités et de centres de recherche. C'est aussi grâce à ce pari, sur nos collègues et sur les technologies d'avant-garde, que nous pouvons aujourd'hui compter sur un portefeuille de plus de 7000 brevets et 400 projets de recherche. En outre, en 2021, Commonwealth Fusion Systems, une société dont nous sommes les principaux actionnaires et avec laquelle nous collaborons dans le domaine de la fusion magnétique, a obtenu d'excellents résultats lors du premier essai d'aimant au monde avec la technologie HTS (supraconducteurs à haute température), franchissant ainsi une étape importante vers le confinement du plasma dans le processus de fusion magnétique. Il s'agit d'une technologie qui n'a jamais été appliquée à un niveau industriel jusqu'à présent, qui pourrait garantir d'énormes quantités d'énergies à zéros émissions.

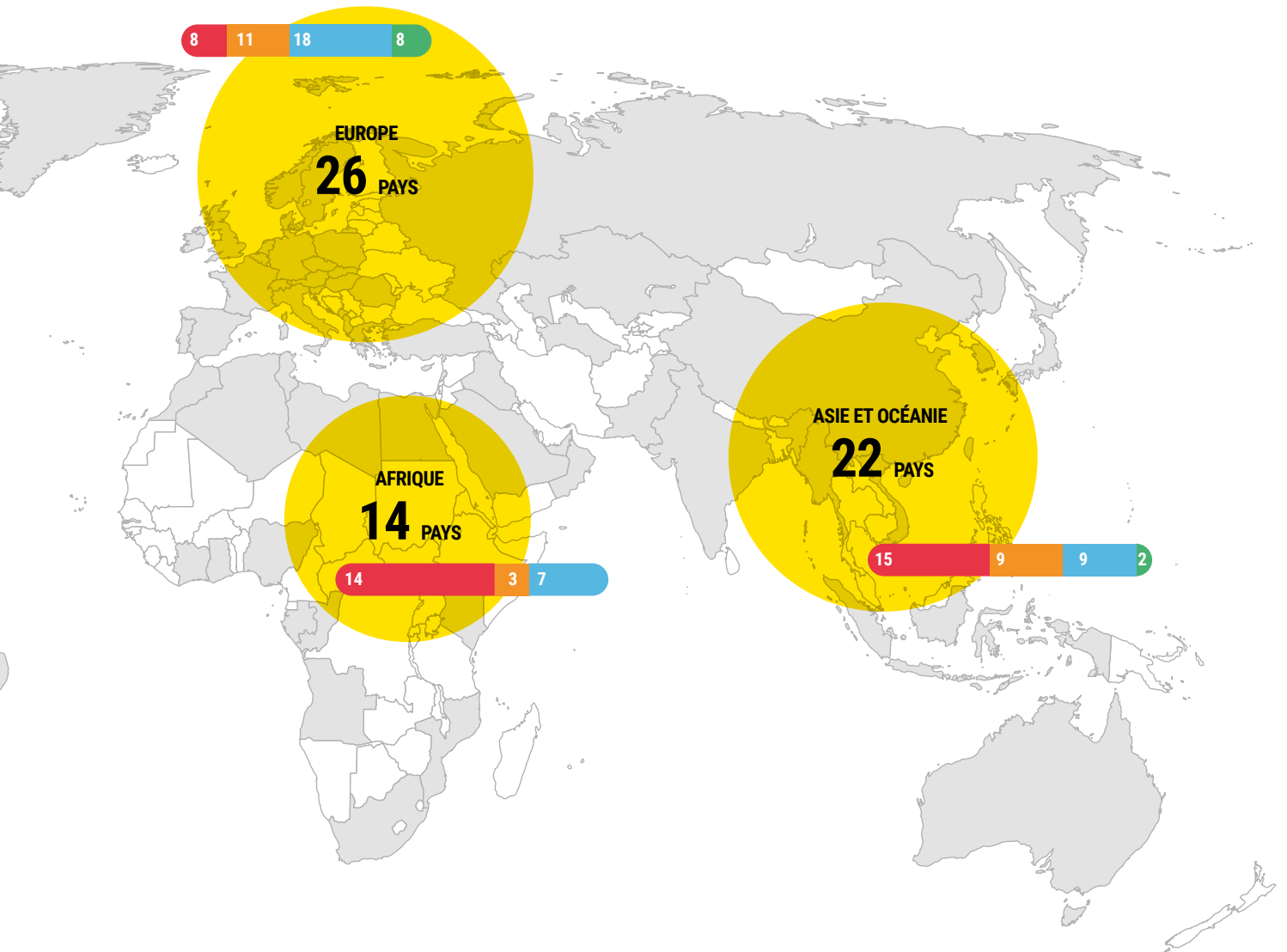
Au cours de ce voyage de transformation, fondé sur les principes d'intégrité et de transparence, nous maintenons nos priorités avec un en-

gagement continu à protéger la santé et la sécurité de notre personnel, à préserver l'intégrité de nos actifs et à protéger l'environnement. Nous nous inspirons des Objectifs de Développement Durable (ODD) définis dans l'Agenda 2030 des Nations Unies, des principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (PNG), des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et des 10 principes du Pacte Mondial, qui appellent à une action systémique pour résoudre les défis complexes d'aujourd'hui. Nous avons également signé récemment les principes d'autonomisation des femmes des Nations Unies (WEP), dans le cadre de notre engagement à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail, dans les pratiques de business et dans la société. Nous considérons la diversité comme une ressource à sauvegarder et à renforcer tant au sein de l'entreprise que dans toutes les relations avec les parties prenantes externes. Les partenariats pour le développement durable avec tous les acteurs en jeu – des organisations privées, publiques et internationales aux associations de la société civile et aux instituts de recherche – qui permettent de mettre en commun les ressources et le capital humain pour promouvoir une croissance inclusive et durable sont essentielles à la réalisation d'objectifs communs.

Claudio Descalzi  
L'Administrateur Délégué







● Exploration & Production    ● Global Gas & Lng Portfolio    ● Raffinage & Marketing et chimie    ● Plenitude & Power

## EUROPE

ALBANIE	● ● ● ● ●	MONTÉNÉGR0	● ● ● ● ●
ALLEMAGNE	● ● ● ● ●	NORVÈGE	● ● ● ● ●
AUTRICHE	● ● ● ● ●	PAYS-BAS	● ● ● ● ●
BELGIQUE	● ● ● ● ●	POLOGNE	● ● ● ● ●
CHYPRE	● ● ● ● ●	PORTUGAL	● ● ● ● ●
DANEMARK	● ● ● ● ●	RÉP. SLOVAQUE	● ● ● ● ●
ESPAGNE	● ● ● ● ●	RÉP. TCHÈQUE	● ● ● ● ●
FRANCE	● ● ● ● ●	ROUMANIE	● ● ● ● ●
GRÈCE	● ● ● ● ●	ROYAUME-UNI	● ● ● ● ●
GROENLAND	● ● ● ● ●	SLOVÉNIE	● ● ● ● ●
HONGRIE	● ● ● ● ●	SUÈDE	● ● ● ● ●
IRLANDE	● ● ● ● ●	SUISSE	● ● ● ● ●
ITALIE	● ● ● ● ●	TURQUIE	● ● ● ● ●

## ASIE ET OCÉANIE

ARABIE SAOUDITE	● ● ● ● ●	JAPON	● ● ● ● ●
AUSTRALIE	● ● ● ● ●	KAZAKHSTAN	● ● ● ● ●
BAHRÉÏN	● ● ● ● ●	LIBAN	● ● ● ● ●
BIRMANIE	● ● ● ● ●	OMAN	● ● ● ● ●
CHINE	● ● ● ● ●	PAKISTAN	● ● ● ● ●
CORÉE DU SUD	● ● ● ● ●	RUSSIE	● ● ● ● ●
ÉMIRATS ARABES UNIS	● ● ● ● ●	SINGAPOUR	● ● ● ● ●
HONG KONG	● ● ● ● ●	TAIWAN	● ● ● ● ●
INDE	● ● ● ● ●	TIMOR ORIENTAL	● ● ● ● ●
INDONÉSIE	● ● ● ● ●	TURKMÉNISTAN	● ● ● ● ●
IRAK	● ● ● ● ●	VIETNAM	● ● ● ● ●





# Les activités d'Eni : la chaîne de valeur

Eni est une entreprise énergétique mondiale à fort contenu technologique, présente tout au long de la chaîne de valeur : de l'exploration, du développement et de l'extraction du pétrole et du gaz naturel, à la production d'électricité à partir de la cogénération et de sources renouvelables, en passant par le raffinage et la chimie traditionnels et biologiques, jusqu'au développement de processus d'économie circulaire. Eni étend sa portée aux marchés finaux, en commercialisant du gaz, de l'électricité et des produits aux marchés locaux et aux clients de détail et d'affaires, auxquels elle offre également des services d'efficacité énergétique et de mobilité durable. Des initiatives de captage et de stockage du CO<sub>2</sub> et de Natural Climate Solutions seront mises en œuvre pour absorber les émissions résiduelles.

La consolidation des compétences, des technologies et la répartition géographique des actifs sont les leviers dont dispose Eni pour renforcer sa présence le long de la chaîne de valeur.

Eni s'engage à devenir une entreprise leader, orientée vers le client, dans la production et la vente de produits énergétiques décarbonés. La décarbonation sera réalisée en mettant en œuvre et en renforçant les technologies et les activités existantes telles que :

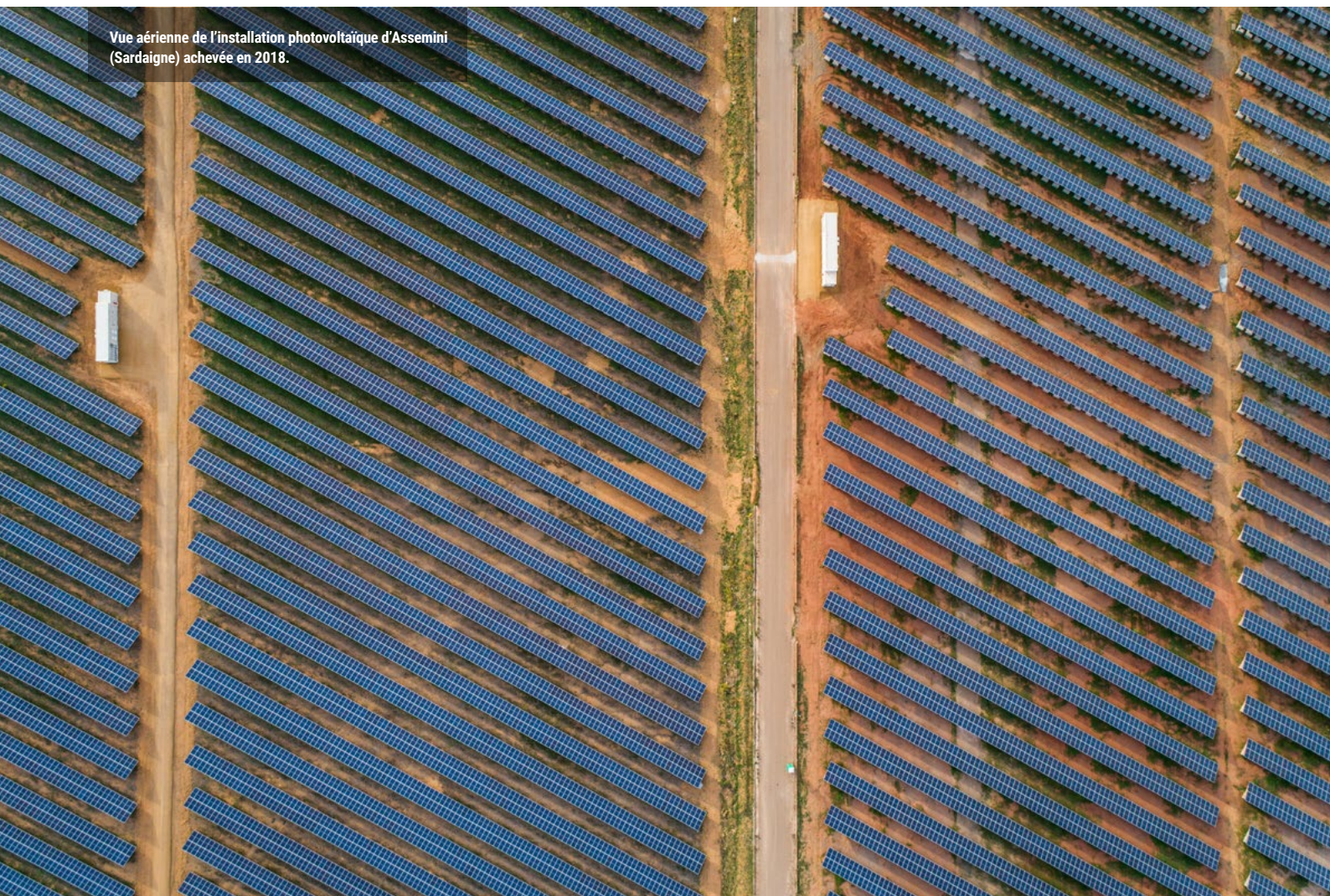
- **Efficacité et numérisation** des opérations et des services à la clientèle ;
- **Énergies renouvelables** par l'augmentation de la capacité et l'intégration avec l'activité de détail ;
- **Captage du carbone** naturel ou artificiel pour absorber les émissions

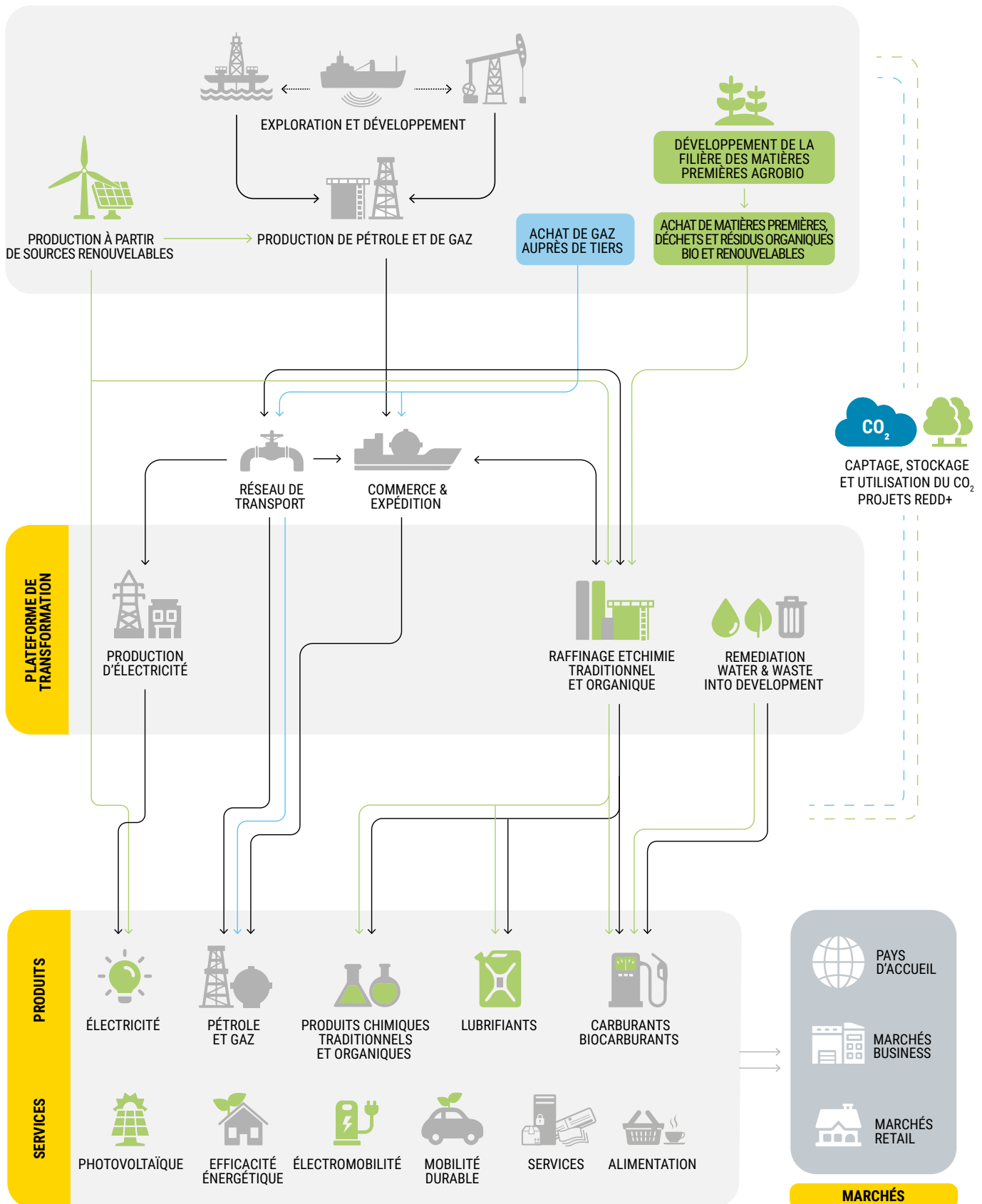
résiduelles par le biais d'initiatives REDD+ de conservation des forêts et de projets de (CSC) ;

- **Bioraffineries** avec un apport croissant de matières premières provenant de déchets et de rebuts et une chaîne de production intégrée de matières premières agroalimentaires n'entrant pas en concurrence avec la production alimentaire ;
- **L'hydrogène bleu et vert** pour les activités industrielles à forte intensité énergétique et la mobilité durable ;
- **Économie circulaire** avec une utilisation accrue du biométhane, des déchets et du recyclage des produits finis.

Le gaz sera un soutien important pour les sources intermittentes dans la transition énergétique.

Vue aérienne de l'installation photovoltaïque d'Assemini (Sardaigne) achevée en 2018.









# Modèle d'entreprise

Création  
de valeur  
pour toutes les  
parties prenantes



Le modèle d'entreprise d'Eni vise à **créer de la valeur pour toutes les parties prenantes** grâce à une forte **présence tout au long de la chaîne de valeur** énergétique. Eni a pour objectif de contribuer, directement ou indirectement, à la réalisation des **Objectifs de Dé-**

**veloppement Durable (ODD)** de l'Agenda 2030 des Nations Unies, en soutenant une transition énergétique socialement équitable qui réponde par des solutions concrètes et économiquement viables aux défis de la lutte contre le changement climatique et de

l'accès à l'énergie de manière efficace et durable, pour tous.

Eni associe organiquement son plan d'affaires aux principes de durabilité environnementale, sociale et de gouvernance, en étendant son champ d'action sur trois axes :

## EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

- ▶ 1. L'activité d'Eni est constamment orientée vers l'excellence opérationnelle. Cela se traduit par un engagement permanent en faveur de la valorisation des personnes, de la préservation de la santé et de la sécurité des personnes et de l'intégrité des actifs, de la protection de l'environnement, de l'intégrité et du respect des droits de l'homme, de la résilience et de la diversification des activités et de la garantie d'une discipline financière rigoureuse. Ces éléments permettent à l'entreprise de saisir les opportunités liées aux évolutions possibles du marché de l'énergie et de poursuivre sur la voie de la transformation.

## NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050

- ▶ 2. Le modèle d'entreprise d'Eni envisage une voie de décarbonation vers la neutralité carbone d'ici à 2050, sur la base d'une approche qui prend en compte les émissions générées tout au long du cycle de vie des produits énergétiques et d'un ensemble d'actions qui conduiront à la décarbonation totale des processus et des produits d'ici à 2050. Cette voie, réalisée grâce aux technologies existantes, permettra à Eni de réduire totalement son empreinte carbone, tant en termes d'émissions nettes que d'intensité carbone nette.

## ALLIANCES POUR LE DÉVELOPPEMENT

- ▶ 3. La troisième ligne directrice est celle des partenariats pour le développement en valorisant les ressources des pays de présence, en facilitant l'accès à l'électricité et en promouvant les programmes de développement local (PDL) avec un large portefeuille d'initiatives communautaires. Cette approche distinctive « Dual Flag » est basée sur des collaborations avec d'autres acteurs internationalement reconnus pour identifier les besoins des communautés en accord avec les plans de développement nationaux et l'Agenda 2030 des Nations Unies. Eni s'engage également à créer des opportunités d'emploi et à transférer son savoir-faire et ses compétences à ses partenaires locaux.

## COMPÉTENCES, INNOVATION TECHNOLOGIQUE ET NUMÉRISATION

- ▶ Le modèle d'entreprise d'Eni se développe selon ces trois axes en s'appuyant sur les compétences internes, le développement et l'application de technologies innovantes et le processus de numérisation. Un élément fondateur du modèle d'entreprise est le système de gouvernance d'entreprise, inspiré des principes de transparence et d'intégrité, et détaillé dans la section « Gouvernance ».



Le Rapport  
de Durabilité  
2021

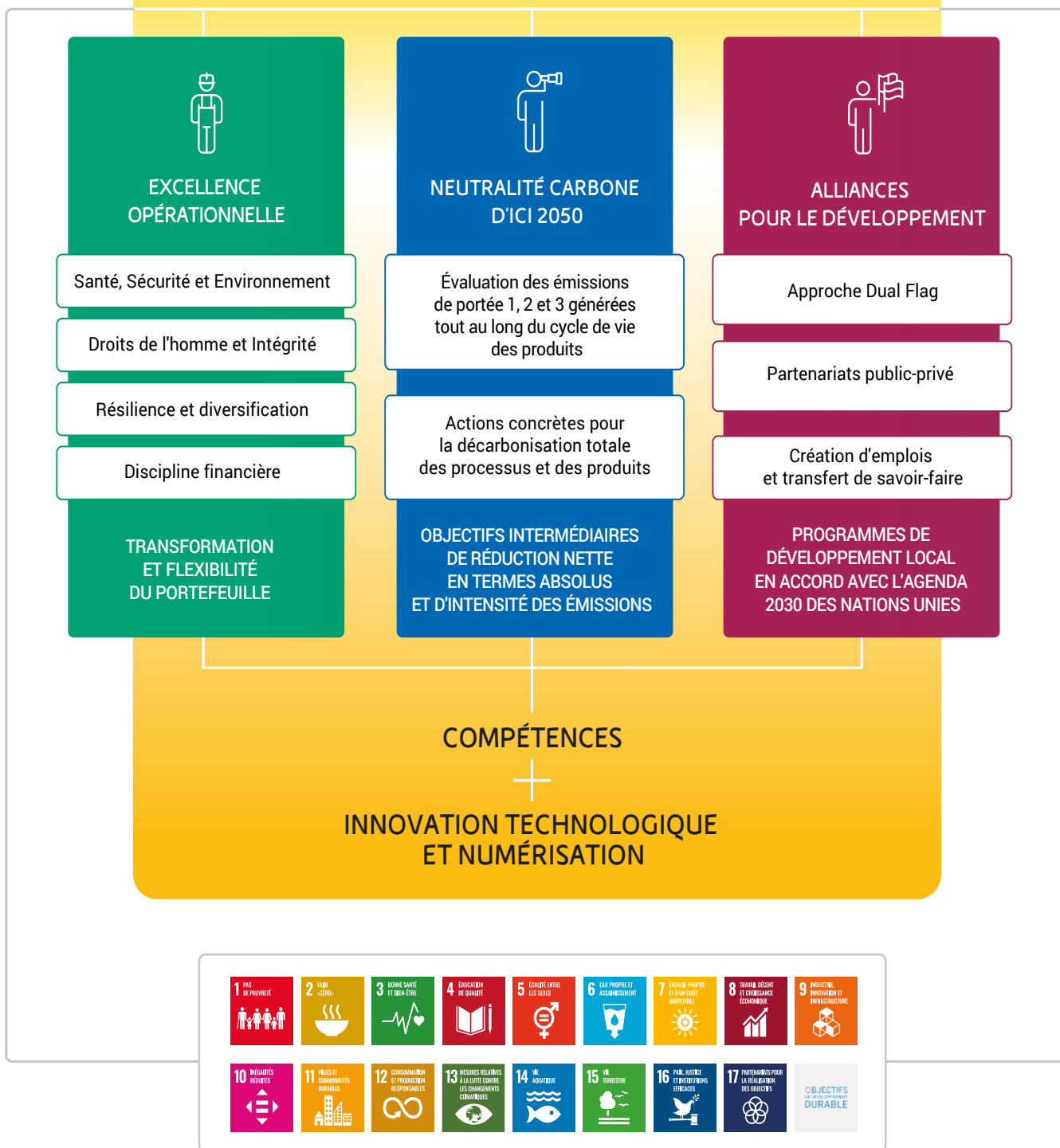
Le bilan de durabilité, Eni for 2021, se penche sur les trois leviers du modèle d'entreprise (Eni for 2021 - Une transition juste) et comprend également une annexe détaillée consacrée à la voie vers la « Neutralité Carbone d'ici à 2050 » et une autre consacrée à la « performance » sur la période de cinq ans avec des commentaires connexes.





## CRÉATION DE VALEUR POUR TOUTES LES PARTIES PRENANTES

Grâce à une présence intégrée dans l'ensemble de la chaîne de valeur énergétique





# Vers une transition juste : contexte de référence et défis mondiaux

Eni entend jouer un rôle décisif sur la voie d'une transition énergétique socialement juste

Le paysage énergétique mondial va être confronté à des défis majeurs dans les années à venir, devant trouver un équilibre entre deux besoins fondamentaux : la croissance de la consommation d'énergie, résultant de l'augmentation de la population et de l'économie mondiale, la nécessité de garantir un accès universel à l'énergie, et l'urgence de lutter contre le changement climatique en agissant immédiatement sur tous les leviers disponibles et en accélérant le processus de transition vers un mix plus durable. La transition énergétique peut suivre des voies différentes, mais l'engagement des gouvernements, notamment par la définition de politiques claires et uniformes, et l'évolution des

technologies seront des éléments clés pour la rendre possible. Au cours des trois dernières décennies, la demande d'énergie a augmenté à des taux élevés, principalement sous l'impulsion des pays en développement, tandis que les pays de l'OCDE ont connu une consommation sensiblement stable/légèrement en baisse, avec une augmentation des énergies renouvelables et du gaz naturel (la seule source fossile en croissance). Dans le cadre de cette évolution du mix, les pays de l'OCDE ont connu une stabilité substantielle des émissions, tandis que dans les pays non membres de l'OCDE, l'utilisation croissante de sources fossiles également, afin de répondre à l'augmentation des besoins

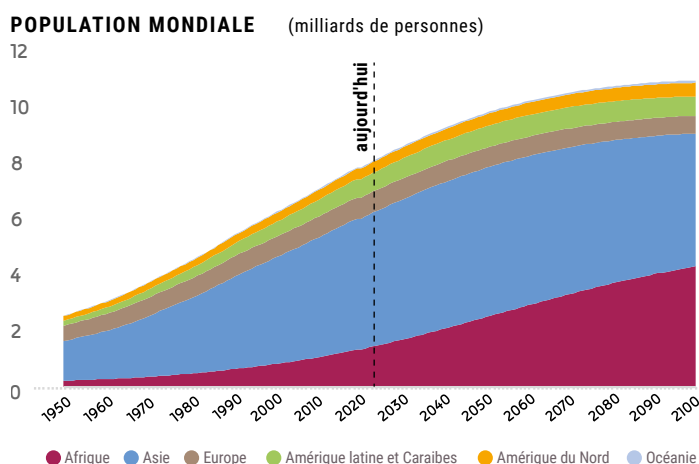
énergétiques, a entraîné une augmentation assez soutenue des émissions. La voie de la transition énergétique est rendue encore plus difficile par l'évolution du scénario : d'une part, la croissance démographique dans les pays non membres de l'OCDE signifie une augmentation importante de la demande énergétique, d'autre part, les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère doivent être réduites afin de lutter contre le changement climatique. La croissance démographique se traduira par une augmentation de 1,9 milliard de personnes d'ici à 2050, contre 7,7 milliards en 2020. Environ 60 % de cette augmentation sera concentrée en Afrique et 1/5 en Inde et en Asie du Sud-Est.

9,7 milliards

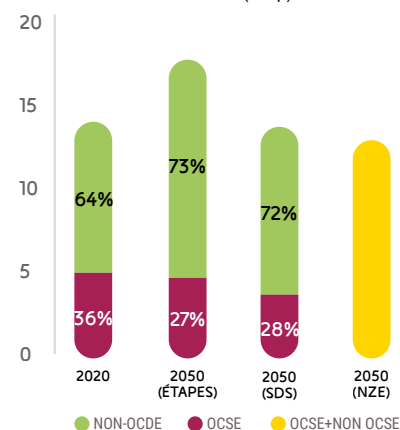
Population d'ici à 2050

+26 %

Demande d'énergie d'ici à 2050 par rapport à 2020 selon le scénario STEPS de l'AIE



**DEMANDE D'ÉNERGIE** (Gtep)



L'Agence Internationale de l'Energie (AIE) élabore un scénario de référence, le scénario des politiques déclarées (STEPS), qui comprend toutes les politiques mises en œuvre et planifiées par les gouvernements, et un scénario des promesses annoncées (APS), qui analyse les implications en termes d'émissions et de demande d'énergie si tous les objectifs zéro net annoncés par les gouvernements sont effectivement atteints et dans les délais prévus. Parallèlement elle élabore deux scénarios rétrospectifs (SDS - Sustainable Development Scenario et NZE2050 - Net zero), qui poursuivent les principaux objectifs énergétiques du développement du-

nable (notamment le plein accès à l'énergie et la limitation de l'augmentation de la température nettement en dessous de 2 °C), et identifient rétrospectivement toutes les mesures nécessaires pour les atteindre. La voie identifiée par la NZE2050 mise sur certains leviers de décarbonation tels que l'électrification, l'efficacité et un changement radical du comportement des consommateurs, nécessitant un changement immédiat du paradigme énergétique et l'utilisation d'ici à 2050 de solutions technologiques encore au stade de prototype et non encore largement déployées. En 2040, la demande énergétique mondiale sera inférieure à celle

d'aujourd'hui (-9 % par rapport à la demande actuelle). 2020, -13 % par rapport à 2019), même avec une économie mondiale qui devrait doubler et une population qui augmente de 2 milliards d'habitants.

Pour répondre à la demande mondiale d'énergie, il sera crucial, dans les pays de l'OCDE, de favoriser les processus d'efficacité et de limiter l'empreinte carbone associée à la consommation, tandis que dans les pays non membres de l'OCDE, il faudra garantir un accès universel à l'énergie grâce à un bouquet énergétique durable, qui permette également de valoriser les ressources locales existantes.



## LES ASPECTS SOCIAUX DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Le concept de « transition juste » prend de plus en plus en compte l'impact de la transformation énergétique sur les personnes, en commençant par les travailleurs directs et indirects, et en incluant les communautés et les consommateurs. Dans cette optique, la gestion des réductions d'émissions doit inclure la gestion des impacts sociaux, c'est-à-dire qu'elle doit être inclusive. Cela contribue non seulement à l'équité de la transition, mais aussi à l'efficacité des politiques et des actions mises en œuvre.

La transition énergétique est ainsi placée dans l'interconnexion de plusieurs Objectifs de Développement Durable et non dans le seul Objectif 13. Cette

prise de conscience est notamment attestée par deux initiatives présentées en 2021 lors de la COP 26 à Glasgow :

- l'AIE a créé une « Commission mondiale sur les transitions énergétiques propres axées sur les personnes », qui a élaboré une série de recommandations sur la voie de la transition afin de gérer correctement ses éventuelles répercussions sociales, positives ou négatives ;
- 14 gouvernements et la Commission européenne ont signé, la Déclaration pour une transition juste (« Declaration on supporting the conditions for a just transition internationally ») lors de la COP 26 pour s'engager à soutenir une transition juste à l'échelle internationale, pour ne laisser personne de côté, en soulignant certains principes essentiels.

« Les pays signataires doivent prendre en compte les impératifs d'une transition juste pour la main-d'œuvre et la création d'emplois décents et de qualité, conformément aux priorités de développement définies au niveau national ».

(Préambule Accord de Paris sur le changement climatique, 2015).

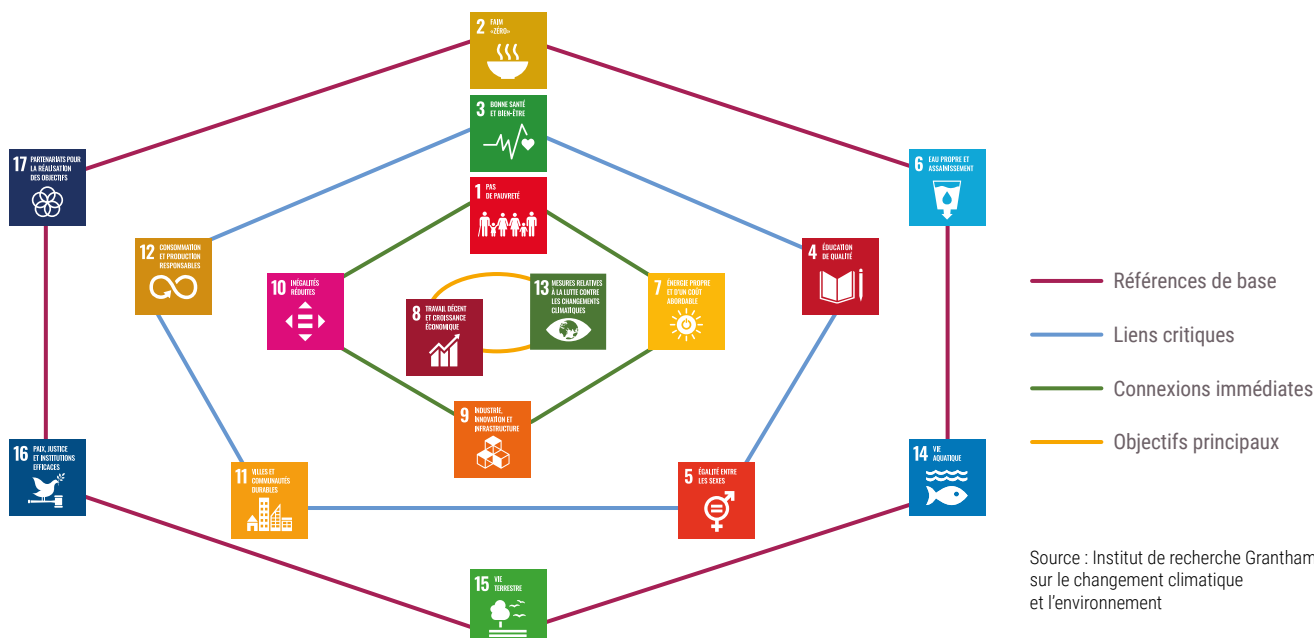
« La transition juste » est un processus « vers une économie écologiquement durable, qui doit être bien gérée et contribuer aux objectifs de travail décent pour tous, d'inclusion sociale et d'éradication de la pauvreté ».

(Lignes directrices 2015 de l'OIT pour une transition juste, négociées entre les gouvernements, les organisations d'employeurs et les syndicats).

## LES PRINCIPES ESSENTIELS POUR UNE TRANSITION JUSTE DÉFINIS PAR 14 GOUVERNEMENTS ET LA COMMISSION EUROPÉENNE, À L'OCCASION DE LA COP 26

- | Soutien des travailleurs dans la transition vers de nouveaux emplois.
- | Soutien et promotion du dialogue social et de l'engagement des parties prenantes.
- | Des stratégies économiques qui conduisent à un développement durable, notamment en aidant les pays dépendants des combustibles fossiles à diversifier leurs économies.
- | La création d'emplois locaux, inclusifs et décents, afin que les nouveaux emplois verts ne soient pas délocalisés.
- | Les principes de transition juste doivent être appliqués tout au long de la chaîne d'approvisionnement, en utilisant des normes de diligence appropriée reconnues.
- | Un engagement à rendre compte des progrès d'une transition juste dans le cadre de l'Accord de Paris et des contributions déterminées au niveau national.

## LA TRANSITION JUSTE ET LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





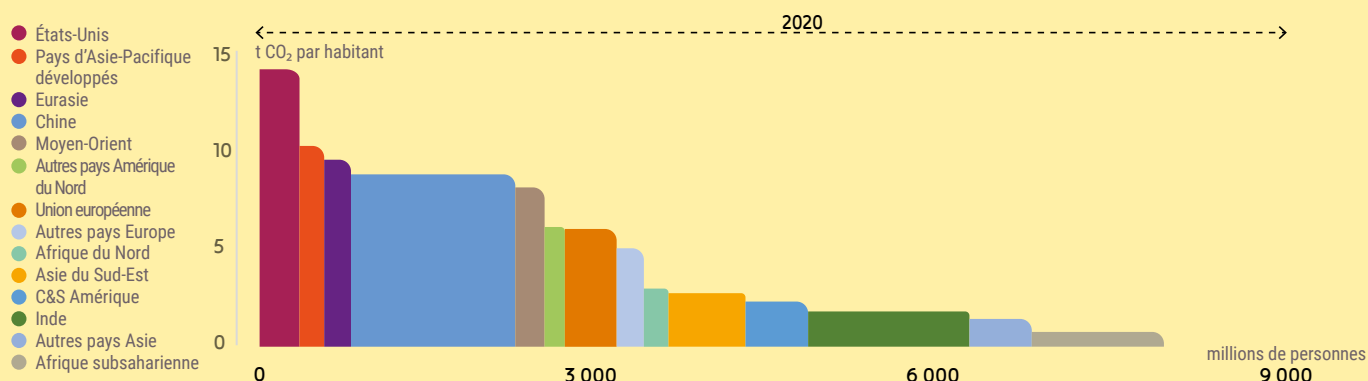
## FOCUS ON

## QUE SIGNIFIE CONCRÈTEMENT UNE TRANSITION JUSTE ?

**Dans les pays à économie développée** il y a deux aspects de la transition à gérer d'un point de vue social en tenant compte des conséquences pour les travailleurs, les territoires et les communautés de référence : la **transition-Out** ou la nécessité de reconverter et de fermer certains secteurs d'activité; et **transition-In** c'est-à-dire le développement de nouvelles entreprises, infrastructures, produits. Les personnes susceptibles d'être affectées négativement par la « transition-out » peuvent en fait ne pas être les mêmes que celles qui bénéficient de la « transition-in ». De même, il faut veiller à ce que les nouveaux secteurs à faible émission de carbone se caractérisent par des emplois décents et des effets positifs sur les communautés.

**Dans les pays en développement**, le discours sur la transition juste est en partie inévitablement différent : il s'agit avant tout de concilier le droit au développement avec la nécessité globale de réduire les émissions, en tenant compte du principe de « responsabilités communes mais différenciées ». Le concept même de transition-out est difficile à appliquer dans des pays qui ont toujours connu la pauvreté énergétique avec des émissions par habitant incomparablement plus faibles que celles des pays développés. La transition juste dans ces régions sera donc principalement axée sur la lutte contre la pauvreté énergétique et il conviendra de gérer les retombées de la « transition-In » promue par les grands pays consommateurs d'énergie : par exemple, l'expansion de nouveaux secteurs tels que la production de matières premières énergétiques végétales ou l'extraction de minéraux utilisés dans la filière énergétique à faible émission de carbone, dont les effets redistributifs potentiels à l'échelle mondiale doivent être évalués et gérés de manière à ne pas aggraver les inégalités existantes.

## ÉMISSIONS PAR HABITANT



Source : Agence internationale de l'énergie (2021), World Energy Outlook 2021, AIE, Paris

# 40 millions

Personnes travaillant directement dans le secteur de l'énergie, selon l'AIE

Selon l'AIE, en 2020, environ 750 millions de personnes – soit environ 10 % de la population mondiale – n'auront pas accès à l'électricité, notamment en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. Si les vingt dernières années ont été marquées par d'énormes améliorations, notamment en Inde, la pandémie a annulé plusieurs années de progrès. On estime notamment que l'augmentation des niveaux de pauvreté dans le monde pourrait avoir déjà rendu les services d'électricité de base inabordable pour plus de 100 millions de personnes qui disposaient déjà d'un raccordement à l'électricité en Asie et en Afrique, poussant ces ménages à recourir à des sources d'énergie plus polluantes et inefficaces. On estime qu'en 2030,

quelque 670 millions de personnes n'auront toujours pas accès à l'électricité, la plupart en Afrique subsaharienne. Bien qu'au niveau agrégé, le PIB mondial ait déjà dépassé les niveaux d'avant la crise de COVID-19, dans l'*Outlook* de janvier 2022, la Banque Mondiale a mis en évidence un environnement macroéconomique caractérisé par des déséquilibres et des inégalités importants, en particulier dans les pays en développement où la politique budgétaire a été insuffisante et où la dette publique a atteint des niveaux risqués et insoutenable à long terme. En outre, nous assistons à une inégalité croissante des revenus entre les États et à l'intérieur de ceux-ci, en particulier dans les pays en développement où les politiques de

bien-être sont encore très limitées et où les groupes les plus touchés sont précisément les plus fragiles comme les femmes et les travailleurs non qualifiés ou informels. Afin de réduire les déséquilibres croissants et de garantir une reprise économique plus durable entre les zones économiques, la Banque Mondiale souligne le rôle de la coopération internationale à travers la répartition équitable des vaccins, la réduction des charges sur les dettes à l'égard d'organismes publics des pays les plus pauvres et l'atténuation des coûts liés à la transition énergétique. La coopération internationale est également une condition nécessaire à la transition énergétique, comme le souligne l'AIE, car, pour la plupart des pays en développement, la voie





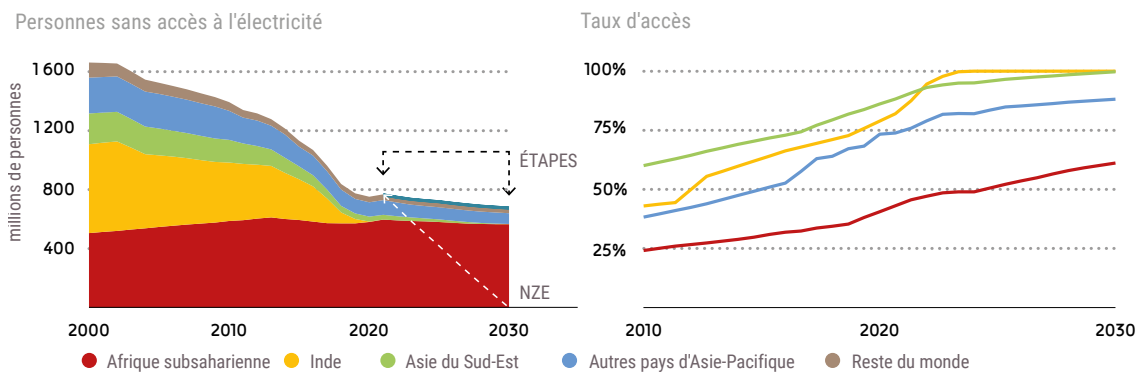
vers le « net-zero » sera une quantité inconnue sans l'aide internationale : dans un scénario où la coopération internationale est faible, les émissions nulles pourraient n'être atteintes que vers 2090.

Une autre question sociale, liée à la voie de la transition, également relevée par l'AIE, est la dynamique de l'emploi. Environ 40 millions de personnes dans le monde travaillent directement dans le secteur de l'énergie, et l'AIE estime dans son scénario net-zero d'ici à 2030, le nombre de personnes employées dans le secteur

des énergies renouvelables pourrait augmenter de 14 millions, contre une perte d'emplois de 5 millions dans le secteur des combustibles fossiles. La plus grande criticité du nouveau marché du travail serait due à l'inadéquation entre les compétences et la géographie. En effet, si le défi de la transition énergétique représente certainement une grande opportunité pour plusieurs économies de créer des millions d'emplois et de stimuler la croissance économique, il est également probable que les nouveaux emplois nécessiteront des compé-

tences différentes et se trouveront dans des lieux différents de ceux des emplois qui seront perdus avec le déclin des combustibles fossiles. Les pertes d'emplois seraient plus importantes dans les économies moins diversifiées et plus dépendantes de la production d'énergie fossile, où les impacts sur l'économie locale pourraient être significatifs. Cela nécessite une politique publique prudente pour faire face aux pertes d'emplois, afin que ces changements structurels causent le moins de dommages possible aux communautés locales.

**PERSONNES SANS ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ** (millions de personnes ; %)

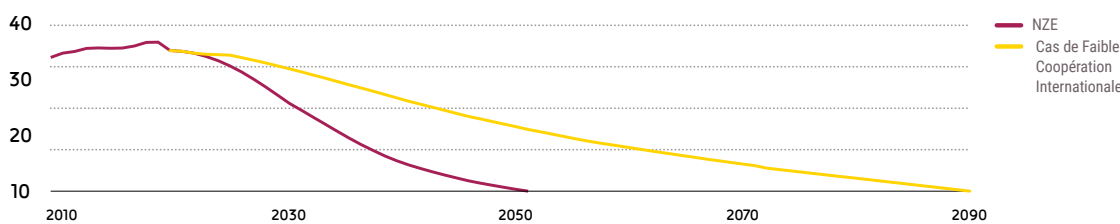


**670 millions**

Personnes sans accès à l'électricité en 2030 selon le scénario STEPS de l'AIE

Source : Agence internationale de l'énergie (2021), World Energy Outlook 2021, AIE, Paris

**ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> DANS LE CAS D'UNE FAIBLE COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DANS LE CADRE DU NET ZÉRO EN 2050** (Gt CO<sub>2</sub>)



Source : Agence internationale de l'énergie (2021), World Energy Outlook 2021, AIE, Paris

**FOCUS ON**

**LA GUERRE EN UKRAINE**

La guerre en Ukraine et l'escalade de l'action militaire, le risque d'une extension de la crise géopolitique et ses conséquences, peuvent affecter l'activité de production mondiale, la chaîne d'approvisionnement et la confiance des consommateurs en ralentissant la reprise économique ou, dans le pire des cas, en entraînant une nouvelle récession. Dans ce contexte, de nouvelles menaces pour la sécurité énergétique européenne sont apparues, auxquelles Eni a répondu rapidement et de manière décisive. La société, en synergie avec le gouvernement italien et en s'appuyant sur ses alliances avec les pays dans lesquels elle investit depuis des années, s'est efforcée de trouver des sources d'approvisionnement alternatives au gaz russe pour les besoins européens. Pour les effets potentiels de la crise Russie-Ukraine, veuillez vous référer au paragraphe

Conséquences potentielles du conflit Russie-Ukraine du rapport financier annuel 2021. Dans ce nouveau scénario international, la stratégie d'Eni consiste à garantir la sécurité et la durabilité du système énergétique tout en restant clairement axée sur une transition énergétique équitable et la création de valeur pour les parties prenantes. À cet égard, lors de la journée des marchés financiers du 18 mars 2022, Eni a annoncé son intention d'accélérer la voie vers des zéros émissions nettes scope 1 +2 +3 avec de nouveaux objectifs de réduction de -35 % d'ici 2030 et de -80 % d'ici 2040 par rapport à 2018. Pour plus d'informations, voir Eni for 2021 – Neutralité carbone d'ici à 2050



# La transition juste pour Eni



Nous ne parviendrons à une transition juste que si nous partageons les coûts de manière équitable, sans accabler les communautés vulnérables. Dans ce sens, il convient de mettre en place des plans concrets et d'adopter différentes solutions qui protègent les différentes zones géographiques et les différents acteurs, en considérant l'ensemble du système dans sa complexité.

| CLAUDIO DESCALZI, ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ D'ENI, LORS DU FINAL SUMMIT DU B20

Le thème de la transition juste, souvent abordé à l'échelle des gouvernements et des politiques publiques, a sa déclinaison spécifique au niveau de l'entreprise : divers cadres internationaux – nés également de la confrontation et du dialogue entre entreprises, société civile, investisseurs et institutions – tentent d'esquisser comment les entreprises peuvent contribuer positivement à la transformation du système énergétique et économique actuel tout en tenant compte des répercussions sociales. La référence de base – outre la condition préalable des objectifs de décarbonation – est un système de gestion des droits de l'homme (à la lumière des Principes directeurs

relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme) appliqué aux activités particulièrement touchées par la transition. Cette démarche est complétée par des initiatives spécifiques adaptées aux différentes parties prenantes. Dans ce contexte, Eni a été l'une des sept sociétés du secteur qui ont participé à la définition du cadre d'action défini par le Council for Inclusive Capitalism en référence à la transition énergétique juste.

À la lumière de ce scénario et conformément aux orientations des principaux cadres qui émergent, Eni partage son parcours de transition avec toutes ses parties prenantes, en particulier avec quatre grandes catégo-

ries : les travailleurs, les fournisseurs et les partenaires commerciaux, les communautés et les consommateurs/clients. Le dialogue permettra de systématiser les engagements et les actions déjà mis en place, en définissant des stratégies, des objectifs et des indicateurs à suivre dans le temps afin d'évaluer l'efficacité du chemin entrepris.

Le point de départ et le lien entre la stratégie d'Eni et la gestion des répercussions et des opportunités sociales de cette voie est le modèle de gestion des droits de l'homme, qui a été développé et consolidé avec succès dans les principaux processus d'Eni au cours des cinq dernières années.

## CADRE POUR UNE TRANSITION JUSTE

### CONSOMMATION ÉNERGÉTIQUE UNIVERSELLE NETTE ZÉRO



### ÉVOLUTION DES EFFECTIFS



### RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE



### COLLABORATION ET TRANSPARENCE



### PRATIQUE DE BASE



- ▶ Poursuivre un calendrier ambitieux pour atteindre les objectifs de neutralité carbone
- ▶ Œuvrer en faveur de l'accès universel à l'énergie

- ▶ Adhérer aux normes fondamentales de travail et de sécurité
- ▶ Promouvoir la diversité, l'inclusion économique et un accès égal aux opportunités

- ▶ Préserver la biodiversité et régénérer les infrastructures
- ▶ Soutenir les initiatives de développement local pour les communautés dépendant des actifs

- ▶ Assurer le dialogue social avec les travailleurs
- ▶ Faire participer les parties prenantes à la prise de décision

### PRATIQUE SPÉCIFIQUE DE LA TRANSITION JUSTE



- ▶ Promouvoir les politiques et les investissements en faveur de la transition juste
- ▶ S'efforcer d'assurer l'équité pour le consommateur, en anticipant/at-ténant l'impact et en partageant les bénéfices
- ▶ Développer une stratégie de désinvestissement responsable

- ▶ Générer des emplois décents grâce à des infrastructures à faibles émissions
- ▶ S'engager à garder, reformer et redéployer les travailleurs
- ▶ Concevoir des mesures de protection sociale innovantes pour lutter contre l'impact des politiques en matière de faibles émissions

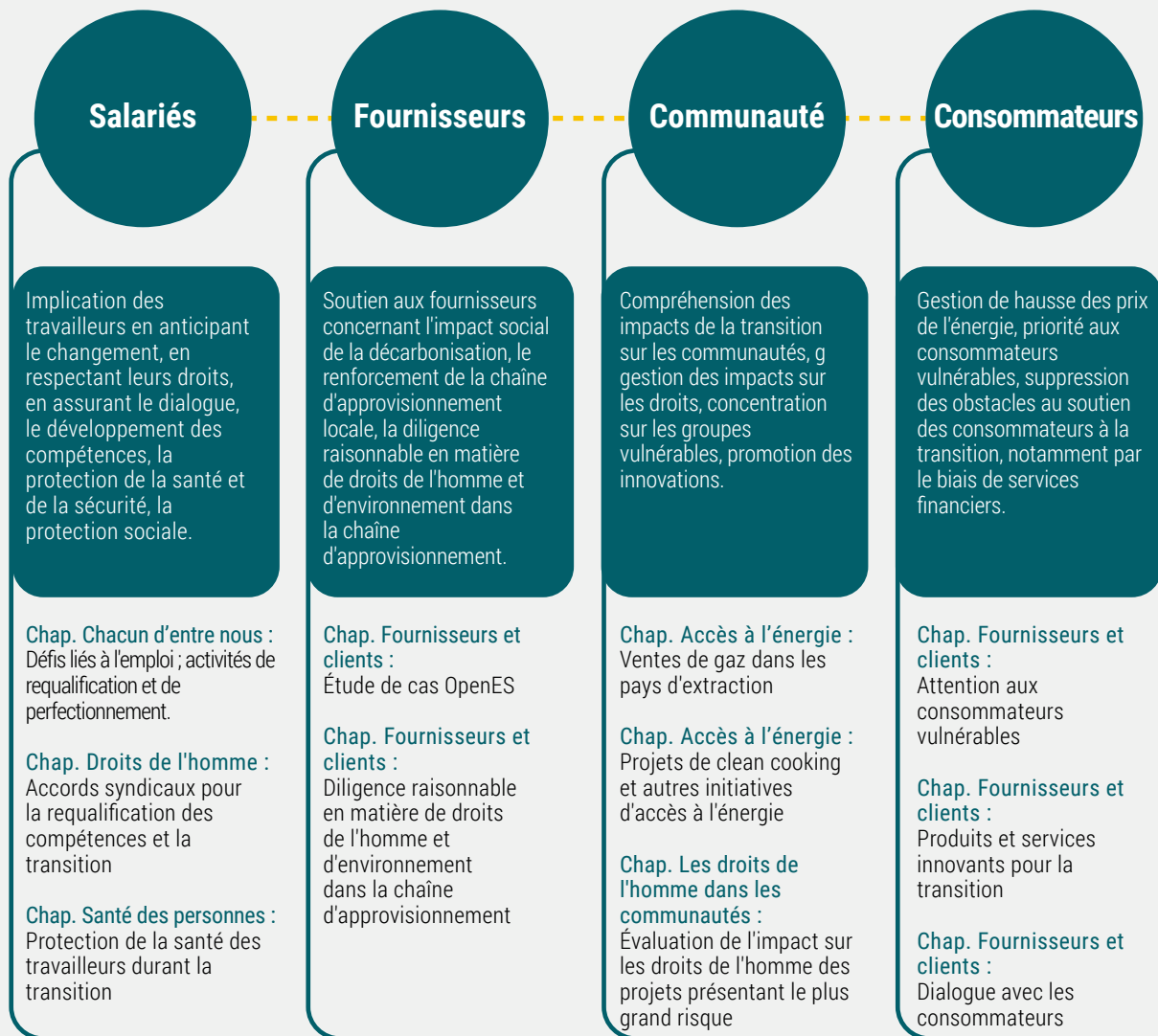
- ▶ Engager et soutenir les fournisseurs dans leur parcours de transition équitable
- ▶ Favoriser des chaînes d'approvisionnement locales et compétitives
- ▶ Travailler avec les établissements d'enseignement pour combler les écarts anticipés en matière de compétences

- ▶ Élaborer un plan de transition juste avec échéances et divulguer les progrès y afférents
- ▶ Créer des partenariats intersectoriels pour développer de nouvelles entreprises avec des emplois durables
- ▶ Partager connaissances et meilleures pratiques avec les pairs de l'industrie et d'autres organisations



## L'APPROCHE ENI

### Condition préalable : une approche solide du respect des droits de l'homme



Ces initiatives spécifiques s'ajoutent à celles liées à des changements structurels majeurs dans les activités d'Eni :

- ▶ la conversion des raffineries en biofineries
- ▶ projets d'entretien des forêts
- ▶ projets sur le captage, l'utilisation et le stockage du carbone (CCU&S)
- ▶ le développement des énergies renouvelables
- ▶ les accords pour la réalisation des projets d'Agribusiness

Toutes ces initiatives ont une forte connotation de « transition juste » car, en plus de faciliter la réalisation des objectifs de réduction des émissions, elles permettront un accès plus large aux sources d'énergie décarbonées, la conversion des profils d'emploi actuels, la création de nouveaux emplois et le développement de nouvelles activités dans les pays de présence.

### Engagement à la neutralité carbone d'ici 2050

► Pour en savoir plus : [Eni for 2021 - Neutralité carbone d'ici 2050](#)



# Gouvernance de durabilité

Eni applique le nouveau code de gouvernance d'entreprise introduisant le concept de réussite durable

## CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉS

Le système de gouvernance d'entreprise d'Eni, fondé sur les principes d'intégrité et de transparence, reflète sa volonté d'intégrer la durabilité dans son modèle d'entreprise. Cette orientation est confirmée par l'adhésion au Code de gouvernance d'entreprise 2020, qu'Eni applique à partir du 1er janvier 2021, qui identifie le « succès durable » comme l'objectif qui doit guider les actions du conseil d'administration et qui est justifié par la création de valeur à long terme au profit des actionnaires, en tenant compte des intérêts des autres parties prenantes pertinentes pour la société. Eni, en

outre, considère depuis 2006 l'intérêt des parties prenantes autres que les actionnaires comme l'une des références nécessaires que les administrateurs doivent évaluer pour prendre des décisions en connaissance de cause. Conformément au Code, le Conseil d'Administration (CdA) a également approuvé, sur proposition du Président, en accord avec l'AD, une politique de dialogue avec les actionnaires. Le CdA joue un rôle central dans la définition, sur proposition de l'Administrateur Délégué (AD), des politiques et stratégies de durabilité, dans l'identification des objectifs annuels, quadriennaux et à long terme, et dans le suivi des résultats. Dans l'accomplissement de ses tâches en matière de durabilité, le

CdA est soutenu, depuis 2014, par le Comité de durabilité et des scénarios (CSS), qui exerce des fonctions d'enquête, de proposition et de conseil dans les domaines des scénarios et de la durabilité, tels que la transition climatique et la protection des droits, en particulier des droits de l'homme. En outre, en vertu du Code de gouvernance d'entreprise 2020, en assistant le CdA, le Comité contrôle et risques évalue notamment l'adéquation des informations non financières périodiques pour représenter fidèlement le modèle d'entreprise, les stratégies de la société, l'impact de ses activités et les performances réalisées, en exprimant un avis au Conseil à cet égard et en se coordonnant avec le CSS, et il examine le

## RÔLES ET RESPONSABILITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN MATIÈRE DE DURABILITÉ



### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Il définit :

- le système de gouvernance d'entreprise ;
- les grandes lignes de la structure organisationnelle, administrative et comptable et les lignes directrices du système de contrôle interne et de gestion des risques ;
- les lignes et objectifs stratégiques, y compris ceux de la durabilité, tels que proposés par l'AD.

Il examine et approuve :

- les bases du système normatif interne et les principaux instruments normatifs de l'entreprise ;
- les principaux risques, y compris ceux de nature socio-environnementale ;
- la politique de rémunération des administrateurs et des dirigeants avec responsabilités stratégiques ;
- l'information financière et non financière.



### ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ

- Principal responsable de la gestion de la Société, sans préjudice des tâches réservées au Conseil ;
- Il met en œuvre les résolutions du CdA, informe et soumet des propositions à ce dernier et aux comités.



### PRÉSIDENT

- Rôle central dans le système de contrôle interne et de gestion des risques ;
- Il guide les activités du CdA et s'occupe de la formation des membres du CdA également sur les questions de durabilité.



### COMITÉS

#### COMITÉ DE DURABILITÉ ET SCÉNARIOS

Il exerce des fonctions de proposition et de conseil auprès du CdA sur les scénarios et la durabilité et étudie les questions d'intégration entre la stratégie, les scénarios d'évolution et la durabilité de l'entreprise à moyen et long terme.

#### COMITÉ CONTRÔLE ET RISQUES

Il soutient le CdA dans les évaluations et les décisions relatives au système de contrôle interne et de gestion des risques, et en particulier dans l'examen trimestriel des principaux risques, y compris les risques ESG, et l'approbation des rapports périodiques financiers et non financiers.

#### COMITÉ RÉMUNÉRATION

Il exerce des fonctions préliminaires, de proposition et de conseil auprès du CdA sur les questions de rémunération et, dans ce contexte, il propose les systèmes d'incitation annuels et à long terme, en définissant leurs objectifs, également à l'appui des orientations adoptées sur les questions de durabilité.

#### COMITÉ DES NOMINATIONS

Il soutient le CdA dans les nominations, dans l'évaluation périodique des exigences des administrateurs et dans le processus d'auto-évaluation en fournissant des avis au CdA sur sa composition et celle de ses comités, y compris sur les compétences nécessaires.





contenu des informations non financières périodiques pertinentes pour le système de contrôle interne et de gestion des risques.

### COMPÉTENCES ET CONNAISSANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

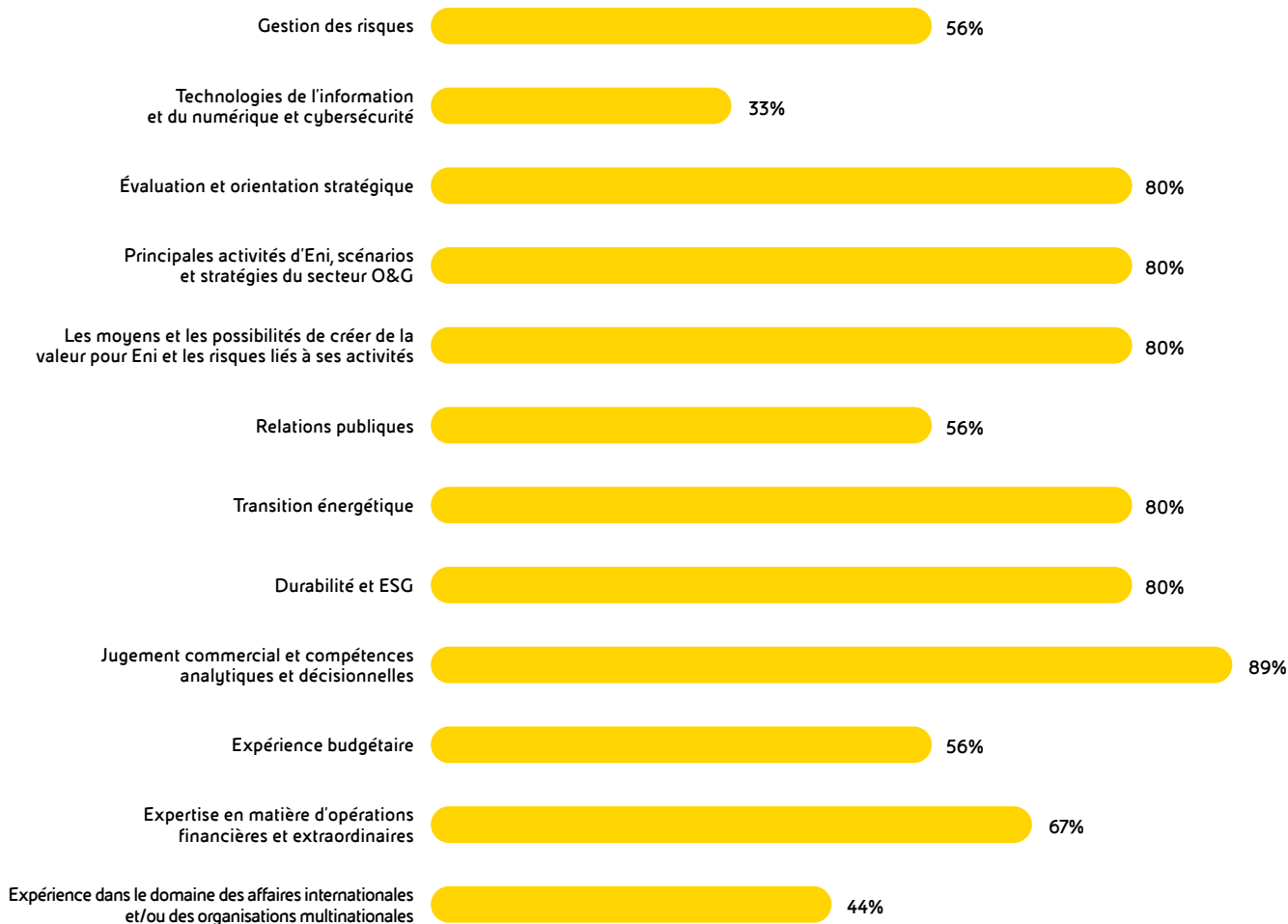
En ce qui concerne la composition du Conseil, il convient de noter que, sur la base de l'auto-évaluation réalisée, environ 80 % des membres du conseil ont exprimé leur avis positif sur le professionnalisme au sein du Conseil – entendu en termes de connaissances, d'expérience et de compétences (en particulier en ce qui concerne les activités de conseil, de formation et de publication dans

le domaine de l'énergie et de l'environnement, la participation à des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, nationaux et internationaux traitant de ces questions) – et sur la contribution individuelle que chaque membre du conseil pense pouvoir apporter au CdA dans le domaine de la durabilité, des ESG et de la transition énergétique.

L'engagement de l'ensemble du conseil d'administration sur les questions de transition énergétique, de changement climatique, de durabilité et d'ESG est unanimement reconnu, ainsi que le soutien spécifique du Comité de durabilité et des scénarios - en raison de ses fonctions spécifiques, en termes de qualité et de profondeur des discussions sur les

questions d'ESG et de durabilité et sur le changement climatique - avec une volonté de maintenir la continuité de la formation et des discussions sur ces questions, qui sont unanimement considérées comme prenant de plus en plus d'importance, au même titre que les questions de stratégie et de business. Immédiatement après la nomination du conseil d'administration et du collège des commissaires aux comptes, un programme de formation (dit « board induction ») a en effet été mis en œuvre pour les administrateurs et les commissaires aux comptes, qui couvrait, entre autres, les questions relatives à la voie de la décarbonation et à la durabilité environnementale et sociale des activités d'Eni.

#### L'AUTO-ÉVALUATION DES COMPÉTENCES, DES CONNAISSANCES ET DE L'EXPÉRIENCE GÉNÉRALES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION





## SUJETS RELATIFS À LA DURABILITÉ TRAITÉS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET/OU LE COMITÉ DE DURABILITÉ ET SCÉNARIOS EN 2021

### STRATÉGIE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

- ▶ Scénarios énergétiques, climatiques et technologiques et risques liés au changement climatique
- ▶ Plan quadriennal et à long terme (y compris les objectifs de durabilité)
- ▶ Performances et perspectives du secteur des énergies renouvelables
- ▶ Instruments de financement durable
- ▶ Mises à jour sur : la foresterie, la fusion magnétique, les activités recherche et développement, la mobilité durable
- ▶ Résolutions sur le climat et divulgation par l'assemblée des pairs de référence
- ▶ Mises à jour sur l'activité de défense du changement climatique et l'implication responsable d'Eni en matière de politique climatique au sein des associations professionnelles

### DROITS DE L'HOMME ET QUESTIONS SOCIALES

- ▶ Mise à jour sur les droits de l'homme et les activités de Diversity & Inclusion chez Eni
- ▶ Approbation de la Déclaration en vertu de la « loi britannique sur l'esclavage moderne »
- ▶ Plan d'investissement pour le développement local et budget à but non lucratif

### RAPPORTS ET SUIVI

- ▶ Approbation d'Eni for et de la Déclaration Non Financière, incluse dans le rapport financier annuel Approfondissement des résultats HSE
- ▶ Résumé des résultats obtenus dans les principaux indices et notations ESG

### AUTRES SUJETS

- ▶ Aperçu des stratégies de business poursuivies par la société dans les secteurs les plus pertinents, initiatives en Afrique pour la production de matières premières alternatives à l'huile de palme, réalisations dans le cadre de la COP 26

# +37,5 %

Objectifs de durabilité de l'incitation à court terme de l'Administrateur Délégué

# 35 %

Objectifs de durabilité de l'incitation à long terme de l'Administrateur Délégué

## RÉMUNÉRATION LIÉE AUX OBJECTIFS DE LA DURABILITÉ

L'engagement en faveur de la transition énergétique se reflète dans les plans d'intéressement variable destinés à l'AD et au management de l'entreprise :

- le plan d'intéressement en actions à long terme 2020-2022 (ILT) soutient la mise en œuvre de la stratégie par le biais d'un objectif spécifique sur les questions de durabilité environnementale et de transition énergétique, articulé sur une série d'objectifs liés aux processus de décarbonation, à la transition énergétique et à l'économie circulaire, avec un **poids global de 35 %**, tant pour l'AD que pour l'ensemble de l'équipe de direction d'Eni visée par le plan ;
- le Plan d'intéressement à court terme avec report 2022 (IBT) comprend, dans la continuité des années précédentes, un objectif de réduction de l'intensité des émissions de GES, également étendu aux émissions indirectes Scope 2 et aux activités exploitées par des tiers (poids 12,5 %), et un objectif de sécurité du personnel (poids 12,5 %) mesuré par l'indicateur Severity Incident Rate (SIR), qui vise à concentrer l'engagement d'Eni sur

la réduction des accidents les plus graves, car il calcule la fréquence des accidents totaux enregistrés par rapport au nombre d'heures travaillées, en leur attribuant des poids croissants avec le niveau de gravité des accidents. Depuis l'année dernière, parmi les résultats opérationnels, l'augmentation de la capacité installée des sources renouvelables (poids de 12,5 %) a remplacé l'indicateur des ressources d'exploration, soutenant ainsi la transition énergétique. Ainsi, le **poids global des objectifs annuels de durabilité est de 37,5 % pour l'AD**, tandis que pour la direction de l'entreprise, il tient compte des objectifs individuels, conformément au périmètre de responsabilité du rôle couvert et aux dispositions du plan stratégique de la société.

▶ [Pour en savoir plus : Rapport d'Eni sur la politique de rémunération et les rémunérations versées en 2022](#)

## RÔLE DE LA DIRECTION AU NIVEAU LOCAL ET CENTRAL

Pour s'assurer que les aspects de la durabilité sont gérés depuis le sommet de l'entreprise jusqu'à toutes les filiales, Eni a mis en place une structure de durabilité depuis 2006. L'unité

coordonne et supervise les activités liées aux questions clés en matière de durabilité (par exemple, l'approche globale du développement durable et du développement local, les droits de l'homme, les collaborations et partenariats nationaux et internationaux connexes, la divulgation et le rapport sur la durabilité), en collaboration avec les diverses fonctions du personnel et de business centrales et locales. À partir de 2019, les questions relatives à la stratégie climatique, qui font partie intégrante de la planification à long terme, sont gérées par le domaine CFO par le biais de structures dédiées, dans le but de superviser le processus de définition de la stratégie de neutralité carbone d'Eni et du portefeuille d'initiatives correspondant, conformément aux accords internationaux sur le climat, en coordination avec toutes les fonctions commerciales et transversales, y compris la durabilité. Au niveau des sièges locaux, les cadres dessociétés, responsables de l'élaboration des plans de développement nationaux en fonction des besoins locaux, sont soutenus à la fois par les personnes de contact locales en matière de durabilité et par la fonction centrale de durabilité.



# Eni et la finance durable



Eni s'est fermement engagée à jouer un rôle clé dans la durabilité et, au cours des sept dernières années, a construit un modèle d'entreprise qui place la durabilité au cœur de chaque activité de l'entreprise, y compris de sa stratégie financière. Elle est convaincue que le développement et l'utilisation d'instruments financiers liés à la durabilité peuvent contribuer à promouvoir le processus de transition énergétique vers un avenir à faible émission de carbone.

| FRANCESCO GATTEI – DIRECTEUR FINANCIER |

Eni s'est lancée dans la décarbonation pour relever les défis cruciaux du secteur de l'énergie : la transition vers un avenir à faible émission de carbone et l'accès à l'énergie pour une population mondiale croissante. Conformément à sa stratégie de transition, Eni a émis des instruments financiers liés à la durabilité qui incitent à atteindre des objectifs de durabilité prédéterminés, stimulants et significatifs et qui soutiennent la réalisation des ODD.

## ENI SUSTAINABILITY-LINKED FINANCING FRAMEWORK

Le Sustainability-Linked Financing Framework identifie les quatre indicateurs clés de performance suivants :

1. Capacité installée en énergies renouvelables (part d'Eni)
2. Empreinte carbone nette en amont (Scope 1 et 2)
3. Émissions nettes de GES sur le cycle de vie (Scope 1, 2 et 3)
4. Intensité en carbone nette (Scope 1, 2 et 3)

et les associe aux objectifs de durabilité pertinents à moyen et long termes, conformément au plan stratégique et à l'objectif zéro émission

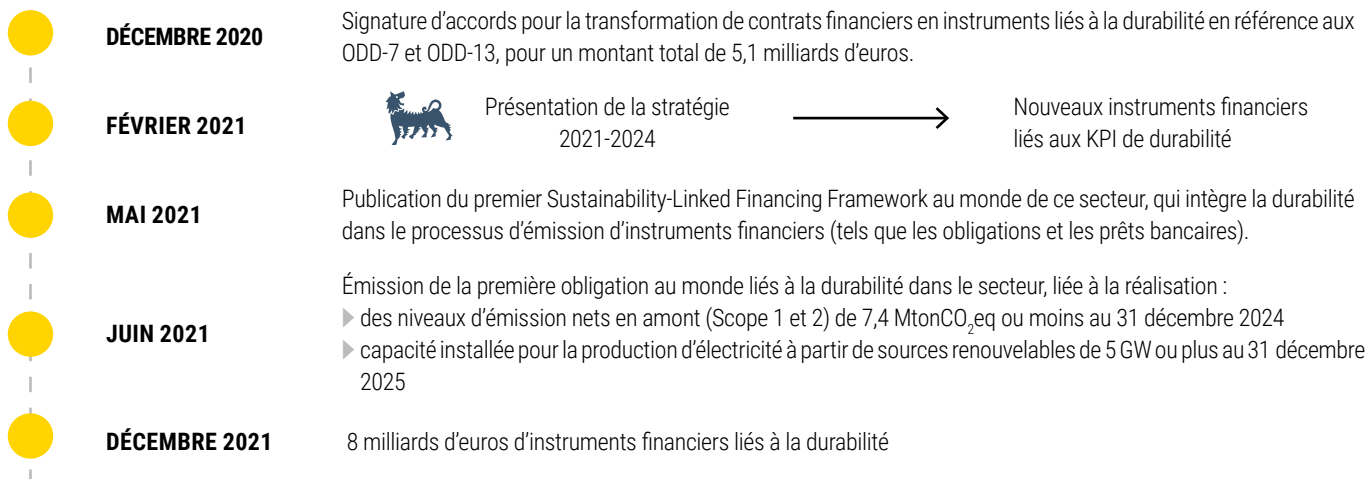
nette d'ici à 2050 d'Eni, et contribue à la réalisation des ODD 7 et 13. L'évolution des différents KPI est rendue publique chaque année (et vérifiée par un auditeur indépendant) afin de garantir la transparence des réalisations d'Eni en matière de durabilité au fil du temps. Conformément aux meilleures pratiques, le cadre a fait l'objet d'une vérification indépendante par Moody's ESG Solutions, qui a émis son opinion de seconde partie (SPO).

**Gouvernance du cadre :** pour la gouvernance globale de son cadre et des instruments connexes, Eni a créé un comité spécifique : le Sustainability-Linked Finance Committee (SLIFC), présidé par le directeur financier.



► Pour en savoir plus : [eni.com](http://eni.com)











## LE PARCOURS D'ENI VERS LA FINANCE DURABLE



**FINANCE DURABLE : un élément clé de l'exécution de notre plan**



# Les engagements d'Eni pour contribuer aux ODD

ENGAGEMENTS	
NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050	 <p><b>LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE</b></p> <p>Eni a défini un plan à moyen et long terme visant à saisir pleinement les opportunités offertes par la transition énergétique et à réduire progressivement l'empreinte carbone de ses activités, en s'engageant à atteindre la décarbonation totale de tous les produits et processus d'ici à 2050. ODD : 7 9 12 13 15 17</p>
EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE	 <p><b>PERSONNEL</b></p> <p>Eni s'engage à soutenir la voie de la « transition juste » par la consolidation et l'évolution des compétences, en valorisant toutes les dimensions (professionnelles et non professionnelles) de son personnel et en reconnaissant les valeurs de la diversité et l'inclusion de toutes les diversités. ODD : 3 4 5 8 10</p>
	 <p><b>SANTÉ</b></p> <p>Eni considère la protection de la santé de son personnel, des familles et des communautés dans les pays où elle opère comme une exigence fondamentale et promeut leur bien-être physique, psychologique et social. ODD : 2 3 6 8 17</p>
	 <p><b>SÉCURITÉ</b></p> <p>Eni considère la sécurité sur le lieu de travail comme une valeur fondamentale à partager entre les employés, les agents sous contrat et les parties prenantes locales et s'engage à atteindre le zéro accident et à préserver l'intégrité des actifs. ODD : 3 8</p>
	 <p><b>RESPECT POUR L'ENVIRONNEMENT</b></p> <p>Eni encourage la gestion efficace des ressources naturelles et la protection des zones protégées et importantes pour la biodiversité, avec des actions visant à améliorer l'efficacité énergétique et la transition vers une économie circulaire et à identifier les impacts potentiels et les mesures d'atténuation. ODD : 3 6 9 11 12 14 15</p>
	 <p><b>DROITS DE L'HOMME</b></p> <p>Eni s'engage à respecter les Droits de l'homme (DH) dans ses activités et à promouvoir le respect des DH auprès de ses partenaires et parties prenantes. Cet engagement est fondé sur la dignité de chaque être humain et sur la responsabilité des entreprises de contribuer au bien-être des individus et des communautés locales. ODD : 1 2 3 4 6 8 10 16 17</p>
	 <p><b>FOURNISSEURS</b></p> <p>Développer la chaîne d'approvisionnement de manière durable, afin de générer et de transférer de la valeur à toutes les parties prenantes par le biais du programme d'approvisionnement durable. ODD : 3 5 7 8 9 10 12 13 17</p>
	 <p><b>TRANSPARENCE, LUTTE À LA CORRUPTION ET STRATÉGIE FISCALE</b></p> <p>Eni mène ses activités de business avec loyauté, équité, transparence, honnêteté, intégrité et dans le respect de la loi. ODD : 16 17</p>
PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT	 <p><b>MODÈLE DE COOPÉRATION</b></p> <p>Le modèle de coopération intégré au modèle d'entreprise est un élément distinctif d'Eni, qui vise à aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. ODD : 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 13 15 17</p>
THÈMES TRANSVERSAUX	 <p><b>INNOVATION TECHNOLOGIQUE</b></p> <p>Pour Eni, la recherche, le développement et la mise en œuvre rapide de nouvelles technologies représentent un levier stratégique important pour la transformation de l'entreprise. ODD : 7 9 12 13 17</p>

(a) Taux de fréquence des accidents enregistrables et Taux de fréquence des accidents avec arrêt de travail.  
(b) Initiative pour la transparence dans les industries extractives, soutenue par Eni depuis 2005.





La Mission d'Eni exprime clairement l'engagement d'Eni à jouer un rôle décisif dans le processus de « transition juste » pour atteindre l'objectif de zéro émission

nette d'ici à 2050, dans le but de partager les avantages sociaux et économiques avec les travailleurs, la chaîne d'approvisionnement, les communautés et les clients de

manière inclusive, transparente et socialement équitable, en contribuant à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

## PRINCIPAUX RÉSULTATS 2021

- ▶ -25 % indice d'intensité des émissions GES en amont par rapport à 2014
- ▶ -31 % volumes d'hydrocarbures envoyés au torchage de production par rapport à 2014
- ▶ -92 % émissions fugitives de méthane en amont par rapport à 2014 (Objectif atteint)
- ▶ -26 % empreinte carbone nette en amont par rapport à 2018
- ▶ -10 % émissions nettes de GES sur le cycle de vie par rapport à 2018
- ▶ -2 % intensité en carbone nette par rapport à 2018
  
- ▶ 31 888 salariés en service au 31 décembre (enregistré +3,6 % par rapport à 2020)
- ▶ augmentation de la population féminine de +1,6 point de pourcentage (26,2 % en 2021)
- ▶ ~1,04 millions d'heures de formation (-0,3 % par rapport à 2020)
- ▶ 1 500 profils cartographiés
  
- ▶ 379 481 services de santé fournis
- ▶ 158 784 inscriptions à des initiatives de promotion de la santé
- ▶ 11 accords paraphés avec les communautés locales, dont 8 pour la gestion de la crise sanitaire
  
- ▶ TRIR = 0,34 ; LTIF<sup>(c)</sup> = 0,23 ; INDICE DE FATALITÉ = 0
- ▶ 114 exercices d'urgence réels réalisés avec la participation du personnel et des moyens opérationnels
- ▶ Octroi de plus de 60 cours sur la sécurité comportementale (> de 15 000 heures)
- ▶ sécurité des processus : sensibilisation >14 000 employés et 10 000 agents sous contrat
  
- ▶ 91 % de réutilisation de l'eau douce
- ▶ +10 % de prélèvements d'eau douce par rapport à 2020
- ▶ +19 % de déchets générés par les activités de production par rapport à 2020
- ▶ -35 % de barils déversés par la marée noire par rapport à 2020
- ▶ extension de la cartographie de la biodiversité aux installations de production d'énergie renouvelable
  
- ▶ 23 893 heures de formation dispensées pendant l'année sur les DH
- ▶ 100 % de la famille professionnelle procurement formée sur les DH
- ▶ inclure à partir de mai 2021 des clauses DH renforcées dans tous les contrats avec les fournisseurs dans les documents d'appel d'offres et dans toutes les normes contractuelles
- ▶ élaboration et déploiement du modèle de Due Diligence DH en matière de travail
- ▶ 98 % des contrats de sécurité avec des clauses sur les DH
  
- ▶ 2 500 fournisseurs qualifiés d'Eni rejoignent Open-es sur la voie de la croissance
- ▶ ~1 000 fournisseurs invités à suivre une formation et à s'auto-évaluer en matière de cybersécurité
- ▶ application de garanties de durabilité dans les processus d'approvisionnement à partir d'avril
- ▶ lancement du Basket Bond Energia Sostenibile
- ▶ Exigences en matière de durabilité dans les processus d'approvisionnement de ~2,5 milliards d'euros
- ▶ 9 Pays où Eni soutient les Multistakeholder Group EITI<sup>(b)</sup> au niveau local
- ▶ 20 audits internes réalisés avec des audits anticorruption
- ▶ réussir l'audit de surveillance ISO 37001:2016
- ▶ Réalisation du module sur la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent du nouvel eLearning « code éthique, de lutte contre la corruption et de responsabilité d'entreprise »
- ▶ Mise à jour de la MSG Lutte contre la Corruption
  
- ▶ Des investissements pour un total de 105,3 millions d'euros pour le développement local
- ▶ Accords avec des organisations de coopération, dont le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement, l'AICS (Agence Italienne pour la Coopération au Développement) et des organisations de la société civile
  
- ▶ 177 millions d'euros investis dans la recherche et le développement
- ▶ 30 nouvelles premières demandes de brevet, dont 11 sur les énergies renouvelables

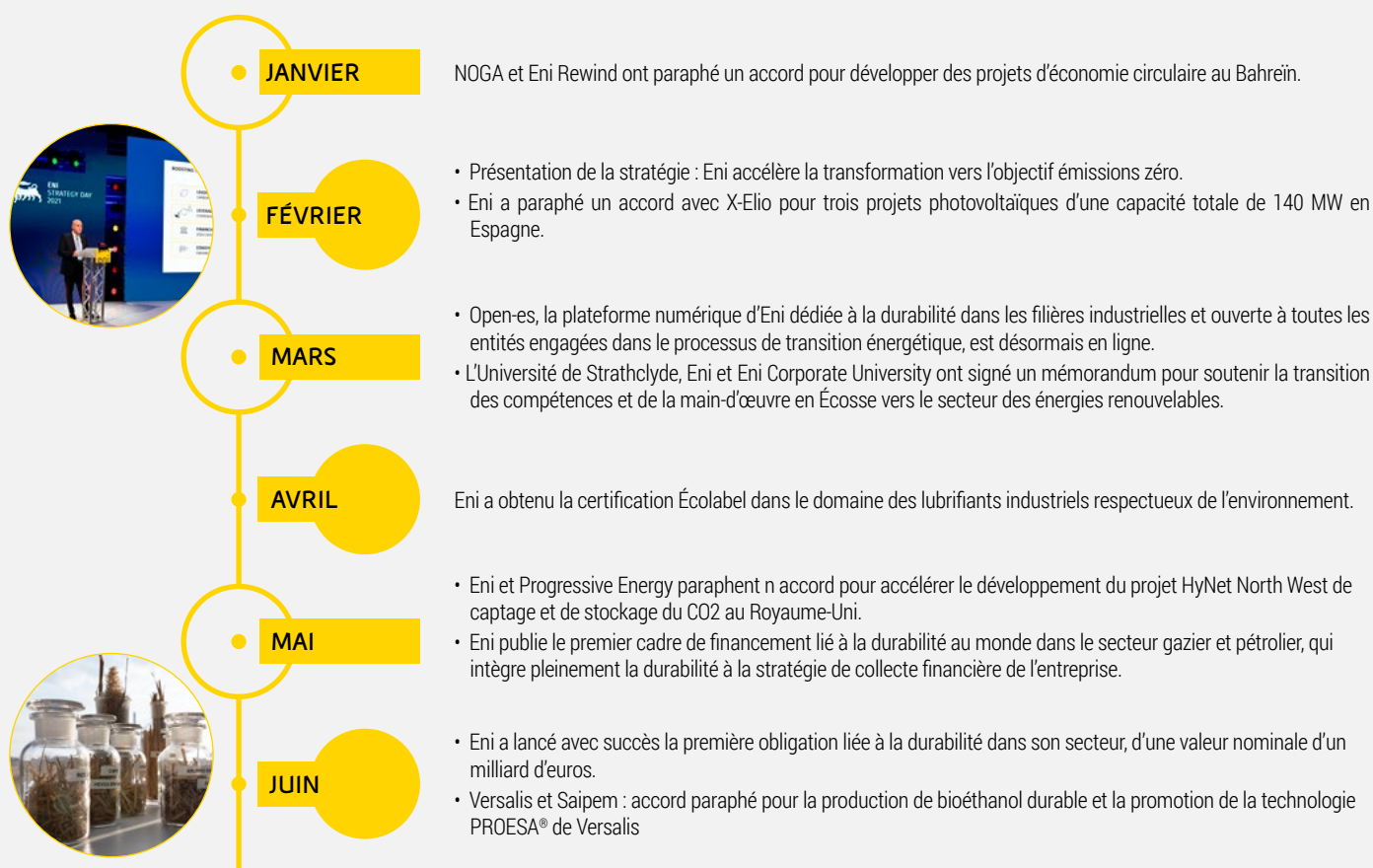
## PRINCIPAUX OBJECTIFS

- ▶ -43 % indice d'intensité des émissions GES en amont en 2025 par rapport à 2014
- ▶ Zéro torchage en 2025
- ▶ -80 % émissions fugitives de méthane en amont en 2025 par rapport à 2014
- ▶ Empreinte carbone zéro émission nette en amont en 2030 et Eni en 2035
- ▶ Zéro émission nette de GES sur le cycle de vie et intensité en carbone en 2050
  
- ▶ Augmentation de 3 points de pourcentage par rapport à 2020 de la population féminine d'ici à 2030
- ▶ Augmentation du taux de remplacement avec objectif > 1 à 2025
- ▶ Diversité d'âge : +5 points de pourcentage par rapport à 2021 de la population âgée de moins de 30 ans d'ici 2025
- ▶ +20 % d'heures de formation jusqu'en 2025 par rapport à 2021
  
- ▶ Initiatives numériques pour surveiller et améliorer la salubrité des lieux de travail intérieurs
- ▶ Améliorer l'accès au bien-être et à la santé des communautés
- ▶ Développement d'initiatives pour la promotion de modes de vie corrects destinées aux employés
- ▶ TRIR < 0,40 ; 0 accident mortel
- ▶ Extension des initiatives de sécurité numérique aux entreprises contractantes et numérisation des processus HSE
- ▶ Pleins feux sur la sécurité comportementale et le facteur humain
  
- ▶ Engagement à minimiser les prélèvements d'eau douce dans les zones soumises à un stress hydrique
- ▶ Réutilisation de l'eau douce en ligne avec la tendance des 5 dernières années
- ▶ Eau de production réinjectée en ligne avec la tendance des 5 dernières années, nette de la mise en place opérationnelle
- ▶ Développement de nouvelles technologies de valorisation des déchets et mise en œuvre à l'échelle industrielle
- ▶ Achèvement du programme de formation de trois ans sur les affaires et les DH
- ▶ Continuer à effectuer des analyses spécifiques sur 100 % des nouveaux projets évalués comme présentant un risque pour les droits de l'homme, y compris les projets agro-industriels
- ▶ Maintenir 100 % des nouveaux fournisseurs évalués selon des critères sociaux
- ▶ Évaluation de la trajectoire de développement durable de tous les fournisseurs stratégiques d'Eni d'ici 2025
  
- ▶ Formation de tous les salariés au nouveau cours « Code éthique, de lutte contre la corruption et de responsabilité d'entreprise »
- ▶ Maintien de la certification ISO 37001:2016
- ▶ Amélioration continue du programme de mise en conformité anticorruption
  
- ▶ D'ici 2025, garantir l'accès à : l'énergie à ~290 millions de personnes ; l'éducation à ~72 millions d'étudiants ; les services hydriques à ~95 millions de personnes ; les initiatives de diversification économique à ~17 millions<sup>(c)</sup> de personnes ; les services de santé à ~296 millions de personnes
  
- ▶ Veiller à ce que 70 % des investissements en recherche et développement soient consacrés aux thèmes de la décarbonation










(c) Les 17 000 bénéficiaires comprennent uniquement les personnes formées et/ou soutenues pour le démarrage ou le renforcement d'activités économiques spécifiques, et non les bénéficiaires pour la construction d'infrastructures (routes, bâtiments civils, etc.) ou pour le démarrage de nouvelles activités agroalimentaires. Dans certains cas, les bénéficiaires ne sont pas formés, mais reçoivent des intrants, des fonds ou autres pour démarrer les activités économiques.



# Principaux événements de 2021



## PRIX REÇUS PAR ENI EN 2021

	Confirmée par MSCI dans sa notation ESG « A » (échelle AAA - CCC).	LEADER
	Confirmation dans la catégorie medium risk.	LEADER
	Entrée dans le groupe PRIME en septembre.	LEADER
	Confirmation de l'intégration à la catégorie advanced.	LEADER
	Confirmation du leadership en matière de divulgation sur les questions liées au changement climatique (A-) et à la protection des ressources en eau (A-).	LEADER
	Score le plus élevé dans l'évaluation stratégique des risques et opportunités liés au climat et des objectifs d'émissions à long terme alignés sur l'objectif plus ambitieux de limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 °C d'ici la fin du siècle.	LEADER
	Inclus dans l'indice blue-chip pour l'Italie dédié aux meilleures pratiques ESG lancé par Euronext et rendu opérationnel par Moody's ESG Solutions.	LEADER
	Confirmation dans l'indice iTraxx ESG.	LANCÉ EN 2020
	Confirmation parmi les 167 premières sociétés du Net Zero Company Benchmark 2021 de Climate Action 100+.	LEADER



JUILLET

- Eni et le bureau de Nairobi de l'Agence italienne pour la coopération au développement signent un mémorandum pour le développement d'initiatives conjointes au Kenya sur l'intégration de l'économie circulaire le long de la chaîne de production des biocarburants.
- Eni gas e luce devient une entreprise d'utilité publique



AOÛT

Eni acquiert Be POWER pour étendre son offre de services de recharge électrique en Italie et en Europe.

SEPTEMBRE

- Eni lance le premier Pacte pour l'énergie reconnu par les Nations unies afin d'accélérer les progrès vers l'objectif de développement durable n° 7 - une énergie propre et abordable - et les objectifs de l'Accord de Paris.
- Eni est confirmée dans le Pacte Mondial des Nations Unies LEAD.
- Eni et CFS : une étape importante franchie dans la recherche sur la fusion par confinement magnétique.

OCTOBRE

- Eni présente Plenitude, la société qui intègre les énergies renouvelables, le retail et la mobilité électrique.
- Le premier « basket bond - énergie durable » est lancé, ouvert aux entreprises de la filière de l'énergie.

NOVEMBRE

- Signature de protocoles d'accord en Angola et au Congo dans le domaine des agri-biofuels.
- Eni inaugure un nouveau parc photovoltaïque de 87,5 MWp en France.



DÉCEMBRE

Eni signe les principes d'autonomisation d'ONU Femmes pour renforcer l'égalité des sexes sur le lieu de travail et dans les pratiques commerciales.



Confirmée dans l'indice boursier FTSE4Good Developed pour la 15e année consécutive.

LEADER



En tête du classement IEC (Integrated Energy Companies) pour la deuxième fois pour la compétitivité du portefeuille de projets non sanctionné, les objectifs de réduction des émissions de GES et la méthodologie de comptabilité, et le scénario des prix à moyen et long terme.

PAMI LES  
MEILLEURS IEC



Rôle de pionnier confirmé dans le secteur. Elle a reçu une mention spéciale pour le prix des données de la chaîne d'approvisionnement : Eni est l'une des sociétés à avoir fourni le plus d'informations sur la chaîne d'approvisionnement.

LEADER



Intégration à la liste restreinte de 1 % des entreprises qui répondent à la plupart des exigences du « Just Transition pilot assessment » en se référant à une série d'indicateurs de transition juste et à une série d'indicateurs sociaux de base.

TOP 1%



Classée 4e dans le premier Climate & Energy Benchmark, qui a mesuré le degré d'alignement des 100 entreprises les plus importantes du secteur Oil & Gaz sur le processus de transition énergétique.

LEADER



Intégration pour la troisième année au top 10 des entreprises pour ses rapports sur la durabilité.

TOP TEN



Obtention de la note « Gold », c'est-à-dire que nous nous situons dans le top 5 % des entreprises ayant obtenu le score le plus élevé au niveau mondial.

GOLD



Intégration pour la première fois à l'indice d'égalité des sexes (GEI) de Bloomberg, avec un score total de 75,7.

PREMIÈRE  
ANNÉE



Intégration au Top 100 du classement de l'égalité des sexes d'Equileap, avec un score de 63 %.

PREMIÈRE  
ANNÉE



# Thèmes matériels pour Eni

Chaque année, Eni met à jour l'analyse pour définir les thèmes importants, c'est-à-dire les questions qui sont considérées comme prioritaires pour les parties prenantes concer-

nées d'Eni et qui, en même temps, identifient les défis et les opportunités, immédiats et futurs, qui doivent être abordés et saisis pour créer une valeur à long terme. En 2021,

l'analyse a été réalisée avec la participation directe des parties prenantes et de la direction d'Eni, à qui il a été demandé d'évaluer l'importance des questions de durabilité pour Eni.

## 1

### Identification des aspects pertinents

Afin d'identifier la liste des sujets à évaluer, une analyse a été réalisée qui, conformément au concept de **double matérialité**, a considéré les aspects pertinents selon une double perspective inside-out et outside-in.

#### PERSPECTIVE

#### DÉFINITION

#### ÉLÉMENTS CONSIDÉRÉS



##### INSIDE-OUT

Thèmes qui reflètent les impacts significatifs sur les personnes et l'environnement, réels ou potentiels, négatifs ou positifs, associés aux activités d'Eni ainsi qu'à sa chaîne de valeur.

- ▶ Lignes directrices de l'Administrateur Délégué
- ▶ Éléments de scénario, définis sur la base des sujets abordés lors des réunions du comité de durabilité et présentés au CdA
- ▶ Les principales préoccupations résultent à la fois de la plateforme Système de gestion parties prenantes – Stakeholder Management System (SMS), qui soutient la gestion des relations avec les parties prenantes locales, et des entretiens avec les fonctions responsables qui ont des relations avec des parties prenantes spécifiques au niveau central
- ▶ Thèmes considérés comme pertinents par les principaux cadres de rapport sur la durabilité
- ▶ Thèmes pertinents à la suite d'une analyse comparative avec les principaux pairs d'Eni et des sociétés comparables, tant nationales qu'internationales



##### OUTSIDE-IN

Les risques et opportunités de durabilité qui peuvent influencer, positivement ou négativement, le développement, les performances et la position de l'organisation (à court, moyen ou long terme) et ainsi créer ou éroder sa valeur d'entreprise.

- ▶ Résultats de l'activité d'évaluation des risques ESG à partir du processus de gestion intégrée des risques (RMI), qui prend également en compte les preuves fournies par des fournisseurs externes. Ces risques sont évalués en tenant également compte des impacts potentiels sur l'environnement, la société, la santé et la sécurité, ainsi que sur la réputation
- ▶ Macro-tendances également émergentes pertinentes pour le secteur d'ENI

## 2

### Implication du Top Management et des principales parties prenantes

Le résultat de cette analyse a permis d'identifier 18 thèmes principaux. Une fois les aspects pertinents identifiés, ils ont été classés par ordre de priorité grâce à l'implication directe de la direction générale et d'un échantillon représentatif des principales parties prenantes d'Eni, auxquelles un questionnaire en ligne a été soumis pour permettre à un nombre représentatif de répondants de fournir leur évaluation.

▶ Pour en savoir plus : voir Activités d'engagement des parties prenantes p. 28



3

### Établissement des priorités des thèmes pertinents

Les résultats des évaluations des parties prenantes et du Top Management ainsi que les résultats de l'activité d'évaluation des risques 2021 liés aux risques ESG ont permis de hiérarchiser les questions importantes pour le rapport de durabilité 2021, ce qui a permis de les représenter en 3 TIER d'importance.

Pour en savoir plus : voir le modèle de gestion intégrée des risques, p. 30

THÈMES MATÉRIELS PRIORITAIRES		TIER 1	TIER 2	TIER 3
<b>NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050</b>	Lutte contre le changement climatique/Réduction des émissions de GES.....	■		
	Technologies à faible émission de carbone.....			■
<b>EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE</b>	Relations avec les clients.....		■	
	Développement du capital humain.....		■	
	Diversité, inclusion et équilibre travail-vie privée.....			■
	Santé et sécurité des travailleurs.....	■		
	Intégrité des actifs.....		■	
	Biodiversité.....		■	
	Réduction des impacts environnementaux.....	■		
	Économie circulaire.....			■
	Respect des droits de l'homme.....	■		
	Gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement.....			■
Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale.....	■			
<b>PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT</b>	Accès à l'énergie.....			■
	Contenu local.....			■
	Développement local.....	■		
<b>THÈMES TRANSVERSAUX</b>	Numérisation et cybersécurité.....		■	
	Innovation.....		■	

4

### Partage et validation avec les organes directeurs

La direction impliquée dans le processus de rapport non financier a validé les aspects matériels qui, à leur tour, ont été présentés au comité de durabilité et des scénarios et au conseil d'administration. Le document final Eni for est présenté au Comité directeur au Comité de Durabilité et des Scénarios et approuvé par le Conseil d'Administration.

5

### Planification, MBO et rapports

Les thèmes matériels sont le point de départ de la définition et de l'élaboration du plan stratégique, qui, depuis plusieurs années, voit l'intégration des objectifs de business et de durabilité. Par ailleurs, les analyses contextuelles des aspects socio-économiques, environnementaux et culturels des pays de présence permettent de décliner les priorités du Plan stratégique au niveau local et de définir les activités de promotion du développement qui y sont liées. Une fois le plan stratégique finalisé, le processus implique la définition d'objectifs de gestion de la durabilité (MBO - Management by objectives) assignés à tous les responsables. Enfin, les questions importantes guident la structure et le contenu des rapports non financiers d'Eni (Déclaration non financière consolidée et Eni for).





# Activités d'engagement des parties prenantes

Eni considère le dialogue et la participation directe des parties prenantes comme des éléments fondamentaux pour la création de valeur à long terme

Opérant dans 69 pays aux contextes socio-économiques différents, la compréhension des attentes des parties prenantes et le partage des choix sont des éléments fondamentaux pour qu'Eni crée de la valeur à long terme en établissant des relations fondées sur la confiance mutuelle, la transparence et l'intégrité. La compréhension des contextes locaux et la gestion des attentes des parties prenantes sur les questions de durabilité sont soutenues depuis 2018 par l'utilisation de l'application « Stakeholder Management System »

(SMS) de l'entreprise, qui « cartographie » les parties prenantes en fonction de leur importance et de leur disposition vis-à-vis des activités de l'entreprise, dans les pays et territoires de présence. En outre, le SMS suit les relations avec les parties prenantes, y compris les demandes, les griefs (réclamations) et les actions de réponse, et prend en charge la traçabilité prévue par les instruments réglementaires anticorruption internes en ce qui concerne les relations avec les acteurs concernés. De cette manière, le système permet de com-

prendre les principales questions pertinentes pour les parties prenantes et les impacts potentiels sur les droits de l'homme, tout en identifiant la présence éventuelle de groupes vulnérables et de zones répertoriées par l'UNESCO comme sites présentant un intérêt culturel et/ou naturel particulier (sites du patrimoine mondial, SPM). Le système est utilisé pour les activités et les nouveaux projets de tous les domaines d'activité d'Eni, surveillant les relations avec environ 4 800 parties prenantes sur le site (+20 % par rapport à 2020).

## CATÉGORIES DE PARTIES PRENANTES

### PERSONNEL D'ENI ET SYNDICATS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

### COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE

### COMMUNAUTÉS LOCALES ET ORGANISATION OPÉRANT AU NIVEAU DES COLLECTIVITÉS

### AGENTS SOUS CONTRAT, FOURNISSEURS ET PARTENAIRES COMMERCIAUX

### CLIENTS ET CONSOMMATEURS

### INSTITUTIONS NATIONALES, EUROPÉENNES ET INTERNATIONALES

### UNIVERSITÉS ET CENTRES DE RECHERCHE

### ORGANISATIONS BÉNÉVOLES DE DÉFENSE ET DE CATÉGORIE ASSOCIATIONS D'ENTREPRISES

### ORGANISATIONS POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT

## PRINCIPALES ACTIVITÉS D'ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES AU COURS DE L'ANNÉE

- ▶ Parcours professionnels et de formation sur les compétences émergentes liées aux stratégies de business et à l'élargissement de la cartographie des compétences.
- ▶ Des initiatives de formation pour soutenir l'inclusion et la reconnaissance de la valeur de tous les types de diversité et des initiatives internationales pour soutenir la constitution d'équipes et l'innovation.
- ▶ Journée des marchés financiers (plan stratégique 2021-2024 et à long terme jusqu'en 2050) et Road-Show virtuel dans les principaux centres financiers et Capital Markets Day pour la présentation de Plenitude.
- ▶ Road-Shows avec des investisseurs et des proxy advisors sur la rémunération des cadres 2021.
- ▶ Cartographie de plus de 770 communautés locales (y compris les communautés indigènes) dans les pays de présence et de définition d'initiatives d'engagement local.
- ▶ Consultations avec les autorités et les communautés locales pour les nouvelles activités exploratoires et/ou le développement de projets, ainsi que pour la planification et la gestion de projets de développement local.
- ▶ Implication des fournisseurs dans le parcours de la transition énergétique à travers 15 ateliers thématiques et la participation à des conférences et événements.
- ▶ Développement et lancement d'Open-es, la plate-forme ouverte à tous pour le développement durable des entreprises par le biais d'initiatives de formation et d'engagement (mesure du CO<sub>2</sub> et rédaction du rapport de durabilité).
- ▶ Réunions et ateliers avec les présidents, secrétaires généraux et responsables de l'énergie des associations de consommateurs (AC) nationales et locales sur des sujets tels que la durabilité, l'économie circulaire, l'assainissement de l'environnement, la transition énergétique, les économies d'énergie, le service à la clientèle et les nouvelles initiatives commerciales.
- ▶ Rencontres et tables rondes avec des représentants politiques et institutionnels et des organisations locales, nationales, européennes et internationales sur les thèmes de l'énergie, du climat, de la transition énergétique, de l'environnement, du développement durable, de la recherche et de l'innovation, de la numérisation et de l'économie circulaire.
- ▶ Participation aux débats sur les questions énergétiques et environnementales promus par le gouvernement et le parlement italiens, les institutions européennes, les organismes internationaux et les institutions nationales étrangères.
- ▶ Réunions avec des universités, des centres de recherche et des organismes publics, des consortiums et des entreprises tierces avec lesquels Eni collabore pour développer des technologies innovantes
- ▶ Accords et collaborations avec les Écoles polytechniques de Milan et de Turin, les universités de Bologne, Naples (Federico II), Pavie, Padoue, Milan Bicocca, le MIT, le CNR, l'INSTM, l'ENEA, la RSE et l'INGV<sup>(a)</sup>.
- ▶ Collaborations avec a) l'Université de la Basilicate pour le soutien au Master Geoscience for Energy Transitions ; b) l'Université Kore d'Enna pour des contributions d'enseignement en entreprise pour des cours académiques.
- ▶ Adhésion et participation à l'OGCI, l'PIECA, le WBCSD, le GLOBAL COMPACT des Nations Unies, l'ITIE<sup>(b)</sup> ; coopération avec l'IHRB<sup>(c)</sup> et d'autres institutions internationales de défense des droits de l'homme.
- ▶ Conférences, débats, événements et initiatives de formation sur les questions de durabilité (énergie, économie circulaire, assainissement, responsabilité sociale) ; création de lignes directrices et partage des meilleures pratiques.
- ▶ Réunions avec les organismes associatifs et participation à des tables de travail sur des questions stratégiques, suivi des éventuelles évolutions législatives.
- ▶ Consolidation, par le biais d'accords de collaboration/partenariat, des activités de développement menées conjointement avec des organisations internationales. Des accords ont été conclus avec le Programme des Nations Unies pour le Développement – PNUD, l'Organisation des Nations Unies pour le Développement industriel – ONUDI et la Banque mondiale.

(a) Massachusetts Institute of Technology ; National Research Council ; National Interuniversity Consortium for Materials Science and Technology ; National Agency for New Technologies, Energy and Sustainable Economic Development ; Energy System Research ; National Institute of Geophysics and Volcanology.





# Modèle de Gestion Intégrée des Risques



La gestion intégrée des risques (RMI) vise à soutenir les principaux processus décisionnels de la direction et des organes de la société, en veillant à ce que les décisions soient prises en pleine connaissance des risques sous-jacents et en adoptant les mesures d'atténuation les plus appropriées. À cette fin, Eni a progressivement développé un système méthodologique et de compétences visant à fournir une vision intégrée, complète et prospective du portefeuille de risques, basée sur la qualité des données, l'objectivité des évaluations, la compréhension de l'efficacité des atténuations et l'étude des liens entre les risques. Le système est conçu pour soutenir les évaluations du profil de risque qui sous-tendent la stratégie globale de l'entreprise, ainsi que des domaines d'activité spécifiques ou des initiatives individuelles, en adoptant des langages, des critères et des méthodes uniformes.

| GRAZIA FIMIANI – DIRECTOR INTEGRATED RISK MANAGEMENT D'ENI |

Le Modèle de gestion intégrée des risques garantit que la direction prend des décisions éclairées dans le cadre d'une vision organique et globale

Eni a développé et adopté un Modèle de gestion intégrée des risques visant à garantir que la direction prenne des décisions éclairées (en fonction des risques), grâce à l'évaluation et à l'analyse des risques à court, moyen et long terme, mises en œuvre avec une vision intégrée, globale et prospective.

La Risk Governance confère un rôle central au CdA, qui définit la nature et le niveau des risques compatibles avec les objectifs stratégiques, en incluant dans ses évaluations tous les risques susceptibles d'être pertinents pour la pérennité de l'entreprise à moyen et long terme.

Les risques sont (i) évalués à l'aide d'outils quantitatifs et qualitatifs considérant à la fois la probabilité d'occurrence et les impacts (économiques, opérationnels, HSE, sociaux, réputationnels) qui seraient déterminés dans un délai donné si le risque devait se produire ; (ii) représentés, sur la base de la probabilité d'occurrence et de l'impact, dans des ma-

trices permettant la comparaison et la classification par importance.

Au cours de l'année 2021, deux cycles d'évaluation ont été réalisés : au premier semestre, l'évaluation annuelle du profil de risque a été effectuée, impliquant 125 filiales présentes dans 43 pays, tandis qu'au second semestre, l'évaluation intérimaire des principaux risques a été réalisée, impliquant la mise à jour des évaluations et le traitement des principaux risques d'Eni et des principaux risques au niveau de business. Trois cycles de suivi ont ensuite été réalisés sur les principaux risques d'Eni afin d'analyser leur performance et l'état de mise en œuvre des actions de traitement, dont les résultats ont été présentés au conseil d'administration et aux organes de contrôle en mars, juillet et octobre 2021.

Le portefeuille Top Risk d'Eni se compose de 20 risques, classés en risques externes, stratégiques et opérationnels.

Dans le contexte actuel, qui voit une attention mondiale accrue sur le changement climatique et l'émergence de tendances jurisprudentielles sur la responsabilité des sociétés en matière de changement climatique, le risque de changement climatique, déjà en tête, reste pertinent, notamment à la lumière de l'engagement de la direction à atteindre des objectifs de neutralité carbone en accord avec la limite de température de 1,5°C.

Bien que la progression des campagnes de vaccination contribue à atténuer le risque clinique, l'inégalité des taux de couverture et la propagation de nouveaux variants font que le risque biologique, évalué à la fois comme un risque pour la santé des personnes et comme un risque systémique capable d'influencer l'ensemble du portefeuille de risques d'Eni et, en particulier, les risques de marché, de pays et opérationnels, est resté parmi les principaux risques.

## LE PROCESSUS D'ENI BASÉ SUR LE RISQUE

**1**

**Risk Governance, méthodologies et outils**

**2**

**Stratégie de risque**

**3**

**Gestion intégrée des risques**

- ▶ Évaluation intégrée des risques
- ▶ Integrated country risk
- ▶ Contract risk management
- ▶ Integrated project risk management & m&a

**4**

**Connaissance des risques, formation et communication**



Les principaux risques ESG sont résumés ci-dessous. Pour chaque événement de risque, le type de risque - risque majeur et non-risque - et les références de page des principales actions de traitement dans le document sont indiqués.

THÉMATIQUE	ÉVÉNEMENT	TOP RISK	PRINCIPALES ACTIONS DE TRAITEMENT
<b>RISQUES TRANSVERSAUX</b>	Risques liés aux activités de recherche et de développement		<b>P. 32</b>
	Cybersécurité	●	<b>P. 34</b>
	Relations avec les parties prenantes locales	●	<b>P. 28</b>
	Instabilité politique et sociale et Global security risk	●	<b>P. 73 ; 96</b>
<b>NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050</b>			
<b>CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>	Risque lié au changement climatique :	●	<b>P. 38</b>
	• risques liés à la transition énergétique	●	
	• risques physiques	●	
<b>EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE</b>			
<b>PERSONNES</b>	Risque biologique ou propagation de pandémies et d'épidémies ayant des impacts potentiels sur les personnes et les systèmes de santé ainsi que sur les entreprises	●	<b>P. 54</b>
	Risques pour la santé et la sécurité des personnes :		<b>P. 56</b>
	• Accidents des travailleurs et des agents sous contrat		
	• Incidents liés à la sécurité des processus et à l'intégrité des actifs	●	
	Risques associés au portefeuille de compétences		<b>P. 51</b>
<b>RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT</b>	Blowout	●	<b>P. 38 ; 66</b>
	Incidents liés à la sécurité des processus et à l'intégrité des actifs	●	
	Risque réglementaire dans le secteur de l'énergie	●	
	Permitting	●	
	Risques environnementaux (par exemple, pénurie d'eau, marée noire, déchets, biodiversité)		
<b>DROITS DE L'HOMME</b>	Risques liés à la violation des droits de l'homme (chaîne d'approvisionnement, sécurité, lieu de travail, communautés locales)		<b>P. 68 ; 78 ; 97</b>
<b>FOURNISSEURS</b>	Risques liés aux activités de procurement		<b>P. 78</b>
<b>TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION</b>	Enquêtes et contentieux en la matière :	●	<b>P. 18 ; 52 ; 56 ; 62 ; 74</b>
	• Environnement, santé et sécurité	●	
	• Corruption	●	
	Risques liés à la gouvernance d'entreprise		
<b>PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT</b>			
<b>COMMUNAUTÉ</b>	Risques liés au contenu local		<b>P. 106</b>



# Innovation et numérisation



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

L'innovation technologique et le développement numérique sont des domaines stratégiques pour relever avec succès le défi de la transition énergétique. Améliorer l'efficacité opérationnelle et énergétique de nos processus, accélérer le développement des énergies renouvelables et des produits de l'économie circulaire, tirer parti de nos compétences et de la puissance des supercalculateurs sont des leviers essentiels pour atteindre nos objectifs de durabilité.

| FRANCESCA ZARRI - DIRECTOR TECHNOLOGY, R&D & DIGITAL |

### ✓ PROGRÈS 2021

### 🕒 OBJECTIF À COURT TERME (2022)

### 🕒 OBJECTIF À MOYEN TERME (2023-2025)

### 🕒 OBJECTIF À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)

## INNOVATION

177 millions d'euros investis dans la recherche et le développement ; 30 nouvelles premières demandes de brevet, dont 11 sur les énergies renouvelables.

Veiller à ce que 70 % des investissements en recherche et développement soient consacrés à des sujets liés aux domaines relatifs à la décarbonation.

## NUMÉRISATION – TÉLÉTRAVAIL

Poursuite des interventions visant à faciliter le télétravail.

Diffusion plus poussée du télétravail avec l'adoption d'outils numériques qui facilitent le développement de nouveaux modèles de travail flexibles.

Mesures de simplification et numérisation des processus de l'entreprise pour faciliter le télétravail.

Innovation technologique continue et numérisation.

## DURABILITÉ NUMÉRIQUE

Réalisation de nombreuses initiatives pour diffuser la culture numérique au sein d'Eni et à l'extérieur pour les jeunes et un public plus large afin de promouvoir la durabilité numérique.

Poursuivre les initiatives lancées et renforcer les collaborations avec les associations et les groupes de réflexion sur les questions de culture numérique dans une perspective centrée sur l'humain et la promotion de la durabilité.

Maintenir la question de la durabilité numérique au centre des processus d'évolution des architectures d'entreprise et des solutions applicatives.

Diffuser la culture numérique dans l'entreprise à tous les niveaux.

## MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Fonction Recherche et Développement centralisée structurée pour garantir un déploiement rapide et efficace des technologies développées ; gestion des projets d'innovation technologique selon les meilleures pratiques (planification et contrôle par phases selon la maturité de la technologie) ; mise à jour continue des procédures relatives à la protection de la propriété intellectuelle et à l'identification des fournisseurs de prestations/services professionnels.

### POUR EN SAVOIR PLUS





## INNOVATION

Le cœur de la recherche d'Eni est lié aux processus de développement organiques dans le cadre de l'amélioration de l'efficacité des activités, de la transformation des entreprises et de la création de technologies de rupture qui, à partir du réseau interne et externe d'Eni, permettent un cheminement pour la définition des initiatives de projet et leur vérification, jusqu'à la

maturité industrielle. L'évolution de la recherche a consisté à s'exposer de manière proactive à un réseau étendu d'universités, de start-ups, d'initiatives de capital-risque, d'institutions publiques et privées, capables de créer un flux mobile d'informations et d'innovations : une chaîne de connaissances et un écosystème capables de créer de nouvelles opportunités pour réduire la distance entre la recherche

et le développement, accélérant les conditions favorables à un processus d'innovation structurel.

Eni, depuis 2008, a institué le prix Eni, le « Prix Nobel » de l'énergie, pour développer une meilleure utilisation des sources d'énergie et valoriser les nouvelles générations de chercheurs ; la cérémonie de remise des prix a lieu en présence du Président de la République Italienne.

811 M€

Investissements R&S prévus pour la période 2022-2025

70 %

Budget quadriennal consacré à la voie de la neutralité carbone à long terme

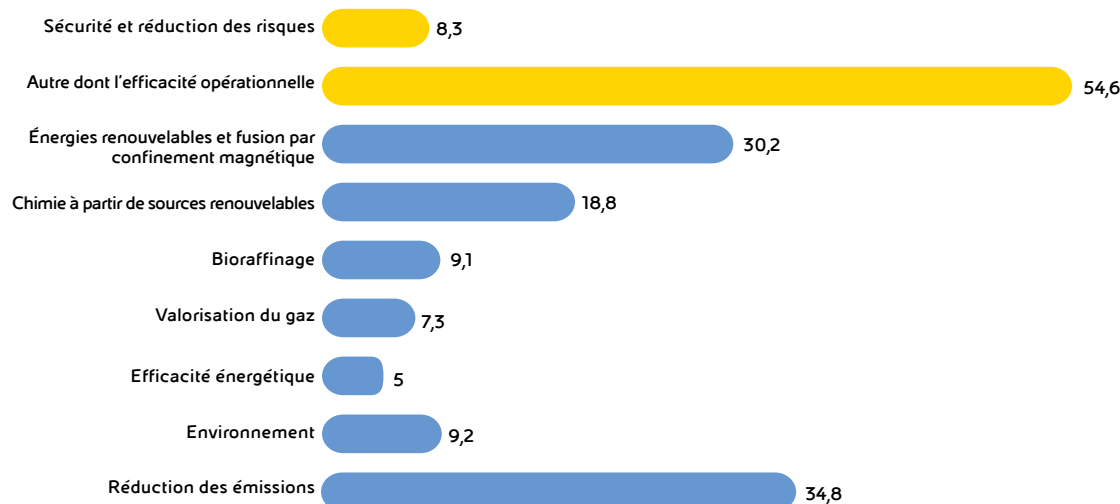
7 290

Brevets en vigueur

11

Nouvelles demandes de brevets sur les énergies renouvelables en 2021

### DEPENSES EN R&S EN 2021 (M EUR)



177 M€

Dépenses totales en R&S en 2021

114 M€

dont : liés à la décarbonation

## LE PLAN TECHNOLOGIQUE D'ENI

Le plan technologique d'Eni s'exprime à travers quatre plates-formes technologiques, qui consolident les lignes directrices stratégiques de la recherche et de l'innovation :

**PROCESS DECARBONIZATION** : pour réduire, capter, transformer ou stocker le CO<sub>2</sub>, accroître l'efficacité énergétique, réduire les émissions et promouvoir les vecteurs énergétiques à faible empreinte carbone (par exemple, l'hydrogène ou le méthanol). Les technologies devront être fonctionnelles pour permettre à l'entreprise d'atteindre tous les objectifs prévus en matière d'émissions de GES de Scope 1, 2 et 3 (émissions nettes de gaz à effet de serre tout au long du cycle de vie) et de supprimer l'intensité relative des émissions (intensité en carbone nette), en se référant à l'ensemble du cycle de vie des produits énergétiques vendus.

**CIRCULAR AND BIO-PRODUCTS** : réduire, recycler et réutiliser les produits et sous-produits, en transformant les déchets en produits à valeur ajoutée pour la bioraffinerie, la mobilité durable et la chimie renouvelable. Cela permettra à Eni de soutenir la conversion progressive du raffinage traditionnel en utilisant de nouvelles technologies pour la valorisation des produits décarbonés et le recyclage des déchets.

**RENEWABLES AND NEW ENERGIES** : soutenir le développement des énergies renouvelables et des solutions de stockage de l'énergie, et développer des technologies énergétiques de pointe telles que la fusion par confinement magnétique.

**OPERATIONAL EXCELLENCE** : développer des technologies qui garantissent le plus haut niveau d'efficacité et de sécurité, le plus faible impact environnemental, tout en réduisant le coût et le délai de commercialisation de nos activités. Cela permettra d'accroître la flexibilité et l'efficacité des opérations, d'augmenter la capacité à absorber la volatilité des scénarios, de prolonger la durée de vie des actifs et de continuer à créer de la valeur dans toutes nos activités.

L'innovation ne caractérise pas seulement les phases de recherche et de développement, mais elle est également un élément moteur des activités d'ingénierie dès les premières étapes de la conception et du développement des actifs, de la réalisation de prototypes et d'installations pilotes aux applications industrielles.



## NUMÉRISATION ET CYBERSÉCURITÉ

La numérisation est un facteur favorable à la transformation d'Eni, à l'intégration et à l'efficacité de ses processus internes et de ses activités de business. Pour renforcer l'accent mis sur le numérique, en 2021, Eni a intégré ses structures numériques et TIC et a formulé une nouvelle Vision & Stratégie afin d'être plus efficace dans la réalisation de son parcours de numérisation. Pour ce faire, un programme d'adaptation et de réorganisation des compétences a été initié afin de renforcer le savoir-faire et l'intégration entre les spécialistes de l'innovation numérique et les experts métiers : un cercle vertueux qui contribue à construire chaque jour une société plus efficace, plus sûre et plus durable. De nouveaux projets numériques ont vu le jour en

2021 et ont également poursuivi des projets pertinents qui avaient déjà été lancés auparavant, comme la plateforme Open-es et les initiatives Digital Safety, Asset Integrity et Energy Efficiency.

Parmi les principales initiatives numériques de 2021, conformément au paradigme de la « customer centricity » et à la stratégie de transformation de la station-service en hub de mobilité, une série de services numériques aux clients ont été développés, notamment : la recharge électrique, le WiFi gratuit dans les Cafés Eni, les places de parking. En outre, le service d'autopartage Enjoy a vu l'évolution de la flotte vers des voitures hybrides (1 800 sur 2 400) et l'introduction des premiers véhicules électriques XEV dotés de la technologie d'échange de

batterie. Tous les services développés sont accessibles via les deux applications « EniLive » et « Enjoy », dans un mode d'utilisation entièrement numérique. D'autres initiatives sont liées à la décarbonation, comme l'application développée pour la raffinerie de Taranto afin d'encourager la collecte des huiles usagées pour la production de biocarburants ou le partenariat avec la start-up Enerbrain pour optimiser la consommation énergétique des immeubles de bureaux. Enfin, dans le domaine du Big Data, du traitement du langage naturel et de l'apprentissage automatique, une collaboration a été développée avec Auticon, une entreprise qui embauche exclusivement des personnes autistes, afin d'aider les personnes « neuro-atypiques » à entrer dans le monde du travail.

### FOCUS

## GREEN DATA CENTER ET LA DURABILITÉ

Le Green Data Center de Ferrera Erbognone, dans la province de Pavie, abrite les systèmes de traitement centraux d'Eni, qu'il s'agisse des technologies de l'information de gestion ou des applications pétrolières et gazières. Il abrite le HPC5, inauguré le 6 février 2020, et son prédécesseur le HPC4, installé en 2018. HPC5 se confirme comme l'un des superordinateurs les plus puissants au monde. Le Green Data Center est en tête de liste en Europe pour son efficacité et son empreinte carbone, comme le confirme l'indicateur d'efficacité standard universellement reconnu pour les centres de données (Power Usage Effectiveness – PUE) de 1,166. Cela se traduit, pour 2021, par une consommation d'énergie inférieure, par rapport à la moyenne européenne PUE, de 15 380 MWh et une réduction associée des émissions de CO<sub>2</sub> de 5 858 tonnes. En 2021 également, le système de supercalcul a été utilisé pour la recherche sur COVID-19, à la fois dans le cadre du projet européen EXSCALATE4CoV, acronyme de EXaSCale smArt pLatform Against paThogEnS, pour identifier les médicaments les plus sûrs et les plus prometteurs dans la lutte contre le coronavirus, et en collaboration avec le Policlinico di Pavia pour étudier la réponse immunitaire de l'organisme au virus de base et à ses variantes.



Green Data Center à Ferrera Erbognone, en province de Pavie, qui héberge le superordinateur HPC5.





## CYBERSÉCURITÉ

Le risque de cybersécurité chez Eni est considéré comme élevé en raison à la fois du contexte géopolitique dans lequel Eni opère et de la tendance à la hausse constante des cyberattaques (en termes de fréquence et de dangerosité). Ces éléments, ainsi que la complexité du scénario des menaces (de plus en plus organisées et évoluées), qui a également augmenté en raison de l'organisation du travail hybride, représentent des facteurs d'attention particuliers dans le développement de la stratégie de transformation numérique de l'entreprise. Pour faire face à cette situation, l'entreprise s'est depuis longtemps dotée d'une série de mesures de défense pour prévenir et contenir les impacts face aux cyberattaques, se-

lon l'approche établie basée sur les risques.

Toujours en 2021, le programme Culture de la cybersécurité s'est poursuivi, visant à renforcer la culture d'entreprise sur les bons comportements à adopter pour faire face aux cyber-risques, qui a vu l'achèvement de plus de 50 initiatives, à travers des actions de formation dédiées, des simulations de campagnes de phishing et des campagnes de communication destinées à l'ensemble de la population de l'entreprise. En outre, des systèmes de défense spécifiques aux salariés ont été mis en place pour les aider à identifier les attaques de phishing par e-mail et à les signaler en temps utile aux unités concernées.

Conformément aux ODD 9 et 17, Eni a étendu ses collaborations

actives pour le développement de lignes directrices et la diffusion de la culture de la cybersécurité avec des organisations, des universités et des institutions, par exemple, en participant au CyberChallenge.it promu par le CINI (Consortium National Interuniversitaire pour l'Informatique) ou au cours de Master Cybersécurité de l'Université Luiss. En outre, la mise en œuvre du programme Cyber Security 4 Kids s'est poursuivie, en élargissant la collaboration avec l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) et en organisant 12 sessions de formation à la cybersécurité à l'intention des enseignants des écoles primaires, afin de promouvoir une culture numérique plus sûre et plus consciente auprès de la jeune génération.

**+30 millions**

de courriels malveillants bloqués

**+1 300**

campagnes de phishing interceptées

**+66 millions**

d'attaques (y compris automatiques) envers des applications exposées sur Internet évitées

## MESURES DE DÉFENSE POUR PRÉVENIR ET CONTENIR LES IMPACTS FACE AUX CYBERATTQUES

### DÉFENSE EN MATIÈRE DE CYBERSÉCURITÉ

le renforcement des infrastructures et des services de défense en matière de cybersécurité, qui a permis de bloquer en 2021 plus de 30 millions de courriels électroniques malveillants, plus de 1 300 campagnes de filoutage, et plus de 66 millions d'attaques (y compris automatisées) sur les applications exposées à l'Internet.

### RENFORCEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ

le renforcement des mesures de sécurité technologique et de gouvernance pour l'entreprise, les sociétés associées étrangères et les sites industriels par la mise en œuvre de programmes spécifiques d'enforcement technologique.

### CONTINUITÉ DES SERVICES

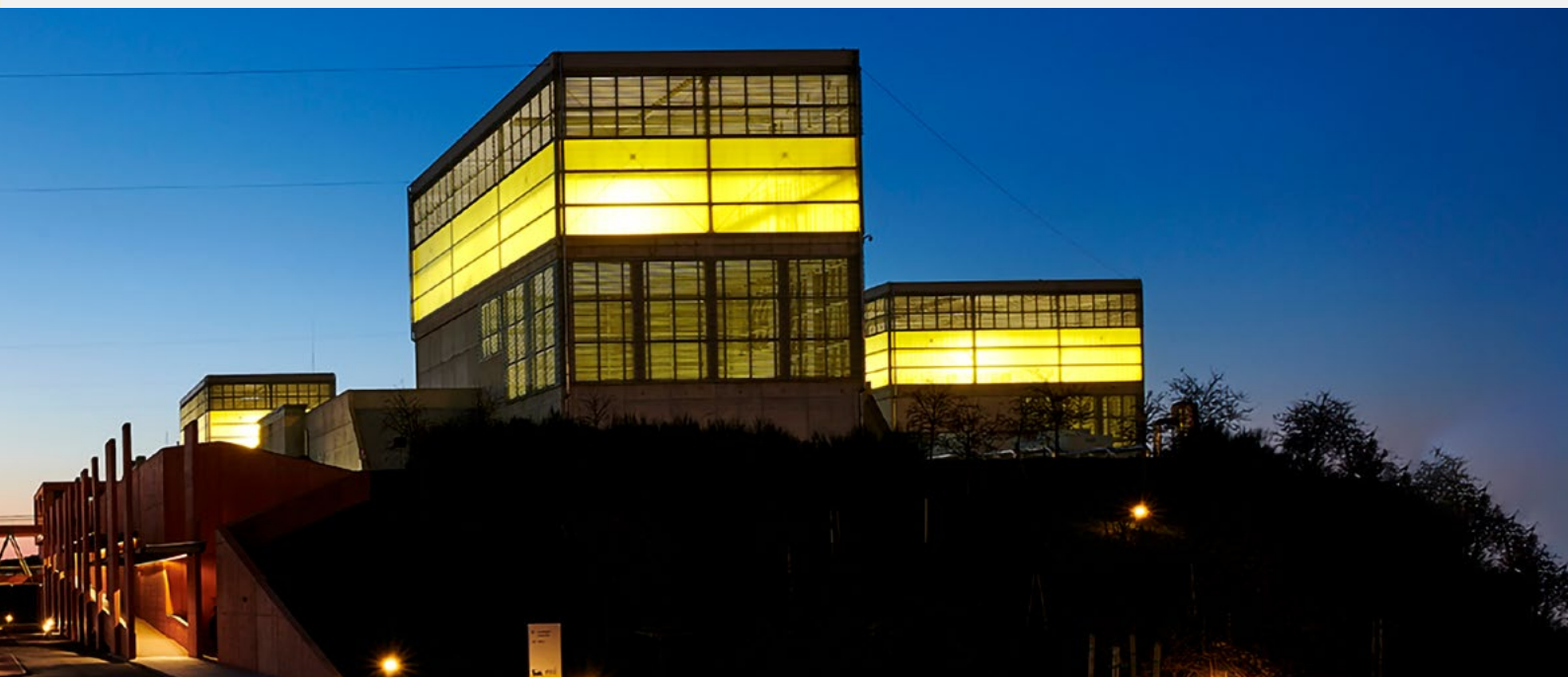
interventions visant à renforcer ultérieurement la continuité des services informatiques de l'entreprise et à améliorer le suivi de la gestion des systèmes centraux.

### MESURES DE CONTRÔLE À L'ÉGARD DES TIERS

la mise en œuvre de mesures de contrôle visant à identifier, atténuer et surveiller le risque de cybersécurité véhiculé par les Tiers d'Eni, y compris les fournisseurs de services en nuage.

### CONTRE-MESURES POUR ATTÉNUER LE CYBERRISQUE

la mise à jour de l'ensemble des contre-mesures visant à atténuer le cyberrisque, conformément aux récentes obligations réglementaires propres au secteur.





# Neutralité carbone d'ici à 2050

Le modèle d'entreprise d'Eni envisage une voie de décarbonation vers la neutralité carbone d'ici à 2050, sur la base d'une approche qui prend en compte les émissions générées tout au long du cycle de vie des produits énergétiques et d'un ensemble d'actions qui conduiront à la décarbonation totale des processus et des produits d'ici à 2050. Cette voie, réalisée grâce aux technologies existantes, permettra à Eni de réduire totalement son empreinte carbone, tant en termes d'émissions nettes que d'intensité carbone nette.



---

Gouvernance du climat	39
Risk management	39
La stratégie d'Eni	40
Indicateurs et objectifs	41

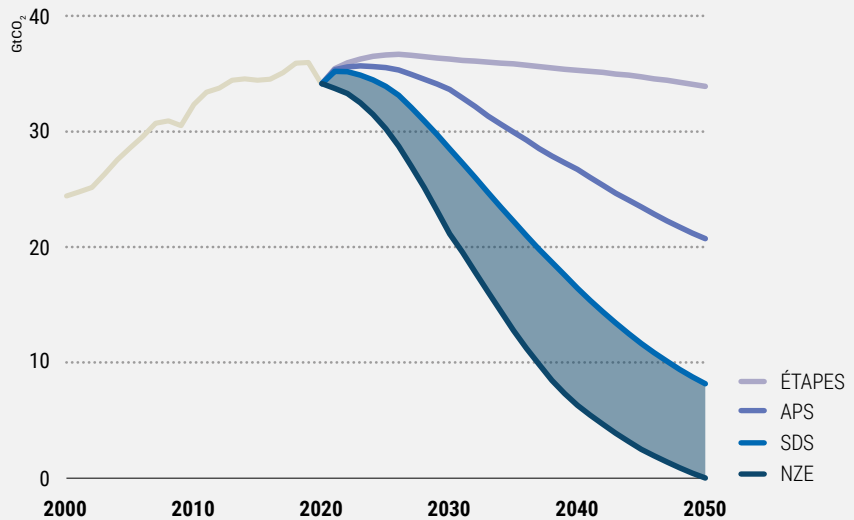


## CONTESTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

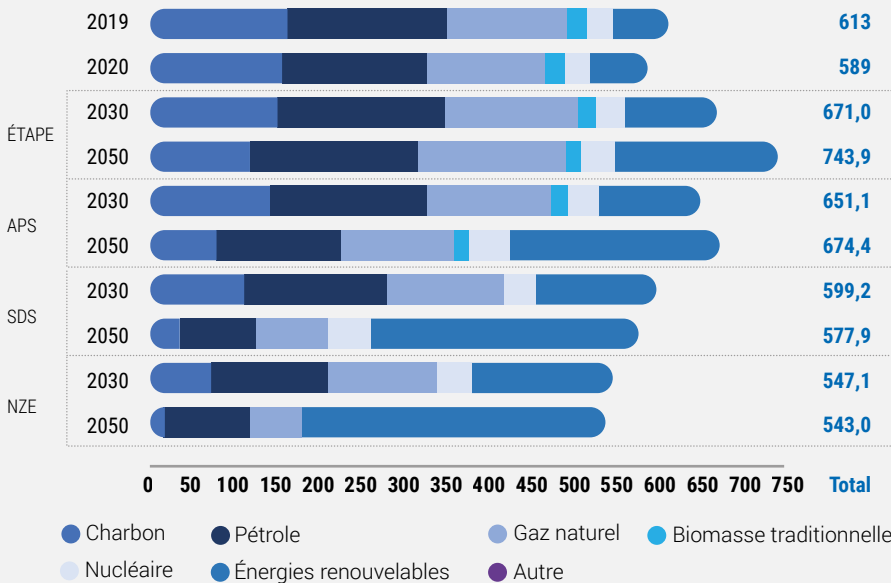
### Réduction des émissions de CO<sub>2</sub> dans les scénarios WEO-2021

scénarios suivants : (I) Scénario des politiques déclarées (STEPS) qui comprend toutes les politiques mises en œuvre et planifiées par les gouvernements ; (II) Scénario des engagements annoncés (APS) qui analyse les implications en termes d'émissions et de demande d'énergie si tous les objectifs zéro net sont effectivement atteints dans les délais ; (III) (SDS -Scénario de développement durable ; (IV) NZE2050 -Net zéro). Les deux derniers, constitués selon une logique de rétrospective, poursuivent les principaux objectifs énergétiques du développement durable (notamment le plein accès à l'énergie et la limitation de l'augmentation de la température bien en dessous de 2 °C) et rétablissent toutes les actions nécessaires pour les atteindre.

Source : Agence internationale de l'énergie (2021), World Energy Outlook 2021, AIE, Paris



### Demande d'énergie primaire par combustible et par scénario 2019, 2020, 2030 et 2050 (EJ)



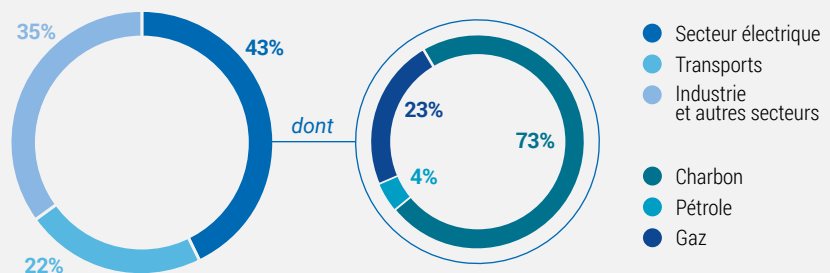
La trajectoire « Zéro émission nette d'ici 2050, élaborée pour la première fois en 2021, mise sur des leviers de décarbonation tels que l'électrification, l'efficacité et un changement radical du comportement des consommateurs, appelant à un changement immédiat du paradigme énergétique. Au niveau technologique, 2050 verra également l'utilisation de solutions qui sont encore au stade du prototype ou de la démonstration et qui ne sont pas encore largement déployées. En 2040, la demande énergétique mondiale sera inférieure à celle d'aujourd'hui (-9 % par rapport à la demande actuelle). 2020, -13 % par rapport à 2019), même avec une économie mondiale qui devrait doubler et une population qui augmente de 2 milliards d'habitants. Dans le scénario NZE, les objectifs climatiques ambitieux entraînent une chute spectaculaire de la demande de pétrole.

Source : Agence internationale de l'énergie (2021), World Energy Outlook 2021, AIE, Paris

### Émissions mondiales de CO<sub>2</sub> du secteur de l'énergie

En 2020, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, liées au secteur de l'énergie se sont élevées à 31,6 Gton, soit une baisse de 5,5 % par rapport à 2019, principalement en raison de la pandémie. 43 % des émissions sont imputables au secteur de l'énergie, où le charbon est responsable de plus de 70 % des émissions alors qu'il ne produit que 35 % de l'électricité mondiale.

Source : Agence internationale de l'énergie (2021), World Energy Outlook 2021, AIE, Paris







# Neutralité carbone d'ici à 2050



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 pour contrer l'urgence climatique est notre devoir en tant qu'hommes et femmes d'Eni. Nous devons le faire de la bonne manière, en veillant à poursuivre une durabilité intégrée, non seulement environnementale, mais aussi économique et sociale, et nous devons garantir la sécurité énergétique, tant pendant la transition que dans le modèle énergétique final.

Grâce à notre savoir-faire et à nos technologies, tous nos métiers évoluent dans ce sens, à travers la décarbonation de tous nos processus et produits, la recherche de synergies et de complémentarités entre les différents métiers et entre les différentes solutions, les énergies renouvelables, le bas carbone, les processus circulaires et les nouveaux vecteurs énergétiques.

| GIUSEPPE RICCI – DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ENERGY EVOLUTION |

### ✓ PROGRÈS 2021

- -25 % indice d'intensité des émissions de GES en amont par rapport à 2014 ;
- -31 % de volumes d'hydrocarbures envoyés en torchage de production par rapport à 2014 ;
- -92 % d'émissions fugitives de méthane en amont par rapport à 2014 (Objectif atteint en 2019)

### 🕒 OBJECTIF À COURT TERME D'ICI 2025

- -43 % indice d'intensité des émissions GES en amont par rapport à 2014 ;
- Zéro torchage ;
- -80 % d'émissions fugitives de méthane en amont par rapport à 2014

### ✓ PROGRÈS 2022

### 🕒 OBJECTIF À COURT TERME (2025)

### 🕒 OBJECTIFS À LONG TERME

D'ICI À 2030   D'ICI À 2035   D'ICI À 2040   D'ICI À 2050

#### EMPREINTE CARBONE NETTE (SCOPE 1+2)

AMONT : -26 % par rapport à 2018

AMONT : -65 % par rapport à 2018  
Eni : -40 % par rapport à 2018

ZÉRO ÉMISSION  
NETTE EN  
AMONT

ZÉRO ÉMISSION  
NETTE ENI

#### ÉMISSIONS NETTES DE GES SUR LE CYCLE DE VIE (SCOPE 1+2+3)

-10 % par rapport à 2018

- 35 % par  
rapport à 2018

-55 % par  
rapport à 2018

-80 % par  
rapport à 2018

ZÉRO ÉMISSION  
NETTE

#### INTENSITÉ EN CARBONE NETTE (SCOPE 1+2+3)

-2 % par rapport à 2018

-15 % par  
rapport à 2018

-50 % par  
rapport à 2018

ZÉRO ÉMISSION  
NETTE

#### POLITIQUE

L'engagement responsable d'Eni en matière de changement climatique au sein des associations professionnelles ; La politique de « durabilité » ; La position d'Eni sur la biomasse ; Le plan stratégique 2022-2025 ; Le Code Ethique d'Eni.

#### MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Systèmes de gestion de l'énergie coordonnés avec la norme ISO 50001, inclus dans le système normatif HSE, pour l'amélioration de la performance énergétique et déjà mis en œuvre sur tous les principaux sites Mid-Downstream et en cours d'extension à l'ensemble d'Eni ; Organisation de la recherche et du développement technologique visant à la création et à l'application de technologies à faible empreinte carbone, en pleine intégration avec les sources renouvelables, l'utilisation de la biomasse et la valorisation des déchets en référence à leur application possible dans le processus de redéfinition du mix énergétique, ainsi que le développement de technologies pour l'exploitation de nouvelles formes d'énergie ou de vecteurs énergétiques à empreinte carbone réduite ou nulle.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

■ [Eni for 2021 Neutralité carbone d'ici à 2050](#)

■ [Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité \(p. 10-14\)](#) ➔ [eni.com](#)

➔ [La position d'Eni sur la biomasse](#)

➔ [L'engagement responsable d'Eni en matière de changement climatique dans les associations professionnelles](#)

➔ [Questionnaire du CDP sur le changement climatique](#)

➔ [Méthodologie pour l'évaluation des émissions de GES le long des chaînes de valeur des produits Eni](#)



## GOVERNANCE DU CLIMAT

La stratégie de décarbonation d'Eni s'inscrit dans un système de gouvernance d'entreprise structuré dans lequel le CdA et l'AD jouent un rôle central dans la gestion des principaux aspects du changement climatique. Le CdA examine et approuve, sur proposition de l'AD, le plan stratégique dans lequel sont définis les stratégies et les objectifs, y compris ceux liés au changement climatique et à la transition énergétique. Depuis 2014, le CdA est soutenu dans ses activités par le Comité de durabilité et des scénarios (CSS), avec lequel il étudie périodiquement l'intégration de la stratégie, des scénarios d'évolution et de la durabilité des entreprises à moyen et long terme. Au cours de l'année 2021, le CSS a discuté en profondeur des questions relatives au changement climatique lors de toutes ses réunions. À partir de 2019, le CdA examine et approuve le plan à court et moyen termes d'Eni, visant à garantir la durabilité du portefeuille d'activités sur un délai allant jusqu'à 2050, conformément aux dispositions du plan stratégique quadriennal. Immédiatement après la nomination du conseil d'administration et du collège des commissaires aux comptes, un programme de formation (dit « board induction ») a été

mis en œuvre pour les administrateurs et les commissaires aux comptes, qui couvrait, entre autres, les questions relatives à la voie de la décarbonation et à la durabilité environnementale et sociale des activités d'Eni. L'exposition économique et financière d'Eni au risque découlant de l'introduction de nouveaux mécanismes de tarification du carbone est examinée par le CdA tant dans la phase d'autorisation préliminaire des investissements individuels que dans la phase ultérieure de suivi semestriel de l'ensemble du portefeuille de projets. Le CdA est également informé chaque année du résultat du test de dépréciation effectué sur les principales Unités Génératrices de Trésorerie, qui a été élaboré sur l'hypothèse de l'introduction d'une taxe carbone conforme au Scénario de Développement Durable (SDD) de l'AIE. À partir de 2021, le scénario NZE (Net Zero Emissions) de l'AIE est inclus dans les scénarios d'évaluation du portefeuille. Enfin, le CdA est informé trimestriellement des résultats de l'évaluation des risques d'Eni et du suivi des principaux risques, y compris le changement climatique. L'engagement stratégique visant à réduire l'empreinte carbone fait partie des objectifs fondamentaux de l'entreprise et se reflète donc également dans les plans d'intéressement

variable de l'AD et du management de l'entreprise. [Pour en savoir plus : Rapport d'Eni sur la politique de rémunération et les rémunérations versées en 2022.](#) Les questions relatives au changement climatique, à la transition énergétique et au plan à moyen et long terme sont gérées par des structures dédiées qui rendent compte au directeur financier, dans le but de superviser le processus de définition de la stratégie climatique d'Eni et du portefeuille d'initiatives correspondant, conformément à l'engagement de décarboner tous les produits et processus d'ici à 2050.

## RISK MANAGEMENT

Les risques liés au changement climatique sont analysés, évalués et gérés en tenant compte des aspects identifiés dans les recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD), qui se réfèrent à la fois aux risques liés à la transition énergétique (scénario de marché, évolutions réglementaires juridiques et technologiques et aspects de réputation) et au risque physique (aigu et chronique) lié au changement climatique. L'analyse est réalisée selon une approche intégrée et transversale impliquant des fonctions spécialisées et des domaines d'activité, y compris l'évaluation des risques et des opportunités connexes.

Le changement climatique est l'un des principaux risques stratégiques d'Eni

### RISQUES LIÉS AU CHANGEMENT CLIMATIQUE, SELON LE TASK FORCE ON CLIMATE-RELATED FINANCIAL DISCLOSURES (TCFD)

SCÉNARIO  
DI MARCHÉ



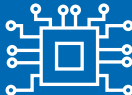
ÉVOLUTION  
RÉGLEMENTAIRE



RISQUE  
JURIDIQUE



ÉVOLUTION  
TECHNOLOGIQUE



RÉPUTATION



RISQUES  
PHYSIQUES





## LA STRATÉGIE D'ENI



Conscient de l'urgence climatique en cours, Eni veut être un leader dans le secteur de l'énergie avec une stratégie à long terme qui permettra d'atteindre la neutralité carbone en 2050, conformément aux scénarios compatibles avec le maintien du réchauffement climatique dans le seuil de 1,5°C à la fin du siècle. En 2022, Eni a relancé sa stratégie, avec une approche distinctive qui s'appuie sur des technologies exclusives et de rupture, de nouveaux modèles de business et une collaboration étroite avec les parties prenantes, accélérant sur la voie du zéro émission nette avec de nouveaux objectifs à court et moyen termes qui confirment l'engagement d'Eni à aligner davantage sa trajectoire de réduction sur des scénarios à faible émission de carbone.

Le plan de transformation industrielle vers le « net zéro » passe par les voies distinctes et synergiques des deux

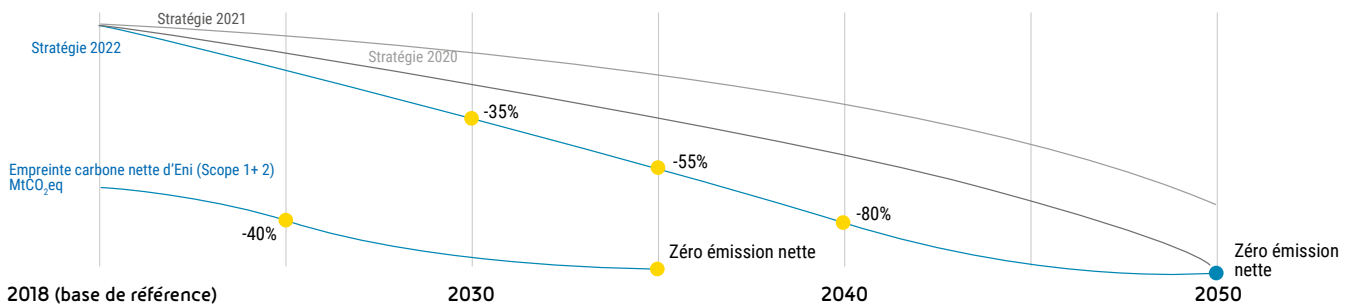
directions générales : Natural Resources s'est engagé à optimiser la valeur du portefeuille en amont et à améliorer sa durabilité par une décarbonation progressive, et Energy Evolution, s'est engagé à développer les activités liées à la bio, aux énergies renouvelables et à l'économie circulaire.

Eni a prévu pour la prochaine période quadriennale 2022-2025 une dépense totale pour la décarbonation, l'économie circulaire, les énergies renouvelables et le développement du portefeuille de détail d'environ 9,7 milliards d'euros, y compris le soutien aux activités de recherche scientifique et technologique. L'évolution vers un portefeuille de produits entièrement décarbonés sera soutenue par une augmentation progressive de la part des investissements consacrés à l'expansion de la capacité de production renouvelable, à la croissance des biocarburants et de la chimie verte, à la « mise à l'échelle »

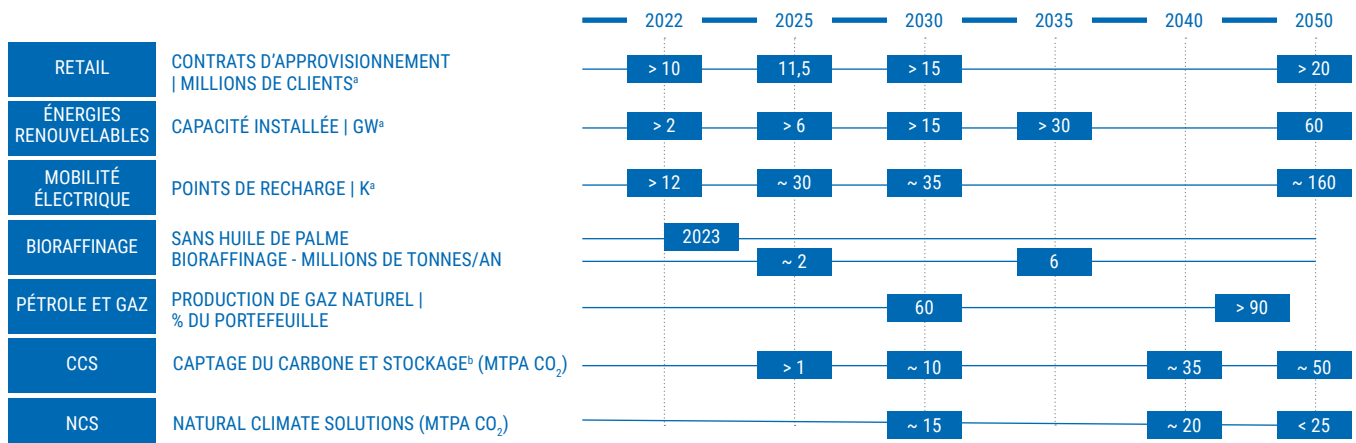
des nouvelles solutions énergétiques et des services de décarbonation (CSC), ainsi qu'à l'efficacité énergétique et à la décarbonation des actifs existants, pour atteindre environ 30 % du total des investissements en 2025, environ 60 % en 2030 et plus de 80 % en 2040.

Les plans et les décisions d'investissement sont alignés sur la stratégie de décarbonation d'Eni, qui vise à atteindre l'objectif « Zéro émission nette » d'ici à 2050. La part des dépenses consacrées aux activités liées au pétrole et au gaz sera progressivement réduite, tout en continuant à sélectionner les principaux projets d'investissement sur la base de leur profil d'émission et conformément aux objectifs de réduction des émissions fixés, avec l'abandon progressif des investissements dans des activités ou des produits à forte intensité de carbone.

### ÉMISSIONS NETTES DE GES SUR LE CYCLE DE VIE (SCOPE 1+2+3) MtCO<sub>2</sub>eq



### PRINCIPAUX OBJECTIFS DE BUSINESS



a) Plénitude 100%

b) Incluant les services CCUS à des tiers



## INDICATEURS ET OBJECTIFS

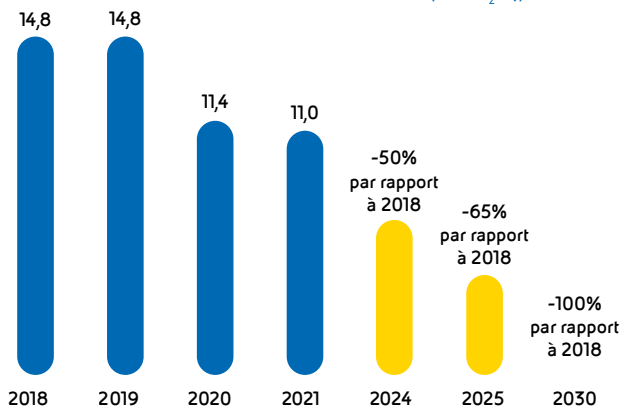
Eni s'est historiquement engagée à réduire ses émissions directes de GES et a été parmi les premiers du secteur à définir, à partir de 2015, une série d'objectifs visant à améliorer la performance en matière d'émissions de GES des actifs qu'elle exploite, avec des indicateurs spécifiques illustrant les progrès réalisés à ce jour en termes de ré-

duction des émissions de GES dans l'atmosphère. Ils ont été rejoints en 2020 par des indicateurs comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence, qui font référence à une méthodologie distinctive de comptabilisation des GES qui prend en compte tous les produits énergétiques gérés par les différentes entreprises d'Eni, y compris les achats auprès de tiers, et toutes les émissions qu'ils génèrent tout au long

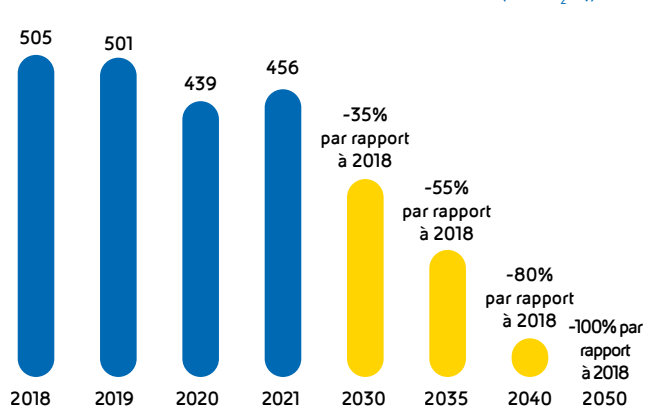
de la chaîne d'approvisionnement (Scope 1+2+3), selon une approche du puits à la roue. Les indicateurs qui en résultent retracent donc la trajectoire d'Eni vers la neutralité carbone, tant en termes absolus (émissions nettes de GES sur le cycle de vie) qu'en termes d'intensité (intensité en carbone nette). La performance des indicateurs relatifs aux objectifs à moyen et long terme est présentée ci-dessous<sup>1</sup>.

➔ Pour en savoir plus sur les réalisations de 2021, voir Eni for 2021 – Neutralité carbone d'ici à 2050

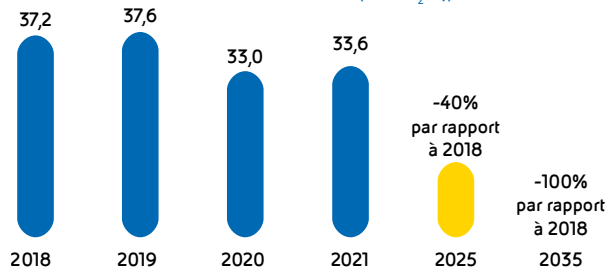
### EMPREINTE CARBONE NETTE EN AMONT (MtCO<sub>2</sub>eq)



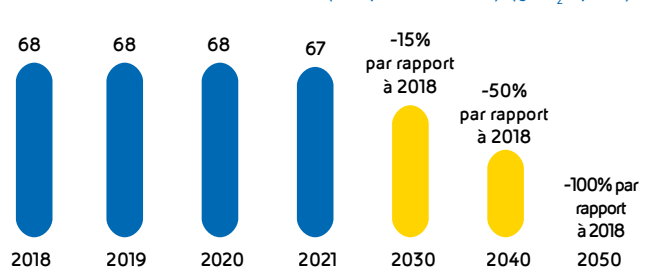
### ÉMISSIONS NETTES DE GES SUR LE CYCLE DE VIE (MtCO<sub>2</sub>eq)



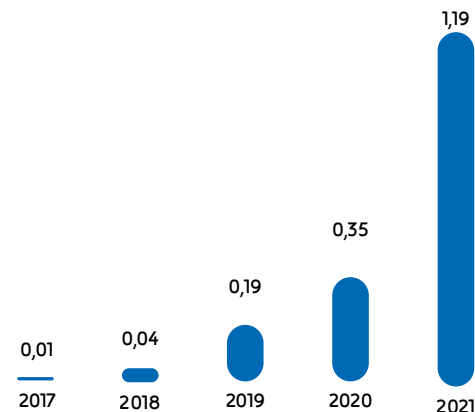
### EMPREINTE CARBONE NETTE ENI (MtCO<sub>2</sub>eq)



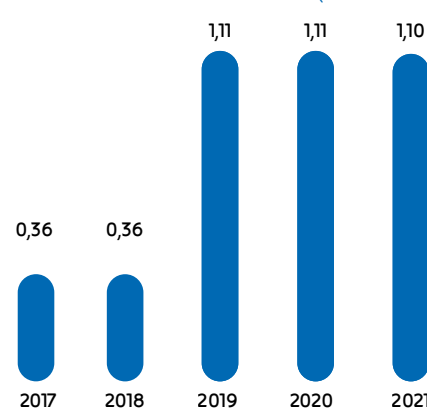
### INTENSITÉ EN CARBONE NETTE (Scope 1, 2 and 3) (gCO<sub>2</sub>eq/MJ)



### CAPACITÉ INSTALLÉE EN SOURCES RENOUVELABLES (GW)



### CAPACITÉ DE BIORAFFINAGE (millions de tonnes/année)



<sup>1</sup> Indicateurs comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalenc.



# Excellence opérationnelle



L'activité d'Eni est constamment orientée vers l'excellence opérationnelle. Cela se traduit par un engagement permanent en faveur de la valorisation des personnes, de la préservation de la santé et de la sécurité des personnes et de l'intégrité des actifs, de la protection de l'environnement, de l'intégrité et du respect des droits de l'homme, de la résilience et de la diversification des activités et de la garantie d'une discipline financière rigoureuse. Ces éléments permettent à l'entreprise de saisir les opportunités liées aux évolutions possibles du marché de l'énergie et de poursuivre sur la voie de la transformation.

---

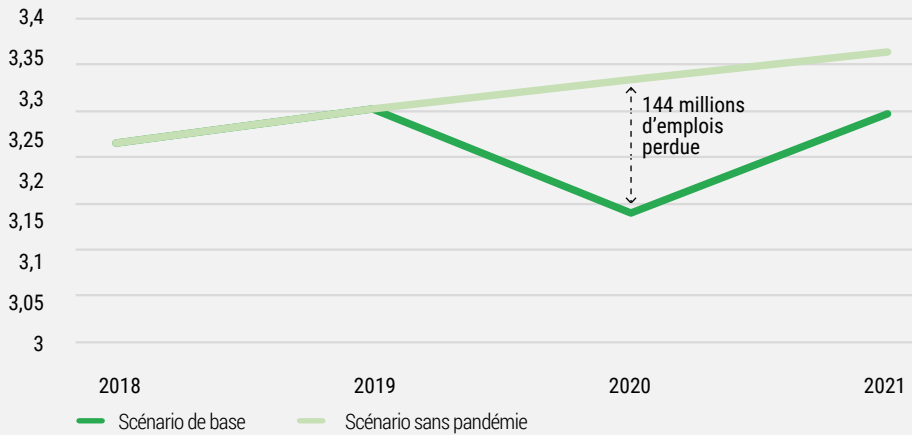
Chacun d'entre nous	44
Santé des personnes	52
Sécurité	56
Environnement	62
Droits de l'homme	68
Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale	74
Fournisseurs et clients	78





# CONTESTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

## Perte d'emploi mondiale liée au scénario « sans pandémie », 2018-2021 (Emploi : milliards de personnes)



On estime que l'emploi mondial a diminué de 114 millions en 2020 par rapport à 2019. Toutefois, cette estimation sous-estime l'impact total, qui peut être mesuré en examinant la différence en 2020 par rapport au niveau d'emploi qui était prévu en l'absence de la pandémie. Si l'on applique ce scénario « sans pandémie », la perte d'emploi mondiale estimée en 2020 est considérablement plus élevée, s'élevant à 144 millions d'emplois.

Source : Moniteur OIT : COVID-19 et le monde du travail. Septième édition - Estimations et analyses actualisées

## Développement de la politique européenne en matière de plastique, 2019-2025

**2019** UE : Le partenariat JICE (Joint Initiative on Circular Economy) conviendrait d'investir 10 milliards dans l'économie circulaire d'ici 2023. UE : Green Deal.

**2020** EU27 : 50 % de récupération des déchets municipaux à partir de produits chimiques Stratégie pour le développement durable.

**2021** EU27 : interdiction totale du plastique à usage unique  
EU27 : Taxe de 800 euros par tonne de déchets plastiques  
EU27 : Fonds d'innovation Horizon Europe pour les clusters (2021-2027)  
EU27 : Le Fonds européen pour la mer et la pêche investit 6,1 milliards d'euros pour la pêche durable et la prévention des déchets marins (2021-2027).

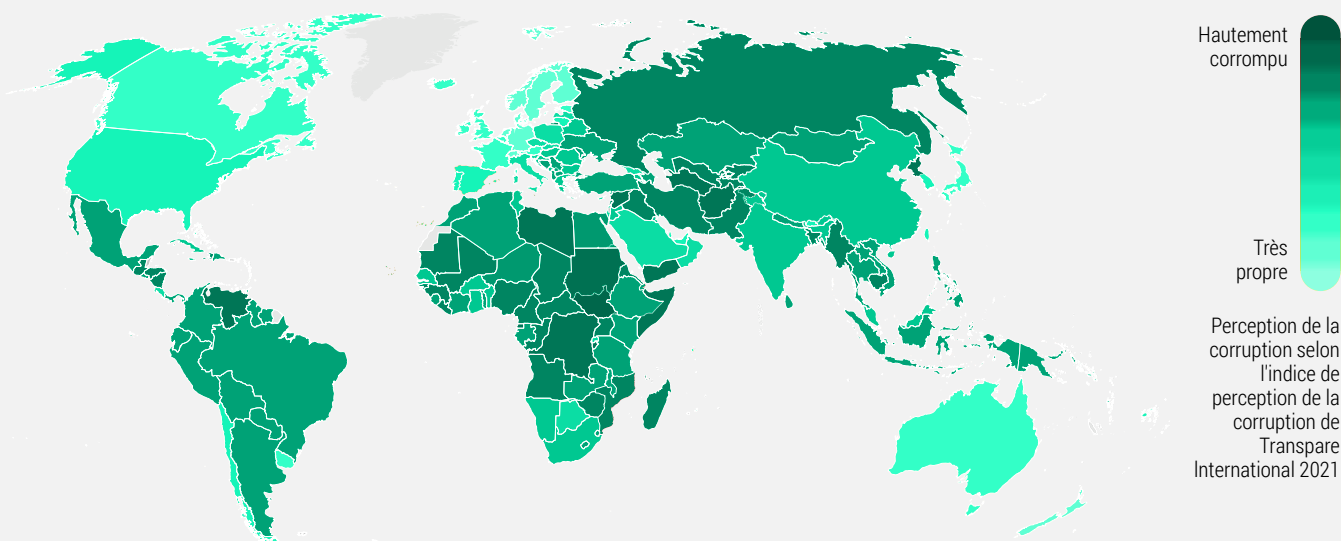
**2023** Espagne : Taxe de 450 euros par tonne si les matériaux contiennent moins de 30 % de plastique recyclé.

**2025** Recycleurs de plastiques Europe : utilisation de 10 millions de tonnes de recyclats dans les produits en plastique d'ici 2025  
UE : 55 % de valorisation des déchets municipaux UE : 77 % de collecte de bouteilles en plastique UE : 25 % de r-PET dans les bouteilles  
UE : Objectifs de l'Alliance circulaire pour les plastiques de l'UE : 10 millions de tonnes de plastique recyclé. Au 17 mars 2021, l'Alliance européenne pour les plastiques circulaires comptait 272 signataires, dont des institutions des secteurs privé et public.

L'UE est l'exemple d'une juridiction où la demande de plastique vierge est en train de s'effondrer et devrait encore diminuer d'ici 2025, grâce aux importants leviers politiques mis en œuvre par l'UE et les États membres pour réduire l'impact des déchets plastiques et encourager leur utilisation accrue en tant que matière première secondaire, tout en réduisant les facteurs négatifs pour l'environnement et la biodiversité causés par leur dispersion et leur mauvaise gestion en fin de vie.

Source : Commission EU

## Indice de perception de la corruption 2021



Cette année, la moyenne mondiale de la corruption perçue reste inchangée pour la dixième année consécutive, avec seulement 43 points sur un total possible de 100. Malgré de multiples engagements, 131 pays n'ont pas réalisé de progrès significatifs dans la lutte contre la corruption au cours de la dernière décennie. Deux tiers des pays obtiennent un score inférieur à 50, ce qui indique qu'ils connaissent de graves problèmes de corruption, tandis que 27 pays obtiennent le score le plus bas jamais enregistré.

Source : <https://www.transparency.org/en/cpi/2021>



# Chacun d'entre nous



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

La valorisation du capital humain est au cœur de notre façon de faire, tout comme l'accent mis sur les valeurs, la culture et l'identité. La transition énergétique nécessite un changement culturel. En fait, nous travaillons à la définition de nouvelles compétences et au renouvellement de celles que nous possédons déjà, en encourageant l'adoption de nouveaux comportements et de processus plus rapides et plus durables dans les différents domaines de la société.

| LUCA DE SANTIS - RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ORGANISATION CHEZ ENI



**PROGRÈS  
2021**

### TAUX DE ROTATION

Turnover de 0,7 : données période 2019-21.



**OBJECTIF À COURT  
TERME (2022)**

Valorisation des ressources internes et sélection de compétences stratégiques utiles pour soutenir le processus de transition énergétique.



**OBJECTIF À MOYEN  
TERME (2023-2025)**



**OBJECTIF À LONG  
TERME (2030 ET AU-DELÀ)**

Renforcement des nouvelles structures avec un taux de rotation supérieur à 1.

### FORMATION ET DÉVELOPPEMENT

1 037 325 heures de formation dispensées en 2021 (67 % de formation à distance).

La formation pour accompagner l'évolution de l'entreprise avec diverses initiatives dont le « nouveau code éthique » avec 18 000 employés formés et la réalisation d'une formation spécialisée sur les droits de l'homme pour environ 2 000 personnes.

Mise à jour des compétences en fonction des orientations stratégiques et des évolutions technologiques et de business.

Mise à niveau des compétences en vue de l'achèvement de la transformation stratégique.

### DIVERSITÉ DES GENRES

Taux de rotation des femmes en 2021 : 0,51 (contre un taux de rotation de 0,39 pour les hommes).

Engagement à maintenir un taux de rotation du personnel féminin supérieur à celui des hommes.

Valorisation de l'emploi des femmes dans tous les domaines professionnels.

Augmentation de l'emploi des femmes d'au moins 3 points de pourcentage d'ici à 2030.

### ÉQUILIBRE TRAVAIL-VIE PERSONNELLE

Révision des dispositions relatives à l'organisation des initiatives en faveur du bien-être de la famille et du renforcement des initiatives de prévention sanitaire.

Augmentation des journées de télétravail utilisables ; identification de nouveaux services en matière de bien-être répondant aux besoins naissants.

Renforcement des initiatives visant le bien-être des personnes et soutien aux aidants naturels.

Suivi et écoute des besoins sociaux, familiaux et individuels et conception d'initiatives cohérentes.

### POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Politique « Nos personnes », « L'intégrité dans nos opérations » ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; Politique d'Eni contre la violence et le harcèlement au travail ; Le Code Éthique d'Eni.

### MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Processus de gestion et de planification de l'emploi fonctionnel pour aligner les compétences sur les besoins techniques et professionnels ; outils de gestion et de développement ; outils innovants de gestion des RH ; Soutien et développement des compétences en fonction des stratégies de l'entreprise (questions de transition énergétique et de transformation numérique, également par le biais de la faculté/académie) ; système de gestion de la qualité de la formation conforme à la norme ISO 9001:2015 ; système de gestion des connaissances pour le partage du savoir-faire ; système de gestion des relations industrielles au niveau national et international ; système de bien-être pour l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et l'amélioration des services aux employés et aux familles.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

[eni.com](http://eni.com)

[Eni pour 2021- Performance en matière de durabilité \(p. 15-27\)](#)

[Code Éthique](#)

[Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme](#)

[Politique d'Eni contre la violence et le harcèlement au travail](#)



## DÉFIS LIÉS À L'EMPLOI



Le chemin entrepris par Eni de transformation profonde de ses activités de business signifie à la fois une forte implication des personnes travaillant dans et avec la société, et une évolution importante des compétences professionnelles à travers des initiatives pour enrichir ou réorienter l'ensemble des compétences nécessaires pour faire face aux nouveaux défis commerciaux. Au cours de l'année 2021, l'activité de cartographie des compétences pour la valorisation du professionnalisme s'est poursuivie, également dans la perspective de la transition énergétique, avec l'implication d'environ 1 500 personnes supplémentaires. Ces activités ont été intégrées aux processus d'évaluation de performances et de retour d'information utiles pour guider les res-

sources vers la mise à niveau de leurs compétences et pour engager tous les employés dans le développement des comportements et des capacités de transformation prioritaires. Conformément au PNRR (Plan national de relance et de résilience post-pandémie), l'année 2021 a vu la conclusion du contrat d'expansion, signé dans le cadre du protocole « INSIEME », afin de partager des informations sur la voie de la transition énergétique, de mettre à niveau et de renouveler les compétences professionnelles au regard des nouveaux défis de business, et de permettre le renouvellement des compétences grâce à un plan de sortie anticipée accompagné d'un recrutement de jeunes dans des domaines clés tels que l'économie circulaire, la durabilité, le HSE, les énergies renouvelables, les biotechnologies, le numérique, la

recherche et le développement de nouvelles technologies, la production, la maintenance et l'intégrité des actifs. Le contrat d'expansion comprend également un important programme de formation et de recyclage (voir p. 51). En 2021, l'emploi dans le monde augmentera de 1 113 personnes par rapport à 2020, soit +3,6 %, avec une réduction en Italie et une croissance à l'étranger également grâce à l'acquisition de nouvelles sociétés actives dans les secteurs des énergies renouvelables, de l'économie circulaire et du biométhane. Malgré la discontinuité du marché de l'énergie, Eni a embauché 1 305 ressources en 2021, dont 967 en contrat à durée indéterminée, et a poursuivi ses objectifs de diversité, avec une augmentation de 1,6 point de pourcentage du nombre de femmes employées par rapport à 2020.

31 888

Personnel d'Eni à la fin de 2021

### EMPLOYÉS (nombre)



967

Ressources engagées à durée indéterminée en 2021

26,2 %

Femmes dans la population totale +1,6 point de pourcentage par rapport à 2020

### FOCUS ON

## EN 2021 HUMAN FOCUS VOIT LE JOUR

**CONTEXTE :** le défi de la transition énergétique exige l'engagement et la participation de tous les employés d'Eni, qui doivent acquérir de nouvelles compétences personnelles ainsi qu'une nouvelle conscience de soi et un nouveau « sens » du développement de l'équipe et de la communauté.

**PROJET :** Human Focus, le nouveau modèle de capacités et de comportements personnels d'Eni, a été introduit en 2021. Il identifie les capacités fonctionnelles qui feront de chaque employé un accélérateur de changement et un moteur de l'évolution d'Eni vers une entreprise énergétique, notamment : l'ouverture à la nouveauté, comme stimulant du désir et du courage d'apprendre et d'innover ; la capacité à lire la complexité, en analysant les problèmes de manière critique ; la capacité à agir de manière proactive et à saisir les opportunités ; la capacité à se réinventer et à prendre des décisions face à l'incertitude ; la capacité à développer un climat de confiance mutuelle ; le besoin de prendre des responsabilités et de se sentir partie prenante de la responsabilité de l'entreprise, en travaillant sur la conscience de soi.

**APPLICATION :** Human Focus est appliqué dans tous les processus de gestion et de développement et permet d'évaluer les comportements et les capacités, de consolider les points forts et de travailler sur les points à améliorer. Le processus de mise en œuvre a été soutenu et complété par (i) une vaste campagne de communication interne et de formation ; (ii) un alignement des méthodologies d'évaluation ; (iii) l'utilisation d'outils numériques dédiés à la formation des compétences personnelles et à l'encouragement du déploiement des comportements les plus efficaces.



Une politique d'entreprise sur la violence et le harcèlement au travail a également été publiée en 2021 pour mettre en œuvre la convention 190 de l'OIT

## DIVERSITÉ ET INCLUSION : LA CULTURE DE LA PLURALITÉ

L'approche d'Eni en matière de Diversity & Inclusion repose non seulement sur les principes fondamentaux de non-discrimination et d'égalité des chances, mais aussi sur un engagement actif à créer un environnement de travail dans lequel la diversité personnelle et culturelle est considérée comme une source d'enrichissement mutuel et un élément indispensable de la durabilité de l'entreprise. Eni veille à ce que tous ses collaborateurs soient traités équitablement, indépendamment de toute différence de sexe, de religion, de nationalité, d'opinion politique, d'orientation sexuelle, de statut social, de capacités physiques, de conditions médicales, de situation familiale, d'âge et de tout autre aspect non pertinent. Ces principes sont affirmés dans le système normatif et de gouvernance de l'entreprise (Code éthique, Politique « Nos personnes », Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme, accord-cadre sur les Relations industrielles, Rapport sur la rémunération), ainsi que dans la Mission qui en inspire les valeurs. En 2021, une politique d'entreprise sur la violence et le harcèlement sur le lieu de travail a également été publiée afin de mettre en œuvre la convention de l'OIT 190. La gouvernance de D&I au sein d'Eni exige que chaque unité assure, dans le cadre de ses respon-

sabilités directes, la mise en œuvre des activités et des objectifs avec une approche et des modalités opérationnelles inclusives. À cette fin, une unité Diversity & Inclusion a été créée en 2021 pour développer la stratégie de l'entreprise sur le sujet, par le biais d'une approche structurée visant à identifier les objectifs de l'entreprise dans ce domaine et à définir un portefeuille d'initiatives pour les atteindre. Cette démarche est également soutenue par un ensemble d'objectifs et de cibles étendus à l'ensemble de la population de l'entreprise et liés à la rémunération des cadres (MBO). Les priorités d'action identifiées sont les suivantes :

- **LEADERSHIP** : actions destinées à la direction et visant à accroître la sensibilisation à la diversité et la capacité à la valoriser ;
- **ENGAGEMENT** : actions visant à consolider l'engagement individuel et la responsabilisation des personnes sur la valeur de l'inclusion ;
- **ÉCOUTE** : définition d'un système d'écoute continue du personnel d'Eni et des parties prenantes externes visant à contrôler leurs besoins et la capacité du plan d'initiative à y répondre, guidant ainsi son développement et sa mise en œuvre ;
- **COMMUNICATION** : définition d'une stratégie de communication interne et externe intégrée qui, grâce à une approche fondée sur les données,

renforce l'efficacité des actions mises en œuvre et devient un outil d'engagement ;

- **GROS PLAN SUR LES ASPECTS SPÉCIFIQUES** : actions visant à renforcer des cibles spécifiques d'unicité (sexe, âge, orientation sexuelle, handicap, interculturalité).

## AUTONOMISATION DES FEMMES

Eni accorde une attention particulière à la promotion d'initiatives visant à attirer les talents féminins, tant au niveau national qu'international, ainsi qu'au développement de parcours d'évolution managériale et professionnelle pour les femmes dans l'entreprise. Cet engagement se traduit non seulement par une sensibilisation et un suivi « actif » de la présence des femmes dans l'ensemble de la filière de développement interne, mais aussi par le soutien du modèle féminin en tant que levier pour les alliances intergénérationnelles. Chez Eni, il existe environ 150 modèles qui témoignent, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, de la possibilité concrète d'épanouissement professionnel des femmes dans des domaines encore considérés comme typiquement masculins. Les principales initiatives poursuivies en 2021 comprennent :

- **InspirinGirls** : une initiative lancée il y a quatre ans, à laquelle participent

### #ENIFORINCLUSION, VALORISE NOS UNICITÉS

L'une des pierres angulaires de la stratégie de D&I Eni est la nécessité d'un plan de communication interne et externe qui crée et rend visible une culture d'inclusion, en développant une communication authentique, omniprésente et étendue. Un nouveau courant de communication annuel intitulé #EniforInclusion a donc été conçu, qui sera lancé en novembre 2021, pour coïncider avec un certain nombre de journées internationales de grande valeur, de dénonciation et de sensibilisation, et en mettant l'accent sur le public cible spécifique D&I.

**La violence contre les femmes** : Eni dit STOP à la violence contre les femmes avec la campagne #IoConLei, à travers un témoignage vidéo du Président d'Eni et un concours photo lancé par l'Administrateur Délégué et les Directeurs. Un « Je » collectif s'est joint à la voix internationale de Orange The World, la campagne des Nations Unies pour dire STOP à la violence contre les femmes et à toutes les formes de discrimination.

**Handicap** : une initiative de communication pour sensibiliser à la question et témoigner aux personnes handicapées, la proximité, l'acceptation et la protection de la part de l'entreprise. Eni met à la disposition de ses employés, outre le médecin compétent, le service d'assistance sociale qui met en relation les personnes d'Eni, dans des conditions de vulnérabilité et de difficultés sociales, avec les ressources institutionnelles et de solidarité opérant dans différents domaines, et le service d'écoute et de soutien psychologique, gratuit, confidentiel et disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

**Les droits de l'homme** : témoignage vidéo du directeur général de l'Institute for Human Rights and Business (IHRB) et témoignage d'un collègue d'Eni Mexico sur un projet concret sur le sujet.

**Orientation sexuelle** : l'adhésion d'Eni à Parks - Liberi e Uguali of 2021 a également été officialisée dans le cadre de l'initiative de communication interne #Eni for inclusion avec un webinaire en direct au cours duquel le directeur exécutif de Parks s'est exprimé sur le thème de l'inclusion au sein de l'entreprise. Les activités de sensibilisation du personnel d'Eni sur la question ont également été caractérisées par la préparation d'un contenu dédié aux préjugés de l'orientation affective et sexuelle au sein du format D&I Matters.





quelque 7 000 garçons/filles du premier cycle du secondaire, pour les aider à surmonter les préjugés en prenant conscience de leurs propres talents, ainsi que la campagne sociale internationale #ThisLittleGirlsMe pour permettre aux filles du monde entier de découvrir les histoires de milliers de femmes et de se sentir libres de choisir n'importe quelle profession ;

- **Fondation Monde Numérique** : initiatives menées dans les écoles secondaires pour accompagner les plus jeunes dans la découverte de domaines et de profils professionnels dans le domaine de la technologie et de l'intelligence artificielle ;
- **Think About Tomorrow**: événement dans les écoles secondaires visant à aider les jeunes à faire un choix éducatif et professionnel éclairé au-delà des stéréotypes de genre, à stimuler l'intérêt des filles pour les études STEM et à les sensibiliser aux questions d'égalité des sexes ;
- **Women in Technical Roles** : un événement réalisé dans le monde universitaire en collaboration avec l'École Polytechnique de Milan et axé sur l'égalité des sexes ;
- **Participation aux travaux du comité interentreprises STEM<sup>2</sup>** promu par Valore D dans le but de proposer un plan d'action pour compléter la mise en œuvre du Manifeste pour l'emploi des femmes également si-

gné en 2016 par l'AD d'Eni. Plus de 2 000 collègues féminines en Italie ayant un titre d'étude STEM et/ou travaillant dans un rôle STEM ont participé à l'enquête #ValoreD4STEM, une enquête visant à connaître les professionnelles du secteur, à comprendre leurs leviers de motivation, leurs attentes, leur contexte et leurs difficultés, et à recueillir les éléments nécessaires pour mieux cibler leur plan d'action transversal ;

- **Participation à des initiatives spécifiques** : Eni participe également, dans le cadre de la présidence italienne du G20, à diverses activités visant l'autonomisation des femmes : adhésion de l'AD au G20 Empower, une alliance visant à soutenir la croissance des femmes dans les rôles de direction, représentation de l'entreprise dans deux groupes de travail et participation du président au Women's Forum.

En outre, en 2021, Eni a également signé les principes d'autonomisation des femmes de l'ONU (WEP) pour réaffirmer son engagement à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail, dans les pratiques de business et dans la société, comme indiqué dans l'Agenda 2030 pour le développement durable et les 17 ODD. Établis conjointement par le Pacte Mondial des Nations unies et ONU Femmes,

les PEF sont fondés sur les normes internationales du travail et des droits de l'homme et sur la reconnaissance du rôle clé des entreprises dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Conformément à cette approche, Eni s'engage à intégrer la perspective de genre dans ses processus internes et externes, ainsi que dans ses projets de développement local, notamment en réalisant des évaluations, afin de garantir que toutes les activités et initiatives sont réellement inclusives. Confirmant les initiatives entreprises, en 2021, le nombre de femmes salariées augmente de 1,6 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. 2020 et le pourcentage de femmes occupant des postes à responsabilité a augmenté pour atteindre 27,34 % (+0,7 point de pourcentage par rapport à 2020), sur un total de 26,22 % de femmes dans l'emploi. Confirmant cette tendance, ces dernières années, Eni a accordé une attention particulière aux processus de croissance et aux parcours de développement du personnel féminin, ce qui a conduit à un % moyen de promotions du personnel féminin supérieur au % de femmes dans l'entreprise (31 % de promotions moyennes par rapport 24,4 % de présence de personnel féminin). Enfin, chez Eni, 33 % des personnes subordonnées directes de l'AD sont des femmes.

27,3 %

Les femmes occupant des postes de responsabilité (+ 0,7 point de pourcentage par rapport à 2020)

33 %

Les femmes subordonnées directes de l'AD



#IoConLei #OnHerSide



Une tulipe pour dire STOP à la violence à l'égard des femmes, symbole de la campagne #IoConLei

2 L'acronyme STEM, de l'anglais science, technology, engineering and mathematics, est un terme utilisé pour désigner les disciplines scientifiques et technologiques et les cursus qui y sont liés.





20,6 %

Les non-Italiens occupant des postes à responsabilité +2 points de pourcentage par rapport à 2020

18,3 %

Dirigeants et cadres locaux à l'étranger -1,1 point de pourcentage par rapport à 2020

### INTERNATIONALITÉ

La forte présence internationale d'Eni se caractérise par des alliances avec les pays hôtes, dans l'objectif de créer de la valeur également par le transfert de connaissances, tout en respectant les cultures locales.

La présence moyenne de personnel local à l'étranger est restée sensiblement constante et s'est établie à environ 84 % au cours des trois dernières années, ce qui confirme l'accent mis par Eni sur le contenu local par l'implication des communautés locales dans les activités opérationnelles dans les différents pays. Le recours au personnel expatrié est limité à des aptitudes et compétences professionnelles particulières, difficiles à trouver dans le pays de référence,

et les échanges interprofessionnels sont également favorisés par la mobilité géographique. La consolidation au fil des ans des processus d'accueil des nouvelles recrues, de coaching, de formation et de partage des compétences et des meilleures pratiques avec le personnel local a permis d'assurer la continuité des activités d'exploitation en 2021.

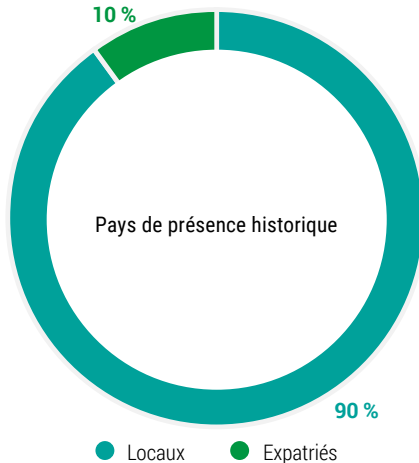
Ces dernières années, environ 20 % des ressources occupant des postes à responsabilité sont non-italiennes, une augmentation par rapport à 2020 (+2 points de pourcentage), en partie due à des parcours de développement professionnel qui comprennent des périodes d'activité dans les bureaux d'Eni en Italie ou dans des pays autres que leur pays d'origine. En 2021, le

pourcentage de cadres locaux et de cadres à l'étranger a légèrement diminué (1 point de pourcentage) pour les nouvelles acquisitions<sup>3</sup> en chimie avec une forte incidence des ressources opérationnelles. Dans le domaine des activités en amont, qui représente environ 50 % des employés non italiens, on constate que le pourcentage d'employés locaux par rapport à l'effectif total est plus élevé (90 %) dans les pays ayant une présence historique (par exemple, le Nigeria, le Congo, l'Égypte, la Libye et le Kazakhstan) que dans les pays d'entrée récente (par exemple, le Mexique, les Émirats arabes et le Myanmar), où le processus de transfert de savoir-faire est encore en cours.

### PERSONNEL LOCAL D'ENI DANS LE SECTEUR AMONT

90 %

Employés locaux dans les pays de présence historique



48 %

Pays nouvellement adhérents

52 %

Locaux Expatriés

Locaux Expatriés

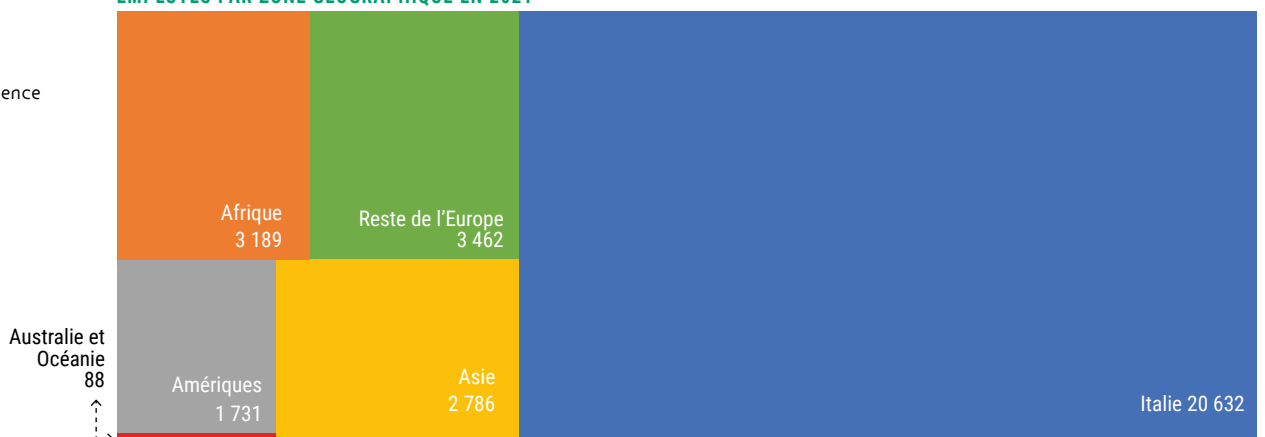
69

Pays de présence

108

Nationalité

### EMPLOYÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE EN 2021



<sup>3</sup> Net des acquisitions, le pourcentage par rapport à 2020 est en hausse de plus de 1 point de pourcentage, atteignant 20,2 %.



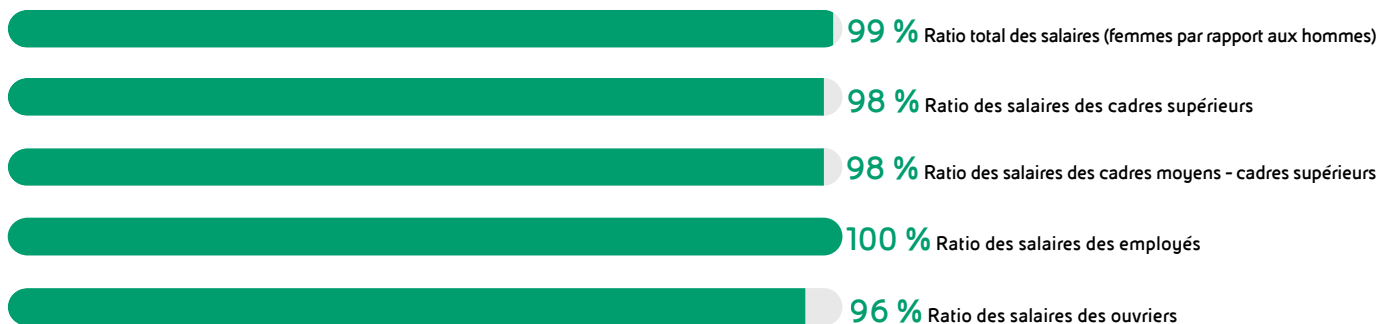
## RÉMUNÉRATION

Les politiques de rémunération des employés d'Eni sont définies selon un modèle intégré au niveau mondial et favorisent une progression salariale liée exclusivement à des critères méritocratiques basés sur les compétences exprimées dans le rôle occupé, les performances réalisées et les références du marché salarial local. Afin de vérifier la mise en œuvre de ces politiques, depuis 2011, Eni surveille chaque année l'écart salarial entre les femmes et les hommes, et constate que les salaires sont sensiblement alignés. Pour calculer le ratio de rémunération, Eni utilise une méthodologie de comparaison des salaires à niveau

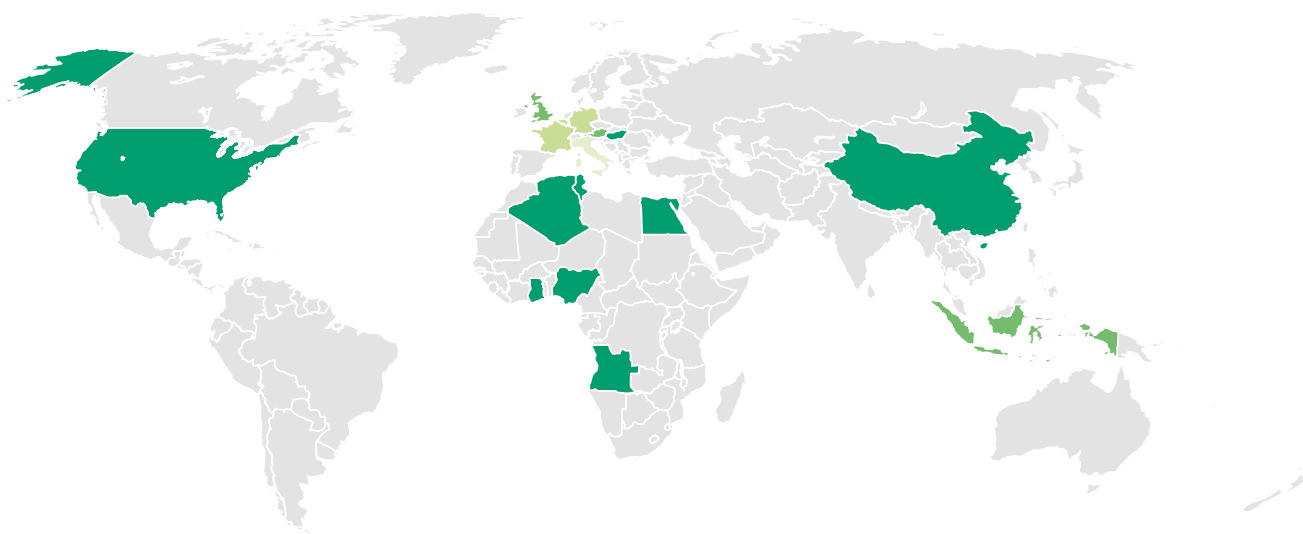
de rôle et d'ancienneté égaux, conformément au principe des Nations unies « à travail égal, salaire égal », qui montre pour la population italienne et mondiale un alignement substantiel entre les salaires des femmes et des hommes. Toutefois, cet alignement est également confirmé en termes globaux par la détermination du ratio de rémunération qui ne se situe pas au même niveau de rôle (« pay ratio raw », égal à 100 % pour la rémunération fixe et 97 % pour la rémunération totale). Dans les différents pays où elle opère, Eni garantit à son personnel l'application de politiques de rémunération équitables et compétitives par rapport

au rôle et au professionnalisme mûri, et toujours en mesure de soutenir un niveau de vie décent, supérieur aux simples niveaux de subsistance et/ou aux minimums légaux ou contractuels en vigueur, ainsi qu'aux rémunérations minimales constatées sur le marché local. À cette fin, Eni fournit à ses domaines d'activité, pour chaque pays, des repères salariaux politiques bien supérieurs au 1er décile du marché salarial local, ainsi que les minimums légaux/contractuels, et vérifie chaque année les salaires du personnel local dans les principaux pays de présence, par rapport aux minimums légaux et du marché.

### RAPPORT DE RÉMUNÉRATION ENTRE LES SEXES PAR NIVEAU DE RÔLE ET ANCIENNETÉ



### RAPPORT ENTRE LE SALAIRE MINIMUM ENI ET LE SALAIRE MINIMUM LÉGAL (cadre moyen - cadre supérieur - employé)



- Minimum Eni > 250 % de l'indice de référence minimum
- Minimum Eni entre 201 % et 250 % de l'indice de référence minimum
- Minimum Eni entre 151 % et 200 % de l'indice de référence minimum
- Minimum Eni entre 110 % et 150 % de l'indice de référence minimum



## BIEN-ÊTRE SOCIAL

La situation d'urgence sanitaire de 2021 a eu un impact sur l'ensemble des services aux personnes, rendant nécessaire à la fois de revoir

l'organisation des initiatives établies en vue d'une sécurité maximale et du respect des réglementations et d'identifier les domaines d'innovation pour la conception de

nouveaux services capables de répondre aux besoins émergents découlant de la complexité familiale et sociale et des nouvelles méthodes de travail.

## PRINCIPALES INITIATIVES EN MATIÈRE DE BIEN-ÊTRE

### FAMILLE ET TRAVAIL LIFE BALANCE

- ▶ Extension du télétravail à environ 90 % du personnel de bureau et à tous les travailleurs considérés comme étant fragiles, évalués par le médecin compétent. Extension des typologies du télétravail en contribution au bien-être.
- ▶ Application dans les bureaux d'horaires flexibles journaliers et multipériodes et de congés payés pour des événements tels que les deuils, les maladies familiales graves, les mariages et les unions civiles, les congés d'études et les cours de formation professionnelle.
- ▶ Gérer les services de garde d'enfants et les camps d'été en mettant en œuvre toutes les actions visant à atténuer le risque d'infection et à protéger la sécurité des enfants, des familles et du personnel.
- ▶ Des cours d'orientation scolaire professionnelle pour les enfants des employés, des programmes d'information pour aider les parents à faire face à des contextes critiques et des services dédiés aux aidants sont confirmés. Plus de 3 200 personnes se sont inscrites aux initiatives proposées.

### PARENTALITÉ

- ▶ Reconnaissance dans tous les pays de la présence de 10 jours de travail payés à 100 % pour les pères qui travaillent, ainsi que d'un congé de maternité minimum de 14 semaines avec paiement d'au moins 2/3 du salaire perçu au cours de la période précédente, conformément aux normes de la convention de l'OIT.
- ▶ Droit d'accès au télétravail jusqu'à 12 jours par mois pendant les trois premières années de l'enfant pour les parents travaillant dans les bureaux principaux.

### CAMPAGNES DE PRÉVENTION EN MATIÈRE DE SANTÉ ET DE BIEN-ÊTRE

- ▶ Confirmation de l'extension progressive des programmes de prévention et de l'intégration du protocole médical avec des investigations cardiovasculaires et lancement d'une nouvelle initiative pour favoriser la pratique du sport.

## TÉLÉTRAVAIL D'URGENCE ET NEW SMART WORKING

Avec la poursuite de l'urgence sanitaire, l'entreprise a continué à adopter le télétravail d'urgence, une modalité soutenue par l'évolution continue des technologies de l'information et de la collaboration pour tous les travailleurs ayant des tâches compatibles, en essayant de favoriser un déplacement maximal, dans le cadre du % maximal de présence établi en fonction du degré de criticité sanitaire. Le 28 octobre 2021, le nouvel accord pour le télétravail en Italie a

été signé avec les syndicats, qui a été suivi par la signature d'accords individuels avec les travailleurs, effectifs après la fin de l'état d'urgence. Le New Smart Working prévoit la possibilité de travailler 8 jours par mois en dehors du lieu de travail, voire davantage, afin de faciliter la conciliation de la sphère familiale et de la sphère professionnelle, dans des phases importantes de la vie telles que la parentalité, y compris les périodes de fermeture des écoles, le handicap ou les pathologies graves de soi-même ou de membres de sa famille

et, plus encore, la maternité, pendant laquelle chaque femme enceinte a la possibilité de travailler entièrement à distance. Avec le New Smart Working, Eni entend améliorer et consolider des avantages tels qu'une meilleure gestion du temps (le droit à la déconnexion a également été réglementé), le travail par objectifs, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et l'engagement des personnes, le soutien aux personnes se trouvant dans des situations particulières dans leur vie, et la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

## SMART WORKING TIPS

Conseil pour NOTRE TRAVAIL

SMART Working, Working Smart.





## FORMATION

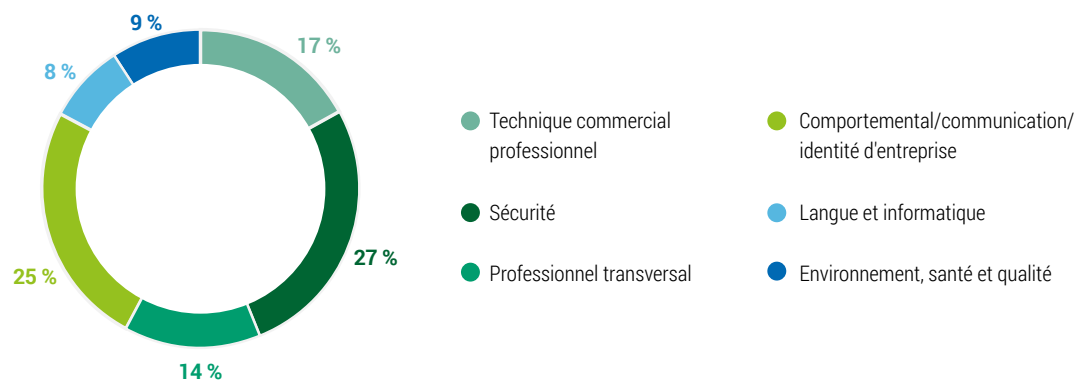


En 2021, l'effort de formation s'est poursuivi principalement avec le mode « distance » comme principal outil de distribution pour gérer l'urgence pandémique ; en outre, l'engagement en faveur de la diffusion de parcours de formation existants et nouvellement conçus s'est poursuivi avec un accent accru sur la transition énergétique, l'économie circulaire, le CCUS (Carbon dioxide Capture & Utilization or Storage), la foresterie, les énergies renouvelables et la numérisation des processus, ainsi que des initiatives de gestion du change-

ment. Afin de soutenir le processus de transformation et de répondre au besoin d'évolution des compétences qui en découle, un processus de reconversion a débuté en 2021 par des initiatives d'upskilling et de reskilling visant à enrichir l'ensemble des compétences existantes avec de nouvelles compétences requises par les évolutions de business, les orientations stratégiques ou les défis posés par l'évolution technologique et le marché du travail en général, y compris par le nouveau modèle comportemental et de leadership (Human Focus). Bon nombre de ces pistes

ont été présentées dans le contrat d'expansion au ministère du Travail. En outre, deux nouvelles formations ont été développées, l'une sur le leadership pour les responsables et l'autre ouverte à tous, afin d'élever le niveau de conscience de son propre style de comportement et de leadership, pour que ce dernier soit de plus en plus conforme aux défis dictés par la transition énergétique, la volatilité du contexte, l'engagement dans le développement de nouvelles compétences et la nécessité de travailler de manière de plus en plus agile, intégrée et inclusive.

### PRINCIPAUX PARCOURS DE FORMATION OFFERTS PAR ENI (heures de formation par type)



**Professionnels techniques et commerciaux** : formations techniques dédiées aux familles professionnelles et aux secteurs spécifiques des départements (par exemple, les raffineries), projets commerciaux et formations sur la transition énergétique.

**Sécurité** : toujours en 2021, les cours de formation à distance obligatoires pour les travailleurs ont été cruciaux, notamment le télétravail et le nouveau cours sur la gestion de la sécurité opérationnelle.

**Professionnel transversal** : initiatives transversales sur les questions de conformité, cours professionnels requis par les entreprises et formation à de nouvelles approches du travail.

**Comportemental/communication/identité d'entreprise** : augmentation importante des parcours comportementaux dans le domaine de l'identité d'entreprise pour les nouvelles recrues et les nouveaux cadres, dans le domaine des droits de l'homme/durabilité et de la cybersécurité, et surtout pour les parcours de leadership.

**Langues et technologies de l'information** : initiatives visant à diffuser les nouvelles compétences informatiques et linguistiques.

**Environnement, santé, qualité et comportement HSEQ** : initiatives visant à renforcer le professionnalisme dans le domaine des réglementations environnementales, de la santé et des parcours comportementaux en HSE.

### FOCUS ON

## NOUVELLE APPROCHE DU TRAVAIL

Mai 2021 a vu naître le nouvel environnement numérique d'Eni qui permet à chacun, à travers un parcours interactif et dynamique de connaissance et d'apprentissage, de participer activement au changement culturel que vit l'entreprise. MyChange représente une opportunité importante pour conquérir ensemble un avenir durable, vers un objectif commun, dont les points de référence sont la Mission Eni et les Objectifs de Développement Durable, à travers un parcours personnel de sensibilisation et de perfectionnement avec des contenus spécifiques dans les domaines de l'orientation humaine, D&I, la durabilité et la transition énergétique. Il s'agit d'un programme conscient de gestion du changement dans lequel, en fonction de notre rôle, nous pourrions contribuer au changement grâce à nos compétences nouvellement acquises.

27,4  
millions d'euros

Investissement dans la formation en 2021

67 %

Nombre total d'heures de formation à distance



# Santé des personnes



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Eni considère la santé comme un droit humain fondamental et sa protection est au cœur de nos modèles opérationnels. Le système de gestion de la santé d'Eni, qui est intégré à toutes les opérations, vise à promouvoir et à protéger la santé de notre personnel, de nos travailleurs, de nos familles et des communautés d'accueil, en tenant compte des réglementations existantes et de l'environnement en constante évolution, de la transition énergétique à la numérisation des processus et à la récupération post COVID.

| FILIPPO UBERTI - RESPONSABLE SANTÉ CHEZ ENI



**PROGRÈS  
2021**



**OBJECTIF À COURT  
TERME (2022)**



**OBJECTIF À MOYEN  
TERME (2023-2025)**



**OBJECTIF À LONG  
TERME (2030 ET AU-DELÀ)**

## NUMÉRISATION DES PROCESSUS ET DES SERVICES DE SANTÉ

Identification et test de nouvelles solutions technologiques pour des environnements intérieurs sains grâce aux améliorations technologiques des capteurs (par exemple, hydrocarbures génériques, CO<sub>2</sub>, poussières fines).

Projet pilote pour le contrôle de la salubrité des environnements de travail à l'intérieur des bâtiments, impliquant plusieurs unités commerciales en Italie et à l'étranger ; expérimentation de solutions pour l'assainissement et la qualité de l'air intérieur et dans le domaine des capteurs de paramètres biovitaux portables.

Expériences technologiques visant à intégrer les nouvelles technologies 4.0 dans les processus de soins de santé afin d'accroître leur efficacité et d'améliorer la qualité des conditions de santé des travailleurs.

Adoption potentielle du système de suivi continu indoor de la qualité de l'air sur les lieux de travail et achèvement de la numérisation des processus opérationnels dans le domaine de la santé.

## INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIVITÉS DE SANTÉ

Investissement dans les activités de santé d'environ 70 millions d'euros en 2021.

Investissements pour les activités de santé pour environ 79 millions d'euros en 2022.

Des investissements pour les activités de santé d'environ 183 millions d'euros au cours de la période 2023-2025.

Poursuivre la promotion de la santé au profit de l'ensemble du personnel d'Eni et des communautés locales.

## POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Politique « L'intégrité dans nos opérations » ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; Le Code Ethique d'Eni.

## MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Système de santé basé sur une plate-forme opérationnelle de prestataires de santé qualifiés et sur des collaborations avec des institutions universitaires et gouvernementales et des centres de recherche nationaux et internationaux ; Médecine du travail pour la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, en relation avec l'environnement de travail, les facteurs de risque professionnels et la façon dont le travail est effectué ; Système de soins et de promotion de la santé pour la fourniture de services de santé cohérents avec les résultats des analyses des besoins et des contextes épidémiologiques, opérationnels et législatifs, la préparation et la réponse aux urgences sanitaires, y compris les plans de réponse aux épidémies et aux pandémies ; Les initiatives visant à maintenir, protéger et/ou améliorer l'état de santé des communautés et les activités d'évaluation de l'impact sur la santé ; La promotion de la santé pour la fourniture de services de santé conformes aux résultats des analyses des besoins et aux contextes épidémiologiques, opérationnels et législatifs.

### POUR EN SAVOIR PLUS

[eni.com](https://www.eni.com)

[Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité \(p. 27\)](#)

[Code Ethique](#)





## LES INITIATIVES D'ENI EN MATIÈRE DE SANTÉ

L'extrême variabilité des contextes de travail nécessite une mise à jour constante des matrices de risque sanitaire dans les pays où Eni opère, sur la base d'indicateurs internationaux et en cas d'événements exceptionnels tels que la présence d'épidémies/pandémies ayant un impact significatif sur le risque pays. Cette variabilité fait qu'il est particulièrement difficile de garantir la santé à chaque étape du cycle de business. C'est pourquoi Eni a mis au point une plateforme

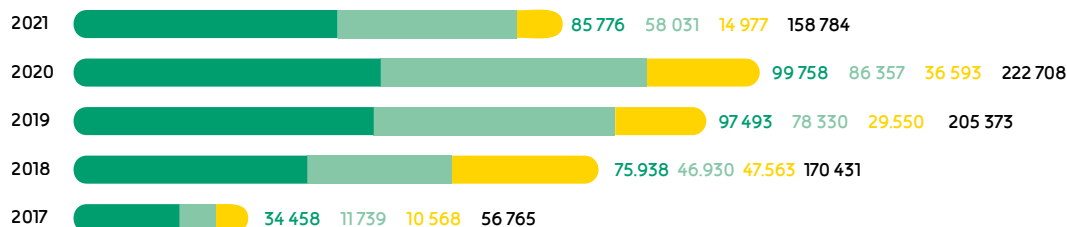
opérationnelle assurant des services spécifiques à son personnel. En 2021, le programme de mise en œuvre du système de gestion de la santé s'est poursuivi dans toutes les sociétés afin de promouvoir et de préserver la santé et le bien-être des personnes et d'assurer une gestion adéquate des risques dans les environnements de travail. En 2021, 379 481 services de santé ont été soutenus par Eni, notamment la médecine du travail et les services de soins de santé ; la campagne de vaccination contre la grippe a été mise en œuvre et les

initiatives de diagnostic précoce des maladies chroniques se sont poursuivies pour les employés d'Eni en Italie. En plus de garantir la prévention, la promotion et la protection de la santé des travailleurs et des communautés en 2021, des initiatives spécifiques ont été développées pour répondre aux trois défis prioritaires : l'urgence sanitaire COVID-19 et ses effets à court et long terme sur le bien-être des personnes, les impacts sanitaires de la transition énergétique et le rôle des entreprises dans la résilience du système social et sanitaire.

## STRATÉGIE ADOPTÉE PAR ENI DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DE LA SANTÉ : PLATEFORME OPÉRATIONNELLE POUR LA SANTÉ

<b>ASSISTANCE SANITAIRE</b>	Renforcer l'accès à l'assistance pour tous les gens d'Eni, les interventions communautaires et les abris d'urgence pour soutenir les situations fragiles créées ou aggravées par la pandémie.
<b>CULTURE DE LA SANTÉ</b>	Diffuser la culture de la santé en mettant en œuvre des initiatives au profit des travailleurs, de leurs familles et des communautés identifiées en aval de l'évaluation des risques et des impacts sur la santé.
<b>SANTÉ GLOBALE</b>	Promouvoir l'état de santé des populations des pays de présence comme condition préalable au développement socio-économique par la mise en œuvre de programmes spécifiques ( <a href="#">Pour en savoir plus : voir p. 102</a> ) et l'évaluation des impacts de l'activité industrielle sur la santé.
<b>MÉDECINE DU TRAVAIL</b>	Mettre en œuvre les activités de médecine du travail identifiées également en fonction des risques inhérents aux nouveaux projets, aux processus industriels et aux résultats des activités d'hygiène industrielle.
<b>NUMÉRISATION DES PROCESSUS</b>	Promouvoir la numérisation des processus et des services de santé par l'utilisation des technologies mobiles d'information et de communication.

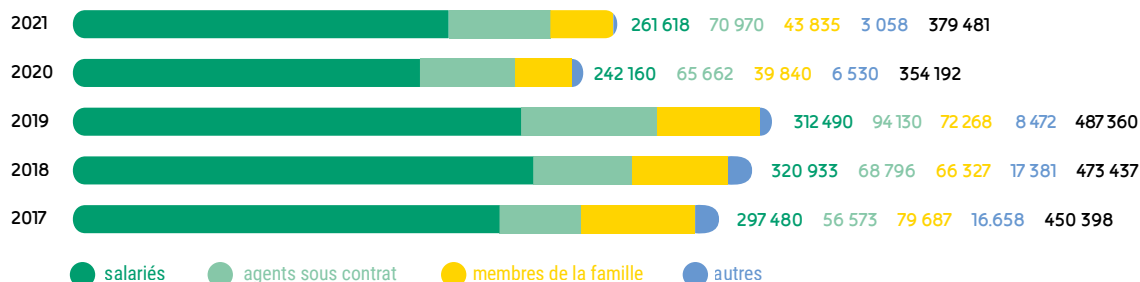
### NOMBRE D'INSCRIPTIONS AUX INITIATIVES DE PROMOTION DE LA SANTÉ



158 784

Nombre d'inscriptions aux initiatives de promotion de la santé en 2021

### NOMBRE DE SERVICES DE SANTÉ FOURNIS



379 481

Services de santé soutenus par Eni en 2021

10

Health Impact Assessment en 2021



## ENGAGEMENTS ET INITIATIVES POUR LUTTER CONTRE L'URGENCE SANITAIRE

Eni a mis en place une série d'interventions pour soutenir ceux qui sont en première ligne dans la gestion des urgences et les établissements de santé locaux, grâce également à l'expérience acquise dans la réponse aux événements épidémiques dans le monde, à travers : (i) des mises à jour épidémiologiques et de nouveaux principes directeurs des organismes internationaux, (ii) des mesures d'hygiène pour la prévention et l'endiguement des épidémies/pandémies, (iii) les meilleures pratiques cliniques et de gestion des flux de soins, les vaccinations et les recommandations pour la médecine des voyages, et (iv) un soutien dans la définition des spécifications techniques

pour les services liés à la réponse aux urgences. Les activités visant à soutenir et à encourager le bien-être psychologique des employés se sont poursuivies, ainsi que des études approfondies sur diverses questions de santé, notamment sur le coronavirus, les nouvelles habitudes à adopter et les mesures de précaution nécessaires. En 2021, en conformité avec la réglementation des pays, la procédure d'urgence médicale, le « Plan d'intervention d'urgence médicale » (MERP), de toutes les filiales d'Eni avec des spécificités opérationnelles et de gestion a été mis à jour à plusieurs reprises, et des « Plans d'intervention de préparation à la pandémie » avec des actions de réponse spécifiques ont été activés.

Eni a également travaillé en synergie avec les gouvernements, les institutions et les ONG locales et inter-

nationales dans le but de prévenir et de contrer la propagation de la pandémie en minimisant les impacts sur les communautés locales, en Italie et à l'étranger, et en améliorant la résilience des communautés les plus vulnérables. À cette fin, Eni a mis en œuvre de nombreuses activités sanitaires et sociales pour un engagement économique d'environ 23 millions d'euros, y compris des interventions pour les salariés (environ 20 millions d'euros) et des initiatives COVID-19 pour les communautés locales (environ 3,1 millions d'euros). En outre, Eni a mis son infrastructure de supercalcul et ses compétences en matière de modélisation moléculaire à la disposition de la recherche sur les coronavirus, contribuant ainsi à l'apport d'outils et de ressources d'excellence dans la lutte contre cette urgence mondiale.

23 millions  
d'euros

L'engagement  
économique d'Eni pour  
faire face à l'urgence

### ACTIONS DE RÉPONSE AUX URGENCES SANITAIRES POUR LES TRAVAILLEURS ENI

#### MESURES DE PRÉVENTION

Sur la base des indications de la cellule de crise, chaque employeur a adopté les mesures suivantes : (i) communication, information et formation ; (ii) hygiène et prévention ; (iii) gestion et utilisation des EPI (équipements de protection individuelle) ; (iv) assainissement des lieux de travail ; (v) réorganisation du travail et travail agile ; (vi) accès aux lieux de travail et de rassemblement ; (vii) gestion des cas suspects et confirmés ; (viii) surveillance sanitaire et protection des travailleurs fragiles ; (ix) maintien des services essentiels et plan de continuité des activités.

#### SURVEILLANCE DES ACTIVITÉS DE PRODUCTION GESTION DU PERSONNEL

Identification des priorités de surveillance des activités productives.

Allègement du personnel expatrié et familial et révision des modes de rotation et de changement de service.

#### MODALITÉS DE QUARANTAINE

Dispositions relatives à la modalité de quarantaine dans les logements dédiés.

#### APPROVISIONNEMENT EPI

Soutien à la fourniture d'équipements de protection individuelle (EPI) nécessaires à la gestion des situations d'urgence.

#### MÉDECINE DU VOYAGEUR

Veille au respect des procédures de médecine des voyages en évaluant les restrictions supplémentaires en fonction du niveau de risque.

#### CAMPAGNES DE SENSIBILISATION

Définir, lorsqu'il existe des établissements de santé gérés par Eni, des parcours cliniques appropriés en toute sécurité pour les cas suspects.

#### SURVEILLANCE SANITAIRE

Adaptation des activités de surveillance sanitaire en Italie et à l'étranger, en donnant la priorité aux personnes présentes sur le lieu de travail.

#### GESTION DES TRAVAILLEURS FRAGILES

Définition de lignes directrices pour la gestion des travailleurs fragiles, en ce qui concerne les conditions préexistantes, publiées conformément aux dispositions réglementaires progressivement adoptées, à la législation locale et aux meilleures pratiques internationales.

#### SOUTIEN PSYCHOLOGUE

Activation d'un service de soutien psychologique à distance en Italie et à l'étranger, adressé à tout le personnel d'Eni en Italie et à leurs familles.

#### ÉVACUATION MÉDICALE

Service de transport international avec soutien médical pour le personnel dans un état de santé grave.



## LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET LE RÔLE DES ENTREPRISES POUR LA RÉSILIENCE DU SYSTÈME SOCIAL ET DE SANTÉ



Selon l'OMS, deux crises majeures menacent les systèmes de santé et la santé des populations : le changement climatique et l'apparition de pandémies. Pour ré-

pondre à ces deux urgences, il est nécessaire d'œuvrer à une transformation du secteur énergétique tout en bénéficiant à la santé des humains, de la nature et de l'environnement et en contribuant au renforcement et à la résilience des systèmes sociaux et de santé. À cet égard, Eni a encouragé l'activation d'un organe de surveillance scientifique au sein de la Fonda-

zione Eni Enrico Mattei - FEEM, le Comité Santé FEEM, pour mener des activités de recherches sur l'impact des technologies de transition énergétique sur la santé des travailleurs et des communautés, et propose des modèles de collaboration entre les secteurs privé et public en termes de préparation et de réponse aux urgences et de fourniture de services de bien-être.

### Dans un scénario de transition énergétique, comment continuer à préserver la santé des personnes ?

La transition énergétique requiert une attention particulière à trois niveaux : sur la santé des travailleurs, sur la santé de la population et sur l'environnement. En ce qui concerne les travailleurs, il convient de préserver leur santé et leur bien-être, en les protégeant des risques potentiels liés à la construction des installations, à leur gestion et aux activités de maintenance. En outre, les travailleurs, ainsi que la population, doivent être assurés que, dans le cadre du processus dit d'atténuation du changement climatique visant à créer un écosystème plus propre et plus durable, les nouvelles sources d'énergie ne libèrent pas d'émissions qui, même dans une faible mesure, ont un impact négatif sur leur santé. Et cela nécessite, pour chaque type d'installation d'énergie renouvelable, une analyse minutieuse de tous les facteurs pouvant générer des criticités potentielles. Cette même attention contribue à la protection de l'environnement, qui est en fait l'un des plus grands alliés de la santé humaine.

### Dans un scénario de transition énergétique, quel est le défi pour la recherche médicale ?

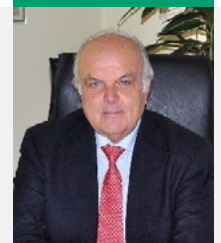
En résumé, on peut dire que la santé et la maladie sont le résultat de l'interaction entre les caractéristiques du génome individuel et l'environnement. La révolution génétique, en particulier les techniques de séquençage de nouvelle génération, permet de décrypter la variabilité génétique interindividuelle, y compris la base biologique d'une grande partie de la résistance et de la susceptibilité aux maladies. L'environnement conditionne la vie de chaque personne, à la fois directement et indirectement en modulant la fonction du génome. Il ne fait aucun doute qu'à ce stade de la transition énergétique, les recherches dont on attend des réponses significatives dans le domaine médical concernent l'épigénétique, plus précisément la compréhension des mécanismes et des effets de l'interaction entre l'environnement et le génome. On s'attend à ce qu'un écosystème idéal généré par les énergies renouvelables n'exerce pas d'effet dysrégulateur notable sur les gènes et n'ait donc pas d'effet négatif sur la santé.

### Professeur, quelle est la contribution d'un généticien médical au sein du comité scientifique de la FEEM ?

Les effets les plus redoutables de l'environnement sur la santé humaine

concernent sa tératogénicité potentielle, comprise comme l'induction de défauts pendant le développement prénatal par des agents chimiques, physiques ou biologiques, et sa mutagénicité, c'est-à-dire la modification du génome au niveau germinal ou somatique médiée par des processus physico-chimiques. Il existe un chevauchement potentiel entre ces deux effets, en ce sens que certains agents peuvent agir à la fois comme tératogènes et comme mutagènes, selon le moment de leur interaction avec l'organisme. L'étude de ces effets présente un intérêt pour la génétique médicale, ainsi que pour d'autres spécialisations, telles que la santé publique, la médecine du travail et l'oncologie. Plus précisément, en tant que généticien, je me sens engagé auprès du Comité pour vérifier qu'aucun agent ayant un effet tératogène ou mutagène potentiel ne soit produit lors du développement, du déploiement et de la diffusion des énergies renouvelables. Dans cette activité, nous sommes guidés par la littérature scientifique établie qui a défini des classes d'agents physiques et de produits chimiques, y compris des substances qui remplacent les bases de l'ADN ou interagissent ou s'intercalent avec elles, qui doivent être surveillées.

### INTERVIEW



Entretien avec le  
**Professeur  
Bruno Dallapiccola**  
*Directeur Scientifique  
de l'hôpital pédiatrique  
Bambino Gesù de Rome,  
IRCCS, et responsable du  
secteur de recherche sur  
les maladies génétiques  
et rares.  
Il est membre du  
Consiglio Superiore di  
Sanità et du Comité  
National de Bioéthique  
(CNB).  
Membre du comité de  
santé de la FEEM.*



# Sécurité



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Les résultats HSE sont obtenus grâce à l'effort de tous et contribuent de manière essentielle aux résultats de l'entreprise. Nous devons être forts de notre professionnalisme et conscients que seuls, nous pouvons faire moins qu'ensemble. Nous devons nous efforcer de rendre nos systèmes de gestion HSE plus efficaces et efficaces (...) et nous devons également regarder vers l'avenir et relever ensemble de nouveaux défis.

| GIOVANNI MILANI - RESPONSABLE HSEQ ENI |



**PROGRÈS  
2021**



**OBJECTIF À COURT  
TERME (2022)**



**OBJECTIF À MOYEN  
TERME (2023-2025)**



**OBJECTIF À LONG  
TERME (2030 ET AU-DELÀ)**

### INDICATEURS SUR LES ACCIDENTS

TRIR = 0,34 ; LTIF = 0,23 ;  
INDICE DE LÉTALITÉ = 0

- Maintien du TRIR < 0.40 ; 0 accident mortel
- Extension des initiatives de sécurité numérique aux entreprises contractantes et numérisation des processus HSE
- L'accent est mis sur la sécurité comportementale et le facteur humain.

### CONSOLIDATION DE LA CULTURE DE SÉCURITÉ

Application de la méthodologie d'analyse et de gestion du facteur humain (THEME) sur 5 sites italiens ; plus de 15 000 heures de formation dispensées sur le filon « Comportemental HSE » ; la diffusion des fondamentaux de la sécurité des procédés auprès de 14 000 salariés et 10 000 agents sous contrat.

Application de la méthodologie THEME à 5 sites opérationnels supplémentaires. Implication du personnel opérationnel dans les initiatives de formation et de sensibilisation à la sécurité comportementale et à la gestion de la sécurité opérationnelle. 4000 ressources formées à la « gestion de la sécurité opérationnelle ».

Renforcer la sensibilisation aux aspects HSE et la capacité à agir en toute sécurité en surveillant les variables de risque et en étant conscient des erreurs possibles de perception et d'évaluation.

Des actions de plus en plus ciblées sur la sphère comportementale en renforçant le sens de la responsabilité envers soi-même et les autres, afin de transformer l'homme de celui qui génère des erreurs et en subit les conséquences en une barrière active qui les prévient.

### SÉCURITÉ DU TRAVAIL, SÉCURITÉ DES PROCESSUS ET INTÉGRITÉ DES ACTIFS

Lancement d'un comité de pilotage de la sécurité numérique pour le développement des technologies numériques de sécurité ; utilisation de l'application HSEni sur 75 sites opérationnels ; développement de l'application Safety Pre-Sense et début de la numérisation de l'outil d'analyse des risques (HSE Digital Risk Assessment).

Extension des initiatives de sécurité numérique (Smart Safety, appli HSEni) aux entreprises contractantes et numérisation des processus HSE ; évaluation des risques de sécurité des processus liés aux nouvelles filières énergétiques, révision et mise à jour des normes techniques de l'entreprise.

Application des technologies numériques avec des capacités prédictives, pour intercepter les situations potentiellement dangereuses et introduire des mesures préventives sur les sites opérationnels.

Extension de la numérisation à tous les processus et outils HSE grâce à des technologies qui rendent les processus de l'entreprise plus sûrs, plus efficaces et plus rapides.

### POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Politique « L'intégrité dans nos opérations » ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; Le Code Ethique d'Eni.

### MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Système intégré de gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité conforme à la norme ISO 45001 ; Système de gestion de la sécurité des processus ; Préparation et réponse aux urgences avec des plans qui donnent la priorité à la protection des personnes et de l'environnement ; Système de gestion de la sécurité des produits ; Méthodologie d'analyse et de gestion du facteur humain dans la prévention des accidents.

#### POUR EN SAVOIR PLUS



## INDICATEURS SUR LES ACCIDENTS ET MESURES D'INTERVENTION

En 2021, Eni a également confirmé son engagement en faveur du zéro accident par la consolidation du Severity Incident Rate (SIR), un indice interne qui prend en compte le niveau de gravité des accidents, et son inclusion dans la rémunération à court terme de l'AD et des dirigeants avec responsabilités stratégiques. [Pour en savoir plus : Rapport sur la politique de rémunération et la rémunération versée 2021.](#)

En 2021, l'indice de fréquence des accidents du travail totaux enregistrables (TRIR) de la main-d'œuvre a diminué de 4 % par rapport à 2020, avec une augmentation de l'indice des salariés et une réduction de l'indice des agents sous contrat. La valeur de l'indice des accidents du travail ayant des conséquences graves est de zéro, car il n'y a eu aucun événement de ce type (c'est-à-dire aucun accident ayant entraîné plus de 180 jours d'absence ou ayant eu des conséquences telles qu'une

invalidité permanente totale ou partielle). En outre, aucun accident mortel n'a été enregistré. L'identification et l'analyse des causes des événements ont permis de mettre en œuvre des actions d'intervention immédiate pour éviter que des événements similaires ne se reproduisent :

- Identification des opérations de base pour l'exécution en toute sécurité des activités courantes de l'usine et préparation des procédures/instructions d'exploitation correspondantes à mettre à la disposition de tous les opérateurs de l'usine, suivie d'une formation et de tests d'apprentissage ;
- Formation des responsables pour améliorer la gestion des ressources et le travail en équipe ;
- Formation, avec vérification de l'apprentissage, sur la manière correcte d'effectuer les travaux et les permis de travail ;
- Réalisation d'activités d'accompagnement ou de formations au leadership en vue de renforcer les messages de sécurité et l'application de

la « stop work authority » ;

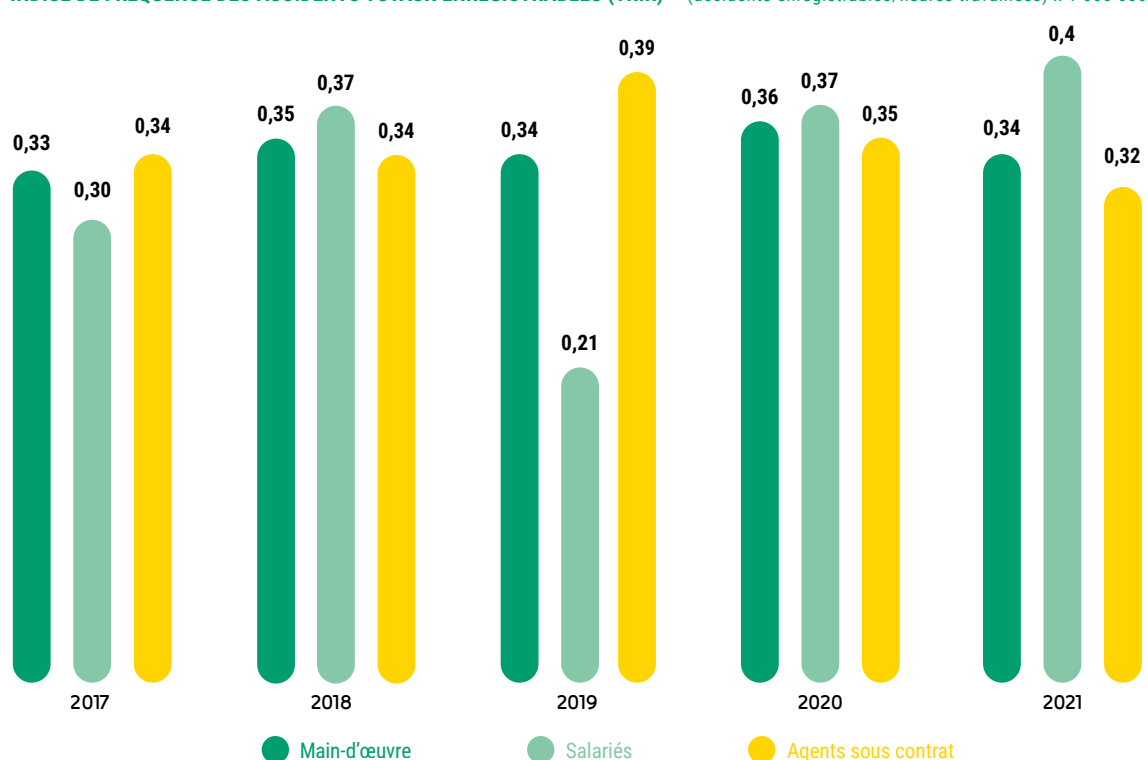
- Mise à jour des instructions d'exploitation spécifiques pour l'utilisation des équipements et application de listes de contrôle pour vérifier l'intégrité des équipements ;
- Intensification des contrôles sur les permis de travail.

Afin de réduire davantage les accidents, Eni s'est engagée à :

- Renforcer la capacité d'analyse des données enregistrées dans les bases de données HSE afin de prendre des mesures préventives, avec des actions correctives, sur les situations présentant un risque potentiel d'accident ;
- Appliquer sur les sites opérationnels les méthodologies d'analyse des facteurs humains dans le domaine de la sécurité comportementale pour identifier les stratégies d'intervention qui agissent sur les barrières humaines ;
- Introduire de nouvelles technologies, de plus en plus numériques, pour accroître le niveau de sécurité de nos opérateurs.

Severity Incident Rate dans le plan d'intéressement à court terme de l'AD

INDICE DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS TOTAUX ENREGISTRABLES (TRIR) (accidents enregistrables/heures travaillées) x 1 000 000



0,34

TRIR de la main-d'œuvre en 2021

-4 %

TRIR par rapport à 2020





## FOCUS ON

## LE FACTEUR HUMAIN DANS LE DOMAINE HSE

Le 23 février, Eni a organisé le webinaire « Le Facteur Humain dans le domaine HSE », auquel ont participé environ 600 personnes, tant de fonctions centrales qu'opérationnelles, du monde entier pour écouter les interventions des hôtes tant externes qu'internes, spécialistes dans le domaine de l'analyse des comportements et de la fiabilité humaine.

Le séminaire a été créé, en plus d'approfondir le thème du facteur humain, pour partager une vision complète et univoque pour Eni sur la sécurité qui transforme l'homme de celui qui génère des erreurs et en subit les conséquences à la barrière active qui les prévient. Ont contribué à cette journée Erik Hollnagel, de l'université suédoise de Jönköping, expert international dans le domaine de l'ingénierie de la résilience organisationnelle, ainsi que des spécialistes de l'analyse du comportement et de la fiabilité humaine et des collègues d'Eni.



Les événements liés à la sécurité des processus ont été réduits de plus de moitié par rapport à l'année précédente 2017

## SÉCURITÉ DE PROCESSUS

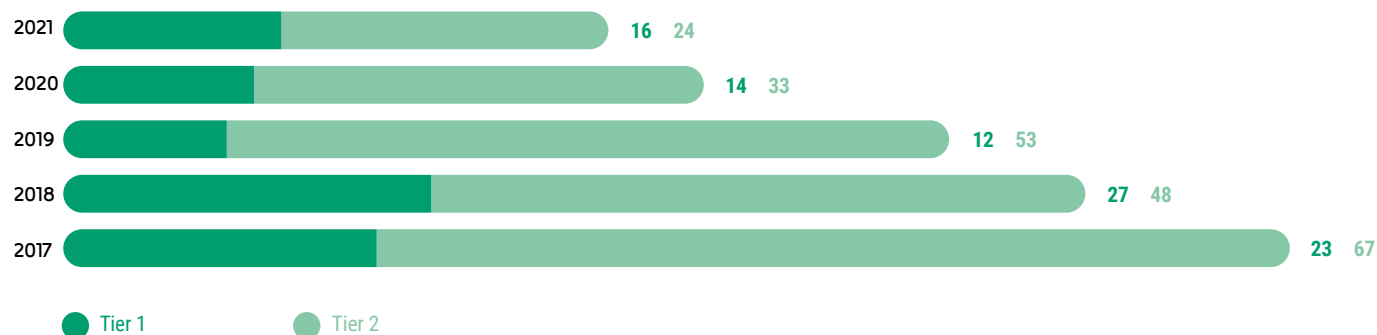
L'engagement d'Eni en faveur de la sécurité des processus est fondamental, car il vise à préserver la sécurité des personnes, de l'environnement, des actifs et la réputation de l'entreprise. À cette fin, Eni a développé et mis en œuvre un système de gestion de la sécurité des processus, contrôlé par des audits spécifiques, dans le but de prévenir et d'atténuer, par l'application de normes techniques et de gestion élevées, les risques associés aux rejets incontrôlés de substances dangereuses qui pourraient se

transformer en accidents majeurs. L'application du système de gestion de la sécurité des processus permet une gestion correcte et sûre des actifs tout au long de leur cycle de vie, de la conception à la construction, de l'exploitation au démantèlement, de la maintenance à la gestion des changements. Depuis 2016, la performance globale en matière de sécurité des processus s'est améliorée, comme en témoigne la baisse tendancielle des événements<sup>4</sup> de Tier 1 et de Tier 2, à la fois en chiffres absolus et en normalisant le nombre d'incidents par les

heures travaillées dans les activités de « processus »<sup>5</sup> (PSER). Si l'on se concentre sur les cinq dernières années, les événements de niveau 1 ont diminué de 23 à 16 (-30 %), les événements de Tier 2 de 67 à 24 (-64 %). En général, ces dernières années, on a constaté une tendance à la baisse du nombre global d'événements de Tier 1 et 2, et cette tendance a été confirmée par les régularisations correspondantes. Cela indique une amélioration dans les principaux domaines d'activité d'Eni (exploration & production, raffinage, produits chimiques).

■ Pour en savoir plus : Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité (p. 28-29)

## ÉVÉNEMENTS LIÉS À LA SÉCURITÉ DES PROCESSUS (nombre)



4 Les niveaux (« Tier ») 1 et 2 indiquent la gravité des conséquences de l'événement accidentel (du plus grave au moins grave) en termes de quantités de substances dangereuses rejetées et de dommages causés aux personnes ou aux actifs.

5 Y compris les heures travaillées par les ouvriers, à l'exclusion des heures travaillées par le personnel administratif.



FOCUS ON

PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA SÉCURITÉ DES PROCESSUS

INITIATIVE ET OBJECTIF

Les fondamentaux de la sécurité des procédés (PSF) représentent l'une des initiatives de sécurité les plus importantes de ces dernières années chez Eni, car les activités doivent toujours être menées en toute sécurité, même dans la situation d'urgence mondiale actuelle. Dans ce contexte, la mise en œuvre des PSF a permis de maintenir l'attention sur tous les aspects de la sécurité liés aux activités opérationnelles, en définissant des principes d'exploitation des usines pour minimiser le risque d'incidents de processus.

Les PSF visent à fournir au personnel de première ligne un outil permettant d'améliorer la sécurité des opérations et de renforcer la culture de la sécurité des processus et de l'intégrité des actifs. L'initiative a impliqué plus de 24 000 personnes et plus de 450 sessions ont été suivies par le personnel d'Eni, les contractants et les premières parties sur le thème de la sécurité des processus et de l'intégrité des actifs.

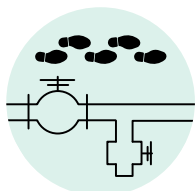
EXPÉRIENCE EN LIBYE - « TOGETHER FOR IMPROVING PROCESS SAFETY »

Parmi toutes les initiatives en amont sur les PSF développées et mises en œuvre, l'initiative Eni - National Oil Company (NOC) « Together for improving Process Safety » est un cas unique où le partage d'idées sur la sécurité a été étendu à toutes les compagnies pétrolières et gazières libyennes. Deux ateliers ont été organisés au début de l'année 2021, à Ras Lanuf et à Tripoli, et près de 100 salariés de 15 entreprises opérationnelles de la NOC, occupant des postes de direction et des postes techniques dans les domaines de la production, de la maintenance, du HSE et du développement, ont participé aux deux événements de formation en face à face, au cours desquels les dix PSF ont été expliqués en profondeur. Grâce au matériel partagé, d'autres sessions ont été organisées sur des sites opérationnels en Libye.

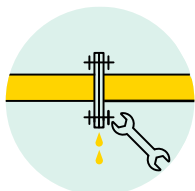
Le succès de ce projet a confirmé une fois de plus qu'être à la pointe de l'expertise HSE est un facteur clé pour obtenir une réelle implication des Premières Parties et apporter une valeur ajoutée au développement du pays, en particulier dans l'une des périodes historiques/économiques les plus complexes.



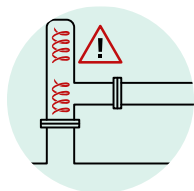
I PRINCIPES FONDAMENTAUX DE LA SÉCURITÉ DES PROCESSUS



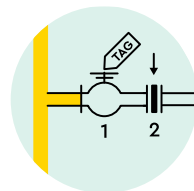
VÉRIFIE LA CONFIGURATION CORRECTE DES LIGNES DU PROCESSUS AVANT LE DÉMARRAGE



VÉRIFIE LE SERRAGE DES CONNEXIONS AVANT LE REDÉMARRAGE



SIGNALE LES SECS ENDOMMAGÉS ET ADOPTE DES MESURES PROVISOIRES DE PROTECTION



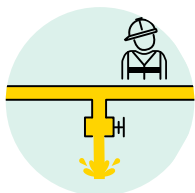
PRÉPARE UNE ISOLATION SÛRE AVANT DE COMMENCER LES TRAVAUX D'ENTRETIEN



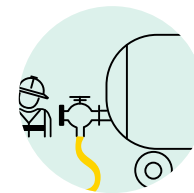
EXCLUT LES SYSTÈMES DE PROTECTION UNIQUEMENT S'ILS SONT AUTORISÉS



CONDUIT L'ÉQUIPEMENT À L'INTÉRIEUR DES LIMITES DE SÉCURITÉ



SURVEILLE LES OPÉRATIONS DE DRAINAGE EN SYSTÈME OUVERT



CONTRÔLE LE CHARGEMENT ET LE DÉCHARGEMENT DES FLUIDES DANGEREUX



VIDE ET DÉPRESSURISE LES ÉQUIPEMENTS DE TRAITEMENT AVANT DE LES OUVRIR



SIGNALE ET GÈRE TOUTE PERTE DE CONFINEMENT SUR LE SYSTÈME



Plus de  
4 600 exercices  
en 2021

## PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX URGENCES

La préparation aux situations d'urgence est régulièrement testée lors d'exercices au cours desquels la capacité à réagir conformément aux plans prévus est testée, y compris l'alerte en temps utile de la chaîne de commandement et des ressources nécessaires pour faire face à l'événement. Malgré la persistance de la période de pandémie, les sites opérationnels ont maintenu un niveau élevé de préparation aux situations d'urgence en effectuant plus de 4 600 exercices. Les exercices coordonnés en 2021 ont concerné :

- pour l'oléoduc Gaeta-Pomezia (GTR&M), le déversement consécutif à une effraction avec mise en œuvre de mesures de sécurité, confinement/fermeture de la fuite et gestion des urgences environnementales ;
- pour le site industriel de Porto Torres (Versalis), une rupture d'une conduite reliant le parc de stockage à l'usine de production ayant entraîné une fuite et un incendie. Les autorités ont supposé que l'incendie a été délibérément amplifié dans le temps et dans ses conséquences, avec des blessés et des personnes intoxiquées ;

- pour la filiale d'Eni en Algérie (AMONT), un rejet incontrôlé du puits avec inflammation ultérieure accompagnée d'une explosion.

En ce qui concerne les urgences survenues en 2021, il faut mentionner l'incendie de la raffinerie de Livourne, qui a été éteint en moins d'une heure, également grâce à la formation développée par le personnel en matière de gestion des urgences. L'intervention des équipes internes de la raffinerie a été rapidement soutenue par les pompiers de la province, qui ont éteint les flammes qui s'étaient développées dans la zone des installations de lubrification, dont une partie était arrêtée pour un entretien de routine. La rapidité et l'efficacité de la gestion de toutes les mesures de sécurité ont permis de contenir l'événement et d'assurer la sécurité des personnes, ce qui a également été confirmé par l'Agence régionale de l'environnement, qui a vérifié l'absence d'impacts sur l'environnement extérieur en ce qui concerne la matrice hydrique et l'état de la qualité de l'air enregistré par les unités de contrôle les plus proches de la raffinerie, qui ne s'est pas écarté des données moyennes enregistrées pendant cette période de l'année.

## HYGIÈNE INDUSTRIELLE ET SÉCURITÉ DES PRODUITS

Conformément à la stratégie mise en œuvre au cours des années précédentes, Eni a développé et promu des initiatives visant à la gestion efficace des facteurs de risque sur le lieu de travail, notamment par la mise en œuvre de normes de référence spécifiques et, en particulier, par le développement de projets ayant un impact transversal dans le domaine HSE et visant à :

- l'évaluation du microclimat dans les travaux extérieurs ;
- la faisabilité de la récupération des matériaux concernés par les aspects de radioprotection dans une perspective d'économie circulaire.

En outre, un programme structuré de formation/information a été lancé avec succès pour sensibiliser les rôles organisationnels aux risques liés à la radioprotection. Toujours en 2021, Eni a assuré la participation d'experts à des groupes de travail avec des organismes nationaux/internationaux visant à préparer des lignes directrices de référence sur le sujet afin d'anticiper et d'optimiser les impacts possibles sur les activités.

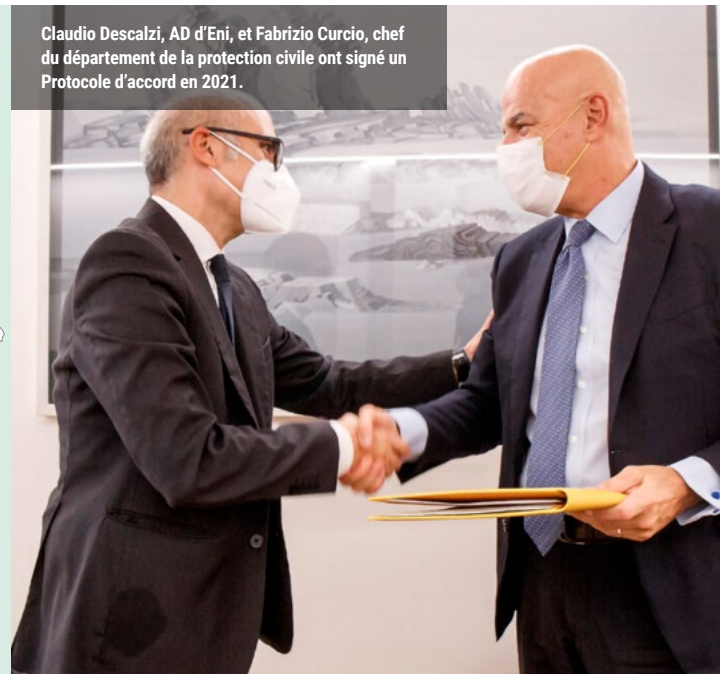
### FOCUS ON

## PROTOCOLE D'ACCORD : ENI ET LA PROTECTION CIVILE

Le 3 novembre 2021, l'Administrateur Délégué d'Eni, Claudio Descalzi, et le chef du département de la protection civile, Fabrizio Curcio, ont signé un protocole d'accord de quatre ans, dans le but d'établir une coordination optimale et efficace dans les contextes d'urgence, en garantissant une efficacité toujours plus grande aux actions visant à protéger la communauté, tout au long du cycle de valeur de l'énergie, de la production au transport et à la distribution, et dans toutes les actions où l'utilisation des ressources de l'entreprise est nécessaire pour protéger la communauté.



Claudio Descalzi, AD d'Eni, et Fabrizio Curcio, chef du département de la protection civile ont signé un Protocole d'accord en 2021.





## INTÉGRITÉ DES ACTIFS

Eni applique le processus Asset Integrity à toutes ses installations, ce qui permet de s'assurer qu'elles sont correctement conçues, correctement construites avec les matériaux les plus appropriés, et rigoureusement exploitées et déclassées tout en gérant au mieux le risque résiduel, en garantissant

une fiabilité maximale et surtout la sécurité des personnes et de l'environnement. Le système de gestion de l'intégrité des actifs se développe donc depuis la phase de conception initiale (intégrité de la conception), en passant par l'approvisionnement, la construction, l'installation et les vérifications (intégrité technique)

jusqu'à la gestion opérationnelle et au démantèlement (intégrité de l'exploitation). Au cours de l'année 2021, Eni a continué à organiser des initiatives visant à promouvoir une culture de l'intégrité des actifs avec une approche transversale et capillaire, incluant également les nouvelles chaînes de transition énergétique.

L'intégrité des actifs garantit la protection des personnes, de l'environnement et la continuité des activités



### FOCUS ON

## L'APPROCHE D'ENI EN MATIÈRE DE GESTION DU CHANGEMENT DANS LES USINES

Eni, dans le but de garantir les normes les plus élevées en matière d'intégrité des actifs et de sécurité de ses usines, a lancé en 2021 la mise en œuvre d'un outil informatique, général et intégré de gestion du changement (MoC).

En particulier, les objectifs de cet outil informatique sont :

- permettre la traçabilité de toutes les modifications apportées à un système, à une installation ou à un équipement par les actifs, les procédures ou l'organisation ;
- identifier les rôles et les responsabilités pour la bonne exécution des activités ;
- assure la bonne exécution du changement, en mettant en œuvre toutes les actions nécessaires pour garantir qu'aucun risque inconnu n'émerge à la suite du changement, que les mesures d'atténuation des risques appropriées sont mises en œuvre et que, par conséquent, les aspects opérationnels et HSE ne sont pas compromis.

L'outil a été développé pour s'intégrer au système de gestion à vie (LCI - Lifecycle Information) des données, documents et modèles produits pendant la conception et la construction de l'actif, et mis à jour pendant l'exploitation, afin de garantir la disponibilité de la documentation la plus récente relative à l'installation objet de modifications. L'objectif d'optimisation de la gestion du changement a également été atteint par la rationalisation et l'optimisation des processus de l'entreprise. Il est prévu que l'outil, actuellement utilisé sur un site de production, soit ultérieurement étendu à toutes les usines opérationnelles.

 <b>CHANGEMENT PHYSIQUE</b>	 <b>REPORT</b>	 <b>PROCÉDURE DE CHANGEMENT ORGANISATIONNEL</b>
<b>ANALYSE DES DONNÉES</b> Dans cette section, les utilisateurs peuvent utiliser les fonctions de recherche « de base » et « avancée » pour visualiser, filtrer et vérifier toutes les demandes. Il est également possible de récupérer des informations sur les rapports.		
<b>GESTION DES OUTILS</b> Dans cette section, il est possible pour les utilisateurs autorisés de gérer la configuration des utilisateurs et des biens. En outre, pour gérer les changements et les journaux système de chaque demande.		





# Environnement



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Mener à bien ses initiatives industrielles tout en respectant l'environnement qui les accueille fait partie de la culture d'Eni, qui s'est toujours engagée à étudier et à protéger les écosystèmes et la biodiversité et à utiliser les ressources naturelles de manière rationnelle et efficace, en impliquant les communautés locales et les fournisseurs. En outre, le respect de l'environnement ne peut faire abstraction de la réduction des émissions qui modifient le climat, un défi qu'Eni a relevé et relève en poursuivant un plan détaillé de décarbonation de ses activités et produits et en participant aux principales initiatives et partenariats internationaux actifs en la matière.

| ROBERTO DALL'OMO - RESPONSABLE HSEQ NATURAL RESOURCES |

### ✓ PROGRÈS 2021

#### EAU

9,1 Mm<sup>3</sup> d'eau du TAF réutilisée dans le cycle de production ou réinjectée : 58 % des eaux de production sont réinjectées à des fins de production ou d'élimination. Publication du *positionnement d'Eni sur l'eau*.

### 🕒 OBJECTIF À COURT TERME (2022)

Identification d'objectifs visant à réduire les prélèvements d'eau douce de haute qualité dans les zones soumises à un stress hydrique.

### 🕒 OBJECTIF À MOYEN TERME (2023-2025)

Augmentation, prévue dans le plan, de la part de l'eau recyclée, qui passera de 9,1 Mm<sup>3</sup> actuellement à 12 Mm<sup>3</sup> d'ici 2025, la part de l'eau produite réinjectée à 67 % de l'eau produite totale d'ici 2025.

### 🕒 OBJECTIF À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)

Engagement en faveur d'une gestion efficace, collective et durable de la ressource en eau au niveau du bassin hydrographique.

#### DÉVERSEMENT DE PÉTROLE

-35 % par rapport à 2020 barils déversés par une marée noire 2021.

Finalisation de l'installation de l'e-vpms sur le pipeline Clough Creek-Tebidaba (52 km) au Nigeria. Installation de capteurs supplémentaires sur les lignes Kwale-Akri (17 km) et Ogbainbiri-Tebidaba (32 km) pour supprimer le bruit de fond et améliorer la fonctionnalité du système.

Mise en œuvre d'actions d'amélioration de l'intégrité des actifs des installations en amont (y compris le remplacement des lignes obsolètes), en aval et au détail.

Exploration de nouvelles technologies et de nouveaux outils pour améliorer les capacités de prévention, d'atténuation et de réaction aux déversements d'hydrocarbures.

#### DÉCHETS

+19 % par rapport à 2020 déchets générés par les activités de production.

Développement de nouvelles technologies de valorisation des déchets et mise en œuvre à l'échelle industrielle.

#### POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Politique « Le Développement Durable », « L'intégrité dans nos opérations », « Politique d'Eni en matière de biodiversité et de services écosystémiques », « Engagement d'Eni à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels du patrimoine mondial de l'UNESCO » ; Positionnement d'Eni sur l'eau ; Le Code Ethique d'Eni.

#### MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Système intégré de gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité : certifié conformément à la norme ISO 14001:2015 ou EMAS pour la gestion de l'environnement ; Application du processus ESHIA (Environmental Social & Health Impact Assessment) dans tous les projets ; Comités techniques pour l'analyse et le partage d'expériences sur des questions environnementales et énergétiques spécifiques ; Programme d'approvisionnement durable (JUST), pour impliquer toute la chaîne d'approvisionnement ; Analyses de circularité spécifiques aux sites ; Analyse de la législation environnementale internationale ; Groupes de travail pour définir le positionnement stratégique et les objectifs d'Eni pour la sauvegarde des ressources en eau et de la biodiversité ; Développement d'une méthodologie unique et intégrée pour l'analyse environnementale, l'évaluation des impacts/risques environnementaux et l'organisation, également de type 231, applicable en Italie et à l'étranger ; Application des règles d'or environnementales.

#### POUR EN SAVOIR PLUS

- ➔ [eni.com](http://eni.com)
- 📖 [Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité \(p. 29-34\)](#)
- 📖 [Code Ethique](#)
- 📖 [GDP Water Security Questionnaire 2021](#)
- 📖 [Engagement d'Eni à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels du patrimoine mondial de l'UNESCO](#)
- 📖 [Politique d'Eni en matière de biodiversité et de services écosystémiques](#)





## LA CULTURE ENVIRONNEMENTALE

La protection de l'environnement, fondée sur les critères de précaution, de protection, d'information et de participation, est une composante indispensable du mode de fonctionnement d'Eni. Une attention particulière est accordée à l'utilisation efficace des ressources naturelles telles que l'eau, à la réduction des marées noires, à la gestion des déchets, à la protection des zones protégées et de la biodiversité et aux services écosystémiques. Pour Eni, la culture environnementale est un levier important et c'est pour cette raison qu'en 2021 aussi, elle a impliqué son propre personnel à travers diverses initiatives visant à sensibiliser le personnel interne et externe (agents sous contrat) à la gestion correcte des aspects environnementaux, également avec une campagne de communication interne dédiée. Eni a également adressé sa **campagne de sensibilisation** à ses fournisseurs, dont les activités doivent refléter les valeurs, l'engagement et les normes d'Eni. En particulier, en 2021, environ 2 000 personnes ont participé au cours de formation « Ensemble pour l'environnement » et environ 300 personnes ont été mises à jour sur le thème des risques environnementaux ; en outre, la nouvelle méthodologie Eni d'évaluation intégrée des risques, commune à toute l'entreprise, a été présen-

tée par le biais de webinaires en Italie et à l'étranger. En 2021 également, les **Règles d'or Environnementales** ont été élaborées et publiées pour promouvoir un comportement vertueux de la part des salariés et des fournisseurs, et une campagne a été lancée pour les promouvoir auprès de toutes les personnes travaillant chez Eni et auprès des fournisseurs. Cette démarche de diffusion de la culture environnementale s'est traduite par la signature de **15 Pactes pour l'environnement et la sécurité** au cours de l'année, et par l'implication de plusieurs fournisseurs qui se sont engagés dans des actions d'amélioration tangibles, mesurables grâce à l'indice de performance en matière de sécurité et d'environnement.

## UTILISATION EFFICACE DE L'EAU

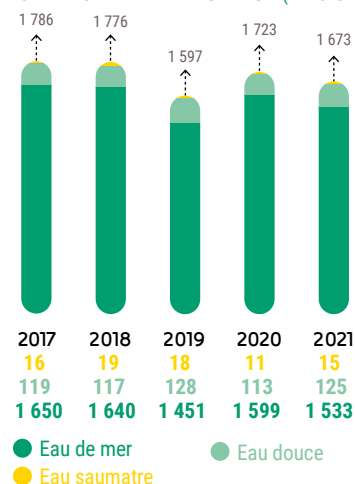
Dans le but d'une gestion durable des ressources en eau, également en 2021, des initiatives ont été mises en œuvre sur les sites d'Eni visant à réduire les prélèvements d'eau douce et à les remplacer, dans les utilisations civiles et industrielles, par de l'eau provenant de sources secondaires telles que les eaux de pluie, les eaux souterraines canalisées ou les eaux usées traitées. En outre, le développement de projets dans le secteur Amont se poursuit, tant pour la réinjection des eaux de production que pour leur traitement et leur réuti-

lisation à des fins industrielles, dans le but de réduire les impacts sur les communautés et les écosystèmes locaux, en particulier dans les zones de stress hydrique. En particulier, des usines de dessalement ont été installées ou modernisées en Égypte et des projets sont en cours pour la réinjection et l'exploitation à des fins d'IOR<sup>6</sup> les eaux de production en Égypte et en Angola. En outre, une étude sur la résilience de l'eau du parc industriel de Ravenna, une zone de stress hydrique, a été réalisée en vue de l'optimisation du cycle de l'eau industrielle. Eni surveille constamment le risque lié à l'eau, en particulier dans les zones de stress dans lesquelles elle opère, afin de l'atténuer par des actions d'économie des ressources en eau, de réutilisation et de circularité pour obtenir une augmentation de l'efficacité et de la résilience de l'eau sur le site, en impliquant également les fournisseurs pendant le processus de qualification. Suite à l'adhésion au CEO Water Mandate en 2019, la ressource en eau utilisée sur tous les sites de l'Amont a été cartographiée et des actions visant à optimiser son utilisation ont été identifiées. Enfin, conformément à ses principes de transparence, en 2021, Eni a de nouveau donné une réponse publique au questionnaire du CDP sur la sécurité de l'eau, confirmant le score A- obtenu l'année précédente.

91%

Part de l'eau douce réutilisée, stable par rapport à 2020

TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU (millions m<sup>3</sup>)



PRÉLÈVEMENTS D'EAU PAR SOURCES (%)



6 Récupération améliorée du pétrole, une méthode de récupération secondaire des hydrocarbures appliquée pour stimuler le processus d'extraction des hydrocarbures qui ne peuvent être récupérés par les mécanismes conventionnels.



## FOCUS ON

## LA RÉDUCTION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU DOUCE PAR DES TIERS EN ÉGYPTÉ, SUR LE SITE D'ABU MADI - MEDITERRANEAN FIELD

Au cours de l'année 2021, un travail approfondi de **la réhabilitation du réseau d'eau pour réduire les pertes d'eau dans le système**. La rénovation du réseau, qui comprenait le remplacement des lignes et les essais connexes, avait pour objectif ultime de réduire les prélèvements d'eau douce fournis par des tiers. L'impact de l'intervention, en termes d'économies d'eau, est déjà visible quelques mois après la fin des travaux de génie civil en juin 2021 : une réduction des prélèvements d'eau douce estimée à environ 190m<sup>3</sup>/jour fin 2021 par rapport à 2019. Au cours des mois d'avril, mai et juin 2021, le **forage de deux puits littoraux pour réduire les prélèvements d'eau douce fournis par des tiers** et répondre aux besoins du site opérationnel. La phase d'achèvement et de test s'est achevée en décembre 2021 et l'eau, caractérisée par une faible salinité, prélevée dans ces puits s'est avérée compatible avec une utilisation dans le système de lutte contre l'incendie. Les deux puits ont donc été raccordés au réseau pour alimenter le système de lutte contre l'incendie, ce qui a permis de réaliser des économies sur les prélèvements d'eau douce dès les premiers jours de janvier 2022, estimées à environ 2 000 m<sup>3</sup>/mois.



Adhésion en 2020 aux 4 principes de « Together with Nature » par l'application de solutions basées sur la nature

### BIODIVERSITÉ

La gestion de la biodiversité et des services écosystémiques (BES) est un élément clé des stratégies environnementales et des pratiques opérationnelles d'Eni, compte tenu également des multiples contextes environnementaux des activités de business, caractérisés par des sensibilités écologiques et des régimes réglementaires différents. Comme le souligne la politique BES, Eni veille à ce que les interrelations entre les aspects environnementaux tels que la biodiversité, les services écosystémiques, le changement climatique, la gestion des ressources en eau et les questions sociales de développement durable des communautés locales soient identifiées et gérées correctement. Eni, en collaboration avec des partenaires scientifiques internationaux (par exemple, Fauna and Flora International, le Centre mondial de surveillance de la conservation de l'environnement de l'ONU et la Wildlife Conservation Society), évalue les risques découlant de la complexité de chaque projet, de la valeur de l'environnement naturel et du contexte social local. Grâce à l'application de la hiérarchie d'atténuation, elle donne

la priorité aux mesures d'atténuation préventives, en surveillant leur efficacité et en adaptant l'approche de gestion en fonction des résultats observés, dans le but d'éviter une perte nette de biodiversité. La consultation et la collaboration avec les communautés, les peuples autochtones et les autres parties prenantes locales sont un processus inclusif et transparent qui a lieu dès les premières étapes d'un projet et se poursuit tout au long du cycle de vie. Il permet de comprendre leurs attentes et leurs préoccupations, de déterminer comment les services écosystémiques et la biodiversité sont utilisés et d'identifier des options de gestion qui tiennent également compte de leurs besoins. À partir de 2019, Eni s'est engagée à ne pas mener d'activités d'exploration et de développement dans les sites naturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO (à partir du 31 mai 2019). Cet engagement confirme la politique de longue date d'Eni et réaffirme à la fois son approche de la préservation de l'environnement naturel dans toute zone à haute valeur de biodiversité et la promotion de bonnes pratiques de gestion dans les coentreprises où

Eni n'est pas un exploitant. En 2020, Eni a adhéré aux principes de « Together with Nature », s'engageant non seulement à reconnaître le lien étroit entre le changement climatique et la perte de biodiversité, mais aussi à minimiser les risques et à maximiser les efforts pour protéger et conserver les écosystèmes existants par l'application de solutions basées sur la nature (NBS), fondées sur des principes écologiques stricts. En 2021, afin d'identifier les endroits où les activités d'Eni se situent, même partiellement, dans des zones protégées ou des sites prioritaires pour la conservation de la biodiversité, Eni a mis à jour son évaluation de l'exposition au risque de biodiversité des concessions en cours de développement ou d'exploitation dans le secteur amont et des sites d'exploitation dans les autres domaines d'activité, en étendant l'analyse pour la première fois également aux usines du secteur des énergies renouvelables, aux nouvelles acquisitions d'usines de biométhane d'EniBioCH<sub>4</sub>in et aux sites de Sergaz dans le secteur Global Gas & LNG (en plus des sites Refining & Marketing, Versalis, EniPower).



## ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Eni a progressivement adopté un modèle de business qui lui a permis d'appliquer les principes circulaires aux chaînes d'approvisionnement existantes et d'ajouter de la valeur aux nouvelles chaînes d'approvisionnement et aux produits durables. Les principes circulaires sont internalisés dans tous les processus d'Eni : en amont, avec la réutilisation des plates-formes offshore ; dans les approvisionnements, avec « Open Es », la plate-forme numérique axée sur la circularité des filières industrielles ; en aval, par la production de biocarburants et, dans les prochaines années, de biométhane obtenu à partir de la valorisation des déchets, des résidus/déchets ainsi que des huiles végétales

issues de cultures durables, et de nouvelles technologies de valorisation des déchets (par exemple FORSU) ; dans ses entreprises telles que Versalis, avec ses produits de recyclage (par exemple Versalis Revive® et Balance™), et le projet Hoop® ; et comme EniRewind dans la récupération des sols, les interventions d'assainissement et la transformation des déchets en carburant. Eni soutient la croissance d'entreprises durables dans tout le pays avec son école de commerce Joule, un laboratoire pour l'innovation et la recherche de nouvelles idées commerciales. C'est avec l'aide de Joule qu'en décembre 2021, Eni, en collaboration avec Confindustria, a organisé « EniCircularBootcamp », un événement sous le thème circulaire à

son siège de Castel Gandolfo. À cela s'ajoute la création de partenariats et d'accords tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Au niveau international, Eni est pionnière dans l'application du concept de circularité avec la conversion en 2014 de la raffinerie de Venise et en 2019 de la raffinerie de Gela en bioraffineries qui ont permis la réutilisation et la valorisation des actifs, la réduction de l'impact environnemental et le maintien des emplois. L'objectif d'Eni aujourd'hui est de devenir de plus en plus circulaire dans les processus, dans les produits, dans la création de nouvelles opportunités d'impact positif sur l'environnement à travers une transformation culturelle qui touche chaque personne, employé d'Eni ou non, habitant de cette planète.

En savoir plus sur la stratégie sur l'économie circulaire d'Eni [eni.com](https://www.eni.com) [Eni Joule](https://www.eni.com/eni-joule)

### FOCUS ON

## LE RECYCLAGE DES POLYMÈRES

Eni, par l'intermédiaire de sa société chimique Versalis, est très active dans le développement de technologies avancées de recyclage mécanique, physique et chimique. Versalis s'appuie sur la recherche et l'innovation en interne et sur la collaboration avec des associations, des consortiums ou d'autres partenaires technologiques et de la chaîne d'approvisionnement. La gamme Versalis Revive®, qui contient jusqu'à 75 % de matériaux recyclés post-consommation, est un exemple de plastiques dont la teneur en recyclats augmente et qui sont eux-mêmes recyclables. En 2021, un nouveau grade Versalis Revive® PS a été utilisé pour la première fois pour fabriquer la couche intérieure d'une barquette alimentaire en polystyrène. Versalis a acquis en exclusivité la technologie et les usines d'Ecoplastic pour élargir<sup>7</sup> son offre de produits durables. Un accord a été paraphé avec AGR<sup>8</sup> pour développer de nouveaux produits et applications avec du caoutchouc recyclé provenant de pneus en fin de vie. Versalis est active dans le développement de technologies pour le recyclage chimique des plastiques : elle a notamment lancé le projet Hoop® grâce à un accord de développement conjoint avec la société Servizi di Ricerca e Sviluppo (S.R.S.), propriétaire d'une technologie<sup>9</sup> de pyrolyse. Cette technologie sera développée pour transformer les déchets plastiques mixtes, qui ne peuvent pas être recyclés mécaniquement à ce jour, en matière première pour la fabrication de nouveaux plastiques et caoutchoucs ayant les mêmes caractéristiques que les produits vierges, qui peuvent être utilisés dans des applications à haute valeur ajoutée, par exemple en contact avec les aliments et les produits pharmaceutiques.

## LE PLASTIQUE JETABLE

L'emballage est l'un des principaux marchés d'application des matières plastiques. Cependant, les emballages, lorsqu'ils sont conçus pour un usage unique, peuvent rapidement générer des déchets qui, s'ils ne sont pas correctement gérés et traités, risquent d'être dispersés dans l'environnement. À cet égard, Versalis a rejoint l'Alliance circulaire pour les plastiques (CPA) en 2020 en signant des engagements volontaires, notamment sur les emballages à usage unique, pour contribuer à l'objectif européen ambitieux d'utiliser 10 m de plastique recyclé dans les nouveaux produits d'ici 2025. Versalis s'est également engagée à utiliser 50 % d'emballages en polyéthylène contenant jusqu'à 50 % de matériaux recyclés et davantage recyclables et/ou réutilisables d'ici cette année-là. Versalis contribue également à la refonte des emballages avec la gamme de produits de la marque Clearflex® qui, grâce à son épaisseur réduite, permet une économie de matière avec les mêmes performances. Dans certains cas, l'usage unique est indispensable pour respecter les critères d'hygiène et de sécurité, pensez par exemple aux pandémies, ou encore à l'utilisation de gobelets jetables dans les distributeurs automatiques. À cet égard, Versalis et Eni ont adopté un exemple vertueux de récupération et de rationalisation des gobelets et des palettes en polystyrène avec RiVending, une initiative italienne de Corepla, Confida et Unionplast, mise en place à leur siège de San Donato Milanese. Ces objets peuvent être recyclés mécaniquement en nouveaux matériaux d'isolation thermique pour les bâtiments. En outre, RiVending prend la forme d'une initiative visant à impliquer l'ensemble du personnel pour encourager les comportements vertueux au quotidien.

[En savoir plus : versalis.eni.com](https://www.versalis.eni.com) [eni.com](https://www.eni.com)

<sup>7</sup> Société du groupe De Berg spécialisée dans la récupération, le recyclage et le traitement des polymères styréniques (plastique polystyrène).

<sup>8</sup> Société italienne de Recherche et développement, propriétaire d'une technologie de dévulcanisation des élastomères post-consommation, c'est-à-dire une technologie de traitement et de valorisation du caoutchouc post-consommation.

<sup>9</sup> Processus de décomposition chimique d'une substance.



## GESTION DES DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES

En ce qui concerne les risques liés aux déversements opérationnels d'hydrocarbures dans le cadre de l'exploitation et du rodage, Eni a continué de se concentrer sur tous les aspects de la gestion des urgences. En particulier, dans le domaine de la prévention, la conception a été achevée et l'installation de la technologie e-vpms<sup>®10</sup> a commencé sur la ligne de pétrole brut allant de la station de pompage de Gênes Pegli à la raffinerie de Sannazzaro. En outre, des études de faisabilité ont été élaborées pour contrôler les lignes de transfert des terminaux portuaires de Venise et d'Ortona avec les installations de stockage en aval. Dans le cadre de la préparation aux situations d'urgence, le développement d'une méthodologie pour l'évaluation (en vue d'une atténuation ultérieure) des risques déclenchés par des événements naturels, tels que les glissements de terrain, les inondations et les événements sismiques, a été lancé dans le but d'identifier les sections les plus exposées et de hiérarchiser les interventions de défense possibles.

En ce qui concerne l'expérimentation de diverses technologies, Eni a poursuivi ses activités et a atteint de nouveaux objectifs dans le cadre de plusieurs projets : (i) la phase d'essai en laboratoire du projet « Myco Remediation<sup>11</sup> » a été achevée « et, fin 2021, une activité pilote sur le terrain a été lancée sur un site en Asie centrale ; (ii) les cartes de sensibilité ont été validées, par comparaison avec les données issues de tests sur le terrain, et des activités ont été lancées pour vérifier le degré de fiabilité des images satellitaires haute définition pour la surveillance environnementale des sols (projet Ecosesam)<sup>12</sup> ; (iii) des études de faisabilité ont été élaborées, tant à terre qu'en mer, pour la surveillance au moyen de la technologie e-vpms (projets de captage et de stockage du carbone-CSC). En outre, pour préserver l'intégrité des actifs afin de prévenir et de contenir les impacts potentiels sur les matrices environnementales (technologies de surveillance de l'intégrité des réservoirs & de la contamination des sols), les activités sur le terrain suivantes ont également été lancées : (i) suite aux tests effectués sur le réseau de pipelines du dépôt de

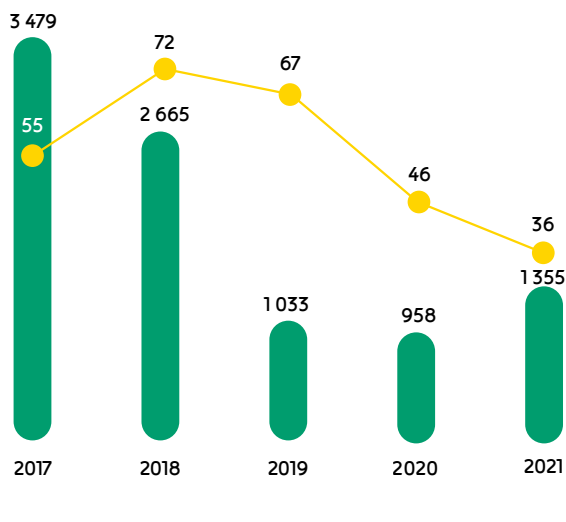
Rho, l'application opérationnelle de la technologie Vibracoustic Pipeline Monitoring System d'Eni sur le pipeline de transfert de Rho à Malpensa pour identifier un éventuel amincissement des tuyaux ; (ii) des tests avec la technologie d'émission acoustique (e-siam) pour surveiller la corrosion et les fuites dans les dépôts de stockage de produits/diesel/eau à Rho, Volpiano et Voltaggio ; (iii) des tests avec la technologie RADAR pour surveiller à distance les vibrations et le mouvement de certains réservoirs sur les sites de Rho et Volpiano.

Les barils déversés à la suite de déversements opérationnels d'hydrocarbures ont augmenté de 41 % par rapport à 2020, en raison d'un déversement de près de 900 barils à la raffinerie de Gela, dû à une erreur lors des opérations de transfert d'hydrocarbures du réservoir au navire, avec un taux de récupération de 51 %. En ce qui concerne les déversements d'hydrocarbures par sabotage, l'année 2021 a vu une augmentation des événements (+13 % par rapport à 2020), mais presque une réduction de moitié des barils déversés (-48 % par rapport à l'année précédente).

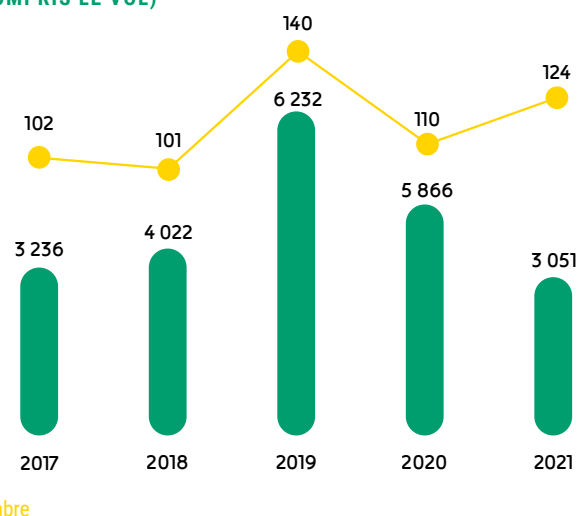
# -35 %

barils de pétrole  
déversés en 2021,  
par rapport à 2020

### DÉVERSEMENTS OPÉRATIONNELS D'HYDROCARBURES\*



### DÉVERSEMENT D'HYDROCARBURES DÙ À UN SABOTAGE (Y COMPRIS LE VOL)\*



\* Les données sur les déversements de l (> 1 baril), tant en termes de nombre que de volumes déversés, sont sujettes à des mises à jour au fil des ans en raison de la fermeture éventuelle de certaines enquêtes, parfois après la publication du document.

10 e-VPMS<sup>®</sup> est une technologie de détection des variations vibro-acoustiques dans la structure du pipeline et dans le fluide transporté par le pipeline, visant à détecter un déversement potentiel en cour.

11 Élimination des hydrocarbures par l'action combinée de champignons et de bactérie.

12 Élaboration de cartes de sensibilité à l'aide d'images satellites de l'Agence spatiale européenne (ESA), également utiles pour aider à planifier une réponse appropriée en cas de marée noire.





FOCUS ON

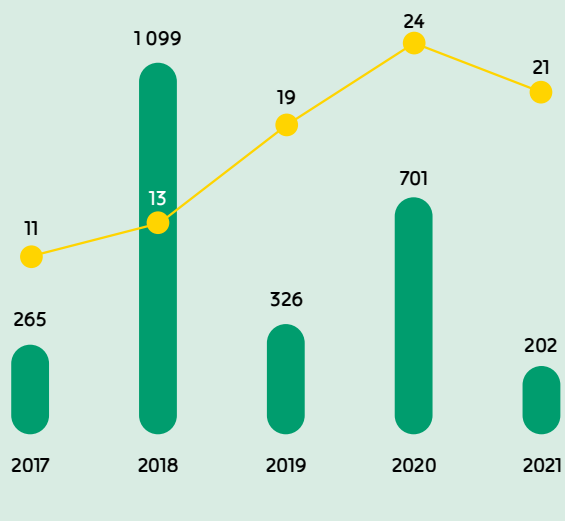
MARÉE NOIRE AU NIGERIA

Ces dernières années, les installations d'Eni au Nigeria (puits, conduites d'écoulement et pipelines couvrant environ 3 000 km) ont été la cible d'activités illégales entraînant des pertes importantes ; néanmoins, Eni a développé une stratégie pour prévenir et contenir de tels événements et leurs impacts potentiels. En particulier, la stratégie d'Eni repose principalement sur l'identification précoce des déversements, des dommages ou des activités effractives à proximité ou sur les pipelines, afin d'intervenir rapidement pour réduire ou résoudre les déversements grâce, par exemple, à l'installation de la technologie e-vpms®. En outre, Eni a également mis en œuvre d'autres initiatives afin de prévenir et de gérer les fuites de pipelines, telles que (i) l'augmentation de la surveillance dans les zones particulièrement sujettes au sabotage, (ii) l'objectif d'achever l'installation de la technologie e-vpms® également sur le pipeline Clough Creek-Tebidaba (52 km) au cours de 2022, avec un léger retard par rapport à ce qui était initialement prévu en raison de la pandémie, et (iii) l'augmentation des activités de maintenance technique visant à intercepter les dysfonctionnements ou les dommages. En 2020 et 2021, on observe une réduction des volumes déversés dus au sabotage (-29 % et -31 %, respectivement), probablement due à la fois à l'apaisement des tensions sociales qui avaient caractérisé la période postélectorale en 2019 et à l'augmentation des activités de surveillance. En outre, en 2021, l'amélioration de l'accessibilité des zones de déversement a permis des actions de réponse plus rapides et plus efficaces. En ce qui concerne les déversements opérationnels d'hydrocarbures, en 2021, les données montrent une réduction significative des barils déversés par rapport aux années précédentes (-71 %), grâce aux initiatives mises en œuvre par Eni pour prévenir les événements, y compris un remplacement progressif des sections de pipelines les plus endommagées. En ce qui concerne l'augmentation des barils de déversement opérationnel enregistrée en 2020, les chiffres ont été affectés par un déversement opérationnel de 300 barils, presque tous récupérés, causé par un dysfonctionnement lors du transfert de pétrole brut au terminal de Brass. Dans le même temps, 83 % des déversements d'hydrocarbures liés au sabotage et 63 % des déversements d'hydrocarbures opérationnels ont été récupérés en 2021, ce qui correspond globalement aux volumes récupérés en 2020.

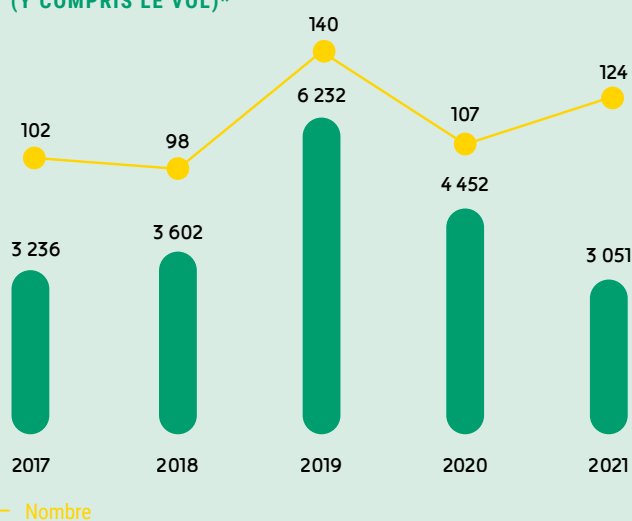


La présence d'Eni au Nigeria remonte à 1962, année de la création de la Nigerian Agip Oil Co. Ltd (NAOC).

DÉVERSEMENTS OPÉRATIONNELS D'HYDROCARBURES\*



DÉVERSEMENT D'HYDROCARBURES DÙ À UN SABOTAGE (Y COMPRIS LE VOL)\*



\* les données sur les déversements de l > 1 baril), tant en termes de nombre que de volumes déversés, sont sujettes à des mises à jour au fil des ans en raison de la fermeture éventuelle de certaines enquêtes, parfois après la publication du document.





# Droits de l'homme



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Le respect des droits de l'homme fait partie intégrante de la culture d'Eni, fondée sur la dignité de chaque être humain et sur la responsabilité des entreprises de contribuer au bien-être des individus et des communautés locales. Cette approche, qui est une condition préalable à une transition énergétique équitable, est ancrée dans le modèle d'entreprise d'Eni et est portée par le Top Management, qui la propage dans la culture de l'entreprise. L'engagement commence par les relations avec les employés et s'étend à celles avec les communautés locales, les gouvernements, les fournisseurs et les partenaires commerciaux, ainsi qu'aux activités en matière de sécurité et aux droits des travailleurs. Cet engagement est également confirmé par l'adhésion aux 10 principes du Pacte mondial et la reconnaissance d'Eni comme l'une des entreprises chefs de file de l'initiative.

| GUIDO BRUSCO - DIRECTEUR GÉNÉRAL DES NATURAL RESOURCES |



**PROGRÈS  
2021**



**OBJECTIF À COURT  
TERME (2022)**



**OBJECTIF À MOYEN  
TERME (2023-2025)**



**OBJECTIF À LONG  
TERME (2030 ET AU-DELÀ)**

### MODÈLE DE GESTION DES DROITS DE L'HOMME

Réalisation d'études spécifiques approfondies (par exemple, HRIA et HRRA et mesures ponctuelles) sur 100 % des projets considérés comme les plus risqués ; application du modèle fondé sur le risque aux activités de démantèlement.

Maintenir une diligence raisonnable à 100 % pour les projets considérés comme présentant le plus grand risque ; extension à d'autres unités de business ; diffusion et mise à jour de nouveaux modèles de diligence appropriée.

Extension du modèle aux différents domaines d'activité ; vérification périodique du système global.

Modèle en place dans toutes les unités de business d'Eni.

### RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS LIÉE AUX DROITS DE L'HOMME

Des objectifs ont été assignés à tous les responsables qui rendent compte à l'AD.

Poursuite de l'attribution généralisée de MBO spécifiques sur les droits de l'homme à la direction d'Eni à tous les niveaux et aux filiales.

### FORMATION

23 893 heures de formation dispensées au cours de l'année sur les DH (Droits de l'homme).

Achèvement du programme de formation de trois ans sur le business et les DH.

Poursuite de la campagne de formation aux droits de l'homme sur les 4 modules spécialisés. Mise à jour des modules de formation.

### POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Code Ethique d'Eni ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; code de conduite des fournisseurs ; Politique de « Le Développement Durable », « Nos personnes », « Nos partenaires de la chaîne de valeur » ; « Politique des peuples autochtones d'Alaska » ; « Signalements, même anonymes, reçus par Eni SpA et ses filiales en Italie et à l'étranger ».

### MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Processus de gestion des droits de l'homme régi par un système normatif interne aligné sur les principes directeurs des Nations Unies ; Activités transfonctionnelles sur les entreprises et les droits de l'homme afin d'aligner davantage les processus sur les principales normes et meilleures pratiques internationales ; Évaluation de l'impact sur les droits de l'homme (évaluation de l'impact sur les droits de l'homme et Human Rights Risk Analysis) avec un modèle de hiérarchisation basé sur les risques pour les projets industriels ; Système de gestion de la sécurité visant à garantir le respect des droits de l'homme dans tous les pays ; Processus de gestion des dénonciations ; Plan triennal de e-learning sur les principaux domaines d'intérêt des droits de l'homme.

### POUR EN SAVOIR PLUS

■ [Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme](#) ■ [Eni for - Droits de l'homme](#) ■ [Position sur les minéraux de conflit](#)

■ [Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité \(p. 35-36 ; 41\)](#) ■ [Déclaration sur l'esclavage et le trafic d'êtres humains](#) ■ [Code Ethique](#)



## GOVERNANCE SUR LES DROITS DE L'HOMME

L'approche d'Eni en matière de droits de l'homme est intégrée à sa Mission et est soigneusement expliquée dans la Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme, approuvée par le CdA en décembre 2018, qui met en évidence les domaines d'engagement prioritaires et sur lesquels Eni exerce une diligence appropriée approfondie, selon une approche développée en cohérence avec les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGP). Cet engagement est réaffirmé dans le Code Ethique, renouvelé en 2020, et soutenu par les engagements

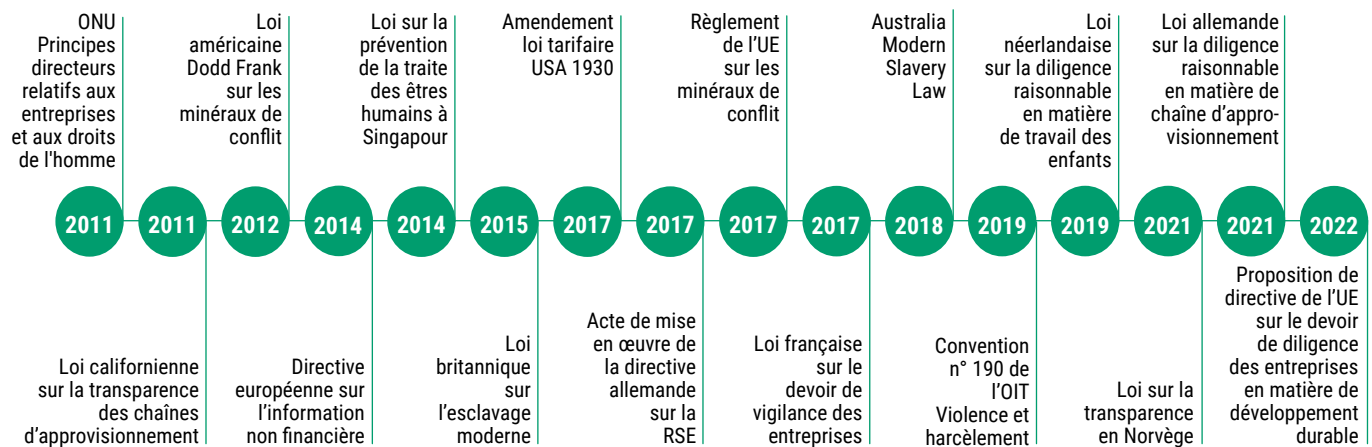
exigés des fournisseurs en matière de respect des droits de l'homme dans le Code de conduite des fournisseurs, également adopté en 2020. Cette vision se fonde sur la dignité de chaque être humain et sur la responsabilité des entreprises de contribuer au bien-être des personnes et des communautés locales, au-delà de l'obtention d'une licence sociale d'exploitation, en tant que partie intégrante de l'identité et de la manière de travailler d'Eni. Le chemin parcouru ces dernières années pour diffuser et consolider la culture du respect des droits de l'homme, fondée sur les UNGP, a conduit au renforcement des procédures de diligence appropriée en matière de droits de l'homme, un processus décrit dans

un document réglementaire interne spécifique adopté en 2020. Le processus repose sur une approche de responsabilité partagée entre plusieurs fonctions pour la gestion des processus les plus importants en matière de gestion des risques liés aux droits de l'homme : ressources humaines, achats, sécurité et durabilité. Une autre étape importante dans le parcours d'Eni est l'approbation unanime par l'assemblée plénière de l'initiative « principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme » (PV) de l'entrée d'Eni en tant qu'entreprise participante engagée. Une description détaillée de l'engagement et des performances d'Eni en matière de droits de l'homme est disponible dans « Eni For Droits de l'homme ».

En 2018,  
Eni a publié sa  
Déclaration  
Eni sur les droits  
de l'homme

Eni publie  
annuellement le  
rapport  
dédié Eni for  
Droits de l'homme

### PRINCIPALES RÉFÉRENCES INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME



### FOCUS ON

#### POLITIQUE DE TOLÉRANCE ZÉRO À L'ÉGARD DE LA VIOLENCE ET DU HARCÈLEMENT AU TRAVAIL

« La publication d'une politique réaffirmant notre "tolérance zéro" à l'égard du harcèlement n'est qu'un premier pas. Faisons en sorte que chacun d'entre nous l'applique dans sa vie quotidienne et soit un promoteur actif des principes et valeurs qu'il contient. Parlons-en avec nos collègues et amis, afin que la culture du respect se répande autant que possible, à l'intérieur et à l'extérieur du lieu de travail. » Luca Franceschini - Conformité Intégrée.



Conformément au Code Ethique et à notre culture d'entreprise, qui favorise l'inclusion et le respect de la singularité, la politique d'Eni contre la violence et le harcèlement au travail a été publiée en décembre 2021. La politique de tolérance zéro, conformément aux principes de la Convention de Genève de l'Organisation Internationale du Travail, définit un large périmètre de types de harcèlement qui nous permet d'identifier les comportements illicites et les comportements qui ne doivent pas être adoptés et qui doivent être signalés. Eni souhaite garantir de plus en plus un environnement de travail exempt de toute forme de violence et de harcèlement, où nous pouvons tous nous sentir protégés et libres de nous exprimer.



100 %

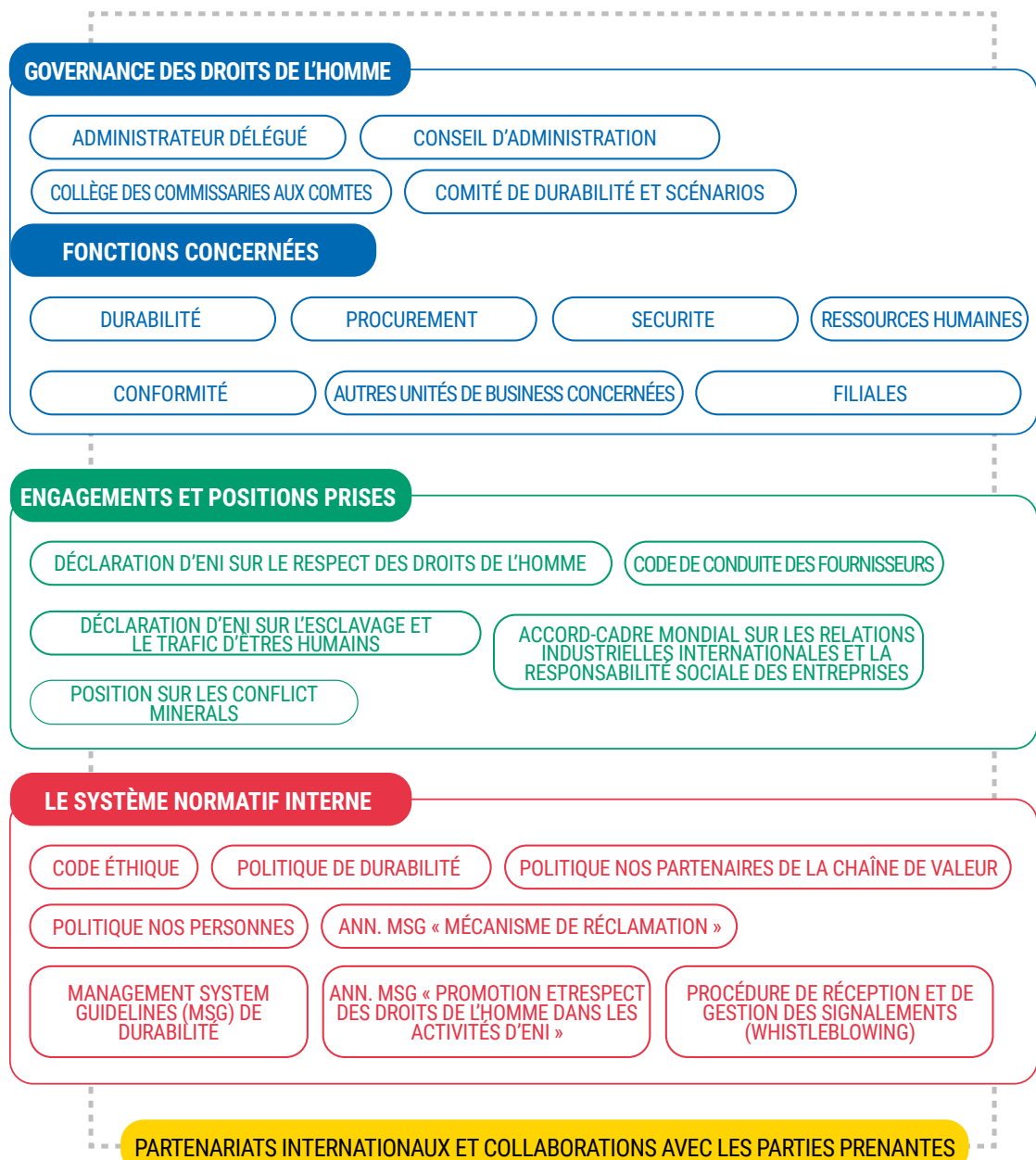
Subordonnés directs de l'AD ayant reçu un objectif en matière de droits de l'homme

Les droits de l'homme font partie des sujets sur lesquels le Comité de durabilité et scénarios (CSS) exerce des fonctions de proposition et de conseil vis-à-vis du CdA ; en 2021, le CSS a approfondi ses activités pour l'année, notamment la mise en œuvre du modèle de diligence appropriée en matière de droits de l'homme basé sur les domaines d'intervention prioritaires liés aux problèmes saillants d'Eni en matière de droits de

l'homme, et a analysé la déclaration sur l'esclavage et le trafic d'êtres humains approuvée par le CdA en avril 2021. Eni a adopté une procédure spécifique qui fournit le cadre interne du modèle de gestion des droits de l'homme, dans le but de définir les rôles et les responsabilités. Cette procédure décrit le processus de diligence appropriée requis par les principes directeurs des Nations Unies et définit les principales lignes direc-

trices en matière de prévention des violations des droits de l'homme pour toutes les fonctions d'entreprise. En 2021, le processus d'attribution d'incitations liées aux performances de management en matière de droits de l'homme a été renforcé en assignant des objectifs spécifiques à tous les subordonnés directs de l'AD et plus de 50 objectifs à d'autres niveaux de direction, y compris au niveau des filiales.

### GOVERNANCE ET DE SYSTÈME DE GESTION DES DROITS DE L'HOMME D'ENI





## ACTIVITÉS DE FORMATION AUX DROITS DE L'HOMME

En 2021, la formation obligatoire s'est poursuivie pour les cadres et les cadres intermédiaires (Italie) et les rôles équivalents (à l'étranger) sur les quatre modules spécifiques du cours sur les droits de l'homme (i) sur le lieu de travail ; (ii) dans les communautés accueillant les activités d'Eni ; (iii) dans les services de sécurité ; (iv) dans les relations commerciales (avec les fournisseurs, les agents sous contrat et les autres partenaires commerciaux). En plus du cours spécifique sur les droits de l'homme, tous les salariés ont accès à d'autres parcours sur les thèmes de la durabilité et des droits de l'homme, tels que la « Durabilité en matière de parties prenantes, de rapports et de droits de l'Homme », la « Durabilité et intégration avec les entreprises » et les cours sur les ODD. Le taux d'utilisation global a été de 94 %, soit un peu plus que l'année dernière.

23 893

Heures de formation  
consacrées aux droits de  
l'homme

## QUESTIONS IMPORTANTES

L'engagement d'Eni, son modèle de gestion et les activités qu'elle mène en matière de droits de l'homme se concentrent sur les questions considérées comme les plus importantes pour l'entreprise – comme le demandent également les UNGP – à la lumière des activités de business menées et des contextes dans lesquels la société opère. Cet ensemble de thèmes, appelés questions saillantes en matière de droits de l'homme, avait été identifié par un groupe transfonctionnel sur les droits de l'homme et les entreprises en 2017, avec le soutien de l'Institut danois des droits de l'homme, dans le cadre du travail plus large d'analyse de l'approche d'Eni en matière de droits de l'homme. Eni a identifié 13 problèmes majeurs en matière de droits de l'homme, regroupés en 4 catégories : (i) les droits de l'homme sur le lieu de travail ; (ii) les droits de l'homme dans les relations commerciales (avec les fournisseurs, les agents sous contrat et les autres partenaires commerciaux) ; (iii) les droits de l'homme dans les activités de sécurité ; (iv) les droits de l'homme dans les communautés accueillant les activités d'Eni. Depuis 2018, Eni a adopté un modèle fondé sur le risque, basé sur des éléments contextuels (risques spé-

cifiques dans les pays d'opération) et les caractéristiques des projets, afin de classer les projets amont en fonction du risque potentiel pour les droits de l'homme et d'identifier les mesures de gestion appropriées grâce à des analyses spécifiques.

■ **Pour en savoir plus : voir p. 80**

Ce modèle a ensuite été étendu à d'autres domaines d'activité tels que le raffinage traditionnel et le bio raffinage, la commercialisation de produits et de services pour la mobilité et la production d'énergie à partir de sources renouvelables, sans modifier la liste des points saillants, et en 2021 également aux activités de démantèlement.

## ACCÈS MÉCANISME DE RÉCLAMATION

Eni s'engage activement à vérifier et à fournir, ou à coopérer pour fournir, des remèdes aux impacts négatifs sur les droits de l'homme qu'elle a pu causer ou auxquels elle a contribué, et à faire tout son possible pour promouvoir la réalisation de ces mêmes impacts dans les cas où ils sont directement liés à ses opérations, produits ou services. Eni a adopté deux canaux pour présenter les éventuels cas de violation : le système de dénonciation, le processus de gestion des signalements, également sous forme anonyme, qui peuvent être utilisés par les salariés ou des tiers, [pour plus d'informations, voir Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité \(p. 38\)](#) et le mécanisme de réclamation, un canal dédié aux plaintes des communautés. Eni interdit et s'engage à prévenir les représailles à l'encontre des travailleurs et des autres parties prenantes pour avoir soulevé des préoccupations en matière de droits de l'homme, et ne tolère ni ne contribue aux menaces, intimidations, représailles ou attaques à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme et des parties prenantes impliqués dans ses opérations. En outre, Eni n'empêche en aucune façon l'accès aux mécanismes étatiques judiciaires ou extrajudiciaires et coopère de bonne foi avec ces mécanismes.

Depuis 2018, Eni dispose d'un modèle basé sur les risques pour classer les projets amont en fonction du risque potentiel pour les droits de l'homme et identifier les mesures de gestion appropriées

### QUESTIONS IMPORTANTES POUR ENI EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

#### Les droits de l'homme sur le lieu de travail

- Discrimination et égalité de traitement
- conditions de travail sûres et saines
- Liberté d'association et négociation collective

[P. 72](#)

#### Droits de l'homme et sécurité

- Usage excessif de la force par les forces de sécurité publiques et privées
- Sécurité des salariés dans les environnements à haut risque

[P. 73](#)

#### Droits de l'homme dans la chaîne d'approvisionnement

- Esclavage moderne
- Travailleurs migrants
- Liberté d'association et négociation collective
- conditions de travail sûres et saines
- Conditions de travail (salaires et heures de travail)

[P. 78](#)

#### Droits de l'homme dans les communautés

- Droits d'accès à la terre
- Impacts environnementaux affectant les moyens de subsistance, la santé, la disponibilité des ressources en eau
- Démantèlement

[P. 97](#)



## LES DROITS DE L'HOMME SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Le respect des droits des personnes qui travaillent dans et pour Eni est fondamental pour construire des relations mutuellement satisfaisantes et durables. Consciente que dans certains pays d'opération il existe des risques contextuels importants liés à la violation des droits de l'homme, Eni a adopté un cadre structuré de politiques, de modèles de gestion, de clauses contractuelles et de programmes adoptés par les filiales d'Eni - conformément aux engagements pris par la société mère dans le Code Ethique et dans la Déclaration d'Eni pour le respect des droits de l'homme. Ce cadre permet de prévenir efficacement ces risques dans la gestion

directe du personnel. Pour plus de détails sur les programmes et initiatives destinés aux personnes, voir le chapitre « Chacun d'entre nous ». Dans ce contexte, un modèle d'évaluation de la protection des droits de l'homme sur le lieu de travail a été mis en œuvre en 2020. Il s'agit d'un modèle « fondé sur le risque » visant à segmenter les sociétés d'Eni en ne pas couper de paramètres quantitatifs et qualitatifs spécifiques qui rendent compte des caractéristiques et des risques propres au pays/contexte opérationnel et liés au processus de gestion des ressources humaines, notamment la lutte contre toutes les formes de discrimination, l'égalité des sexes, les conditions de travail, la liberté d'association et la négoc-

iation collective. Cette approche permet d'identifier les éventuelles zones de risque ou les domaines à améliorer, pour lesquels des actions spécifiques doivent être définies et suivies dans le temps. Au cours de l'année 2021, ce modèle a été étendu à toutes les filiales de l'activité en amont, élargissant ainsi l'évaluation de la protection des droits de l'homme sur le lieu de travail. Un rôle central dans la construction de la relation avec les travailleurs et la protection de leurs droits est également joué par le modèle de relations industrielles d'Eni, basé sur des accords qui identifient la manière dont les informations sont partagées avec les organisations représentatives des travailleurs, définies au niveau national et international.

## PRINCIPAUX ACCORDS ET INITIATIVES DANS LE DOMAINE SYNDICAL

**AVRIL  
2021**

Compte tenu de la persistance de la situation de pandémie liée à la propagation du Sars Cov-2, les Relations Industrielles ont été marquées par un dialogue constant avec les organisations syndicales à travers l'organisation de Comités COVID, aux différents niveaux de l'organisation de l'entreprise, pour la mise en œuvre de mesures appropriées pour protéger la santé et la sécurité des travailleurs et pour garantir la continuité opérationnelle des actifs. Dans le cadre du **Protocollo Insieme - Modello di relazioni Industriali a supporto di transizione energetica** (Modèle de relations industrielles pour soutenir la transition énergétique), afin de soutenir sa transformation en cours, Eni a signé le **Contrat d'expansion** le 1er avril 2021, qui, également par l'adoption d'un plan de retraite anticipée, a permis et permettra de promouvoir le chiffre d'affaires de la production en ligne avec le parcours de transition énergétique, également par la mise en œuvre d'un programme de formation et de recyclage pour permettre l'adaptation des compétences et le développement de tout le capital humain.

**OCTOBRE  
2021**

En accord avec les transformations numériques en cours qui incluent également les différentes modalités de déroulement de la prestation de travail et en cohérence avec l'évolution technologique et culturelle induite également par la pandémie, le nouvel **Accord sur le télétravail** a été signé le 28 octobre 2021. [Pour en savoir plus : p. 50](#)

**DÉCEMBRE  
2021**

Au niveau international, le modèle de relations industrielles s'est poursuivi avec des mises à jour constantes sur la situation de la pandémie dans les différents pays de présence et les principaux développements commerciaux. En outre, le 3 décembre 2021, des réunions sur les relations industrielles internationales se sont tenues au siège historique d'Eni à Castel Gandolfo, à savoir la 24e réunion du CEE des salariés d'Eni, l'Observatoire européen de la santé, de la sécurité et de l'environnement, et la réunion annuelle prévue par l'accord-cadre mondial sur les relations industrielles au niveau international et la responsabilité sociale des entreprises. Le thème de la Diversité & Inclusion, et en particulier celui de la valorisation de la diversité en tant qu'élément d'enrichissement des expériences dans le contexte social et professionnel, a été au cœur du débat, dans le but d'élaborer conjointement des réponses aux grandes questions de la durabilité, de la décarbonation et de la santé et de la sécurité des travailleurs. La réunion a également vu la signature de l'**accord sur l'intégration dans le GFA - Accord-cadre global sur les relations** internationales du travail et la responsabilité sociale des entreprises - de la convention n° 190 et de la recommandation n° 206 de l'OIT sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail.





## DROITS DE L'HOMME ET SÉCURITÉ

Les événements liés à la sécurité peuvent affecter la quasi-totalité des droits de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et cultu-

rels, et peuvent avoir un impact négatif ou positif important sur la liberté d'expression et les possibilités de participer aux processus politiques. Eni s'engage publiquement à maintenir la sûreté et la sécurité de ses

activités dans un cadre opérationnel garantissant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et en conformité avec les principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme.

98%

Contrats de sécurité contenant des clauses relatives aux droits de l'homme en 2021

## PRINCIPALES ACTIVITÉS ET INITIATIVES MISES EN ŒUVRE EN 2021

### « SECURITY AND HUMAN RIGHTS RISK BASED MODEL » : RÉVISION, MISE À JOUR ET MISE EN ŒUVRE DU MODÈLE

Le « Security and Human Rights Risk Based Model » est un outil élaboré en 2020, visant à identifier, analyser et hiérarchiser le risque d'impacts négatifs sur les droits de l'homme dans les activités de sécurité et à évaluer l'utilisation de mesures préventives ou correctives appropriées en conséquence. En 2021, une révision du modèle a été effectuée avec la division en deux macro-composantes : le contexte du pays et la présence d'Eni dans le pays. La mise en œuvre du modèle ainsi élaboré a conduit à la définition du « Security & Human Rights Action Plan 2021 », qui prévoyait : (i) l'échantillonnage des contrats de sécurité existants dans les 10 premiers pays résultant du modèle basé sur le risque, afin de vérifier la présence ou l'absence de clauses relatives aux droits de l'homme ; (ii) la vérification de l'attribution/ utilisation des biens et services de sécurité mis à la disposition des forces de sécurité, publiques et privées, opérant dans les 10 premiers pays résultant du modèle ; (iii) la mise en œuvre de l'atelier de formation et d'information sur la Sécurité & Droits de l'homme au Mexique.

### PROGRAMME DE FORMATION DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ ET DES DROITS DE L'HOMME

Le 25 novembre 2021, un atelier de formation sur la Sécurité & Droits de l'homme s'est tenu au Mexique, avec plus de 200 participants, présents et à distance, dont des cadres supérieurs des forces armées (forces spéciales de l'armée, marine), de la police mexicaine et des représentants d'autres entreprises énergétiques présentes dans le pays, du personnel des entreprises de sécurité opérant sur les sites d'Eni et des membres de la société civile. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet de formation lancé en 2009 pour promouvoir les meilleures pratiques d'entreprise qui intègrent les principes internationaux consacrés par les Nations Unies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et rappelés par les principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, et qui inspirent la Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme dans tous les pays où la société opère. À ce jour, 20 cours de formation ont été organisés dans 15 pays du monde, totalisant plus de 1 300 forces de sécurité formées à la Sécurité & Droits de l'homme au cours des sept dernières années.

## FOCUS ON

### ENI ET LES PRINCIPES VOLONTAIRES SUR LA SÉCURITÉ ET LES DROITS DE L'HOMME

**CONTEXTE :** L'initiative « principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme » (PV) est une initiative multipartite, créée en 2000, qui se consacre au respect des droits de l'homme dans la gestion des opérations de sécurité et qui implique des gouvernements, des entreprises et des ONG. Eni gère ses opérations de sécurité dans le respect des principes internationaux énoncés dans les principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme promus par la PV, à laquelle Eni a été admise en 2020 en tant que « Engaged Corporate Participant ». La PV a établi un ensemble de principes pour la promotion et la protection des droits de l'homme dans les activités de sécurité, réunissant des gouvernements, des entreprises et des ONG.

**ACTIVITÉS D'ENI :** Conformément à son engagement, Eni a conçu un ensemble cohérent de règles et d'outils pour garantir que : (i) les clauses contractuelles comprennent des dispositions relatives au respect des droits de l'homme ; (ii) les fournisseurs de forces de sécurité sont sélectionnés sur la base de critères liés aux droits de l'homme, entre autres ; (iii) les opérateurs de sécurité et les superviseurs reçoivent une formation adéquate sur le respect des droits de l'homme ; (iv) les événements considérés comme les plus à risque sont traités conformément aux normes internationales. Les activités réalisées par Eni en 2021 comprennent (i) la présentation des activités d'Eni en matière de sécurité et de droits de l'homme lors de l'événement « Présentation de la vérification », qui se tiendra en mai 2021 ; (ii) la rédaction du rapport annuel, pour la PV, avec une description des activités réalisées au cours de l'année pour mettre en œuvre les Principes volontaires ; (iii) la mise en œuvre du Plan de mise en œuvre et la transmission au Secrétariat de rapports d'avancement sur les activités relatives.



# Transparence, lutte contre la corruption et stratégie fiscale



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Eni rejette toute forme de corruption qui, en plus d'être un phénomène illégal, constitue un obstacle majeur au développement durable, fausse la concurrence loyale et détruit la réputation des entreprises. Des principes exprimés dans notre code éthique jusqu'à la conduite individuelle de chacun, nous nous engageons à agir de manière éthique et à protéger la transparence de nos opérations, en prévenant et en combattant toutes les formes de corruption, notamment par l'application de notre programme de conformité anticorruption et de son système complet de règles et de contrôles.

| LUCA FRANCESCHINI - DIRECTEUR DE LA CONFORMITÉ INTÉGRÉE ET SECRÉTAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION |



**PROGRÈS  
2021**



**OBJECTIF À COURT  
TERME (2022)**



**OBJECTIF À MOYEN  
TERME (2023-2025)**



**OBJECTIF À LONG  
TERME (2030 ET AU-DELÀ)**

## PROGRAMME DE MISE EN CONFORMITÉ ANTICORRUPTION

Mise à jour de la MSG anticorruption ; Réussite de l'audit de surveillance requis pour maintenir la certification ISO 37001:2016 « Systèmes de management anticorruption ».

Réussite l'audit de recertification ISO 37001:2016 « Systèmes de management anticorruption ».

Mise à jour et amélioration continue de la conformité Programme anticorruption ; maintien de la certification ISO 37001:2016 « Systèmes de management anticorruption ».

## FORMATION ANTICORRUPTION

Réalisation du module Anticorruption et Anti-Blanchiment d'argent du nouvel e-learning « Code Éthique, Anticorruption et Responsabilité d'entreprise », adressé à tous les employés d'Eni en Italie et à l'étranger.

Mise en place du nouveau cours en ligne « Code Éthique, Anticorruption et Responsabilité d'entreprises ».

Formation de tous les salariés d'Eni avec le nouveau cours en ligne « Code Éthique, Anticorruption et Responsabilité d'entreprises ».

## POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Directive du système de gestion « Lutte contre la Corruption » ; « Rapports, même anonymes, reçus par Eni SpA et ses filiales en Italie et à l'étranger » ; Politique « Nos partenaires de la chaîne de valeur » ; Principes directeurs en matière de fiscalité (stratégie fiscale) ; Position d'Eni sur la transparence contractuelle ; Le Code Ethique d'Eni.

## MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Modèle 231 ; programme de mise en conformité anticorruption d'Eni SpA, certifié conformément à la norme ISO 37001:2016 ; Unité de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent située dans la fonction « Conformité Intégrée » et relevant directement de l'AD ; Participation d'Eni aux activités de l'Initiative de Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) au niveau international et local ; Modèle de conformité intégrée.

### POUR EN SAVOIR PLUS

Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité (p. 37-38)

[Code Ethique](#)

[Rapport pays par pays](#)

[Rapport sur les paiements aux gouvernements](#)

[eiti.org](https://www.eiti.org)

[MSG Lutte contre la Corruption](#)



## STRATÉGIE FISCALE ET TRANSPARENCE

La stratégie fiscale d'Eni, approuvée par le CdA, est fondée sur les principes de transparence, d'honnêteté, d'équité et de bonne foi

prévus par son Code Ethique et les « Lignes directrices de l'OCDE pour les entreprises multinationales » et a pour premier objectif le respect spécifique et correct des obligations fiscales dans les

différents pays d'activité, dans la conscience de contribuer de manière significative aux recettes fiscales des États, en soutenant le développement économique et social local.

## CADRE DU CONTRÔLE FISCALE

Eni a conçu et mis en œuvre un **Cadre de Contrôle Fiscal** en trois étapes : (i) évaluation du risque fiscal (évaluation du risque) ; (ii) identification et mise en place de contrôles pour se prémunir contre les risques ; (iii) vérification de l'efficacité des contrôles et des flux d'informations connexes (reporting). Dans le cadre de ses activités de gestion du risque fiscal et de contentieux, Eni adopte un dialogue préalable avec les autorités fiscales et entretient des relations fondées sur la transparence, le dialogue et la coopération en participant, le cas échéant, à des projets de coopération renforcée (Co-operative Compliance).

## INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES (ITIE)

Comme preuve de son engagement en faveur d'une meilleure gouvernance et d'une plus grande transparence dans le secteur extractif, qui est essentiel pour promouvoir une utilisation responsable des ressources et prévenir la corruption, Eni est membre de l'**Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)** depuis 2005. Dans ce contexte, Eni participe activement à la fois au niveau local, par le biais des Multi Stakeholder Group dans les pays participants, et aux initiatives du Conseil au niveau international.

## RAPPORT PAYS PAR PAYS

Conformément à la loi italienne n° 208/2015, Eni publie volontairement, bien qu'il n'y ait aucune obligation réglementaire, le « **Déclaration pays par pays** » requis par l'action 13 du projet « Base erosion and profit shifting - BEPS », promu par l'OCDE avec le parrainage du G-20, dont l'objectif est que les bénéfices des sociétés multinationales soient déclarés dans les juridictions où sont exercées les activités économiques qui les génèrent, proportionnellement à la valeur générée. La publication de ce rapport a été reconnue comme étant une meilleure pratique par l'ITIE elle-même.

## LA POSITION D'ENI SUR LA TRANSPARENCE CONTRACTUELLE

Toujours dans le cadre de son soutien à l'ITIE, Eni a publié une **position publique sur la transparence contractuelle** dans laquelle elle encourage les gouvernements à se conformer à la nouvelle norme sur la publication des contrats et exprime son soutien aux mécanismes et initiatives qui seront lancés par les pays pour promouvoir la transparence dans ce domaine.

## DIRECTIVE EUROPÉENNE 2013/34 UE (ACCOUNTING DIRECTIVE)

Anticipant de deux ans les obligations de compte-rendu sur la transparence des paiements aux États dans l'exercice de l'activité extractive introduites par la **Directive Européenne 2013/34 UE (Directive Comptable)**, Eni avait commencé en 2015 à fournir une divulgation volontaire d'un ensemble de données synthétiques sur les flux financiers versés aux États dans lesquels elle mène des activités d'exploration et de production d'hydrocarbures.

## LE PROGRAMME DE MISE EN CONFORMITÉ ANTICORRUPTION D'ENI

Conformément au principe de « tolérance zéro » exprimé dans le Code Éthique, Eni a adopté un système de règles, de contrôles et de garanties organisationnelles visant à prévenir les délits de corruption et à prévenir le blanchiment d'argent dans le cadre

des activités non financières d'Eni SpA et de ses filiales : le programme de conformité anticorruption. Ce programme, élaboré conformément aux dispositions anticorruption existantes et aux conventions internationales, notamment la Convention des Nations Unies contre la corruption, la loi sur les pratiques de corruption à l'étranger et la loi britannique sur la corruption, se

caractérise par son dynamisme fondé sur l'évolution des réglementations et des meilleures pratiques nationales et internationales. Au niveau réglementaire interne, le programme de conformité anticorruption est représenté par la MSG<sup>13</sup> Lutte contre la Corruption et par des outils plus détaillés pour l'identification des activités à risque et les outils de contrôle que Eni SpA met à la

13 La dernière version de la MSG Lutte contre la Corruption (qui met à jour et remplace la version précédente de 2014) a été (i) illustrée et soumise pour avis préalable au Comité de contrôle et des risques d'Eni SpA et pour information au Collège des commissaires aux comptes et à l'organisme de surveillance d'Eni SpA ; (ii) approuvée par le Conseil d'administration d'Eni SpA le 24 juin 2021. La MSG Lutte contre la Corruption a été publiée le 19 juillet 2021 et est disponible sur le site [www.eni.com](http://www.eni.com).



Le programme de mise en conformité anticorruption d'Eni SpA est certifié ISO 37001:2016 « Systèmes de management Anticorruption » depuis 2017

disposition du personnel pour prévenir et contrer le risque de corruption et de blanchiment d'argent. Les filiales, en Italie et à l'étranger, adoptent les instruments réglementaires anticorruption émis par Eni SpA par résolution de leur CdA. En outre, les sociétés et entités dans lesquelles elle détient une participation sans contrôle sont encouragées à se conformer aux normes anticorruption d'Eni en adoptant et en maintenant un système de contrôle interne conforme aux exigences des lois pertinentes. Depuis 2010, la mise en œuvre du programme de conformité anticorruption est assurée par une structure organisationnelle dédiée qui fournit une assistance spécialisée en matière de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent dans le cadre des activités d'Eni SpA et de ses filiales, avec une référence particulière à l'évaluation de la fiabilité des contreparties potentielles à risque (« due diligence »), à la gestion des problèmes critiques qui apparaissent et à la rédaction des garanties contractuelles pertinentes. En particulier, des clauses spécifiques anticorruption et anti-blanchiment d'argent sont proposées dans le cadre des contrats avec les contreparties, qui comprennent également un engagement à lire et à respecter les principes contenus dans le système normatif d'Eni. Les organes de surveillance d'Eni sont informés des activités pertinentes dans le cadre du programme de conformité anticorruption et de la planification pour les périodes sui-

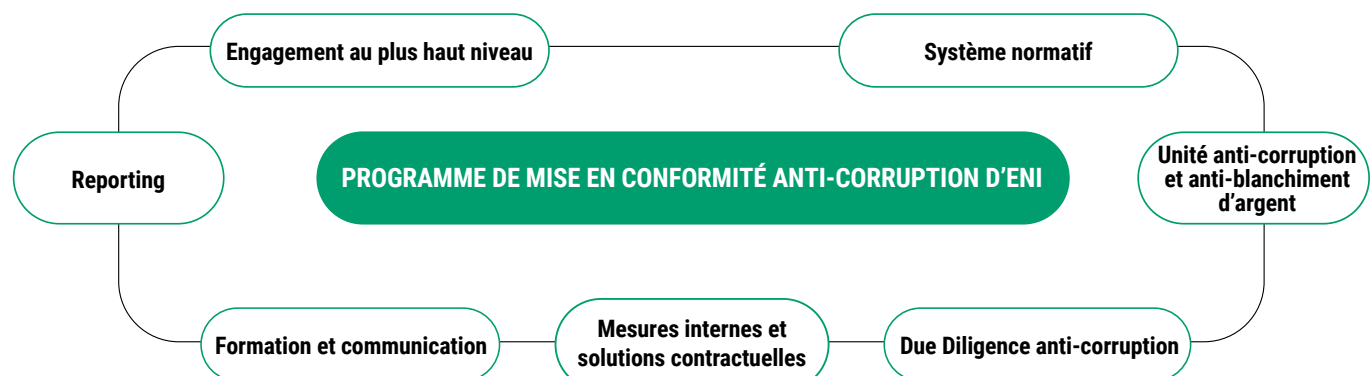
vantes par le biais d'un rapport annuel et d'une mise à jour semestrielle.

### ÉVALUATION ET SUIVI DES RISQUES DE CONFORMITÉ

Eni a défini et mis en œuvre un processus structuré d'évaluation et de suivi des risques de conformité afin de : (i) identifier les risques de corruption au sein de ses activités et mettre à jour les mesures de contrôle prévues par les instruments réglementaires ; (ii) analyser périodiquement la tendance des risques identifiés, par le biais de contrôles spécifiques. Les activités à risque identifiées comprennent par exemple : (i) les contrats avec des tiers à risque de corruption et de blanchiment (tels que les entreprises associées, les partenaires de coentreprise, les courtiers, les contreparties dans les opérations de gestion de biens immobiliers, les opérateurs de réseau commercial, les fournisseurs, les acheteurs/cessionnaires de crédits, etc.) ; (ii) les opérations d'achat et de vente de participations de sociétés, d'entreprises et de branches d'entreprises, de droits et de titres miniers, etc., et les contrats de coentreprise ; (iii) les initiatives à but non lucratif, les projets sociaux et les parrainages ; (iv) la vente de biens et de services (tels que les contrats avec les clients du processus commercial), les opérations de trading et/ou d'expédition ; (v) la sélection, l'embauche et la gestion des ressources humaines ; (vi) les cadeaux et marques d'hospitalité ;

(vii) les relations avec les parties prenantes. Chaque année, des activités d'évaluation des risques de conformité et de contrôle de conformité anticorruption sont planifiées selon une approche fondée sur le risque. Au cours de l'année 2021, les interventions d'évaluation des risques de conformité anticorruption réalisées ont porté sur la sphère de la lutte contre la corruption dans son ensemble et sur l'activité à risque « Transactions impliquant l'achat et la vente de participations dans des sociétés, des entreprises et des unités commerciales, des titres miniers et des titres, etc., et des contrats de coentreprise ». À la lumière des résultats de ces interventions, le niveau de risque du domaine de la corruption et l'adéquation des mesures d'atténuation mises en place, identifiés dans les activités précédentes réalisées, ont été confirmés, et des obligations spécifiques concernant l'activité à risque évaluée ont également été définies. Au cours de l'année 2021, des interventions de contrôle de conformité à la lutte contre la corruption ont été menées dans les activités à risques suivantes : « Coentreprises » et « Business Associates » (« Circuits de vente », « Consultants » et « Other Business Associates »). Les résultats des vérifications ont montré une évolution du niveau de risque des activités conforme à celle constatée dans l'évaluation des risques de conformité et ont confirmé l'efficacité du modèle de conformité adopté.

#### LE PROGRAMME DE MISE EN CONFORMITÉ ANTI-CORRUPTION D'ENI





## FORMATION ANTI-CORRUPTION

Un autre pilier du programme de conformité anticorruption est constitué par les activités de formation anticorruption, qui se composent des initiatives suivantes :

- cours e-learning destinés à l'ensemble de la population de l'entreprise ;
- ateliers généraux, sessions de formation destinées aux ressources présentant un risque de corruption moyen/élevé ;
- formation spécifique à un poste, sessions de formation généralement menées conjointement avec des ateliers généraux et visant des domaines professionnels présentant un risque spécifique de corruption.

Afin d'optimiser l'identification des bénéficiaires des initiatives de formation, une méthodologie a été définie pour la segmentation systématique du personnel d'Eni sur la base du niveau de risque de corruption en fonction des facteurs de risque spécifiques tels que le pays, la qualification, la famille professionnelle. En

outre, les activités régulières d'information et de mise à jour se sont poursuivies par la préparation de courtes pilules d'information sur la conformité, y compris les sujets possibles de lutte contre la corruption. En raison de l'urgence, les 2021 événements de formation ont été réalisés en mode à distance avec la poursuite des informations et des mises à jour régulières sur les questions de conformité et de lutte contre la corruption. Dans le cadre de la formation anticorruption de ses tiers, Eni a lancé un programme en ligne pour les salariés de la société GreenStream BV<sup>14</sup> et pour les entreprises associées d'Eni G&P France SA. L'expérience d'Eni en matière de lutte contre la corruption s'enrichit également par la participation à des événements et des groupes de travail internationaux, notamment l'initiative « Partnering Against Corruption », le groupe d'avocats O&G ABC Compliance (un groupe de discussion sur les questions de lutte contre la corruption dans le secteur) et au sein du groupe de travail sur l'intégrité & Compliance du B20 Italie.

## GESTION DES SIGNALEMENTS

Eni, depuis 2006, dispose d'une réglementation interne, mise à jour au fil du temps et dernièrement en 2020, aligné sur les meilleures pratiques nationales et internationales ainsi que sur la législation italienne en la matière (L.179/2017), qui régit le processus de réception, d'analyse et de traitement des signalements (dits whistleblowing) reçus, y compris sous forme confidentielle ou anonyme, par Eni et ses filiales en Italie et à l'étranger. Cette réglementation permet aux salariés et aux tiers de signaler des faits relatifs au Système de contrôle interne et de gestion des risques et concernant des comportements en violation du code éthique, des lois, des règlements, des dispositions des Autorités, des règlements internes, du Modèle 231 ou des Modèles de conformité pour les filiales étrangères, qui peuvent causer des dommages ou des préjudices, ne serait-ce qu'en termes d'image, à Eni. À cet égard, des canaux d'information dédiés et facilement accessibles ont été mis en place et sont disponibles sur le site eni.com.

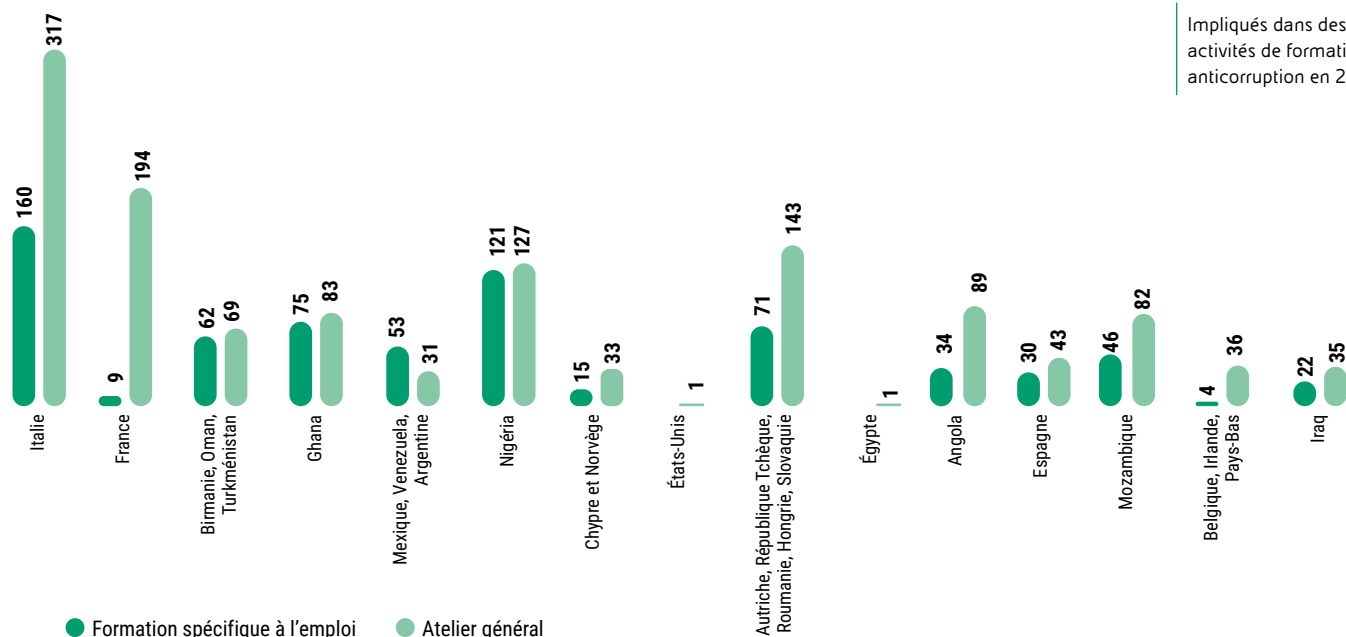
1 284

Participants aux ateliers généraux

702

Participants aux formations spécifiques au poste

### PAYS DANS LESQUELS ENI A ORGANISÉ UNE FORMATION ANTI-CORRUPTION EN 2021 (nombre de participants)



26 pays

Impliqués dans des activités de formation anticorruption en 2021

14 Société détenue à 50 % par Eni North Africa BV et à 50 % par la Libyan National Oil Corporation.





# Fournisseurs et clients



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

La chaîne d'approvisionnement joue un rôle clé dans la stratégie de transition durable d'Eni. C'est pourquoi nous avons décidé d'impliquer l'ensemble de notre chaîne d'approvisionnement dans des programmes de chaîne d'approvisionnement durable qui visent à assurer une transition équitable sans laisser personne de côté. L'objectif est de faire des entreprises les protagonistes d'une transformation pour protéger notre environnement, favoriser la croissance, adopter des modèles d'économie circulaire et faire du développement le moteur d'un avenir durable pour tous.

| COSTANTINO CHESSA - RESPONSABLE APPROVISIONNEMENTS D'ENI |



### PROGRÈS 2021

#### FOURNISSEURS

2 500 fournisseurs qualifiés d'Eni inscrits sur Open-es ; Environ 1 000 fournisseurs invités à des initiatives de formation et d'auto-évaluation en matière de cybersécurité ; Application des exigences de durabilité dans tous les processus d'approvisionnement à partir d'avril ; Lancement du Basket Bond Energia sostenibile ; Exigences de durabilité dans les processus d'approvisionnement pour environ 2,5 milliards d'euros.

100 % des fournisseurs qualifiés de l'année évalués selon des critères sociaux ; 100 % de la famille professionnelle chargée des achats formée au modèle de protection des DH ; inclusion de clauses de protection des DH renforcées dans la documentation des appels d'offres et dans toutes les normes contractuelles.

#### CLIENTS

10 millions de clients atteints en Europe sur le marché de détail.



### OBJECTIF À COURT TERME (2022)

Cartographie des fournisseurs stratégiques et participation directe aux initiatives (ateliers, Open-es, événements institutionnels, webinaires).

Initiatives de sensibilisation impliquant 100 % des fournisseurs présentant des risques élevés en matière de droits de l'homme.

Base clients :  
> 10 millions de personnes



### OBJECTIF À MOYEN TERME (2023-2025)

Évaluation de la voie du développement durable pour tous les fournisseurs stratégiques d'Eni en 2025.

Base clients :  
> 11,5 millions de personnes d'ici 2025



### OBJECTIF À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)

Mesurer les impacts ESG et fixer des objectifs tout au long de la chaîne d'approvisionnement, par des initiatives d'engagement des fournisseurs, y compris au-delà du premier niveau, et promouvoir des plans de développement spécifiques.

100 % des fournisseurs qualifiés évalués selon des critères sociaux.

Base clients :  
d'ici 2030 > 15 millions de personnes  
d'ici à 2050 > 20 millions de personnes

## POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Code de conduite des fournisseurs ; Position d'Eni sur les minerais de conflit ; Politique « Nos partenaires de la chaîne de valeur » ; Le Code Ethique d'Eni ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; Déclaration d'Eni sur l'esclavage et le trafic d'êtres humains.

## MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Processus d'approvisionnement durable fonctionnel à la vérification de la conformité des fournisseurs aux exigences d'Eni en matière de fiabilité, d'éthique et d'honorabilité, d'économie, de technique opérationnelle, de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de respect des droits de l'homme et d'excellence technologique et numérique ; Programme d'approvisionnement durable (JUST) : ensemble d'initiatives visant à impliquer l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement dans la mesure et la gestion des performances ESG de la chaîne d'approvisionnement d'Eni ; Développement des fournisseurs : unité dédiée au développement des fournisseurs par la définition de parcours de croissance et de transformation selon les axes « Transition énergétique et durabilité », « Solidarité économique et financière » et « Excellence technologique numérique ».

### POUR EN SAVOIR PLUS

- [Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme](#)
- [Eni For Droits de l'homme](#)
- [Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité \(p. 41-43\)](#)
- [Position sur les minéraux de conflit](#)
- [Déclaration sur l'esclavage et le trafic d'êtres humains](#)
- [Code Ethique](#)



## FOURNISSEURS

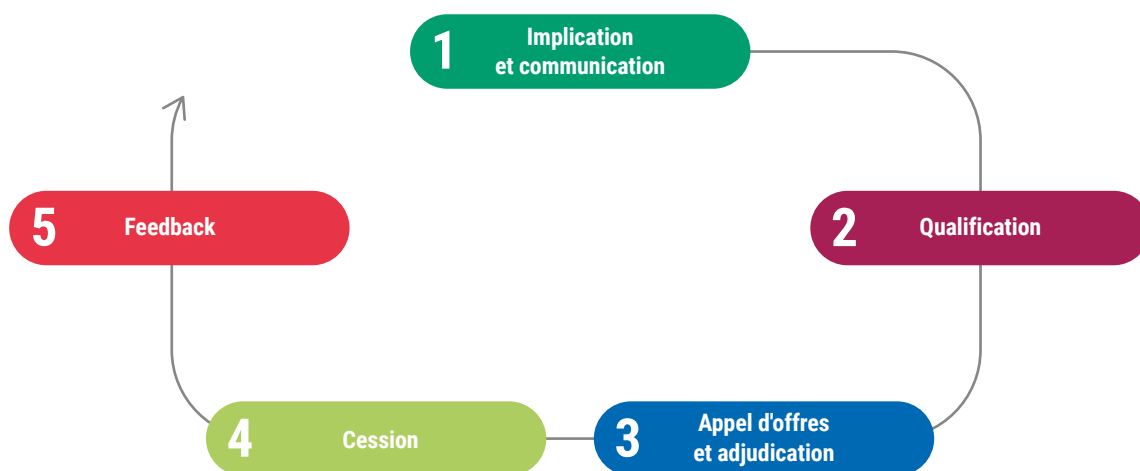
### Le développement durable des chaînes d'approvisionnement

Eni vise à favoriser une transition énergétique équitable et inclusive et à impliquer les entreprises dans la chaîne d'approvisionnement<sup>15</sup> dans des initiatives d'innovation économique, sociale

et environnementale et de transformation industrielle. Les entreprises qui collaborent avec Eni partagent les principes et les valeurs du code de conduite et répondent aux exigences économiques et financières, techniques et organisationnelles, de réputation, de santé, de sécurité et d'environnement,

en s'engageant à combler les lacunes éventuelles par des plans d'amélioration, suivis d'un suivi en temps utile. Les éléments de durabilité font partie intégrante de l'ensemble du processus d'approvisionnement, en vue d'un développement durable de la chaîne d'approvisionnement.

### PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT DURABLE



- 1 Implication et communication** : partage d'objectifs, d'outils de soutien et de meilleures pratiques avec la chaîne d'approvisionnement. Engagement direct des fournisseurs par le biais de campagnes de communication et d'initiatives d'engagement (par exemple, ateliers, appel à idées).
- 2 Qualification** : l'évaluation fait appel à des compétences transversales, enrichies en 2021 par des compétences en cybersécurité, et se fonde sur la vérification : des informations disponibles auprès de sources ouvertes et spécialisées (fournisseurs d'informations) ; des déclarations faites par le fournisseur, y compris la déclaration de conformité ; des certifications (environnementales, HSE) et des indicateurs de performance (indicateurs sur les accidents). Le processus peut également inclure la réalisation d'audits ou d'inspections en matière de HSE et/ou de droits de l'homme dans les locaux des fournisseurs afin de vérifier le profil de compétence des entreprises, en mettant l'accent sur les aspects ESG.
- 3 Appel d'offres et adjudication** : processus concurrentiel de sélection des fournisseurs sur la base de critères d'évaluation objectifs et transparents. Les exigences en matière de durabilité sont intégrées aux spécifications techniques et aux évaluations des appels d'offres par l'adoption de mécanismes de récompense.
- 4 Remise** : transmission au gestionnaire du contrat de toutes les informations utiles au suivi de la performance (opérationnelle, environnementale, sociale, etc.) du fournisseur.
- 5 Retour d'information** : définition d'actions d'amélioration ou, en cas de non-conformité contractuelle grave et/ou d'infractions, d'une mesure de qualification du statut, selon une échelle de gravité croissante, décidée par une équipe pluridisciplinaire.

15 En 2019, Eni a lancé JUST, Join Us in a Sustainable Transition, le programme visant à engager et à soutenir les fournisseurs dans le voyage de la transition énergétique.



En 2021, Eni a lancé des initiatives concrètes pour stimuler la compétitivité de la chaîne d'approvisionnement, dans le but de promouvoir une transition énergétique équitable et durable dans la chaîne d'approvisionnement et d'aider les fournisseurs à améliorer leurs performances ESG, grâce à :

- intégration des critères d'évaluation des fournisseurs, tant dans la qualification que dans les appels d'offres, avec l'évaluation des aspects technologiques, comme la cybersécurité, et de la durabilité, en se référant à la fois aux questions environnementales, comme l'efficacité énergétique, l'utilisation de matériaux recyclés, les méthodes d'élimination des déchets, etc., et aux impacts sociaux et de gouvernance, afin de promouvoir l'égalité des sexes dans les équipes, les niveaux d'emploi, l'élaboration d'un rapport de durabilité, etc ;
- modèle de droits de l'homme, inspiré des principes des normes internationales SA8000, avec des critères qui tiennent compte du risque pays et du type d'activités exercées par les fournisseurs ;
- formation pour les entreprises avec des webinaires sur les cyberrisques,

des ateliers avec les fournisseurs sur les questions de durabilité pour l'identification d'indicateurs de développement et la définition de plans d'amélioration, des réunions avec des experts pour explorer les questions ESG (rapport de durabilité, calcul des émissions de CO<sub>2</sub>) ;

- mise en œuvre d'une plate-forme numérique, Open-es, ouverte et gratuite pour tous les fournisseurs d'Eni, qui vise à mesurer et à améliorer les aspects de la durabilité ;
- conception, avec Elite et Illimity Bank, d'un instrument financier innovant, le Basket Bond Energia Sostenibile, ouvert à la filière de l'énergie pour financer, par le biais de minibons, des projets et des investissements visant le développement durable, avec un accent particulier sur les orientations environnementales, sociales et économiques ;
- stimuler l'efficacité énergétique des usines, des machines et des installations grâce à des solutions et des services de transition énergétique (en collaboration avec Plenitude) ;
- renforcer les normes contractuelles afin d'inclure des exigences en matière de protection des droits de l'homme et de cybersécurité, d'intégrer des inci-

tations à la durabilité et de garantir la protection de la santé au lendemain de la pandémie en surveillant la contagion et ses conséquences .

En 2021, Eni a continué à renforcer le contenu local, notamment par le biais de réunions au sein des associations d'entreprises territoriales et d'événements sectoriels, afin de promouvoir l'innovation, l'identification de voies de croissance et de diversification basées sur la formation et le développement du capital humain, et la valorisation de l'excellence territoriale par le biais d'alliances et de collaborations. La consolidation des connaissances promue par Eni pour le développement durable de la chaîne d'approvisionnement ne s'adresse pas seulement aux fournisseurs, mais aussi aux ressources internes. En effet, en 2021, toute la famille professionnelle des achats en Italie a été formée au modèle des droits de l'homme, aux nouveaux outils développés pour soutenir les initiatives de durabilité (par exemple, la plate-forme Open-es) et aux questions ESG (taxonomie européenne, plan national de relance et de résilience PNRR).

plus de **6 000**

fournisseurs sur les questions de responsabilité sociale, approfondissements sur 24 fournisseurs concernés, plus 11 audits supplémentaires sur les droits de l'homme inspirés des principes SA8000

environ **1 000**

fournisseurs ont été invités à des initiatives de formation et d'auto-évaluation de la cybersécurité

plus de **350**

entreprises d'une dizaine de secteurs de produits différents participant aux ateliers JUST

## FOCUS ON

### LE MODÈLE D'ANALYSE DES RISQUES LIÉS AUX DROITS DE L'HOMME



Les entreprises qui collaborent avec Eni doivent partager, en souscrivant au code de conduite, des principes de responsabilité sociale qui prévoient, entre autres, la protection des droits de l'homme. Les fournisseurs, qui sont candidats aux procédures de qualification et/ou d'approvisionnement, sont responsables du respect d'exigences spécifiques, conformes aux normes internationales SA8000. Dans le cadre du processus d'approvisionnement, le modèle d'évaluation et de suivi des droits de l'homme, fondé sur une évaluation des risques, classe les fournisseurs qualifiés en fonction du risque potentiel de violation des droits de l'homme (travail des enfants, travail forcé et obligatoire, liberté d'association, discrimination, procédures disciplinaires, horaires de travail et salaires garantissant une vie décente et, en tout état de cause, conformes à la réglementation en vigueur), avec une analyse des risques portant à la fois sur le contexte national et sur les activités spécifiques. Les activités à haut risque sont à la fois des activités industrielles, telles que la maintenance, la construction, l'assemblage, la logistique, et des biens et services généraux, tels que les services de nettoyage, la restauration, les services de sécurité et la gestion immobilière. Les pays qui comptent le plus grand nombre de fournisseurs à risque sont le Nigeria, le Congo et le Mozambique, avec un nombre total de fournisseurs à haut risque de 1 266 et de fournisseurs à moyen risque de 1 214. Selon ce modèle, tous les fournisseurs sont soumis périodiquement à une diligence appropriée, à l'évaluation des appels d'offres, à un feedback d'exécution et à des mises à jour périodiques au moyen de questionnaires dédiés aux fournisseurs directs et aux sous-fournisseurs.

■ Pour en savoir plus : [Déclaration d'Eni sur l'esclavage et le trafic d'êtres humains](#)



## OPEN-ES : UNE COMMUNAUTÉ OUVERTE POUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Pour atteindre les objectifs de développement durable, la collaboration entre toutes les réalités du tissu productif, des petites et moyennes entreprises aux grands groupes industriels, aux institutions financières et aux associations sectorielles, est essentielle. C'est pourquoi, début 2021, à partir d'un partenariat entre Eni, BCG et Google Cloud, Open-es a vu le jour, une initiative de système ouverte à toutes les entreprises et industries qui répond avec des outils concrets à la nécessité de mesurer, améliorer et partager la performance ESG. Grâce à la plate-forme numérique, toutes les entreprises ont la possibilité de mesurer leur performance en matière de durabilité selon des paramètres normalisés et de partager leur profil ESG avec leurs clients et/ou leurs institutions financières, de se comparer aux références du secteur, d'accéder à des plans de développement personnalisés pour identifier les actions prioritaires à mettre en œuvre, d'obtenir rapidement et facilement une première version de leur rapport de durabilité et d'identifier les services et solutions utiles pour améliorer leur performance ESG. Parmi les sociétés qui ont décidé de participer à cette alliance figurent des entreprises industrielles, telles que Snam, WeBuild, Saipem et Baker Hughes, qui utilisent Open-es pour impliquer leurs fournisseurs ; des institutions financières, telles qu'Ilimity, qui visent plutôt à impliquer leurs clients sur la plate-forme ; et des entreprises spécialisées dans l'ESG, telles que Rina, KPMG, Techedge, Accenture et l'Institut européen ESG, qui contribuent à l'évolution de l'initiative et de la plate-forme. La plate-forme compte déjà plus de 3 000 entreprises de 75 pays du monde entier et de 60 secteurs différents qui ont décidé d'utiliser Open-es pour partager leurs données et améliorer leurs performances en matière de durabilité.

### INTERVIEWS DE LA COMMUNAUTÉ : QUELLE EST LA VALEUR D'OPEN-ES ?

Le principal défi posé par la transition énergétique est la définition d'une approche systémique, intégrant les contributions des différents acteurs du marché pour atteindre un objectif commun. Pour Eni, Open-es représente la réponse concrète à ce défi, en offrant au marché un outil pratique pour mesurer ses propres performances et les améliorations apportées et pour les partager avec sa chaîne de valeur selon un modèle unique qui permet la comparaison et le compte-rendu des résultats obtenus tout au long de la chaîne. Pour stimuler la participation des fournisseurs à l'initiative, des vérifications et des évaluations ponctuels de la divulgation faite par les fournisseurs seront intégrés dans les processus d'approvisionnement avec un niveau de détail croissant selon un modèle de priorisation basé sur le niveau de maturité de leur secteur. D'ici 2025, Eni a pour objectif d'évaluer et de valoriser 100 % de ses fournisseurs stratégiques.

#### | Rossano Francia, responsable du Vendor Management & Development d'Eni SpA |

Lorsque Eni nous a proposé de faire partie de la communauté Open-es, cela a été pour nous un signal fort d'appartenance et de responsabilité. Nous étions déjà conscients et convaincus de la direction que nous voulions suivre, avec une vision plus large du développement, non seulement économique, mais aussi respectueuse des valeurs sociales et environnementales, qui sont essentielles aujourd'hui, et nous essayions de l'identifier au sein des processus de l'entreprise, qui étaient parfois déjà trop complexes. Open-es était la réponse : un outil qui accompagne l'entreprise sur la voie de la découverte de chaque valeur, quelle que soit sa taille, qui peut être transformée en action d'amélioration. Les projets et les résultats sont partagés au quotidien, ce qui permet aux participants de créer des synergies et des comparaisons dans un même but. Et la satisfaction est vraiment grande, lorsque l'entreprise a le sentiment d'être le protagoniste du changement.

#### | Luisa Casarin, responsable administrative et personne de contact du projet de durabilité de la société de transport CASARIN Srl |

Pour nous, la durabilité signifie également le développement d'une « chaîne d'approvisionnement éthique », d'où notre participation au projet Open-es pour le développement durable des filières industrielles. Nous sommes convaincus que la transformation du secteur de l'énergie ne sera possible que par la collaboration des acteurs et des parties prenantes de ce secteur : il est nécessaire que chaque composante participe activement au changement. C'est dans cet esprit que nous avons pleinement adhéré au projet Open-es d'Eni, qui représente pour nous l'évolution logique de notre approche, et que nous avons invité plus de 500 fournisseurs à participer au projet. Grâce à cet outil précieux, nous avons la possibilité de mesurer la performance de nos fournisseurs en matière de durabilité en la comparant à celle d'autres entreprises de la chaîne d'approvisionnement, d'évaluer les domaines d'action de manière ciblée et de profiter du soutien et de la formation fournis par l'équipe Open-es sur les questions ESG.

#### | Marcello Bariani, responsable de l'approvisionnement et de la logistique chez Baker Hughes TPS |



## CLIENTS

La nouvelle stratégie d'Eni vise à garantir à ses clients une sécurité énergétique et une réduction des émissions grâce à une approche distinctive composée de technologies propriétaires, de nouveaux modèles d'entreprise et partenariats avec les parties prenantes, offrant aux clients une large gamme de produits et de services énergétiques décarbonés. Plenitude, société contrôlée à 100 % par Eni, est présente sur le marché avec un modèle de business unique qui intègre la production à partir d'énergies renouvelables, la vente de gaz et d'électricité, les services énergétiques et un vaste réseau de points de recharge pour véhicules électriques. Elle fournit actuellement de l'énergie à 10 millions de clients en Europe sur le marché de détail et possède un portefeuille d'environ 1,1

GW de capacité renouvelable en exploitation, avec un objectif de plus de 6 GW installés d'ici 2025 et de plus de 15 GW d'ici 2030. Le 1er juillet 2021, Plenitude a modifié ses statuts pour devenir une société de bienfaisance, devenant ainsi la première grande entreprise du secteur de l'énergie à le faire et s'engageant statutairement à avoir un impact positif sur les personnes, les communautés et l'environnement. Dans le cadre de l'engagement plus large d'Eni de créer de la valeur par la transition, Plenitude s'engage à diffuser la culture de l'utilisation durable de l'énergie, à renforcer l'utilisation des sources d'énergie renouvelables et à éduquer les gens pour qu'ils utilisent mieux l'énergie.

► [Pour en savoir plus, voir Eni for 2021 - Neutralité carbone d'ici à 2050 \(p. 23-26\)](#)

Dans le contexte tracé par la transition énergétique, l'urgence sanitaire provoquée par le COVID-19 a également entraîné un changement radical des habitudes des clients et, par conséquent, de leurs modes d'interface avec la société, pour lesquels un nouveau modèle de service innovant (« We Care ») a été mis en place ; celui-ci est structuré sur le concept de customer centricity et à travers une architecture simple, personnalisée et cohérente, il est possible de garantir l'efficacité des interactions avec les clients. Au niveau opérationnel, le modèle se concrétise par une gestion de portefeuille de clients (chaque personne de contact du centre d'appels développe une relation avec un groupe spécifique de clients), ce qui permet de maximiser la qualité, la réactivité et la fidélité des clients.

## PROTECTION DES CLIENTS ET DES CONSOMMATEURS



En 2021 également, Plenitude s'est attachée à fournir aux citoyens un service fortement marqué par la transparence et l'équité, en leur fournissant les informations et les outils dont ils ont besoin pour identifier les comportements répréhensibles et s'en défendre. Le numéro vert antifraude, activé en 2020, est resté opérationnel au cours de l'année 2021, avec plus de 15 305 appels reçus, dont 14 572 correspondaient à des pratiques commerciales déloyales de sociétés inconnues et 733 à des opérateurs connus.

Pour aider les clients à se protéger contre les tentatives d'escroquerie, le programme « Spotlight. Faisons la lumière sur l'énergie », une web-série pour apprendre à reconnaître les principales escroqueries liées à l'énergie et à se défendre : appels téléphoniques suspects, messages étranges sur le téléphone portable, agents de porte-à-porte peu sérieux et publicités mensongères.

En plus de traiter directement avec les clients, Plenitude entretient des contacts directs avec les Associations de consommateurs, qui se voient garantir la possibilité de signaler les défaillances du service et les dysfonctionnements du produit qui leur sont signalés par les clients, par le biais de divers mécanismes de protection (par exemple, le canal téléphonique Filogiallo) et sur lesquels l'entreprise s'engage à mettre en œuvre des mesures correctives et d'amélioration, comme le Protocole sur les activations non sollicitées, c'est-à-dire un accord signé avec les Associations appartenant au CNCU<sup>16</sup>, pour renforcer les mesures mises en place pour protéger les consommateurs en ce qui concerne les activations non sollicitées de l'électricité et du gaz et, plus généralement, les comportements imputables à des pratiques commerciales déloyales dans le processus d'acquisition de contrats.



16 Consiglio Nazionale dei Consumatori e degli Utenti (CNCU - Conseil national des consommateurs et usagers), organe de représentation des associations de consommateurs et d'utilisateurs au niveau national a été créé par la loi n° 281 du 30 juillet 1998, qui a été intégrée au Code de la consommation (décret législatif n° 206/2005) 281 du 30 juillet 1998, qui est devenu le Code de la consommation (décret législatif n° 206/2005).





FOCUS

## LA DIFFUSION D'UNE CULTURE DE L'ÉNERGIE DURABLE



Outre les outils et les initiatives visant à protéger les consommateurs, un rôle central dans l'accompagnement des clients sur le chemin de la transition est également joué par les activités de sensibilisation et de formation visant à partager les informations, les compétences et les expériences qui stimulent une consommation énergétique consciente et efficace.

### PRINCIPALES INITIATIVES MISES EN ŒUVRE PAR ENI

« **PROSUMER ROAD** » - un atelier par étapes, sur les sites opérationnels d'Eni à Ravenne, Tarente, Porto Marghera, San Donato, Crescentino et Mantoue, et Matera (en 2022), qui vise à activer un débat entre les différentes composantes de la société civile et productive telles que les associations de consommateurs, la Confindustria, les institutions et le monde universitaire pour contribuer à la réflexion sur les solutions disponibles et les perspectives à court et moyen terme dans les sites de production et de recherche et développement de l'énergie, compte tenu également du contexte géopolitique en constante évolution.

**LABORATOIRE CIRCULAIRE** - une initiative lancée en 2019 grâce à l'implication de représentants nationaux d'associations de consommateurs, de la Scuola Superiore Sant'Anna de Pise et de collègues d'Eni issus des différentes unités de business, afin de mettre en commun des idées sur l'économie circulaire, dans le but de mettre en oeuvre des projets concrets. L'un des résultats les plus importants a été la rédaction de la [Charte de la consommation circulaire](#) signée pour la première fois en Italie par toutes les Associations de Consommateurs et présentée lors d'un événement qui a vu la participation de l'AD Eni et d'importantes représentations institutionnelles et du monde académique et de l'entreprise.

**LE PODCAST « MATCH »**, créé avec K Magazine, pour réunir des jeunes de la génération Z et des professionnels de différents domaines afin de converser sur la relation entre leur secteur (par exemple, le tourisme, l'alimentation, etc.) et la durabilité. Trois articles ont également été publiés en collaboration avec autant de sociétés de bienfaisance, qui visent à diffuser la culture de la société de bienfaisance.

**VITAMINE E**<sup>17</sup> - initiative visant à diffuser des informations sur l'utilisation efficace des ressources énergétiques et dans le but de sensibiliser les clients à leur consommation d'énergie. Ils ont été publiés sur le site de l'AGI (lire la suite : Agi.it) de courts articles, des vidéos et des podcasts consacrés au thème de la « conversation intelligente » - un format de type « sitcom » dédié aux économies d'énergie disponible sur Facebook, Instagram et YouTube, où sont présentées des conversations hypothétiques entre des appareils ménagers et des utilisateurs montrant des comportements non responsables sur le plan énergétique et suggérant des solutions positives pour rendre leur maison plus efficace grâce aux offres de Plenitude : du photovoltaïque à l'isolation thermique, en passant par les ampoules LED et les solutions pour la maison intelligente.

Enfin, Eni vise à impliquer les clients des stations-service en les informant et en les aidant à utiliser des produits à faible incidence sur l'environnement, afin de les rendre plus conscients de leurs propres choix et habitudes de consommation. À cet égard, le nouveau concept d'Eni Mobility Point est fondamental pour qu'Eni atteigne ses objectifs de décarbonation, et c'est précisément grâce à l'implication des clients finaux. À l'intérieur des Eni Stations, désormais réparties dans plus de 4 000 points de vente en Italie et environ 1 200 à l'étranger, les clients peuvent trouver de nombreux services, conçus pour faciliter leur qualité de vie, en sim-

plifiant et en intégrant l'exécution de nombreuses activités quotidiennes (par exemple, faire une pause dans l'un des 600 Enicafés, récupérer les colis achetés en ligne, payer les factures postales ou retirer de l'argent en collaboration avec Poste Italiane). La technologie et la numérisation jouent également un rôle clé dans l'évolution des stations Eni. Avec le soutien d'applications (Enjoy ou EniLive), le ravitaillement en carburant sera de plus en plus automatisé, efficace et sécurisé grâce aux paiements numériques, et les Eni Multicards deviendront des cartes de paiement pour les produits ou services dans les stations Eni.



17 Initiative disponible sur le lien suivant Vitamine E | Agenzia Giornalistica Italia | AGI.



# Partenariats pour le développement



La troisième ligne directrice est celle des partenariats pour le développement en valorisant les ressources des pays de présence, en facilitant l'accès à l'électricité et en promouvant les Programmes de Développement Local (PDL) avec un large portefeuille d'initiatives communautaires. Cette approche distinctive « Dual Flag » est basée sur des collaborations avec d'autres acteurs internationalement reconnus pour identifier les besoins des communautés en accord avec les Plans de Développement Nationaux et l'Agenda 2030 des Nations Unies. Eni s'engage également à créer des opportunités d'emploi et à transférer son savoir-faire et ses compétences à ses partenaires locaux.

---

Eni en tant qu'acteur du développement local	86
L'« Accès à l'énergie »	90
Partenariat pour le développement	92
Programme de Développement Local - LDP	96
Outils et méthodologies pour le développement local	96

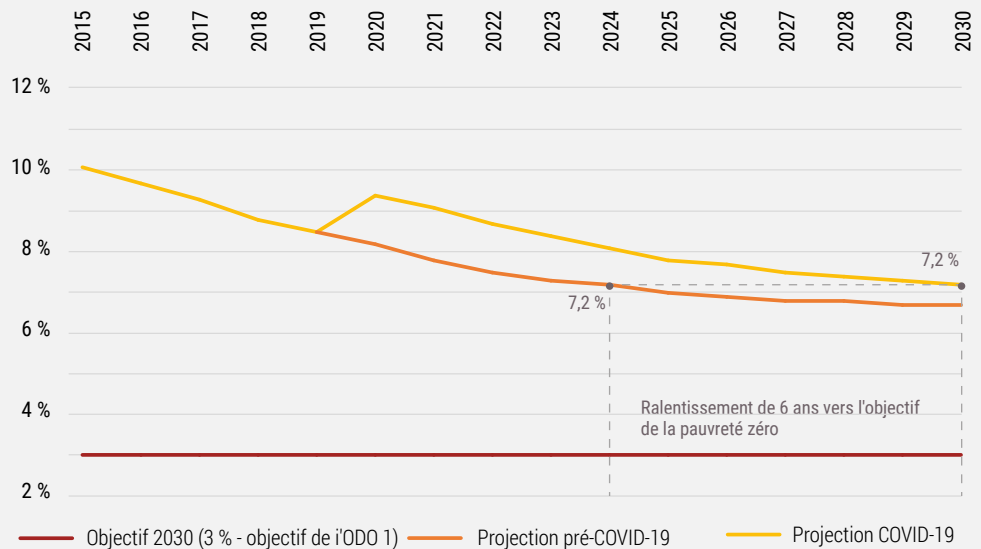


## CONTESTE DE RÉFÉRENCE : DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

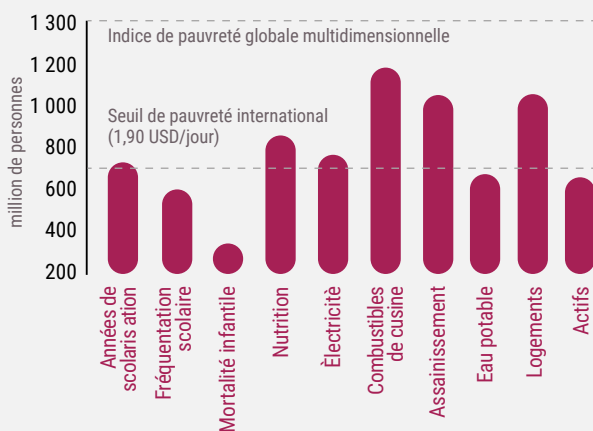
### Malgré les progrès accomplis en matière d'éradication de la pauvreté, il reste encore du travail à faire

Avant la pandémie de COVID-19, la Banque mondiale estimait que la part des personnes pauvres en 2030 serait réduite à 6,7 % (569 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté), loin de l'objectif de 3 % (équivalent à 255 millions de personnes). Avec la pandémie, le tableau est encore plus sombre : le scénario montre un ralentissement de six ans des progrès vers l'objectif de pauvreté zéro.

Source : Mahler et al. (2021)



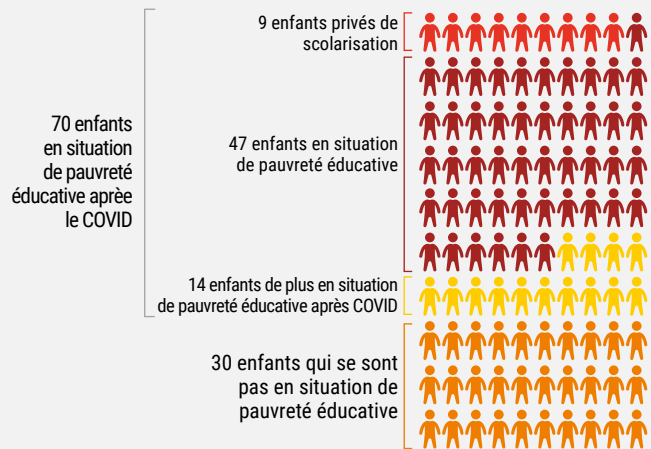
### Population pauvre privée de chaque élément de l'indice global de pauvreté multidimensionnelle (IPM) par rapport au seuil de pauvreté international (IPL)



Par rapport à l'IPL, qui indique le nombre de personnes dont le revenu est inférieur à 1,90 USD/jour, le IPM définit les pauvres sur la base des biens et services auxquels ils n'ont pas accès (privations) et permet également de ventiler ces privations, comme le montre le graphique illustrant leur répartition parmi les pauvres multidimensionnels au niveau mondial.

Source : Citi GPS, Eliminating Poverty : The Importance of a Multidimensional Approach in Tackling SDG 1, February, 2022. Disponible sur le site : <https://www.citivelocity.com/citigps/eliminating-poverty/>

### Augmentation sans précédent de la pauvreté éducative après COVID-19



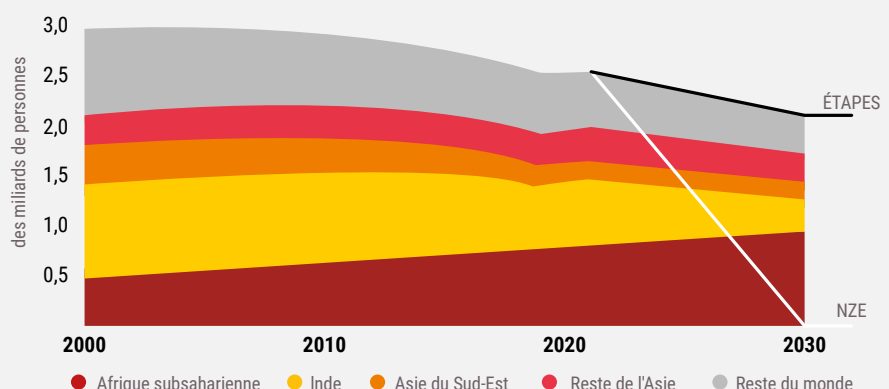
Pour 100 enfants dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, on estime que 56 vivaient dans une situation d'apprentissage de la pauvreté avant la pandémie. Après la pandémie, 70 d'entre eux peuvent connaître une pauvreté d'apprentissage, ce qui ne laisse que 30 enfants sur 100 hors de la pauvreté.

Source : Azvedo (2020). Scénario pessimiste

### Personnes n'ayant pas accès des solutions clean cooking

L'AIE estime que les personnes qui n'ont pas d'emploi l'accès à clean cooking en 2020 est d'environ 2,5 milliards, soit un tiers de la population mondiale, causant 2,5 millions de décès prématurés. D'ici 2030 - selon les prévisions de l'AIE - 2,1 milliards de personnes, soit presque dont la moitié en Afrique sub-saharienne, seront encore sans elle.

Source : Mahler et al. (2021)  
World Energy Outlook 2021, AIE, Paris





# Eni en tant qu'acteur du développement local



## POURQUOI C'EST IMPORTANT POUR ENI

Les partenariats pour le développement représentent l'engagement d'Eni en faveur d'une transition équitable pour atteindre le développement humain mondial, qui nécessite des changements culturels ainsi que sociaux, économiques et technologiques. Dans les pays où elle opère, Eni promeut des initiatives s'inscrivant dans une perspective à long terme pour favoriser l'accès à l'énergie, la diversification économique, la formation, la santé des communautés, l'accès à l'eau et à l'assainissement et la protection des terres. Ces actions, définies dans le cadre des Programmes de Développement Local (PDL) en collaboration avec des acteurs de terrain mondialement reconnus, sont cohérentes avec les orientations stratégiques de développement nationales ou régionales du pays, ainsi qu'avec les plans de Développement Nationaux et l'Agenda 2030 des Nations Unies.

| ALBERTO PIATTI - CHEF DU DÉPARTEMENT DU DÉVELOPPEMENT DURABLE |

✓ BASE DE RÉFÉRENCE 2021	🕒 OBJECTIF À COURT TERME (2022)	🕒 OBJECTIF À MOYEN TERME (2022-2025)	🕒 OBJECTIF À LONG TERME (2030 ET AU-DELÀ)
<b>PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL*</b>			
Accès à l'énergie : 61 900 personnes accèdent à la technologie de la clean cooking.	Accès à l'énergie : +100 000 personnes ont accès à une technologie clean cooking.	Accès à l'énergie : +290 000 personnes ont accès à une technologie clean cooking.	Accès à l'énergie : garantir l'accès à l'énergie moderne, notamment la clean cooking, aux communautés locales.
Éducation : 70 700 nouveaux élèves fréquentant des écoles construites ou rénovées avec des installations améliorées par Eni.	Éducation : +23 000 nouveaux élèves fréquentant des écoles construites ou rénovées avec des installations améliorées par Eni.	Éducation : +72 000 nouveaux élèves fréquentant des écoles construites ou rénovées avec des installations améliorées par Eni.	Éducation : garantir l'accès à une éducation de qualité et inclusive pour les étudiants des communautés locales.
L'accès aux services hydriques : 234 700 personnes touchées.	Accès aux services d'eau : +70 000 personnes touchées.	Accès aux services d'eau : +95 000 personnes touchées.	Accès aux services hydriques : promouvoir l'accès des communautés locales à une eau propre et potable.
Diversification économique : 12 000 personnes bénéficiant d'une formation et d'un soutien professionnels.	Diversification économique : +3 500 personnes bénéficiant d'une formation et d'un soutien professionnels.	Diversification économique : +17 000 personnes bénéficiant d'une formation et d'un soutien professionnels.	Diversification économique : promouvoir la formation professionnelle et les activités de soutien pour faciliter l'accès aux possibilités d'emploi.
Santé des communautés. 645 000 personnes touchées.	Santé des communautés : +100 000 personnes touchées.	Santé des communautés : +296 000 personnes touchées.	Santé des communautés : poursuite de la promotion de la santé pour les communautés locales.
<b>INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL</b>			
105,3 millions d'euros investis en 2021 pour le développement local.	117,2 millions d'euros d'investissements pour le développement local.	308,1 millions d'euros d'investissements pour le développement local.	Contribuer à la promotion des interventions de développement pour les communautés locales.

\*La ligne de base fait référence aux valeurs cumulées entre 2018 et 2021

## POLITIQUES ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGLEMENTAIRES

Politique « Le Développement Durable » ; Déclaration d'Eni sur le respect des droits de l'homme ; Code Ethique d'Eni ; « Peoples indigènes d'Alaska ».

## MODÈLES DE GESTION ET D'ORGANISATION

Présence de personnes de contact pour la durabilité au niveau local, afin de définir des programmes de développement pour les communautés locales en accord avec les Plans de Développement Nationaux, en complément des processus de business ; Application du processus EIES dans tous les projets d'entreprise : Plate-forme Stakeholder Management System pour la gestion et le suivi des relations avec les parties prenantes ; Système de détection, d'atténuation et de suivi des risques liés aux relations avec les parties prenantes locales ; Processus de gestion de la durabilité dans le cycle de business et les spécifications du projet conformément aux méthodologies internationales (par exemple, le cadre logique).

### POUR EN SAVOIR PLUS





## LA DURABILITÉ INTÉGRÉE À L'ENTREPRISE

En cohérence avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les principales normes internationales, Eni entend contribuer au développement des pays hôtes. La connaissance des besoins locaux est une question fondamentale et nécessaire pour définir les domaines prioritaires en matière de durabilité dans les pays où elle opère. Cette connaissance est obtenue par des analyses du contexte socio-économique réalisées tout au long du cycle de business, de l'entrée initiale à la phase de démantèlement.

La définition des domaines d'intervention prioritaires pour contribuer aux ODD permet d'identifier les objectifs du plan stratégique quadriennal, notamment à travers les principes suivants :

1. la connaissance des contextes socio-économique, environnemental et culturel du pays par l'application d'outils reconnus au niveau international, également appliqués

au niveau infranational, tels que l'Indice Global de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM) ;

2. la relation continue et bidirectionnelle avec les parties prenantes locales, directement et/ou indirectement impliqués, qui permet l'analyse de leurs demandes (et/ou d'éventuels griefs), la compréhension des besoins locaux et la consolidation de la confiance mutuelle ;
3. l'analyse et l'atténuation des impacts potentiels des activités afin d'identifier les problèmes, les opportunités et les risques critiques d'un point de vue socio-économique et environnemental, y compris le respect et la promotion des droits de l'homme ;
4. la définition et la mise en œuvre de Programmes de Développement Local (PDL) conformes aux Plans de Développement Nationaux, à l'Agenda 2030 et aux Contributions Déterminées au Niveau National (CDN), ainsi qu'à l'analyse des besoins locaux ;

5. l'évaluation et la mesure du développement local généré (« apprendre et s'adapter ») grâce à l'utilisation d'outils et de méthodologies, non seulement partagés au niveau international et adoptés par Eni, tels que l'approche du cadre logique, l'approche du management axée sur les résultats et la gestion du cycle de projet, mais également développés directement par Eni en collaboration avec des institutions académiques, par exemple l'outil d'évaluation d'impacts Eni et le modèle d'évaluation du contenu local.

De nombreuses collaborations avec des institutions, des agences de coopération et des parties prenantes locales permettent une approche utile pour identifier les interventions clés visant à répondre aux besoins des communautés, conformément aux Plans de Développement Nationaux et à l'Agenda 2030 des Nations Unies.

En accord avec les Plans de Développement Nationaux et l'Agenda 2030 des Nations Unies, Eni adopte une approche visant à identifier les interventions clés pour répondre aux besoins des communautés en collaboration avec les institutions, les agences de coopération et les parties prenantes locales

## OUTILS PRÉVUS POUR L'INTÉGRATION DE LA DURABILITÉ DANS L'ENTREPRISE







### COMPRENDRE LE CONTEXTE SOCIO-ÉCONOMIQUE

La mise en œuvre d'une stratégie de développement local pour Eni est basée sur une analyse approfondie afin de mieux comprendre le contexte social, politique et économique des pays dans lesquels Eni opère. Toujours en fonction du degré de maturité de sa présence dans le pays, Eni a développé différents types d'analyse qui, en plus de soutenir l'entreprise dans les différentes phases de son activité, permettent d'identifier et de satisfaire au mieux les besoins réels des communautés impliquées, et constituent le point de départ pour la définition de projets de développement local. Dans le cas de l'entrée dans un nouveau pays, les analyses visent à la fois à mettre en évidence les priorités en termes de développement socio-économique et à identifier de manière préliminaire le

rôle que Eni peut jouer. Au fur et à mesure que les activités de business évoluent, les analyses sont également détaillées par les informations recueillies sur le terrain pour inclure les partenariats existants, le modèle et les plans de coopération, ainsi que les activités en cours en matière de droits de l'homme. Les données sont ensuite comparées à celles d'autres pays de la même région, en examinant les données infranationales, les inégalités entre les sexes, entre les villes et les campagnes et les éventuelles discriminations, par exemple en termes d'accès moindre aux biens et services de base, que l'on retrouve parmi les groupes vulnérables. L'Indice de Développement Humain (ou IDH) et ses sous-composantes au niveau national et régional concernant la santé, l'éducation et le revenu, ainsi que les données disponibles sur les inégalités dans la répartition

des revenus sont également prises en compte. Eni se penche sur les données disponibles sur la faim et la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'accès à l'eau et à l'assainissement, l'accès à l'énergie et à la clean cooking, et analyse les Plans Nationaux de Développement, qui sont essentiels pour identifier les synergies et collaborations potentielles. Enfin, l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle aux niveaux régional, national et infranational joue un rôle essentiel pour valider les résultats de la recherche et tester les hypothèses par rapport aux besoins locaux. Cette approche permet également de compléter les mesures de pauvreté monétaire, qui donnent une vision partielle des conditions socio-économiques des personnes, par des mesures non monétaires qui fournissent des informations sur l'accès réel aux biens et services essentiels.

#### FOCUS ON

### UNE APPLICATION DE L'INCIDENCE DE LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE AU MEXIQUE

Selon l'Indice Global de Pauvreté Multidimensionnelle (Global Multi-dimensional Poverty Index, ou Global MPI\*), au Mexique, la proportion de personnes « multidimensionnellement pauvres » (6,56 %) est beaucoup plus élevée que la proportion (1,7 %) de personnes considérées comme pauvres selon la mesure monétaire de l'extrême pauvreté acceptée au niveau international (c'est-à-dire les personnes vivant sous le seuil de 1,90 USD/jour), alors qu'elle est conforme à la proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté de 3,10 USD/jour (6,6 %).

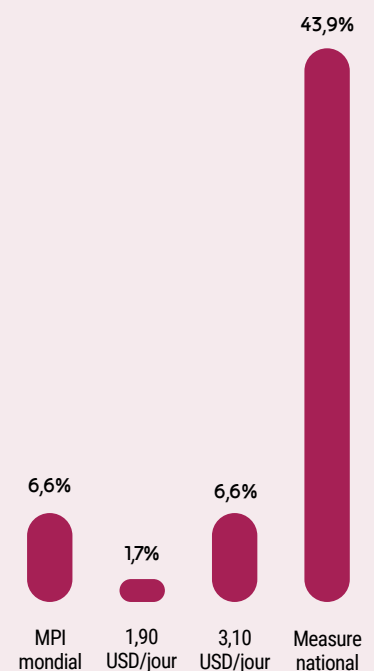
Le Mexique fait partie des pays pionniers dans l'adoption d'une méthodologie nationale de mesure de la pauvreté multidimensionnelle avec des paramètres adaptés au contexte local. Sur la base de cette méthodologie, 43,9 % de la population se situait sous le seuil de pauvreté en 2021, soit une part nettement plus élevée que celle mesurée par le IPM mondial. La différence entre les deux mesures est due au fait que le IPM global a été créé pour mesurer la pauvreté dans les pays les plus pauvres, avec des seuils pour sa définition fixés en tenant compte de contextes particulièrement critiques.

Les informations décrites sont utilisées dans la formulation des Programmes de Développement Local, par exemple pour l'identification et la priorisation des besoins et des interventions.

■ Pour en savoir plus : p. 96

\*Le Programme des Nations Unies pour le Développement Humain (PNUD) et l'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) ont mis au point l'Indice Global de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM). L'indice mesure les progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 1 et compare la pauvreté multidimensionnelle aiguë pour plus de 100 pays en fonction de trois dimensions : l'éducation, la santé et le niveau de vie. Les dimensions sont décomposées en un ensemble de dix indicateurs globaux, chacun avec une pondération différente, afin de montrer combien de personnes sont privées pour chaque indicateur et quelle est la gravité du niveau de privation.

#### PART DES PERSONNES « MULTIDIMENSIONNELLEMENT PAUVRES » AU MEXIQUE





## L'INTÉGRATION DES ODD DANS LA PLANIFICATION ET DANS LES STRATÉGIES

Dans le cadre des activités de la CFO Taskforce for the SDGs<sup>18</sup> créée par le Pacte Mondial des Nations Unies pour aider les entreprises à aligner leurs engagements en matière de durabilité sur les stratégies financières, afin de créer un impact réel sur la réalisation des ODD, Eni a calculé en 2021 l'alignement de ses investissements sur les ODD. Cette quantification, conforme aux définitions contenues dans le plan directeur du principe 2 « Integrated SDG strategy and investments » du CFO Taskforce, a montré qu'environ 55 % des investissements totaux des entreprises en 2021 peuvent être considérés comme « SDG-aligned ». Cette valeur comprend

les investissements pour la décarbonation, l'économie circulaire, les énergies renouvelables et les investissements directs étrangers (FDI – Foreign Direct Investment) dans les pays<sup>19</sup> à faible revenu ainsi que les dépenses liées au développement de projets pour des solutions basées sur la nature (Natural Climate Solutions ou NCS) et comprend également les activités de recherche et de développement pertinentes (lire plus : [Eni for 2021 - Neutralité carbone d'ici à 2050](#)). Afin de saisir toutes les catégories de dépenses et d'investissements ayant un lien direct avec les ODD, les dépenses de protection et de promotion de la santé, de développement local et de formation ont également été prises en compte dans le calcul des investissements alignés sur les ODD.

## ANALYSE DE LA CONTRIBUTION DU PROJET QUILUMA & MABOQUEIRO (EN ANGOLA) SUR LES ODD

Conformément à la mission d'Eni, inspirée par l'Agenda 2030 de l'ONU, les ODD gagnent en pertinence dans le processus de développement des projets industriels. À partir de 2020, Eni a développé une méthodologie pour évaluer la contribution globale des projets aux ODD. En 2021, une analyse pilote a été réalisée sur le projet Quiluma & Maboqueiro<sup>20</sup> en Angola.

L'approche méthodologique suivie a été divisée en deux phases principales : tout d'abord, l'analyse de la documentation du projet pour identifier les éléments du projet liés aux ODD, à la fois en termes de contribution positive et d'atténuation des effets négatifs sur les différents objectifs et cibles. Les résultats ont montré une contribution positive du projet sur plusieurs objectifs.

La deuxième partie de l'analyse a quantifié ces résultats en évaluant la contribution par rapport au contexte national angolais. Sur la base de la quantification directe et indirecte de l'impact économique et de l'emploi dû aux taxes locales, aux achats locaux, aux salaires et à la main-d'œuvre locale, l'analyse a conduit à une évaluation de la contribution du projet aux ODD 1, 3, 4, 8. La contribution à l'ODD 7 a été estimée sur la base des données relatives à l'approvisionnement en gaz naturel et en butane fournies au marché local par le consortium Angola LNG.

### FOCUS ON

## CONVERSION DE LA RAFFINERIE DE GELA EN BIORAFFINERIE

Le projet de conversion de la raffinerie de Gela en bioraffinerie est né en 2014 avec la fermeture de la structure industrielle et le début du processus de transformation, créé dans le but de soutenir le chemin de décarbonation du Groupe et la diversification de sa production, mais en même temps de continuer à soutenir une zone dans laquelle il est présent depuis plus de 70 ans et dans laquelle la raffinerie représente un solide point de référence économique et social pour la communauté.

La bioraffinerie est conçue pour traiter des matières premières non conventionnelles jusqu'à 100 % de sa capacité et est l'une des rares bioraffineries au monde à présenter une grande souplesse opérationnelle. Les activités ont débuté en 2019 et l'exploitation complète du site a été réalisée en 2020. Cette mutation industrielle s'est accompagnée d'une série de mesures qui ont eu des répercussions importantes sur le territoire de Gela.

Les activités d'Eni à Gela ont toujours eu un lien profond avec le territoire, du point de vue de l'emploi et, plus généralement, du point de vue économique et social. Le passage d'une raffinerie traditionnelle à une bio-raffinerie a en effet été accompagné de discussions avec le gouvernement national, le gouvernement régional, la municipalité de Gela, les syndicats, la Confindustria et tous les partenaires sociaux, qui ont abouti à la signature du protocole correspondant en 2014, à la suite de quoi d'autres investissements ont été activés en plus de la reconversion de la raffinerie, notamment l'exploitation du gisement de Cassiopea par Enimed, ainsi que la démolition et la remise en état des zones du périmètre industriel par EniRewind. La transition vers une raffinerie verte, gérée selon le paradigme « ne laisser personne de côté », s'est appuyée sur l'atténuation de la réduction des effectifs par des mesures d'incitation à la retraite anticipée, le recyclage des personnes et une incitation à la diversification professionnelle, comme cela a été le cas, par exemple, avec la création du centre de compétences en matière de sécurité HSE ou l'augmentation des activités EniRewind. Les projets de développement local reposent sur deux principaux éléments : l'autonomisation des communautés et l'identification d'opportunités innovantes en collaboration avec les parties prenantes locales sur la base des besoins identifiés. À cet égard, certaines initiatives de formation ont déjà été lancées en collaboration avec des entités académiques afin de former de nouvelles compétences pour les jeunes. La relation avec la région locale ainsi que l'achèvement de la transition verte dans l'industrie sont les piliers du développement d'un processus de transition juste achevé dans la région dans un avenir proche.

[Pour en savoir plus : eni.com](#)

<sup>18</sup> Aujourd'hui CFO Coalitions for the SDGs.

<sup>19</sup> FDI: Foreign Direct Investments – il s'agit d'une cible spécifique de l'ODD 10 (10.b) et un point spécifique (45) du programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement.

<sup>20</sup> Le projet Quiluma & Maboqueiro prévoit le développement de deux plates-formes en eaux peu profondes pour l'extraction de gaz et de condensats, qui sont acheminés à terre vers une nouvelle usine de traitement. Le gaz produit est ensuite livré au consortium Angola LNG, où il est liquéfié et exporté. Une partie du gaz et du condensat produits est également destinée au marché local.



# Accès à l'énergie

La lutte contre la pauvreté énergétique est la première étape pour répondre aux besoins fondamentaux en matière d'éducation, de santé et de diversification économique et pour garantir un accès universel à l'énergie de manière efficace et durable. C'est le principal défi du secteur de l'énergie dans la transition vers un avenir à faible émission de carbone, auquel Eni contribue par la construction d'infrastructures gazières faisant partie intégrante du modèle d'entreprise, par le développement d'initiatives visant à améliorer l'accès à des systèmes de cuisson modernes et par des projets d'énergie renouvelable et hors réseau.

## CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES POUR LA PRODUCTION ET LE TRANSPORT DU GAZ



Eni investit dans la construction d'infrastructures pour produire et transporter du gaz, tant pour l'exportation que pour la consommation locale. En Égypte, par exemple, grâce à la découverte des gisements de Zohr et de Nooros, la production de gaz d'Eni en 2021 représentait 56 % de la production nationale totale ; environ 60 % du gaz est utilisé pour la production d'électricité, avec une contribution d'Eni de 40 %. En Libye, Eni a mené à bien, en 2021, une série d'initiatives en collaboration avec la General Electricity Company of Libya (GECOL) et la National Oil Company (NOC),

pour renforcer les secteurs de la production et de la transmission d'électricité, notamment la fourniture de pièces de rechange pour la maintenance des principales centrales électriques du pays, qui fournissent environ 3 GW pour les besoins d'environ 2 millions de foyers, et la fourniture de la quasi-totalité du gaz nécessaire à l'alimentation des centrales électriques.

En 2021, Eni a fourni 78 % du gaz issu des gisements qu'elle exploite aux marchés locaux, soit environ 65 milliards de Sm<sup>3</sup>, une augmentation par rapport à l'année dernière, principalement en Égypte, en raison d'un retour au niveau de demande antérieur à la pandémie. En particulier, dans 12 pays, elle a alloué 100 % du gaz produit au marché intérieur.

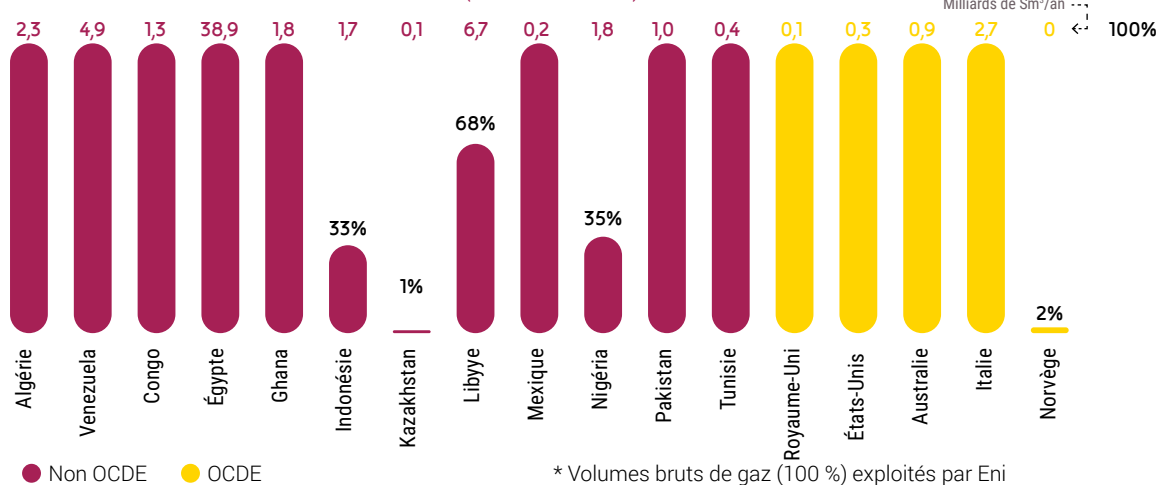
65  
milliards de Sm<sup>3</sup>

Gaz vendu sur les marchés intérieurs dans 17 pays

100 %

Gaz vendu aux marchés nationaux dans 12 des 17 pays

### VENTES DE GAZ SUR LE MARCHÉ LOCAL EN 2021\* (valeur absolue et %)



## CONSTRUCTION DE CENTRALES THERMIQUES

En Afrique subsaharienne, Eni a investi dans la construction de centrales thermoélectriques grâce à la valorisation du gaz associé, afin de diversifier le mix énergétique en introduisant du gaz naturel. Au Nigeria, la centrale d'Okpai, d'une capacité installée à l'origine de 480 MW, a produit environ 2 353 GWh en 2021, contribuant ainsi à environ 6,4 % de l'énergie totale injectée dans le réseau de transport national sur la capacité disponible dans le pays. Deux trains de production à turbine

à gaz avaient été achevés en 2019 et 2020, augmentant la capacité de production totale initialement disponible d'Okpai de 320 MW pour la porter à plus de 800 MW. Okpai est la plus grande centrale électrique construite dans le pays par des opérateurs privés. Toujours au Nigeria, depuis 2012, Eni fournit du gaz à des tiers par le biais de l'usine d'Ob-Ob qui, avec une centrale électrique d'une capacité installée de 150 MW, produit de l'électricité pour environ 1 million de bénéficiaires. Au Congo, la Centrale Electrique du Congo (CEC), créée en 2010 à Pointe-Noire et agrandie en

2019 pour atteindre une capacité installée totale de 484 MW, contribue à environ 70 % de la production totale d'électricité du pays. Son positionnement stratégique dans les centres de production industrielle est un avantage en termes d'expansion de la capacité et de commercialisation de l'électricité directement aux clients industriels, qui disposent ainsi d'une source d'approvisionnement énergétique fiable et compétitive. Enfin, en Irak, pour répondre à la forte demande énergétique de Bassora, la compagnie nationale et Eni ont étendu le projet de centrale



électrique permanente (qui devait à l'origine répondre aux besoins en électricité de la centrale de Zubair), avec la construction d'une nouvelle ligne se connectant au réseau national irakien, transférant 420 MW et touchant 2,4 millions de personnes. Le PPG a une capacité totale de 500 MW, avec une extension possible à 750 MW. L'initiative favorise également le renforcement des capacités et la création d'emplois.

### AUTRES INITIATIVES D'ACCÈS À L'ÉNERGIE



Eni met en œuvre plusieurs projets qui favorisent l'introduction de systèmes de clean cooking dans le but de limiter les problèmes de santé liés à l'exposition aux fumées toxiques

et de réduire l'exploitation des forêts. En 2021, ces activités ont été menées en Angola, au Ghana et au Mozambique en sensibilisant les communautés locales aux avantages des systèmes de cuisson des aliments durables, en encourageant la production locale de fourneaux à bois ou à charbon plus efficaces et en diffusant les bonnes pratiques pour stimuler la création d'entreprises locales.

En outre, Eni met en œuvre des projets d'accès à l'énergie à partir de sources renouvelables dans différents pays, comme au Kenya, en collaboration avec AVSI, avec l'installation de systèmes solaires (technologie OPV - Organic Photovoltaic Panels) dans les écoles et autres installations

communautaires, ou en Angola, en collaboration avec ADPP (l'organisation de coopération et de développement Ajuda de Desenvolvimento de Povo para Povo), pour la rénovation de 4 centres de santé dans la province de Luanda avec l'installation de systèmes de production d'énergie photovoltaïque (total 21 KW) et pour la formation du personnel médical et administratif pour la maintenance et la sensibilisation des communautés locales sur l'importance de l'énergie solaire. Enfin, en Indonésie, Eni a installé 74 lampadaires alimentés par des panneaux solaires (d'une puissance totale de 3,7 KW) au profit de quelque 27 500 personnes vivant dans six villages de la province du Kalimantan oriental.



Projet Promoting Energy Efficiency and Clean Cooking : remplacement de 12 000 cuisinières conventionnelles par des cuisinières améliorées au Mozambique

FOCUS

## EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET CUISSON DURABLE AU MOZAMBIQUE



**CONTEXTE :** au Mozambique, plus de 80 % de la population dépend du bois et du charbon de bois pour satisfaire les besoins énergétiques quotidiens des ménages, et en moyenne, les ménages des zones urbaines consacrent environ 20 % de leur revenu mensuel total à la consommation d'énergie. La ville de Pemba, capitale provinciale de Cabo Delgado, est l'une des zones urbaines les plus touchées par l'utilisation de la biomasse pour les besoins domestiques. La déforestation et l'utilisation extensive du bois et du charbon de bois ont un impact socio-économique, sanitaire et environnemental énorme sur le pays.

**PROJET ET OBJECTIFS :** avec le projet Promouvoir l'efficacité énergétique et clean cooking, qui a débuté en 2018, Eni a contribué au remplacement de 12 000 foyers traditionnels par des foyers améliorés, notamment parmi les ménages les plus vulnérables, contribuant ainsi à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, la déforestation et les maladies respiratoires, tout en créant des emplois et des opportunités pour les petites entreprises.

**RÉSULTATS :** la première phase du projet, qui s'est achevée en 2021, a permis de produire environ 10 000 foyers améliorés, touchant un total de 10 000 ménages (50 000 personnes). Fin 2021, la deuxième phase du projet a été lancée, avec la production et la distribution de 10 000 foyers améliorés supplémentaires d'ici fin 2023.







# Partenariat pour le développement

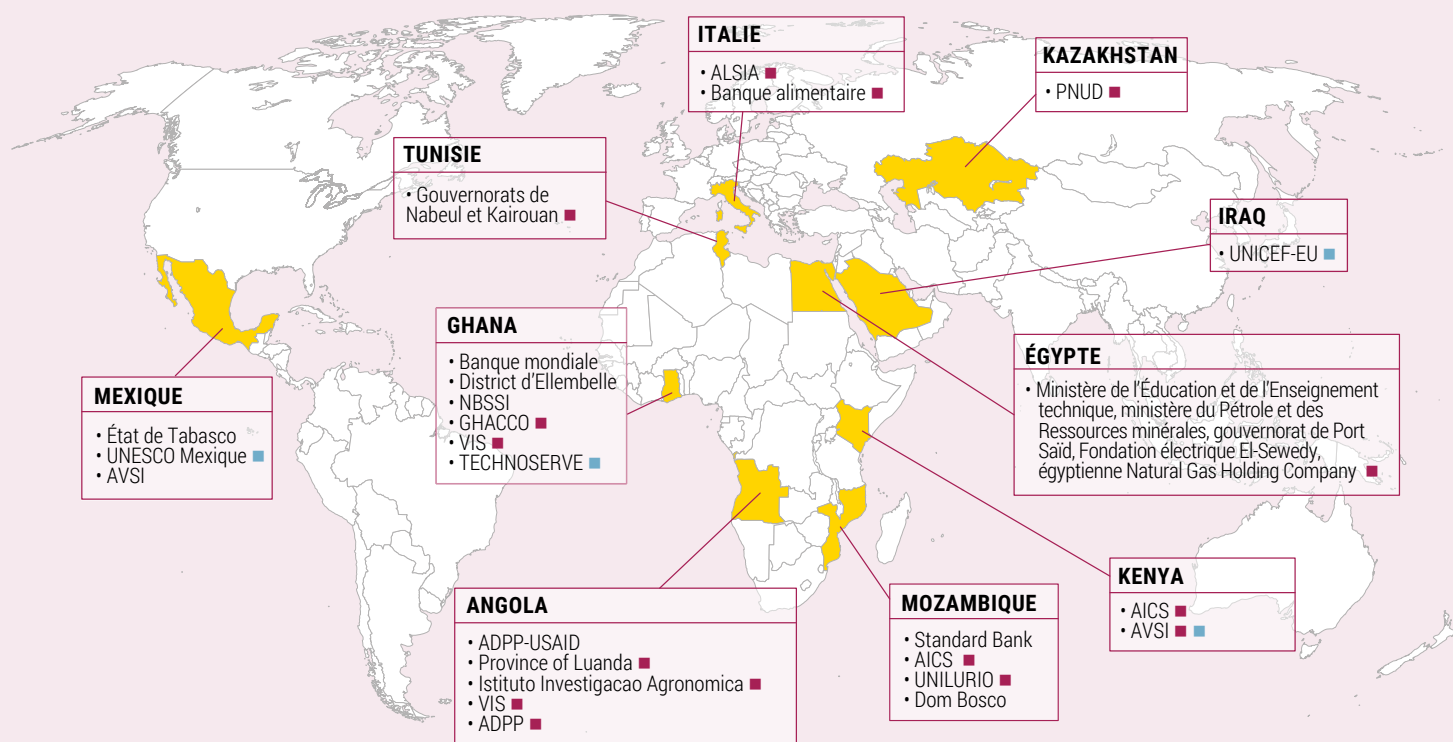


Un élément clé du modèle d'entreprise d'Eni est son modèle de coopération. Après une analyse attentive des fragilités socio-économiques des pays et des zones d'accueil des activités – identifiées par des méthodologies visant à identifier le degré de pauvreté et le manque de ressources et de biens primaires – Eni entreprend des actions de développement en collaboration avec différents acteurs présents sur les territoires. Les stratégies qui en découlent sont ren-

forcées par l'établissement de partenariats public-privé avec divers organismes, allant des organisations internationales aux banques de développement, des institutions nationales au secteur privé, des universités aux centres de recherche, des organismes de coopération aux organisations de la société civile. Ces alliances stratégiques offrent à Eni une occasion unique de lancer des projets qui améliorent les conditions de vie des gens, en élargissant leurs avantages et leur portée,

et en renforçant et en diversifiant le savoir-faire et les compétences. Grâce à ces collaborations, qui s'inscrivent dans le cadre des Accords de Paris, des Plans Nationaux de Développement et des Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (PNG), les ressources humaines et économiques mises en commun deviennent un moteur pour contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations Unies.

## PARTENARIATS AVEC DES ORGANISMES DE COOPÉRATION DANS LE MONDE



■ 2021  
■ 2022

### PARTENARIATS AU NIVEAU GLOBAL

#### 4 MoU Memorandum of Understanding

PNUD  
CDP  
Puits de carbone  
E4Impact

#### 1 Joint Declaration

ONUDI

#### 4 Cooperation Agreement

AMREF  
AVSI  
CUAMM  
VIS





## UN PARTENARIAT POUR RENFORCER L'ENTREPRENEURIAT EN AFRIQUE

### Que signifie concrètement la diffusion de la formation et de l'éducation entrepreneuriales sur le continent africain ?

Éduquer, étymologiquement, signifie « tirer ». Mais « tirer » signifie qu'il y a quelque chose (de précieux) à l'intérieur ! Telle a été la conscience qui nous a poussés à lancer notre action en Afrique : l'estime et la confiance envers le réservoir d'énergie et de créativité qu'il y a en Afrique. Ce n'est pas une vision idyllique de l'Afrique ; c'est une vision réaliste, qui nous permet de sortir des lieux communs, qui l'humilient et qui induisent un rapport avec le continent encore guidé par la logique de l'aide pure. Il y a en Afrique une vitalité extraordinaire, un grand désir de nouveauté et d'entreprise. Des recherches internationales récentes nous apprennent que l'Afrique a le taux d'entrepreneuriat le plus élevé de la planète. Mais malheureusement, il s'agit d'un entrepreneuriat de subsistance. Voici donc le pari que nous avons fait : transformer l'entrepreneuriat de subsistance en un entrepreneuriat d'innovation. Nous sélectionnons de jeunes entrepreneurs ou des entrepreneurs potentiels et les aidons à mûrir leur idée de business, en introduisant une cohérence entre les différents éléments et en poussant à l'innovation, tant technologique qu'organisationnelle. Ainsi, un bon nombre d'entrepreneurs se développent, franchissent les frontières locales et deviennent nationaux, voire exportateurs. Nous avons commencé par un master (MBA) fortement orienté vers l'action, pas du tout académique, et au fil du temps nous avons augmenté la variété des formules utilisées, afin de rassembler différents segments de la population. Mais il y a un critère fondamental qui a guidé nos actions : celui du partenariat. Nous ne sommes pas allés en Afrique pour nous « enseigner », nous n'avons pas fait l'erreur de transporter mécaniquement les approches américaines et européennes dans un monde radicalement différent. Nous y sommes parvenus en collaborant avec des universités et des institutions locales, en concevant ensemble le contenu et le format, en n'utilisant pas de cas préétablis, mais en discutant des

expériences des entrepreneurs en classe, en trouvant un bon équilibre entre la formation en atelier et les leçons en ligne. En ce qui concerne la technologie, nous n'avons pas prétendu adopter des solutions de pointe, mais des solutions suffisamment avancées pour des domaines où elles n'étaient traditionnellement pas présentes.

### Le secteur privé s'est révélé être un levier stratégique pour la formation à l'entrepreneuriat. Comment imaginez-vous l'avenir de la collaboration entre Eni et E4Impact ?

Notre force est la promotion de partenariats entre les entreprises italiennes et les entreprises locales. Eni nous a aidés à mettre en place un accélérateur d'entreprises à Nairobi, qui est devenu un modèle de référence pour une nouvelle forme de « coopération » italienne en Afrique. Ce n'est pas un hasard si sa devise est « Là où les innovateurs kenyans rencontrent l'excellence italienne ». Ici, Eni a fourni des ressources pour financer les entreprises que nous avons formées. C'est une pièce cruciale. En effet, l'éducation ne suffit pas. Une fois le modèle d'entreprise en place, il y a deux principaux obstacles à la croissance : l'accès au crédit, et c'est là qu'Eni intervient, et l'accès aux marchés, et c'est là que nous essayons d'agir avec une équipe dédiée qui opère également en Italie. L'autre grande perspective de collaboration avec Eni est le développement de l'entrepreneuriat à proximité des sites de production du groupe. Les politiques de durabilité d'Eni ont pour pierre angulaire la mise en valeur du territoire dans lequel elles opèrent. Et l'un des modes d'intervention les plus importants est précisément le développement de nouvelles entreprises, tant dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires que dans les industries connexes, vastes et variées, générées par les activités d'Eni. Nous avons une activité conjointe en préparation au Ghana, qui, je l'espère, sera une expérience pilote pour un type de collaboration à reproduire sur tout le continent.

### L'Afrique est un continent jeune dont l'âge moyen est d'environ 20 ans. Quels sont les leviers professionnels les plus significatifs pour offrir des opportunités d'emploi localement à ces jeunes ?

Viser, comme nous l'avons fait, l'esprit d'entreprise, c'est aider à transformer des idées de toutes sortes en création d'emplois, en valorisant les compétences les plus diverses. Toujours en mettant l'accent sur ce qui répond aux besoins les plus immédiats de l'Afrique : chaînes d'approvisionnement agroalimentaires, solutions d'économie circulaire et verte, énergies renouvelables, santé, éducation. Tout cela s'accompagne d'une forte injection de la numérisation, qui est de plus en plus déterminante dans tous les secteurs. C'est précisément là qu'intervient une nouvelle initiative. Nous mettons en place des centres de développement des compétences numériques où de nombreux jeunes peuvent être formés pour entrer avec succès dans le monde du travail.

### Quelle est la contribution particulière de l'Italie au développement de l'Afrique ?

Nous n'en avons peut-être pas trop conscience, mais l'Italie jouit d'une réputation extraordinaire en Afrique. On le doit à tant de raisons : à l'œuvre responsable de beaucoup d'entreprises, à l'extraordinaire engagement des missionnaires qui se sont consacrés sans relâche à l'éducation et à la santé, à l'estime dont jouit notre technologie pour sa qualité et sa fiabilité, à notre goût du beau, au sens de la fraternité et du respect qui s'associent à notre pays. Forts de cette estime culturelle, et cette amitié entre les peuples, la contribution de l'Italie peut être très importante. Il s'agit d'une contribution basée sur la logique des partenariats, comprenant le transfert de technologie, l'éducation et l'intensification du commerce à plusieurs niveaux.

En ce sens, les problèmes dramatiques induits par le changement climatique et les crises politiques sur le continent, des problèmes tels que la migration climatique et l'émigration vers l'Italie et l'Europe, ne sont pas uniquement comme des menaces.

Ils peuvent être des facteurs d'accélération d'une collaboration devant être de plus en plus intense.

En outre la contribution de l'Italie au développement de l'Afrique est aussi une grande et irremplaçable opportunité pour le développement italien.

## INTERVIEW



Entretien avec  
**Letizia Moratti**

*Conseillère Régionale pour le bien-être et Vice-Présidente de la région de Lombardie. Première femme présidente de la RAI et maire de Milan. De 2001 à 2006, elle a été Ministre de l'Éducation, des Universités et de la Recherche Scientifique. Elle est la présidente de la Fondation E4Impact, une initiative d'ALTIS - Alta Scuola Impresa e Società de l'Università Cattolica del Sacro Cuore - qui soutient le démarrage et la croissance de nouvelles entreprises en Afrique. Le partenariat avec Eni a débuté en 2020 avec un programme d'accélération des affaires au Kenya et s'est poursuivi en 2022 avec la signature d'un protocole d'accord qui prévoit une collaboration dans des projets de diversification économique, d'éducation et de formation professionnelle en Afrique.*

➔ [Interview complète sur eni.com](#)



## FOCUS ON

## PROMOUVOIR L'INDUSTRIALISATION DURABLE DE L'AFRIQUE EN COLLABORATION AVEC L'ONU

EN JUILLET 2019, ENI ET L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONU) ONT SIGNÉ UNE DÉCLARATION COMMUNE, ÉTABLISSANT UN MODÈLE DE COOPÉRATION PUBLIC-PRIVÉ PIONNIER VISANT À CONTRIBUER À LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE L'ONU, NOTAMMENT EN AFRIQUE. CETTE ALLIANCE A DÉBOUCHÉ SUR LE LANCEMENT DE PLUSIEURS INITIATIVES.

### CENTRE D'EXCELLENCE SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN RÉPUBLIQUE DU CONGO

Dans le cadre d'un accord (Accord de Valorisation du Gaz) avec le gouvernement local, Eni a développé le centre de recherche sur les énergies renouvelables dans la ville d'Oyo (département de la Cuvette). Forte de son expérience au sein du Réseau Mondial des Centres Régionaux pour l'Energie Durable (« GN-SEC »)\*, l'ONU a élaboré un plan stratégique quinquennal pour aider la République du Congo à prendre en charge le Centre et à assurer sa durabilité à long terme. Le vaste réseau de relations industrielles de l'agence des Nations Unies permettra également d'impliquer d'autres partenaires dans le dialogue afin d'évaluer les synergies potentielles dans les activités du Centre.

### DÉVELOPPEMENT AGRICOLE AU MOZAMBIQUE

La coordination entre Eni et l'ONU a permis d'identifier des initiatives synergiques dans le pays pour améliorer certaines chaînes d'approvisionnement agro-industrielles afin de favoriser l'emploi des jeunes et la génération de revenus pour les producteurs locaux. La poursuite de ces objectifs repose également sur le soutien de l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS), avec laquelle Eni a signé un protocole d'accord.

### PROJET DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AU CAP-VERT

Afin de promouvoir la transition énergétique des petites îles, l'ONU a aidé Eni et l'Université polytechnique de Turin à réaliser une étude de faisabilité pour l'application des énergies renouvelables à terre et en mer dans les îles de Sal et Santo Antão dans l'archipel du Cap-Vert. Cette étude envisage également l'application de la technologie ISWEC (Inertial Sea Wave Energy Converter), propriété d'Eni, pour la production d'électricité à partir des vagues. Le projet vise à diffuser le savoir-faire acquis par Eni sur la voie de la décarbonation par l'intégration des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique traditionnel des petites îles.

### PARTENARIAT MONDIAL POUR L'HYDROGÈNE

Dans le cadre du « Partenariat mondial pour l'application de l'hydrogène dans l'industrie » lancé par l'ONU en juillet 2021, Eni apporte un soutien technique, par le biais de la fonction R&D, à la table d'experts créée pour accélérer le dialogue stratégique mondial sur l'hydrogène dans l'industrie pour les pays en développement. Le programme de l'ONU vise à stimuler les synergies en améliorant l'échange de connaissances sur les politiques, les directives techniques et les normes industrielles. L'alliance prévoit également des activités de coopération technique visant à définir des projets pilotes et des lignes directrices nationales pour le développement et l'application de l'hydrogène dans l'industrie dans les pays en développement.

### ACCÉLÉRATEUR D'ENTREPRISES AU KENYA

En 2020, Eni a soutenu l'accélérateur d'entreprises E4impact au Kenya, en collaboration avec l'Agence Italienne pour la Coopération au Développement (AICS). Le projet a soutenu le démarrage de 40 entreprises, dont 40 % étaient dirigées par des femmes. L'ONU a confirmé sa participation à la deuxième phase du projet pour enrichir les cours de formation offerts par l'accélérateur et favoriser l'emploi des jeunes.

\* Avec l'objectif d'accélérer la transformation énergétique et climatique dans les pays en développement.



Centre d'excellence d'Oyo sur les énergies renouvelables en République du Congo



Technologie ISWEC (Inertial Sea Wave Energy Converter) pour la production d'énergie houlomotrice



## EN PARTENARIAT AVEC L'UNESCO POUR PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL AU MEXIQUE

**Le protocole d'accord signé par l'UNESCO et Eni vise à promouvoir le développement durable local à travers différents domaines de collaboration. Comment pensez-vous que les partenariats public-privé peuvent créer une valeur ajoutée et contribuer efficacement à la réalisation des ODD ?**

La valeur ajoutée du secteur public-privé permet de hiérarchiser et de générer des initiatives liées à sa mise en œuvre, de favoriser les alliances intersectorielles et, surtout, de faire des citoyens des acteurs de la transformation sociale.

Le partenariat avec Eni est un exemple de travail conjoint et intégré au niveau local, qui permet un travail de développement plus efficace.

L'introduction de l'Agenda 2030 pour le développement durable reconnaît le rôle que les différents membres du secteur privé, des microentreprises et coopératives aux multinationales, joueront dans la mise en œuvre du nouvel Agenda. À cet égard, l'UNESCO et Eni ont l'intention de travailler sur la réduction des risques de catastrophe avec le gouvernement fédéral de Tabasco, en contribuant aux ODD 4, 6, 11, 13, 15 et 17 par le biais de la Convention pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel et du programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère.

**L'éducation transforme des vies et est au cœur de la mission de l'UNESCO, qui est de construire la paix, d'éradiquer la pauvreté et de promouvoir le développement durable. Quelles actions conjointes peuvent contribuer efficacement à la réalisation de l'ODD 4 au Mexique ?**

Le Mexique est un pays de mégadiversité avec 41 réserves de biosphère, 2 géoparcs, 3 paysages culturels, 35 sites du patrimoine culturel mondial, 11 éléments du registre du patrimoine culturel immatériel, 68 peuples autochtones et 364 variantes linguistiques. L'UNESCO contribue à renforcer la capacité à sauvegarder cette richesse culturelle et biologique.

Les sites désignés par l'UNESCO sont des espaces idéaux pour mettre en œuvre nos projets, car ils ont une perspective de gestion qui est déjà étroitement liée à celle de notre organisation, qui inclut l'Agenda 2030.

Avec le soutien et l'expertise d'Eni, nous évaluons d'importants projets de préservation du patrimoine culturel et naturel, qui fonctionneront grâce au renforcement des capacités et à la création d'espaces de dialogue entre experts et communautés.

**Comment pensez-vous que les géoscientifiques d'Eni, avec leur expérience de terrain et le soutien de l'UNESCO, peuvent jouer un rôle dans le renforcement de la résilience aux risques naturels et la préparation à l'ère du changement climatique ?**

Une stratégie de réduction des risques de catastrophe réussie nécessite des mécanismes de coordination efficaces entre les nombreuses parties prenantes, ainsi que des subventions transdisciplinaires et multisectorielles. Sans aucun doute, la contribution de l'expertise d'Eni et de ses géoscientifiques renforcera et enrichira les nouvelles stratégies de résilience aux catastrophes naturelles.

Le sud-est du Mexique a subi les effets de violents ouragans (Delta, Eta, Iota) : inondations, pertes matérielles et humaines. Pour atténuer l'impact des éventuelles catastrophes naturelles à venir à Tabasco, nous avons développé un projet sur la sécurité de l'eau et la gestion intégrée des risques avec le Centre régional pour la sécurité de l'eau (CERSHI), un centre spécialisé parrainé par l'UNESCO. Les scientifiques d'Eni pourront contribuer au renforcement des capacités et à la réduction des risques non seulement à Tabasco, mais aussi dans d'autres régions exposées aux catastrophes.

**Les géoparcs fonctionnent comme des salles de classe en plein air et des incubateurs pour le développement et les modes de vie durables, pour l'appréciation de la diversité culturelle et la promotion de la paix. Comment les communautés locales sont-elles impliquées dans ces activités éducatives ?**

Le slogan des géoparcs mondiaux de l'UNESCO est « Valoriser le patrimoine terrestre, en soutenant les communautés locales ». Celles-ci ont adopté une approche ascendante visant à donner aux communautés les moyens de garantir l'importance géologique d'une zone, la conservation et la promotion de la science, de l'éducation et de la culture, ainsi que leur utilisation comme ressource pour un développement économique durable, par exemple par le développement d'un tourisme responsable. Les géoparcs sont une occasion de promouvoir et de développer la culture par le biais de la participation communautaire, ainsi que d'impliquer activement les populations locales et autochtones, en préservant et en célébrant leur culture et son lien avec leur terre, en mettant particulièrement en valeur le rôle des femmes. En ce sens, l'un des critères des géoparcs est que les connaissances, les pratiques et les systèmes de gestion locaux, ainsi que la science, soient inclus dans la planification et la gestion de l'espace.

**La zone d'influence d'Eni au Mexique, dans l'État de Tabasco, est soumise à de graves inondations. Les stratégies de réduction des risques de catastrophes sont essentielles pour promouvoir le développement durable. Quelles activités pouvons-nous mettre en place pour aider à réduire la vulnérabilité de ces communautés locales ?**

L'UNESCO fournit un espace commun pour réduire les risques de catastrophes en créant des synergies entre communauté scientifique, décideurs politiques et société civile.

Pour préparer les communautés, autochtones compris, à l'atténuation des risques de catastrophe, l'UNESCO a élaboré des outils de sensibilisation et du matériel éducatif, encourageant l'échange des leçons apprises et des bonnes pratiques.

Avec Eni, les communautés les plus vulnérables et les plus touchées par les inondations seront identifiées pour former les autorités locales et augmenter leur capacité à prévenir, répondre et se remettre des impacts des catastrophes naturelles.

### INTERVIEW



Entretien avec **Frédéric Vacheron** représentant de l'UNESCO au Mexique

➔ [Interview complète sur \*\*eni.com\*\*](#)





# Programme de Développement Local - LDP

Le Programme de Développement Local (PDL) offre une vision intégrée des diverses activités menées par Eni dans les pays où se trouvent ses projets de business. Le programme est divisé en cinq lignes d'action : 1) l'engagement

des parties prenantes ; 2) les droits de l'homme ; 3) le contenu local ; 4) la gestion des terres ; 5) les projets de développement local. Les activités qui y sont incluses, définies en cohérence avec les plans nationaux de développement,

contribuent dans leur ensemble à la réalisation des objectifs du pays au regard de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris (contribution déterminée au niveau national - CDN) pour améliorer le bien-être des communautés locales.

## PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

### 1 DROITS DE L'HOMME DANS LES COMMUNAUTÉS

Engagement à garantir que ses activités n'ont pas d'impact négatif sur la vie des personnes touchées par ses activités de business, en utilisant un modèle basé sur le risque pour classer les projets commerciaux.

### 2 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le développement du projet peut nécessiter l'acquisition et/ou l'utilisation de terrains et la relocalisation ultérieure de personnes. Il est donc nécessaire de minimiser les impacts socio-économiques sur leur vie en limitant autant que possible la perte de biens ou d'accès aux biens, qui génère la perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance.

### 3 CONTENU LOCAL

Le contenu local, un outil qui soutient le dialogue avec les autorités locales et fournit une évaluation utile pour guider les décisions d'investissement visant à promouvoir le développement local, représente la valeur ajoutée apportée aux pays sur trois lignes d'intervention :

- transfert de compétences et de connaissances ;
- activation des secteurs économiques locaux dans la chaîne d'approvisionnement ;
- interventions pour favoriser la croissance et la diversification de l'économie locale.

### 4 PARTIE PRENANTE ENGAGEMENT

Eni suit et examine toutes les demandes reçues de ses parties prenantes afin de mettre en œuvre des initiatives de développement, partagées avec les communautés locales et conformes au développement durable.

Les éléments clés du processus sont l'ouverture à l'écoute et à l'échange mutuel, l'inclusion, la compréhension des points de vue et des attentes des parties prenantes ainsi que le partage des choix.

### 5 PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS 6 SECTEURS D'INTERVENTION



#### ACCÈS À L'ÉNERGIE HORS-RÉSEAUX

Promouvoir la production et la commercialisation locales de systèmes de cuisson certifiés et de qualité, en créant des emplois et des possibilités de micro-entrepreneuriat local et en remplaçant les systèmes de cuisson traditionnels par des systèmes plus modernes.



#### PROTECTION DU TERRITOIRE

Restauration de l'écosystème avec des activités d'assainissement axées sur le rétablissement de la série de végétation indigène.



#### DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Promouvoir la sécurité alimentaire, le développement d'activités entrepreneuriales, agricoles, de pêche et d'infrastructures, dans une perspective à long terme, en favorisant la création de nouvelles opportunités d'emploi pour les personnes et les entreprises, et l'autonomisation des femmes et des jeunes.



#### ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT SANITAIRE

Assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour la population locale.



#### ÉDUCATION

Promouvoir un accès équitable et inclusif à une éducation et à des possibilités d'apprentissage de qualité.



#### SANTÉ DES COMMUNAUTÉS

Promouvoir l'accès à la santé et lutter contre la propagation des maladies par la prévention et le traitement.



## DROITS DE L'HOMME DANS LES COMMUNAUTÉS



Eni s'engage à prévenir les éventuels impacts négatifs sur les droits de l'homme des individus et des communautés d'accueil résultant de la mise en œuvre de projets industriels. À cette fin, Eni s'est dotée en 2018 d'un modèle fondé sur le risque pour classer les projets de business des activités amont en fonction du risque potentiel pour les droits de l'homme, qui a été étendu en 2020 à l'évaluation des projets d'énergie renouvelable. Les projets à haut risque font donc l'objet d'Évaluation d'Impacts sur les Droits de l'Homme (HRIA) spécifiques et approfondies, qui comprennent une analyse préliminaire du contexte local des droits de l'homme et une activité ultérieure d'engagement avec les principales « titulaire de droits ». En 2021, un autre type d'analyse – la « Human

Rights Risk Analysis » – a également été introduit pour les projets qui présentent certains risques mais pour lesquels il n'y a pas d'engagement direct des « titulaire de droits ». Ces études permettent d'identifier des recommandations pour la mise en œuvre de mesures visant à prévenir les impacts potentiels sur les droits de l'homme et à gérer les impacts existants, notamment par l'adoption d'un plan d'action spécifique. Grâce à ce modèle de hiérarchisation, 100 % des nouveaux projets d'exploration et de développement en amont, ainsi que des projets de production d'énergie à partir de sources renouvelables, ont été analysés. Un profil de risque moyen à élevé a été constaté pour six projets, qui feront l'objet d'études approfondies spécifiques au cours de la période de deux ans. En particulier, quatre études sismiques ont été réalisées sur des projets d'exploration

au cours de l'année : en Angola dans le bloc Cabinda-Centre, aux Émirats arabes unis à Sharjah, en Albanie dans le bloc Dumre et à Oman dans le bloc 47. Pour tous ces pays, la mise en œuvre des plans d'action est en cours, notamment grâce à la participation d'agents sous contrat aux activités de prospection sismique. En outre, la mise en œuvre et le suivi des actions prévues pour les études 2018-2019 au Mozambique et au Mexique se sont poursuivis, pour lesquels des rapports sur l'état d'avancement des plans d'action sont disponibles sur le site web d'Eni. Enfin, en ce qui concerne les activités de démantèlement, un projet a été lancé en 2021 pour définir un modèle basé sur les risques afin d'identifier les projets ayant un impact possible sur les communautés et mettre en place des mesures d'atténuation appropriées pour protéger les communautés accueillant les activités d'Eni.

Les projets, évalués par le modèle basé sur le risque, présentant un risque plus élevé en matière de droits de l'homme sont soumis à une Évaluation d'Impacts sur les Droits de l'Homme (HRIA)



Eni a mené en 2019, avec le soutien de l'Institut danois des droits de l'homme, une Évaluation d'Impacts sur les Droits de l'Homme (Human Rights Impact Assessment) sur le projet de développement de la zone 1, au Mexique.





## INTERVIEW



Ergon Associates est une société de conseil spécialisée dans les affaires et les droits de l'homme. Fondée il y a 16 ans, elle est parvenue, au fil du temps, à se constituer une large base de clients opérant dans une série de secteurs différents, du financement du développement à l'énergie, du commerce de détail au sport. **Steve Gibbons** est l'un des directeurs fondateurs d'Ergon Associates. Il a plus de 20 ans d'expérience de travail avec des entreprises, des organisations internationales, des gouvernements et d'autres acteurs pour soutenir la promotion du travail et des droits de l'homme.

➔ [Interview complète sur \*\*eni.com\*\*](#)

## LE RÔLE ACTUEL ET FUTUR DES ENTREPRISES DANS LE RESPECT ET LA PROMOTION DES DROITS DE L'HOMME AU SEIN DES COMMUNAUTÉS

### 10 ans après l'adoption des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (PNG), quel a été le chemin parcouru jusqu'à présent et quel sera le rôle des entreprises dans un avenir proche ? De nouveaux défis sont-ils à venir ?

Des progrès significatifs ont été réalisés en ce qui concerne la manière dont les entreprises considèrent leurs obligations, mais aussi leurs possibilités, en matière de protection et de promotion des droits de l'homme. Bien que le chemin à parcourir soit encore long, il est de plus en plus évident que les entreprises sont plus conscientes des aspects qui pourraient avoir un impact sur les droits de l'homme et qu'elles comprennent mieux les actions qu'elles peuvent entreprendre pour réduire cet impact ou, s'il est positif, le soutenir. Les évaluations d'impact sur les droits de l'homme et les autres études menées sur le sujet revêtent une grande importance à cet égard. Eni a toujours été à l'avant-garde en matière de développement et de transparence des résultats. Aujourd'hui, le débat sur les entreprises et les droits de l'homme est très différent de la période précédant l'adoption des UNGP. Cependant, il existe de nombreux secteurs et entreprises qui n'ont pas progressé. À l'avenir, il sera donc important de savoir comment la législation obligera les entreprises à réaliser des évaluations des risques et des impacts et, surtout, à décrire les mesures qu'elles prendront pour remédier aux impacts négatifs ou les prévenir. Comme le montrent des événements importants, tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie ou la Coupe du monde de la FIFA au Qatar, on attendra de plus en plus des entreprises qu'elles « sachent, montrent et disent » leur approche des droits de l'homme dans certaines situations politiques complexes.

### Quel rôle les entreprises peuvent-elles

### jouer dans le respect et la promotion des droits de l'homme au sein de leurs communautés d'accueil ? Quels sont les points forts et les limites d'une évaluation de l'incidence sur les droits de l'homme ?

Si elle est réalisée correctement, l'évaluation d'impact sur les droits de l'homme peut être un outil très précieux. Elle permet à l'entreprise de comprendre comment elle fonctionne, mais elle doit aussi lui permettre de saisir les limites de sa responsabilité ou les possibilités qu'elle a de soutenir, de collaborer avec ou même d'inciter les organisations publiques à remplir leurs devoirs en vertu des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il est essentiel de comprendre les besoins, les défis et la situation de la communauté qui est non seulement touchée par un projet, mais qui fournit également des services et de la main-d'œuvre au projet. Il est donc essentiel de commencer à comprendre qu'une approche fondée sur les droits de l'homme n'a aucune valeur si elle n'est pas intégrée dans un processus d'engagement complet, adéquat et transparent des parties prenantes.

### Pensez-vous que la proposition de directive européenne sur le devoir de diligence appropriée obligatoire contribuera à accroître l'engagement des entreprises et à les rendre plus impliquées dans les questions liées à leurs activités directes et à celles de la chaîne d'approvisionnement ?

Cette proposition, et la loi nationale qui la mettra en œuvre, sera une question centrale pour les années à venir dans le domaine des entreprises et des droits de l'homme. S'il est vrai que certaines entreprises - dont Eni - sont déjà largement engagées dans la mise en œuvre d'actions en faveur des droits de l'homme par le biais de leurs activités directes le long de la chaîne d'approvisionnement, il est également vrai que beaucoup d'autres ne le sont pas. Dans cette perspective, il est possible de voir les limites d'une approche volontaire du sujet, notamment dans le cas d'entreprises moins connues ou soumises à des pressions sectorielles ou externes. La législation, en particulier

lorsqu'elle impose des obligations réelles et claires à la direction de l'entreprise, peut avoir un impact significatif et conduire à une avancée. La réglementation entraînera des attentes plus grandes et une meilleure compréhension du sujet. Les entreprises pourront mieux financer et mettre en œuvre les programmes relatifs aux droits de l'homme en se basant sur ce que font leurs concurrents, mais aussi sur les compétences et les connaissances que le marché du travail et les sociétés de services professionnels commenceront à fournir. En tant que l'une des rares sociétés de conseil spécialisées dans ce domaine, force est de constater qu'il existe actuellement très peu d'acteurs spécialisés, ce qui n'est pas une bonne chose à long terme.

### Comment les entreprises doivent-elles aborder les exigences de la directive proposée ?

Il reste encore du chemin à parcourir pour l'approbation de la Directive et il faudra encore attendre la mise en œuvre de la loi nationale pour que ses dispositions puissent être appliquées. Ce qu'il faut comprendre de la proposition, c'est que les dispositions centrales sont celles qui entraîneront des changements dans le droit des sociétés et, en particulier, dans les devoirs des administrateurs de sociétés. Partant de ce principe, d'un point de vue purement juridique, les entreprises devraient commencer à impliquer leurs équipes juridiques et leurs cadres supérieurs pour comprendre le changement qui s'opère et commencer à planifier les ressources et les efforts accrus qui seront requis par la loi. Il existe néanmoins des points de friction : les entreprises devront comprendre l'impact global de leurs activités sur les droits de l'homme, et, mais sans s'y limiter, sur les chaînes d'approvisionnement ; elles devront comprendre comment remédier à toute violation connue ; elles devront clarifier les mécanismes de recours et de plainte mis en œuvre et développer et intégrer leurs programmes globaux.



FOCUS ON

## UN EXEMPLE DE LA COOPÉRATION D'ENI AVEC DES MÉCANISMES NON JUDICIAIRES : MISE À JOUR



**LA COMMUNAUTÉ D'AGGAH RÉSIDE DANS L'ÉTAT DE RIVERS AU NIGERIA, DANS UNE ZONE RÉGULIÈREMENT SUJETTE AUX INONDATIONS, EN RAISON DES PLUIES SAISONNIÈRES ET DES CRUES DU FLEUVE NIGER.**

En décembre 2017, une association appelée Egbema Voice of Freedom (EVF), dans la communauté d'Aggah, a déposé une pétition devant le Point de Contact National (PCN) italien pour les Principes directeurs de l'OCDE. La pétition mettait en cause l'absence de politiques et de mesures de protection adéquates de la part d'Eni pour atténuer les dommages causés par les inondations qui touchent la communauté. Au cours de la procédure, Eni a fourni des preuves objectives, notamment des documents photographiques et vidéo, pour prouver que ses activités et ses infrastructures n'avaient pas d'impact aggravant sur l'inondation de la zone. Les inondations touchent une zone bien plus vaste que la communauté d'Aggah, et constituent un phénomène typique de la région du delta du Niger. Tout en maintenant sa position, Eni a choisi de rejoindre et de participer de bonne foi à la procédure ouverte au PCN suite à l'acceptation de cette pétition spécifique, et de contribuer activement à son bon déroulement. Après la signature des termes de l'accord (ToS), Eni in Nigeria (NAOC) et EVF ont nommé leurs personnes de contact respectives qui se sont rencontrées à plusieurs reprises pour définir le contenu des interventions de drainage à mettre en œuvre dans la communauté. Les travaux sont en voie d'achèvement. Le 4 mars 2021, le PCN, après avoir entendu les parties, a publié un rapport de suivi sur son site web avec les remarques finales suivantes : « Au cours des conversations avec le PCN, les deux parties ont reconnu qu'il y avait eu des progrès dans la mise en œuvre du cahier des charges et ont confirmé leur volonté de poursuivre le dialogue pour récolter les bénéfices de l'accord conclu. Le PCN réaffirme la pertinence de l'accord du 8 juillet 2019 et se félicite des progrès réalisés jusqu'à présent dans sa mise en œuvre. Le PCN invite les parties à continuer à coopérer de bonne foi et avec le plus grand engagement pour la mise en œuvre des termes de l'accord et à suivre les recommandations finales formulées par le conciliateur dans les termes de l'accord ». Le 31 mai 2021, lors d'une visite conjointe NAOC-EVF, un travail supplémentaire minimal a été convenu pour la finalisation du projet. Un consultant externe a été engagé en septembre 2021 pour surveiller le fonctionnement des ouvrages de drainage afin d'évaluer leur efficacité pendant la saison des crues.

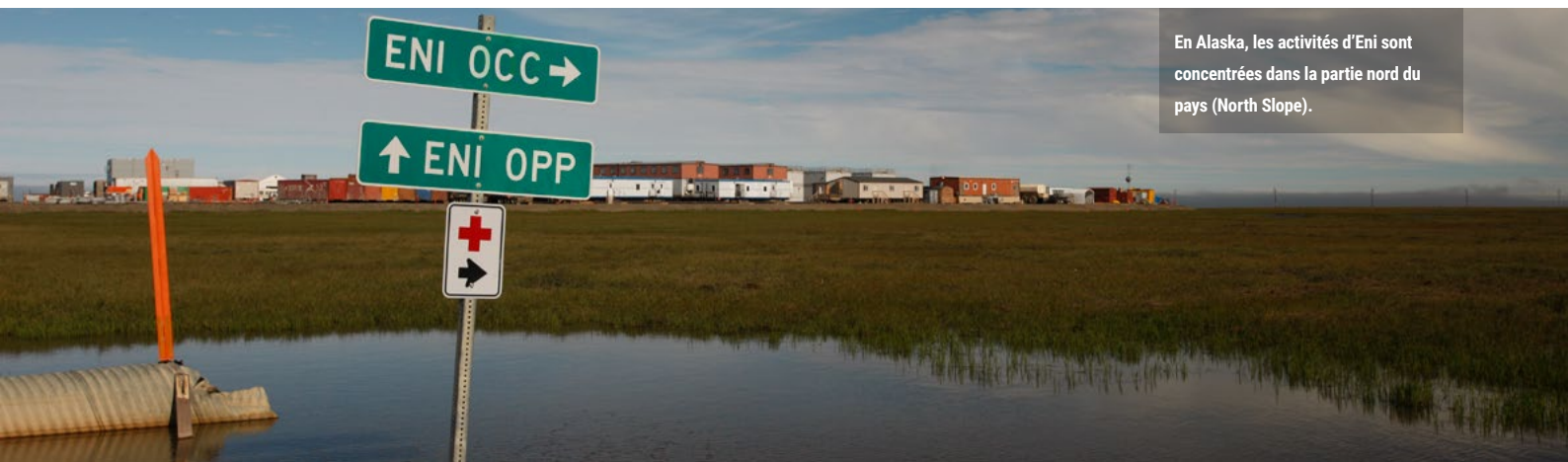
### RELATIONS AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES

Compte tenu des réalités industrielles dans lesquelles elle opère, Eni n'a de contact direct avec les peuples autochtones et leurs représentants qu'en Australie et en Alaska. Dans ces cas, la relation est traitée conformément aux normes internationales et locales régissant la manière dont ils doivent être impliqués et consultés. En Australie, Eni opère dans le Territoire du Nord, dans la communauté de Wadeye et entretient des

relations régulières avec les organes administratifs locaux qui protègent les droits des Aborigènes, en développant des projets participatifs de développement local et de conservation de l'environnement. En Alaska, les activités d'Eni dans le domaine pétrolier et gazier sont concentrées dans la partie nord du pays (North Slope), où les populations autochtones ont un mode de vie basé sur des activités de subsistance (chasse et pêche) ; les principales parties prenantes d'Eni comprennent des

représentants des villages situés à proximité des activités d'exploitation d'Eni, ainsi que des coopératives et des sociétés qui, conformément aux réglementations locales, fournissent des biens et des services aux entreprises opérant sur le territoire. Pour cette raison, une politique spécifique sur le respect des droits des peuples autochtones dans la conduite de ses activités et opérations dans l'État de l'Alaska a été adoptée par la société d'Eni aux États-Unis (Eni US Operating) en 2020.

En 2020, Eni a adopté une politique spécifique sur le respect des droits des peuples autochtones dans la conduite de ses activités et opérations dans l'État de l'Alaska



En Alaska, les activités d'Eni sont concentrées dans la partie nord du pays (North Slope).



## FOCUS ON

## UN EXEMPLE DE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL AU MEXIQUE

Eni est présente au Mexique depuis 2006. Ces dernières années, la société a mis en œuvre plusieurs initiatives sociales en faveur des villages côtiers de la commune de Cardenas, dans l'État de Tabasco, à proximité de la zone de projet du bloc 1. La planification, la mise en œuvre et le suivi de ces initiatives, à travers l'élaboration d'un Programme de Développement Local, ont été formalisés par la signature, le 4 mai 2019, d'un protocole d'accord avec l'État de Tabasco, qui prévoit une collaboration dans cinq domaines d'intervention prioritaires : la sécurité, l'éducation, le développement socio-économique et l'emploi, la santé et la durabilité environnementale.

## PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT LOCAL AU MEXIQUE

- 1 DROITS DE L'HOMME DANS LES COMMUNAUTÉS**

Eni a réalisé une évaluation de l'impact sur les droits de l'homme du projet de développement de la zone 1 en 2019 avec le soutien de l'Institut danois des droits de l'homme. Sur la base des résultats de l'étude – qui a révélé des impacts sur les droits des pêcheurs, la gestion des activités en matière de sécurité et la communication transparente entre l'entreprise et la communauté – un plan d'action pour les droits de l'homme a été lancé, qui prévoit des mesures ad hoc pour gérer les problèmes critiques constatés. Ce plan, conclu en 2021, comportait un certain nombre d'activités, notamment : la mise en œuvre d'un mécanisme de gestion des griefs pour les communautés ; la réalisation d'audits sociaux des agents sous contrat ; la mise en œuvre de projets de développement local à long terme dans les domaines de la pêche, de la diversification économique et de la santé communautaire ; des activités de formation pour les salariés et les agents sous contrat ; et des activités d'engagement des parties prenantes, impliquant notamment la Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme (HCDH).
- 2 GESTION DES TERRES**

Les opérations offshore dans la zone du Bloc 1 ne présentent aucun risque de déplacement des communautés locales. Toutefois, en raison de l'installation des pipelines à terre et de l'installation de réception à terre (ORF), des activités d'acquisition et de location de terres ont été menées et 73 contrats ont été paraphés avec des propriétaires fonciers entre 2018 et 2021. En outre, les activités de pêche des communautés côtières sont affectées par les opérations et, à cet égard, Eni a mis en œuvre des mesures spécifiques d'atténuation de l'impact, telles qu'un projet de développement local visant à soutenir le développement durable du secteur de la pêche dans la zone d'influence du Bloc 1 à Cardenas, dans l'État de Tabasco, par le biais d'un soutien à la fédération des pêcheurs pour l'achat de nouveaux moteurs hors-bord, de filets et d'autres équipements, et l'introduction d'une nouvelle méthodologie d'os-tréculture pour encourager le repeuplement des eaux.
- 3 CONTENU LOCAL**

À l'appui de la stratégie de contenu local, le Modèle d'Évaluation du Contenu Local d'Eni (ELCE) a été appliqué en 2019 pour évaluer la valeur socio-économique produite au Mexique par Eni sur l'ensemble du cycle de vie du projet de la Zone 1. Le modèle a permis de quantifier l'impact économique global généré par le projet, qui s'élève à 20,9 milliards de dollars, montrant que les classes de produits les plus actives localement sont celles des produits suivants *logistique* et de *services généraux*. Les emplois générés, directement par Eni et par l'intermédiaire des fournisseurs de premier rang, sont estimés à 16 940.
- 4 ENGAGEMENT DES PARTIES PRENANTES**

Les principales parties prenantes identifiées pour le projet de développement de la Zone 1 appartiennent aux catégories suivantes : les institutions gouvernementales et les organismes de réglementation ; la société civile, qui comprend les organisations/ONG/associations locales et nationales et les institutions académiques ; les médias locaux ; les contractants, les fournisseurs et les partenaires commerciaux, y compris les partenaires commerciaux d'Eni (par exemple, PEMEX) ; les syndicats et les associations d'opérateurs pétroliers et gaziers (AMEXHI) ; les communautés locales.

Les activités d'engagement des parties prenantes d'Eni, impliquant la communauté locale, dans l'État de Tabasco.







**5 PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL**

Les domaines d'intervention ont été identifiés en cohérence avec le Modèle de Coopération d'Eni et sont conformes aux différents objectifs de développement aux niveaux national et infranational.

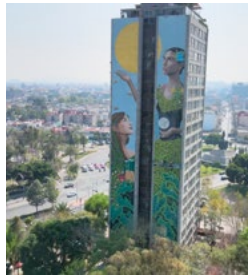
**SENSIBILISATION À L'ACCÈS À L'ÉNERGIE**



**SENSIBILISATION SUR L'ODD7**

**CALENDRIER : 2020-2021**

**OBJECTIF :** s'associer aux efforts visant à accroître la connaissance et l'appropriation de l'Agenda 2030 des Nations Unies, en particulier pour l'ODD 7, notamment par la création d'une fresque murale dans l'un des lieux les plus visibles et représentatifs de Mexico (l'une des villes les plus peuplées du monde) : le complexe résidentiel Nonoalco dans le quartier de Tlatelolco.



**RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :** Eni a parrainé la création d'une peinture murale, réalisée avec une peinture spéciale efficace pour réduire les polluants, inspirée de célèbres danseurs mexicains, afin que les concepts de l'ODD 7 puissent être liés à la culture nationale. La peinture murale fait partie d'un projet plus vaste promu par les Nations Unies -Proyecto 17- qui prévoit la création d'autres peintures murales pour chacun des 17 ODD dans le quartier de Tlatelolco, qui compte 35 000 habitants.

**DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE**



**OSTRÉICULTURE**

**CALENDRIER : 2020-2021**

**OBJECTIF :** augmenter la production d'huîtres et l'accès au marché, afin de contribuer à l'augmentation des revenus des ostréiculteurs du système lagunaire Carmen - Pajonal - Machona, qui compte 9 coopératives d'ostréiculteurs.

**RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :** un projet pilote d'ostréiculture a été lancé en 2021, au profit de 9 coopératives et de leurs 420 membres.



**ÉDUCATION**



**PROEDU**

**CALENDRIER : 2020-2024**

**OBJECTIF :** promouvoir un accès équitable et inclusif à une éducation de qualité pour environ 1 600 enfants âgés de 6 à 14 ans qui fréquentent les 13 écoles publiques de la zone scolaire 46 de la comune de Cardenas, dans l'État de Tabasco. Le projet vise à améliorer la qualité de l'enseignement scolaire et à renforcer les compétences pédagogiques de 60 enseignants, ainsi que l'accompagnement des familles dans le processus d'éducation et d'alphabétisation.

**RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :** 7 écoles primaires publiques rénovées, bénéficiant à 1 220 élèves ; environ 900 personnes touchées par les campagnes de prévention COVID-19, 270 familles participant aux ateliers de sensibilisation et aux activités de formation de 56 enseignants ; 203 élèves impliqués dans les ateliers.



**SANTÉ DES COMMUNAUTÉS**



**LUTTE CONTRE LA MALNUTRITION DES ENFANTS**

**CALENDRIER : 2020-en cours**

**OBJECTIF :** améliorer la nutrition des enfants âgés de 3 à 12 ans dans l'État de Tabasco ainsi que la détection de la comorbidité - c'est-à-dire la coexistence de plusieurs maladies différentes chez un même individu - associée à de mauvaises habitudes alimentaires.

**RÉSULTATS ET BÉNÉFICIAIRES :** 733 enfants ont participé au programme, qui comprenait des mesures de poids et de taille et divers tests de laboratoire, notamment une analyse de la thyroïde et un test sanguin complet. Ce programme est suivi d'un programme d'éducation nutritionnelle et de suivi de la santé des enfants.





### PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Eni définit et met en œuvre des interventions précises pour soutenir les besoins des populations locales, en collaboration avec les institutions et les parties prenantes locales dans les contextes dans lesquels elle opère, où les droits essentiels tels que l'accès à l'eau, à la nourriture et à l'éducation ne bénéficient qu'à une petite partie de la population, principalement en raison d'un accès limité aux ressources et aux services. Dans le cadre de ses programmes de développement local et conformément aux Objectifs de Développement Durable, Eni met en œuvre des projets visant à contribuer à l'accès à l'énergie hors-réseaux et clean cooking, à l'accès à l'eau et à l'assainissement, à promouvoir une bonne

nutrition et à soutenir la diffusion des services et systèmes de santé, ainsi qu'à améliorer l'état de santé des communautés locales et des groupes vulnérables. En outre, Eni développe et met en œuvre des projets agricoles, de microcrédit et autres projets de diversification économique, favorise l'accès à l'éducation et aux activités de formation professionnelle, et œuvre pour la protection et la conservation des forêts. Une attention particulière est accordée aux projets d'économie circulaire, tels que le centre de formation et d'appui technique « Catrep » au Congo, et aux programmes visant à promouvoir le développement de l'entrepreneuriat et la diversification économique au Mozambique, en collaboration avec l'incubateur d'entreprises de la Standard Bank. Actuellement,

conformément aux normes internationales, Eni renforce l'intégration de la perspective de genre dans le cycle du projet, en veillant à son adoption dans la phase d'évaluation technique (pré-approbation). À cet égard, l'approche genre a été incluse dans le projet intégré de Cabinda en Angola à travers l'analyse du contexte basée sur une perspective de genre et déclinée dans l'identification des activités et la formulation des résultats associés. Le projet est également aligné sur les principes directeurs nationaux en matière d'égalité des chances (Politique nationale pour l'égalité et l'équité entre les sexes).

**Pour en savoir plus : Eni FOR 2021 - Performance en matière de durabilité (p. 39)**

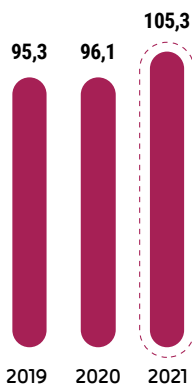
**425,3**  
millions d'euros

Investissements prévus pour le développement local au cours de la période 2022-2025

**105,3**  
millions d'euros

Investissements 2021 pour le développement local

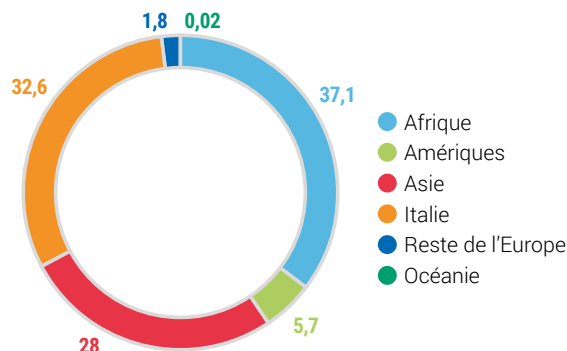
#### INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL (en millions d'euro)



#### DOMAINES D'INTERVENTION

Accès à l'énergie hors-réseaux	5,6
Diversification économique	33,7
Éducation et formation professionnelle	16,2
Accès à l'eau et aux services hygiéniques et sanitaires	4,8
Protection du territoire	27,5
Santé des communautés	11,6
Compensation et réinstallation	5,9

#### INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL 2021 PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (mio EUR)



Le projet CATREP (Centre d'Appui Technique et des Ressources Professionnelles) est une initiative mise en œuvre en République du Congo, dans le district d'Hinda.





## DÉVELOPPEMENT LOCAL EN ITALIE

Eni opère en Italie dans le but de promouvoir la valeur pour les communautés des territoires dans lesquels elle est présente, en collaboration avec les organismes publics et le troisième secteur, et la plupart des initiatives en 2021 font partie d'accords à long terme signés avec les institutions locales (environ 90 % des dépenses en 2021). En particulier, en ce qui concerne l'efficacité énergétique, l'amélioration de l'efficacité des installations d'éclairage public (par exemple à Porto Torres et Ferrera Erbognone), la réduction des émissions grâce à l'installation de parcs photovoltaïques pour ses usines à Ravenne, et la fourniture de gaz naturel aux municipalités impliquées dans les activités du

Val d'Agri ont été encouragées. En ce qui concerne le développement économique, Eni a collaboré avec les autorités locales pour promouvoir les jeunes entreprises locales, en mettant à leur disposition des espaces de travail, des incitations économiques et des aides à la formation (le programme « coLABoRA » à Ravenne ou l'initiative « Joule : L'école d'Eni pour l'entreprise »). Dans le secteur agroalimentaire, en Basilicate, une initiative promue avec Coldiretti a assuré la croissance de plus de 1 000 entreprises locales et le soutien à l'amélioration de la logistique agricole ainsi qu'un accent sur la bio-surveillance dans le secteur laitier. En collaboration avec Alsia (Agenzia Lucana di Sviluppo e di Innovazione in Agricoltura), le projet « South Up! » a encouragé l'in-

novation et le développement technologique. Eni promeut également plusieurs initiatives de formation : à Ravenne, pour améliorer la sensibilisation à la durabilité ; en Basilicate, pour promouvoir des formes innovantes de tourisme scolaire ; et à Gela, pour réduire l'abandon scolaire grâce à la numérisation des offres éducatives et/ou, en collaboration avec l'université « Kore » d'Enna, Eni a soutenu les instituts techniques locaux dans le développement de parcours éducatifs innovants. Enfin, Eni accorde une attention constante à la question de la durabilité environnementale, pour promouvoir la protection du territoire, comme à Ravenne, et pour soutenir le contrôle environnemental sur les sites opérationnels en Basilicate, à Sannazzaro et Tarente.

**32,6**  
millions  
d'euros

investis en 2021  
en Italie

### FOCUS ON

## PROJET CASF (CENTRE D'EXPÉRIMENTATION ET DE FORMATION AGRICOLE)

**LA CONSTRUCTION DU CASF « CENTRE AGRICOLE D'EXPÉRIMENTATION ET DE FORMATION » S'EST POURSUIVIE EN BASILICATE, EN 2021, SUR UNE SUPERFICIE D'ENVIRON 25 HECTARES, SUR UN TERRAIN ADJACENT AU CENTRE OLÉICOLE VAL D'AGRI DE VIGGIANO.**



**PROJET ET OBJECTIFS :** au cours de l'année, le plan de culture a été achevé, qui a vu le réaménagement à usage agricole de 15 hectares, la récupération de plusieurs vignobles et oliveraies historiques, et la plantation de plus de 10 000 arbres pour de nouveaux arbres fruitiers. Des activités de formation initiale et d'expérimentation ont également été entreprises au centre. Au cours des prochaines années, le réseau de collaborations avec des instituts, des centres de recherche, des entreprises et des travailleurs du secteur sera étendu, offrant, d'une part, des cours d'enseignement et des activités de formation professionnelle et, d'autre part, des essais expérimentaux de variétés de cultures, l'utilisation de technologies à faible impact, la culture de produits biologiques et le développement de techniques innovantes sous la bannière de l'agriculture durable, au profit du secteur agricole de la Basilicate et, plus généralement, du sud de l'Italie.

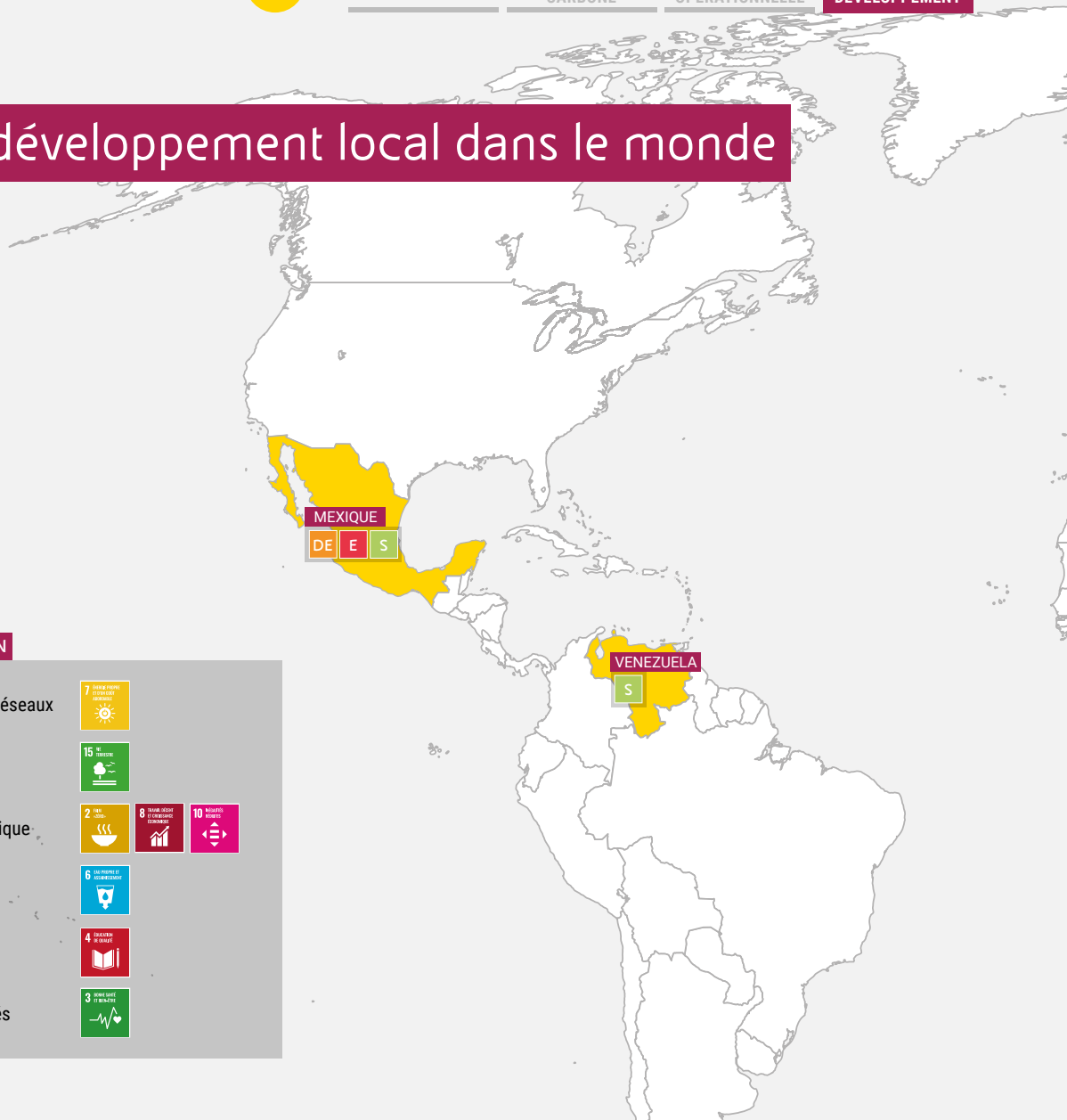
**RÉSULTATS :** les activités ont impliqué directement une quarantaine de ressources locales, dont certaines faisaient partie d'une coopérative agricole de Viggiano, et des projets d'agriculture durable ont été lancés en collaboration avec des institutions de recherche et des acteurs locaux, notamment la mise en œuvre d'essais de cultures énergétiques sur 3 hectares pour la production d'huiles industrielles à haute valeur ajoutée. Sur le plan éducatif, un cours a été organisé pour les travailleurs agricoles locaux, deux visites éducatives et un programme d'alternance-école-travail a été lancé avec un institut technique local pour l'année scolaire 2021/22 impliquant plus de 90 étudiants.

Champ de collection des variétés de cerisier réalisé sur les terrains du CASF.





# Projets de développement local dans le monde



## DOMAINES D'INTERVENTION

AE	Accès à l'énergie hors-réseaux	7	Énergie propre
TT	Protection du territoire	15	Terre, océans et écosystèmes
DE	Diversification économique	2	Énergie propre
AS	Accès à l'eau et à l'assainissement	6	Accès à l'eau propre et à l'assainissement
E	Éducation	4	Éducation de qualité
S	Santé des communautés	3	Santé et bien-être

## ACCÈS À L'ÉNERGIE HORS-RÉSEAUX

### MOZAMBIQUE - CLEAN COOKING

**OBJECTIF :** contribuer à garantir l'accès à une énergie propre et durable par la production et la distribution locales de 20 000 systèmes de cuisson améliorés par rapport aux systèmes conventionnels.

**BÉNÉFICIAIRES ET RÉSULTATS EN 2021 :** 10 000 foyers améliorés produits et vendus au cours de la première phase du projet (2018-2021) ; 10 000 foyers touchés par l'initiative, dont 3 000 en 2021 ; environ 50 personnes de la communauté impliquées dans l'activité, entre la production, la logistique et les ventes ; 10 000 foyers supplémentaires seront produits entre 2021 et 2024 dans la deuxième phase du projet ; un potentiel de génération de crédits d'au moins 162 000 à tCO<sub>2</sub>e, jusqu'en 2027, généré par la mise en œuvre du projet, dont la phase de mise en œuvre se terminera en 2024.

## DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

### ANGOLA - PROJET INTÉGRÉ DU SUD-OUEST

**OBJECTIF :** améliorer l'accès à l'énergie, à l'eau, aux pratiques agricoles et à la santé par le biais de programmes d'éducation, de diversification économique et d'initiatives WASH (Water, Sanitation, Hygiene).

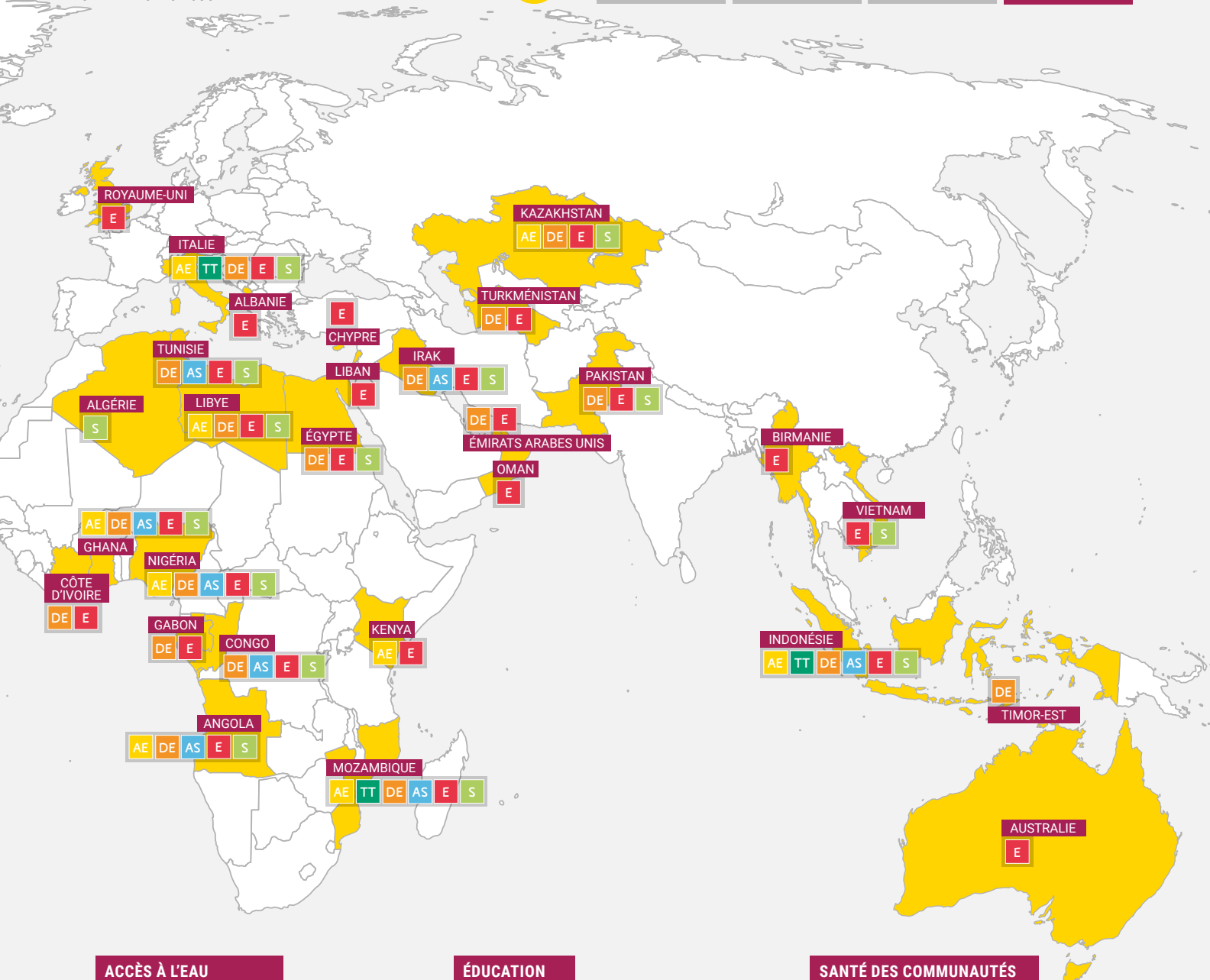
**BÉNÉFICIAIRES ET RÉSULTATS EN 2021 :** 14 653 bénéficiaires des activités WASH ; 12 points d'accès et de distribution d'eau construits/réparés ; 8 groupes pour la gestion de points d'eau et d'assainissement créés ; 70 écoles impliquées dans la sensibilisation à l'eau et à l'assainissement ; 1 225 agriculteurs soutenus ; 33 écoles de formation agricole créées ; 2 groupes d'entrepreneurs créés ; 8 systèmes d'énergie solaire installés dans des écoles et des centres de santé ; 10 313 bénéficiaires des activités d'accès à l'énergie ; 123 agents communautaires formés aux questions de santé préventive ; 11 162 bénéficiaires des initiatives de santé.

## PROTECTION DU TERRITOIRE

### INDONÉSIE - REFORESTATION ET PRÉSERVATION

**OBJECTIF :** soutenir le gouvernement local de Kalimantan Est et développer une meilleure gestion de l'installation d'élimination de déchets du sous-district de Muara Jawa ; améliorer la gestion des déchets ménagers et préserver l'écosystème des zones côtières du sous-district de Samboja.

**BÉNÉFICIAIRES ET RÉSULTATS EN 2021 :** réhabilitation des installations de gestion des déchets par la remise en état de la route d'accès à la décharge et la construction d'un atelier pour camions (38 999 bénéficiaires de huit villages) ; formation et soutien à la gestion des déchets par une initiative visant à promouvoir la propreté des quartiers et la plantation de 11 000 palétuviers (8 840 bénéficiaires de trois villages).



ACCÈS À L'EAU

**IRAK - GESTION DES RESSOURCES EN EAU**

**OBJECTIF :** assurer la disponibilité et la gestion durable des services d'eau potable et d'assainissement pour la population du gouvernorat de Bassora de la zone d'Al Bardjazia dans le district de Zubair et du district d'Al Buradieiah au centre de la ville de Bassora.

**BÉNÉFICIAIRES ET RÉSULTATS EN 2021 :** 2 nouveaux trains de traitement des eaux du fleuve Shat Al Arab en cours de construction dans l'usine existante d'Al Baradhiya, avec une capacité de production de 800 m<sup>3</sup>/hd'eau potable dont, selon les estimations, au moins 50 500 habitants de Bassora bénéficieront à partir de la mi-2022 ; en cours d'achèvement/démarrage de l'usine d'osmose inverse d'Al Burjesia pour la production de 400 m<sup>3</sup>/h d'eau potable (district de Zubair) dont, selon les estimations, environ 38 400 personnes bénéficieront lorsqu'elle sera pleinement opérationnelle.

ÉDUCATION

**ÉGYPTE - PROJET ATS**

**OBJECTIF :** améliorer les possibilités d'emploi productif pour les jeunes de Port-Saïd en renforçant leurs compétences techniques, et répondre aux besoins de l'industrie en matière de main-d'œuvre qualifiée, dans le cadre de la croissance économique de l'Égypte.

**BÉNÉFICIAIRES ET RÉSULTATS EN 2021 :** début de la rénovation et de l'équipement de l'école (3 bâtiments, 2 terrains de sport, un espace extérieur) ; 1 287 candidatures reçues pour la première année scolaire ; 264 étudiants inscrits pour l'année scolaire 2021/2022 (214 garçons, 50 filles) ; 4 camps de spécialisation ; 20 entreprises impliquées dans le développement des programmes éducatifs et du système dual ; 38 membres du personnel enseignant et non enseignant.

SANTÉ DES COMMUNAUTÉS

**ANGOLA - PROJET INTERNATIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS**

**OBJECTIF :** soutenir le ministère angolais de la santé dans l'amélioration de la fourniture de services médicaux spécialisés à 3 hôpitaux de Luanda avec la collaboration d'instituts italiens d'excellence dans les domaines de la formation, de la recherche et des soins de santé.

**BÉNÉFICIAIRES ET RÉSULTATS EN 2021 :** plus de 170 médecins ont participé à des cours de formation ; 28 patients ont bénéficié d'une évaluation cardiaque à l'hôpital Josina Machel Maria Pia ; création de l'unité de soins COVID et maladies infectieuses et mise à jour du centre de formation didactique et d'une bibliothèque médicale à l'hôpital Divina Providência ; installation d'un système de télémédecine pour l'hôpital Divina Providência et l'hôpital pour enfants David Bernardino.



# Outils et méthodologies pour le développement local

L'utilisation d'outils et de méthodologies, en accord avec les principes/méthodologies standard reconnus au niveau international, est fondamentale au cours des différentes phases de business afin de :

- comprendre le contexte de référence et définir les projets de développement local grâce à des outils d'analyse du contexte [voir p. 88](#) et évaluation des impacts possibles sur les droits de l'homme [voir p. 97](#) ;
- cartographier la relation avec les parties prenantes par le biais du Stakeholder Management System [voir p. 28](#) ;
- suivre l'état d'avancement des projets et les résultats obtenus grâce à des outils de gestion spécifiques (par exemple, l'approche du cadre logique et le suivi, l'évaluation et l'apprentissage) ;
- évaluer l'impact et quantifier les bénéfices générés par Eni dans le cadre de ses activités commerciales et par le biais du modèle de coopération (par exemple, Modèle d'Évaluation du Contenu Local d'Eni et l'outil d'Évaluation d'Impact d'Eni-Eni Impact Tool-d'Eni).

## MODÈLE DE CONTENU LOCAL ELCE

Le contenu local représente la valeur ajoutée apportée à l'économie, à la société et aux communautés locales pendant la durée de vie d'un projet ou d'une activité. Depuis 2016, Eni utilise le modèle « propriétaire » ELCE (« Modèle Eni d'Évaluation du Contenu Local »), validé par l'École Polytechnique de Milan ; cette approche fournit une vision quantitative des impacts locaux des activités d'Eni, tant en termes économiques que d'emploi. Le modèle peut être appliqué tant dans le bilan (pour évaluer les activités opérationnelles ou les projets déjà mis en œuvre) que dans le budget (pour l'analyse des projets encore en phase de développement). Pour Eni, un modèle quantitatif permettant d'estimer la valeur du contenu local tel que l'ELCE constitue une supervision importante d'une question qui fait depuis longtemps partie intégrante des processus de développement de projets industriels et qui est souvent incluse dans la législation des pays dans lesquels Eni opère. L'application du mo-

dèle ELCE s'étend à un nombre croissant de contextes géographiques et de secteurs industriels, afin d'inclure les domaines d'intérêt croissant dans la stratégie de transition énergétique d'Eni. On peut citer le projet de liquéfaction de GNL au Congo et le projet d'usine de démonstration de confinement du dioxyde de carbone à Ravenna (phase de démonstration du CSC) qui seront analysés au cours de l'année 2022. Le tableau ci-dessous présente un extrait des projets analysés jusqu'en 2021.

Au cours de l'année 2021, afin de tirer parti de la grande disponibilité des données obtenues grâce au modèle ELCE, une méthodologie d'estimation des impacts locaux, simplifiée et plus rapide que le processus traditionnel, a été mise au point. Cette approche peut être utilisée si le contexte analysé est comparable (à la fois en termes de type de projet et de portée géographique) aux applications antérieures du modèle et fournit des résultats d'autant plus exacts et précis que la base de données de résultats disponible est importante.

PAYS	PROJET	ACTIVITÉ PRODUCTIVE	ANNÉE
ANGOLA	Hub Est et Ouest Quiluma et Maboqueiro	Système d'huile flottante Usine de gaz à terre avec puits en mer	2017 2020-2021
ÉGYPTE	Zohr	Usine de gaz à terre avec puits en mer	2018
GHANA	POCT	Système d'huile flottante	2017
ITALIE	District du Centre-Nord District Sud CSC & CSC Phase démo	Usine de gaz à terre avec puits en mer Usine pétrolière à terre Captage et confinement du CO <sub>2</sub>	2017 2018 2020-2021
MEXIQUE	Zone 1	Système d'huile flottante	2019
MOZAMBIQUE	Coral FLNG	Usine flottante de liquéfaction du gaz	2019





## IDENTIFICATION D'INDICATEURS STANDARD, APPLIQUÉS AUX PROJETS SOCIAUX

Pour soutenir l'application de la méthode de l'approche du cadre logique (LFA) et de la gestion axée sur les résultats (RBM) aux projets de développement local et pour faciliter la collecte de données significatives et fondées sur des preuves, Eni a défini un ensemble d'indicateurs standard pour les résultats à court et moyen

termes. Les indicateurs standard, identifiés conformément aux objectifs et à la stratégie de développement durable d'Eni, permettent de mesurer l'efficacité et l'efficience des initiatives d'Eni dans les secteurs dans lesquels elle opère : Accès à l'énergie hors-réseaux, Protection du territoire, Diversification économique, Accès à l'eau et à l'assainissement, Éducation et santé communautaire. De même, les indicateurs standard tiennent

compte de thèmes transversaux tels que le genre ainsi que la protection et la promotion des droits de l'homme. La collecte de données sur ces indicateurs permet, d'une part, une analyse approfondie des résultats obtenus par Eni à travers ses nombreuses initiatives de durabilité en termes d'impact sur la croissance socio-économique des communautés locales et, d'autre part, l'agrégation et la consolidation des résultats d'Eni au niveau mondial.



Projet Promotion de la scolarité à Paquitequete, Mozambique



### FOCUS ON

## EXEMPLE D'INDICATEURS STANDARD APPLIQUÉS AU SECTEUR DE L'ÉDUCATION

CERTAINS DES INDICATEURS STANDARD DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION IDENTIFIÉS ET LEUR ALIGNEMENT AVEC LES ODD PERTINENTS SONT PRÉSENTÉS CI-DESSOUS.

### OBJECTIFS LIÉS À L'ODD 4, POUR UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ :



- Faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons reçoivent un enseignement primaire et secondaire gratuit, égal et de qualité, débouchant sur des résultats d'apprentissage pertinents et efficaces.
- Garantir l'égalité d'accès de toutes les femmes et de tous les hommes à un enseignement technique, professionnel et universitaire abordable et de qualité.
- Garantir l'alphabétisation de tous les jeunes et d'une proportion importante d'adultes, hommes et femmes.
- Construire et moderniser des installations scolaires adaptées aux enfants, aux handicapés et aux femmes afin de créer des environnements d'apprentissage sûrs, non violents et efficaces pour tous.
- Augmenter de manière significative l'offre d'enseignants qualifiés, notamment par le biais de la coopération internationale pour la formation des enseignants dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement.

### ENSEMBLE D'INDICATEURS STANDARD IDENTIFIÉS PAR ENI POUR MESURER L'EFFICIENCE ET L'EFFICACITÉ DES INITIATIVES EN MATIÈRE D'ÉDUCATION (ODD 4)

Pourcentage d'élèves masculins et féminins atteignant un niveau suffisant en lecture et en mathématiques

Pourcentage d'étudiants masculins et féminins terminant l'année scolaire

Nombre d'étudiants inscrits à des programmes de maîtrise, de diplôme ou d'université bénéficiant de bourses d'études

Nombre d'hommes et de femmes participant à des cours d'alphabétisation pour adultes

Nombre d'écoles et/ou d'installations/institutions éducatives construites ou rénovées

Nombre d'enseignants et/ou de personnel scolaire formés et/ou dotés de matériel pédagogique





# Glossaire

## NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI À 2050



<b>BIOMASSE</b>	Partie biodégradable des produits, déchets et résidus de l'agriculture (y compris les substances végétales et animales), de la sylviculture et des industries connexes, ainsi que la partie biodégradable des déchets industriels et municipaux.
<b>ÉMISSIONS DE GES SCOPE 1</b>	Émissions directes de GES provenant des activités de la Compagnie et provenant de sources possédées ou contrôlées par la Compagnie.
<b>ÉMISSIONS DE GES SCOPE 2</b>	Émissions indirectes de GES provenant de la production d'électricité, de vapeur et de chaleur achetées par des tiers et consommées par des actifs détenus ou contrôlés par la Société.
<b>ÉMISSIONS DE GES SCOPE 3</b>	Émissions indirectes de GES associées à la chaîne de valeur des produits d'Eni.
<b>FORESTERIE</b>	La sylviculture durable (également appelée foresterie) consiste en des pratiques de gestion forestière qui reprennent les cycles biologiques naturels.
<b>EMPREINTE CARBONE NETTE</b>	Émissions de GES Scope 1 et 2 associées aux opérations d'Eni, comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, nettes du carbone absorbé ou capturé (c'est-à-dire carbon sinks).
<b>CCUS - CAPTAGE, UTILISATION ET STOCKAGE DU DIOXYDE DE CARBONE</b>	L'acronyme CC(U)S - Carbon dioxide Capture (Utilisation) & Storage fait référence au processus d'absorption du carbone contenu dans le CO <sub>2</sub> de l'atmosphère. Une fois capté, le gaz est soit stocké dans des endroits sûrs (« stockage »), soit utilisé dans la production d'autres substances (« utilisation »).
<b>TORCHAGE</b>	La pratique consistant à brûler du gaz associé à la production de pétrole, ce qui peut se produire pour des raisons de sécurité ou lorsqu'il n'y a pas d'infrastructure disponible pour commercialiser le gaz. Dans ce dernier cas, on parle de torchage de routine (ou de production).
<b>NATURAL CLIMATE SOLUTION (NCS)</b>	Actions visant à promouvoir la conservation et la restauration des écosystèmes et à améliorer les activités de gestion des terres destinées au stockage du carbone et/ou à la prévention des émissions de GES.

## EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE



<b>DÉVERSEMENT DE PÉTROLE</b>	Déversement de pétrole ou de dérivé pétrolier provenant du raffinage ou de déchets pétroliers survenus en raison d'accidents survenus pendant l'activité opérationnelle normale (c'est-à-dire « déversements opérationnels d'hydrocarbures ») ou en raison d'actions qui entravent l'activité opérationnelle de l'unité commerciale ou d'actes insurmontables de groupes organisés (c'est-à-dire « déversements opérationnels d'hydrocarbures par actes de sabotage et de terrorisme »).
<b>POLYMÈRES</b>	Macromolécule, c'est-à-dire une molécule de poids moléculaire élevé, constituée d'un grand nombre de groupes moléculaires (ou unités structurales) identiques ou différents, unis « en chaîne » par la répétition du même type de liaison.
<b>INTÉGRITÉ DES ACTIFS</b>	Capacité d'un actif à fonctionner de manière efficace et précise, tout en préservant le bien-être du personnel et de l'équipement tout au long du cycle de vie du bien, depuis sa phase de conception jusqu'à sa mise hors service.
<b>TIER 1 ET TIER 2</b>	Les niveaux (« tier ») 1 et 2 indiquent la gravité des conséquences d'un événement accidentel en termes de quantités de substances dangereuses libérées et de dommages causés aux personnes ou aux actifs. Tier 1 : événement le plus grave ; Tier 2 : événement le moins grave.
<b>UNGP</b>	Les Principes Directeurs des Nations Unies (UNGP), adoptés par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies en 2011, constituent la norme de référence mondiale en matière de responsabilité des entreprises dans le domaine des droits de l'homme.
<b>SIGNALEMENTS</b>	Toute communication reçue par Eni relative au Système de Contrôle Interne et de Gestion des Risques et concernant un comportement imputable au personnel d'Eni en violation du code éthique, des lois, des règlements, des dispositions des Autorités, des règles internes, du Modèle 231 ou des Modèles de Conformité.

## PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT



<b>ODD</b>	Les Objectifs de Développement Durable (ODD) sont le plan visant à assurer un avenir meilleur et plus durable pour tous d'ici 2030. Adoptés par tous les États membres de l'ONU en 2015, ils traitent des défis mondiaux auxquels le monde est confronté, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au changement climatique, à la dégradation de l'environnement, à la paix et à la justice.
<b>ACCÈS À L'ÉNERGIE EN RÉSEAUX ET HORS-RÉSEAUX</b>	L'accès à l'électricité à partir du réseau de distribution national (énergie en réseaux) ou de systèmes autonomes de production d'électricité (énergie hors-réseaux).
<b>MOU - PROTOCOLE D'ACCORD</b>	Accord non juridiquement contraignant qui établit l'intention de travailler ensemble pour atteindre des objectifs communs entre plusieurs partenaires.
<b>JOINT DECLARATION</b>	Un communiqué qui, à l'issue d'une réunion entre les représentants de plusieurs États ou organisations, est publié d'un commun accord pour faire connaître à la presse et au public les questions abordées ou les engagements pris.
<b>COOPERATION AGREEMENT</b>	Document juridiquement contraignant fixant les modalités de coopération entre plusieurs organisations sur des projets spécifiques, définissant les responsabilités et les moyens de financement.
<b>GRIEF</b>	Plainte ou grief soulevé par un individu - ou un groupe d'individus - découlant d'impacts réels ou perçus causés par les activités opérationnelles de l'organisation.
<b>GROUPES VULNÉRABLES</b>	Groupes d'individus ayant une condition ou une caractéristique spécifique (par exemple, économique, physique, politique, sociale) qui peuvent être affectés négativement par les activités de l'organisation plus sévèrement que la population générale.



# Rapport du Cabinet d'Audit



## **Limited Assurance report on Sustainability Reporting- Eni For 2021**

To the Board of Directors of Eni SpA

We have been engaged to undertake a limited assurance engagement on the Sustainability Report Eni For of Eni Group (hereinafter also the "Group") for the year ended 31 december 2021 (hereinafter also the "Report").

### **Responsibilities of the Directors for the Sustainability Report**

The Directors of Eni SpA are responsible for the preparation of the Sustainability Report in accordance with the "Global Reporting Initiative Sustainability Reporting Standards" issued in 2016 and updated to 2020 by GRI - Global Reporting Initiative (the "GRI Standards"), as illustrated in the "Reporting Criteria" section of the Report.

The Directors are also responsible for such internal control as they determine is necessary to enable the preparation of a Report that is free from material misstatement, whether due to fraud or error.

The Directors are also responsible for defining the sustainability performance targets of Eni Group, as well as for identifying its stakeholders and material topics to be reported on.

### **Our Independence and Quality Control**

We have complied with the independence and other ethical requirements of the Code of Ethics for Professional Accountants issued by the International Ethics Standards Board for Accountants, which is founded on fundamental principles of integrity, objectivity, professional competence and due care, confidentiality and professional behaviour.

Our firm applies International Standard on Quality Control 1 (ISQC Italia 1) and accordingly maintains a comprehensive system of quality control including documented policies and procedures regarding compliance with ethical requirements, professional standards and applicable legal and regulatory requirements.

### **PricewaterhouseCoopers SpA**

Sede legale: **Milano** 20145 Piazza Tre Torri 2 Tel. 02 77851 Fax 02 7785240 Capitale Sociale Euro 6.890.000,00 i.v. C.F. e P.IVA e Reg. Imprese Milano Monza Brianza Lodi 12979880155 Iscritta al n° 119644 del Registro dei Revisori Legali - Altri Uffici: **Ancona** 60131 Via Sandro Totti 1 Tel. 071 2132311 - **Bari** 70122 Via Abate Gimma 72 Tel. 080 5640211 - **Bergamo** 24121 Largo Belotti 5 Tel. 035 229691 - **Bologna** 40126 Via Angelo Finelli 8 Tel. 051 6186211 - **Brescia** 25121 Viale Duca d'Aosta 28 Tel. 030 3697501 - **Catania** 95129 Corso Italia 302 Tel. 095 7532311 - **Firenze** 50121 Viale Gramsci 15 Tel. 055 2482811 - **Genova** 16121 Piazza Piccapietra 9 Tel. 010 29041 - **Napoli** 80121 Via dei Mille 16 Tel. 081 36181 - **Padova** 35138 Via Vicoenza 4 Tel. 049 873481 - **Palermo** 90141 Via Marchese Ugo 60 Tel. 091 349737 - **Parma** 43121 Viale Tanara 20/A Tel. 0521 275911 - **Pescara** 65127 Piazza Ettore Troilo 8 Tel. 085 4545711 - **Roma** 00154 Largo Fochetti 29 Tel. 06 570251 - **Torino** 10122 Corso Palestro 10 Tel. 011 556771 - **Trento** 38122 Viale della Costituzione 33 Tel. 0461 237004 - **Treviso** 31100 Viale Felissent 90 Tel. 0422 606911 - **Trieste** 34125 Via Cesare Battisti 18 Tel. 040 3480781 - **Udine** 33100 Via Fossolle 43 Tel. 0432 25789 - **Varese** 21100 Via Albuzzi 43 Tel. 0332 285039 - **Verona** 37135 Via Francia 21/C Tel. 045 8263001 - **Vicenza** 36100 Piazza Pontelandolfo 9 Tel. 0444 393311

[www.pwc.com/it](http://www.pwc.com/it)



### ***Our Responsibilities***

Our responsibility is to express a conclusion, based on the procedures performed, on whether the Report complies with the requirements of the GRI Standards. We conducted our work in accordance with “International Standard on Assurance Engagements ISAE 3000 (Revised) - Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Information” (hereinafter also “ISAE 3000 Revised”) issued by the International Auditing and Assurance Standards Board (IAASB) for limited assurance engagements. That standard requires that we plan and perform procedures to obtain limited assurance about whether the Sustainability Report is free from material misstatement.

The work performed was less in scope than in a reasonable assurance engagement conducted in accordance with ISAE 3000 Revised and, consequently, we did not obtain assurance that we became aware of all significant facts and circumstances that might be identified in a reasonable assurance engagement.

The procedures performed on the Report were based on our professional judgement and included inquiries, primarily of personnel of the Company responsible for the preparation of the information presented in the Report, inspection of documents, recalculations and other procedures designed to obtain evidence considered useful.

In detail, we performed the following procedures:

- 1) we analysed the reasons for the existence of both a Non-financial Statement (required under articles 3, 4 and 7 of Legislative Decree No. 254/2016) and the Report, and the features distinguishing the two documents;
- 2) we analysed the process of definition of the material topics reported on in the Report, with reference to the method of their identification in terms of priority for the various categories of stakeholders and to the internal validation of the results of the process;
- 3) we compared the financial information reported in the “Governance and business ethics” section of the Sustainability Report with the information included in the Group’s annual consolidated financial statements;
- 4) we obtained an understanding of the processes underlying the generation, collection and management of significant qualitative and quantitative information included in the Report.

In detail, we inquired of and discussed with management personnel of Eni SpA and with personnel of Eni Congo SA, Eni US Operating Inc, Petrobel Belayim Petroleum CO, Versalis France SAS and we carried out limited analyses of documentary evidence, in order to obtain information about the processes and procedures supporting the collection, aggregation, processing and submission of non-financial information to the corporate function in charge of the preparation of the Report.

Furthermore, for significant information, taking into account the activities and characteristics of the Group:

- at parent company level
  - a) with reference to the qualitative information presented in the Report, we carried out interviews and obtained supporting documents to verify its consistency with available evidence;
  - b) with reference to quantitative information, we performed both analytical procedures and limited tests to verify, on a sample basis, the accuracy of data aggregation.
- for Eni SpA (Taranto Refinery), Eni Congo SA (Mboundi Site), Eni US Operating Inc (Green Canyon 254 Site), Petrobel Belayim Petroleum (Zohr Site) e Versalis France SAS (Dunkerque Installation), which we selected based on their activities, contribution to performance indicators at



a consolidated level and location, we carried out meetings and onsite visits during which we met the persons responsible and obtained documentary evidence, on a sample basis, about the correct application of the procedures and calculation methods applied for the indicators.

### **Conclusion**

Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the Sustainability Report Eni For of Eni Group for the year ended 31 December 2021 is not prepared, in all material respects, in accordance with the requirements of the GRI Standards as illustrated in the "Reporting criteria" section of the Report.

With reference to the annex "Statement on GHG accounting and reporting - year 2021" of the Sustainability Report - Eni For called "Carbon neutrality by 2050", which has been prepared with principles (suitable criteria) that differ from the GRI Standards, the audit activities envisaged by ISAE 3000 Revised were carried out using the limited assurance approach for the indicators GHG Lifecycle Emissions (Net GHG Lifecycle Emissions and Net Carbon Intensity), Net Zero Carbon Footprint Eni (Scope 1 e 2), Net Zero Carbon Footprint Upstream (Scope 1 and 2) on an equity basis and Scope 3 emissions, and reasonable assurance, in accordance with ISAE 3410, for the indicators Scope 1 emissions and Scope 2 emissions. On the basis of these activities, a special report was prepared and attached to the document "Carbon neutrality by 2050".

Milano, 11 maggio 2022

PricewaterhouseCoopers SpA

*Signed by*

Paolo Bersani  
(Partner)

*This report has been translated from the Italian original solely for the convenience of international readers. We have not performed any controls on the Sustainability Report – Eni For translation.*



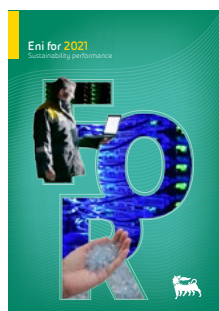
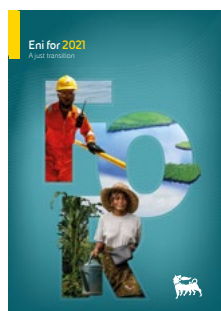


# Le rapport non financier d'Eni

Par le biais de son rapport non financier, Eni souhaite raconter de manière proactive son rôle dans la transition énergétique, en partageant ses valeurs, ses stratégies d'entreprise, ses objectifs et ses réalisations à ce jour. C'est pourquoi, consciente également de la place de plus en plus centrale qu'occupent les informations non financières, Eni a développé au fil des ans un système de reporting articulé dans le but de répondre

aux besoins d'information de ses parties prenantes de manière complète et opportune, tant en termes de variété que de niveau de détail. La **Déclaration Non Financière Consolidée 2021 (DNF)**, préparée conformément aux exigences du Décret Législatif 254/2016 (transposant la Directive Européenne 95/2014) et publié dans le Rapport Financier Annuel 2021, vise à répondre de manière concise aux besoins d'information

des parties prenantes d'Eni, en favorisant davantage l'intégration des informations financières et non financières. La DNF fournit un rapport intégré sur le modèle de gestion, les politiques pratiquées, les principaux risques et les résultats liés aux questions environnementales, sociales, de personnel, de droits de l'homme et de lutte contre la corruption. [Pour en savoir plus, consulter le rapport financier annuel 2021](#)



Vos commentaires sont importants pour nous. Si vous avez des commentaires, des suggestions ou des questions, veuillez écrire à l'adresse suivante [sostenibilità@eni.com](mailto:sostenibilità@eni.com)

**Eni for 2021 – Une transition juste :** rapport décrivant comment, grâce à son modèle d'entreprise intégré, Eni crée de la valeur à long terme par l'excellence opérationnelle, les partenariats de développement local et la neutralité carbone d'ici à 2050.

**Eni for 2021 – Neutralité carbone d'ici à 2050 :** un examen approfondi de la gouvernance d'Eni, de ses activités de gestion des risques, de

sa stratégie et de ses principaux paramètres et objectifs en matière de changement climatique.

**Eni for 2021 – Performance en matière de durabilité :** un rapport, disponible uniquement en ligne, qui fournit une vue d'ensemble des indicateurs de performance non financière selon les trois leviers du modèle d'entreprise d'Eni.

**Autres rapports :** dans les mois à

venir, Eni publiera également Eni For Droits de l'homme. Rapport décrivant la stratégie d'Eni en matière de promotion et de respect des droits de l'homme et énumérant les principales activités et les indicateurs de performance. En plus de ces documents, Eni publie chaque année d'autres bilans locaux sur la durabilité disponibles au cours de l'année 2022 sur le site.

[Pour en savoir plus : eni.com](#)

## PRINCIPES ET CRITÈRES DE REPORTING

Eni for 2021 est établi conformément aux « Sustainability Reporting Standard » de la Global Reporting Initiative (GRI Standards), selon un niveau d'adhésion « in accordance core » et en tenant compte des 10 principes du Pacte Mondial. Eni for 2021 - Neutralité carbone d'ici à 2050 a été préparé conformément aux recommandations de la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD). En outre, conformément à l'engagement de promouvoir une divulgation complète et comparable, les paramètres liés à la norme du Sustainability Accounting Standards Board (SASB) et les paramètres « de base » définis par le Forum Economique Mondial (FEM) dans le livre blanc « Mesurer le capitalisme des parties prenantes - Vers des paramètres communs et un reporting cohérent de la création de valeur durable » (ces derniers étant déjà publiés dans la déclaration non financière) ont été publiés. Enfin, depuis cette année, Eni publie un tableau contenant les indicateurs requis par le Règlement Européen sur la Divulgation des Informations Financières Durables (SFDR). Les tableaux de réconciliation selon la norme GRI, les recommandations de la TCFD, la norme SASB, les paramètres du WEF et ceux requis par le SFDR sont disponibles dans le document Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité et sur le site web [eni.com](#) [Pour en savoir plus : Eni for 2021 - Performance en matière de durabilité \(p. 49-64\)](#)

## ASSURANCE EXTERNE

Eni for 2021 a, cette année encore, fait l'objet d'une assurance limitée l'auditeur indépendant, également chargé de vérifier les états financiers consolidés et le DNF (p. 109). En outre, les émissions de GES de Scope 1 et 2 font également l'objet d'une assurance raisonnable par la même Société de révision comptable externe (PwC), dans l'objectif de garantir une robustesse encore plus grande de ces données d'importance stratégique pour Eni. [Pour en savoir plus : Eni for 2021 - Neutralité carbone d'ici à 2050 \(p. 52-55\)](#)



## Eni SpA

### Siège social

Piazzale Enrico Mattei, 1 – Rome – Italie

Capital social au 31 décembre 2021 : 4 005 358 876,00 € entièrement versé

Registre du commerce de Rome et code fiscal 00484960588

Numéro de TVA 00905811006

### Autres sièges

Via Emilia, 1 – San Donato Milanese (MI) – Italie

Piazza Ezio Vanoni, 1 – San Donato Milanese (MI) – Italie

### Contacts

eni.com

+39-0659821

800940924

segreteria.societaria.azionisti@eni.com

### Bureau des relations avec les investisseurs

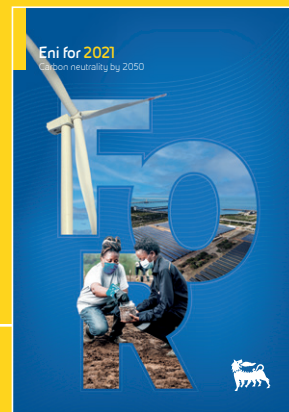
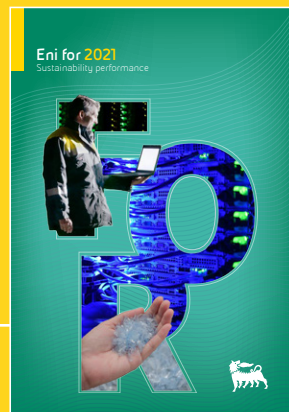
Piazza Ezio Vanoni, 1 - 20097 San Donato Milanese (MI)

Tél. +39-0252051651 - Fax +39-0252031929

e-mail : investorrelations@eni.com

### Présentation, mise en page et supervision

K-Change - Rome



Eni for 2021 - Rapport sur le développement durable

